



Sous la direction de
ZEEV STERNHELL

L'histoire refoulée

La Rocque,
les Croix de feu,
et le fascisme
français


cerf

SOUS LA DIRECTION
DE ZEEV STERNHELL

L'HISTOIRE REFOULÉE

*La Rocque, les Croix de feu,
et la question du fascisme français*

LES ÉDITIONS DU CERF

© *Les Éditions du Cerf*, 2019

www.editionsducerf.fr

24, rue des Tanneries

75013 Paris

EAN 978-2-204-13126-1

Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#).

Introduction

Didier Leschi et Laurent Kestel

Selon Sigmund Freud, le refoulement est défini comme l'opération par laquelle le sujet cherche à repousser ou à maintenir dans l'inconscient les représentations (pensées, images, souvenirs) les plus gênantes¹. En reprenant de manière métaphorique cette définition du refoulement, nous pourrions dire qu'à l'échelle d'un pays, le refoulement serait la face cachée d'un roman national, où serait logé tout ce qui n'a pas droit de cité dans ce récit mythologique.

Vichy a longtemps été un de ces grands moments-là. Pour conjurer son histoire et masquer ses crimes, la construction du roman national après la Libération s'est faite autour de quelques mythes, en particulier ceux d'une France victorieuse et résistante, d'un régime de Vichy comme le pur produit de la débâcle de 1940, ou encore d'un occupant nazi comme la source principale de l'éradication des principes hérités de la Révolution française. Pour le dire plus clairement : Vichy n'était pas la France, selon la formule employée par le Général de Gaulle en 1944. Consolider le mythe nécessitait de tirer un trait sur cette guerre civile qu'engendra l'Occupation et de réconcilier le pays avec lui-même, ce dont témoigne la rapide mise en œuvre d'amnisties sans cesse élargies dans leur champ d'application entre 1947 et 1953² et de produire un récit historique empli d'images d'Épinal.

Cette volonté de « se réconcilier » avec ses adversaires de la veille n'est cependant pas propre à cette période. La grande historienne de l'antiquité que fut Nicole Loraux a mis au jour à partir de la première amnistie de l'histoire occidentale, celle qui suivit la tyrannie des Trente, ce mouvement des sociétés

souhaitant « ne pas rappeler les malheurs du passé » à l'exemple de ce que firent les « résistants » démocrates victorieux en 403³. Cette volonté de réconciliation a, consciemment ou inconsciemment, pesé sur les écrits d'historiens de l'après-guerre qui avaient eux-mêmes vécu le tragique de l'histoire. L'école fondée avec talent par René Rémond en garde la trace en ayant soutenu très tôt, au lendemain des malheurs français, que dans l'avant-guerre les groupes de la droite autoritaire, nationaliste, anti-démocratique et anti-Lumières avaient été marginaux, leurs organisations groupusculaires, leurs idéologies floues, leurs programmes peu sérieux. Ces courants d'avant-guerre furent présentés comme ne pouvant être voués qu'à l'échec. En conséquence, Vichy ne pouvait être que le produit de la volonté de marginaux ayant profité de la divine surprise que fut pour eux la défaite pour entourer une figure respectée ayant fait don de sa vieillesse sans pouvoir éviter un naufrage. À travers ce récit, la France pouvait sortir de la guerre et de Vichy plus ou moins indemne et habiller un ego blessé. C'est la thèse des deux Vichy : le Vichy de Pétain paratonnerre de plus grands malheurs pour la France, le Vichy de Laval ayant sombré dans la Collaboration. Thèse qui n'est que le prolongement de la tentative de justification par Pétain, lui-même, de son action durant l'occupation avancée le 11 août 1944 avant de quitter le pays pour Sigmaringen : « s'il est vrai que de Gaulle a levé hardiment l'épée de la France, l'histoire n'oubliera pas que j'ai tenu patiemment le bouclier des Français⁴ ». Ce récit permit longtemps de passer sous silence ce que Gérard Noiriel nommera bien des années plus tard les « origines républicaines de Vichy⁵ ». Des colloques aussi mondains que scientifiques vinrent conforter cette thèse lénifiante. Ils permirent même d'entendre d'anciens préfets collaborateurs gloser doctement sur la difficile mise en œuvre de la duplicité de Vichy, pour se

focaliser selon la formule de Stanley Hoffmann, sur « le Vichy propre, ou le bon Vichy⁶ ». C'est à partir de cette matrice historiographique originelle que fut abordé le parcours politique de La Rocque.

Le livre que publie Robert Paxton en 1973, *La France de Vichy*, sonna le glas de cette histoire mythifiée⁷. L'historien américain mit en évidence la dynamique endogène dans les décisions de Pétain au pouvoir, la célérité avec laquelle le nouveau régime instaure un cadre juridique autorisant les persécutions et un cadre idéologique destiné à rompre avec l'héritage des Lumières et s'exorciser du Front populaire.

Après les éléments mis au jour par Paxton, il apparut évident que l'enracinement de la République et de ses valeurs n'avait non seulement pas empêché l'avènement d'un régime de collaboration avec l'occupant nazi, mais que celui-ci avait été installé avec l'appui d'une grande partie des élites – politiques en premier lieu, mais également administratives, économiques et culturelles⁸. Vichy put ainsi jouer sa partition dans le concert des régimes européens pris dans la dérive fasciste. Et, dans l'Europe occupée, ses dirigeants eurent à cœur de se présenter comme les bons élèves de « l'Europe nouvelle » que voulait mettre en place Hitler.

Pour poursuivre dans la métaphore de la psychanalyse, en matière de défense du moi trône aux côtés du refoulement un autre mécanisme que Freud a nommé le déplacement et dont la fonction est « d'objectiver, de localiser, de circonscrire l'angoisse⁹ ». Nous pourrions analyser l'évolution de l'école historiographique fondée par René Rémond comme une opération de déplacement devant l'ampleur des révélations de Paxton. Il s'est en effet agi de changer l'angle de la controverse. L'heure ne fut plus tant d'affirmer la rupture totale de Vichy avec la trinité rémondienne du légitimisme, de

l'orléanisme et du bonapartisme que de souligner l'absence de racines dans la société. En dehors d'aventuriers plébéiens comme Doriot, qui sert d'épouvantail afin de mieux absoudre La Rocque¹⁰, ou de parlementaires isolés en quête d'un destin national comme Laval, la France, même si elle n'était pas à Londres, était ailleurs. Vichy ? Un champignon malheureux ayant éclos sur un humus peu profond. La survivance jusqu'à aujourd'hui de cette thèse doit beaucoup à la capacité d'évitement du débat en s'abritant derrière les murs de l'amphithéâtre André Siegfried de l'Institut d'étude politique de Paris.

C'est dans ce contexte idéologique que sont apparus les travaux de Zeev Sternhell. Sa thèse sur Maurice Barrès fut dirigée par Jean Touchard, alors secrétaire général de la Fondation nationale des sciences politiques. Soutenue en 1969, elle avait été saluée par un jury où figuraient notamment René Rémond et le doyen Jean-Jacques Chevalier. Mais c'est véritablement avec la publication, en 1983, de *Ni droite, ni gauche, l'idéologie Fasciste en France* que va se cristalliser la controverse. En attestant de la naissance puis de l'existence dans la durée, dès la seconde moitié du XIX^e siècle, d'une droite révolutionnaire, anti-Lumières, nationaliste et antisémite, irriguant intellectuellement le champ des droites, Zeev Sternhell est venu ébranler l'édifice de la « thèse immunitaire » selon la formule proposée par Michel Dobry en réponse à l'idée que la France aurait été allergique au fascisme¹¹.

Dans ce livre, Zeev Sternhell met en effet en évidence que ces courants pourfendeurs de la pensée des Lumières et de l'idée de l'émancipation individuelle et sociale, qui lient la question sociale et la question nationale – sans remettre en cause les structures sociales – sont les précurseurs de la pensée

fasciste faites à la fois du refus des Lumières, sans vouloir pour autant un retour à l'Ancien Régime, et d'une révision du marxisme dans les pas de Sorel. Et c'est ainsi que l'existence ou non d'un « fascisme français » est devenue l'une des plus importantes controverses historiographiques de la deuxième moitié du XX^e siècle, opposant pendant plus de trente ans d'abord les historiens de Sciences-po à un de ses anciens étudiants. Les réactions furent aussi nombreuses que véhémentes, allant parfois jusqu'à susciter d'étranges commentaires. Son analyse a ainsi pu être considérée comme biaisée du fait de son histoire personnelle d'Israélien rescapé de l'extermination des juifs de Pologne ; de même a-t-on pu lire que les historiens anglo-saxons, trop éloignés des réalités nationales, ne peuvent pleinement saisir les complexités de notre histoire contemporaine¹².

Ces considérations pour le moins étonnantes attestent que c'est essentiellement de l'extérieur du champ des historiens franco-français qu'ont surgi de nouvelles critiques envers la thèse immunitaire. Parmi ces historiens anglo-saxons dont la qualité des travaux a été parfois mise en doute au titre que, n'étant pas français, les nuances des archives leur échapperaient¹³, en plus de Robert O. Paxton, il faut citer Robert Soucy, mais également William D. Irving, Samuel Kalman, Kevin Passmore, Samuel Goodfellow, Brian Jenkins, Chris Millington, Sean Kennedy ou encore Caroline Campbell¹⁴. À l'exception de Soucy, ces auteurs n'ont jamais été traduits en français. Pour trois d'entre eux, ce livre est l'occasion de combler ce manque et de permettre ainsi à un lectorat francophone de découvrir certains aspects de leurs travaux et des analyses qu'ils renferment. Plusieurs d'entre eux ont permis de souligner que bien avant la débâcle, des franges importantes de la société française et notamment de

ses élites politiques, économiques et intellectuelles ont été sensibles aux aventures fascistes, même si peu s'en réclamaient ouvertement, au nom d'une recherche d'une « formule française ». De même ont-ils permis de mettre en évidence que l'antisémitisme était loin de se réduire aux scansionnements d'un Charles Maurras, mais que la persécution des juifs était espérée bien au-delà, comme en témoigne la publication récente du journal du philosophe Alain, idéologue organique du parti radical et, de fait par extension, l'idéologue quasi-officiel de la III^e République. Derrière ses écrits promouvant la morale républicaine et le pacifisme, le philosophe n'en souhaitait pas moins d'autres possibles, fort peu républicains. Dans l'intimité de ses écrits, en date du 22 juillet 1940, il en vint par exemple à souhaiter la victoire de l'Allemagne « car il ne faut pas que le général de Gaulle l'emporte chez nous » ; de même voyait-il en l'auteur de *Mein Kampf* « un esprit moderne, un esprit invincible », traitant de la « question juive » avec « une éloquence extraordinaire et une remarquable sincérité¹⁵ ». Sans doute les tenants de la thèse immunitaire pourront-ils se consoler en considérant que l'existence de cette parole intime atteste d'une réticence à la rendre publique. Mais cela prouve à quel point l'antisémitisme était étendu bien au-delà du cénacle des plumitifs sinistres qui vomissaient leur haine dans les colonnes d'une presse d'extrême droite. Car, en contrepoint du déshonneur caché d'Alain, on ne peut oublier le grand écho qu'attestent les tirages des journaux antisémites, *Gringoire*, *L'ami du peuple*, *Je suis partout* dirigé jusqu'en juillet 1943 par le talentueux Brasillach, ou encore *Au Pilon*, dont une des spécialités était d'appeler les bons citoyens à dénoncer les « Juifs¹⁶ ». Il y a aussi l'écho qu'aura rencontré Lucien Rebatet, auteur de ce qui est souvent présenté comme le best-seller de l'Occupation, *Les Décombres*, édité par Denoël à l'été 1942. Un appel au

meurtre de la « juiverie » vendu à près de 200 000 exemplaires¹⁷. Ou encore le succès du film de propagande antisémite nazi voulu par Joseph Goebbels, *Le Juif Süss*, sorti en France en février 1941 et qui sera projeté jusqu'en 1944 pour un nombre de spectateurs estimé à un million. Tout cela bien sûr ne saura faire ignorer les multiples actes de solidarité et même plus de nombres de Français, fonctionnaires ou non, désapprouvant la persécution des juifs¹⁸.

En dehors des historiens anglo-saxons, il nous faut également souligner l'importance des travaux du politiste Michel Dobry avec lequel les tenants de la thèse immunitaire auront refusé de débattre, accompagnant cette posture d'un certain mépris¹⁹. Michel Dobry a procédé à une déconstruction méthodique de la thèse immunitaire, de ses présupposés méthodologiques et intellectuels, en particulier sur la finalité des classements en sciences sociales réductrice de la complexité des objets. Il n'a pas seulement été à l'origine du premier ouvrage, regroupant chercheurs français et étrangers, remettant en cause la thèse immunitaire²⁰ ; il a été un des premiers à considérer que les Croix de feu et le parti social français n'étaient pas un mouvement de masse républicain qui, par son existence même, aurait eu pour effet de contenir la menace fasciste en France. Cette thèse défendue en particulier par Serge Bernstein et ses épigones rendait d'ailleurs encore plus incompréhensible la fidélité du colonel de La Rocque à Pétain et la reprise par le régime de Vichy de la devise « Travail Famille Patrie » que La Rocque avait mise à l'honneur avec ses mouvements²¹.

C'est ici que se joue véritablement l'appréciation de ce que fut le mouvement Croix de feu entre 1933 et Vichy. La Rocque et ses mouvements dans leurs diverses formes constituent à la

fois le « pivot du débat », selon les termes de René Rémond, et la pierre angulaire du refoulement.

Croix de feu et PSF ont donc été l'objet de plusieurs publications ces dernières années²².

Afin de contrer les mises au jour de ce que Didier Leschi avait nommé « l'étrange cas La Rocque²³ », les tenants de la thèse immunitaire publièrent en 2014 ses « carnets de mémoire ». Dans la présentation qu'il en donne, Serge Berstein a ainsi eu à cœur de souligner que, n'ayant pas eu de responsabilité au sein du régime de Vichy, La Rocque ne pouvait être un « fasciste ». Pour l'historien du radicalisme, il fut tout au long de sa trajectoire et, jusqu'au bout, un « républicain en marge de la République » ayant accepté « pour l'essentiel, l'héritage de la Révolution française²⁴ », refusant les discriminations antisémites, ayant suivi fidèlement, mais d'une fidélité sans conscience comme peuvent l'être parfois les militaires, le Maréchal Pétain. Sans plus. Et quand bien même « l'idéologie du nouveau régime [serait] plus proche de celle du PSF²⁵ », La Rocque n'en serait pas moins demeuré profondément « républicain ». C'est d'ailleurs le titre retenu pour cette publication : « Pourquoi je suis républicain », reprenant ainsi celui d'un texte de Marc Bloch, publié dans l'organe clandestin du comité général d'études de la résistance en 1943²⁶. Un lecteur peu averti trouverait sans doute matière à établir un parallèle entre le parcours de ces deux hommes et de considérer, en toute bonne foi, que, dans les années noires, la République aurait eu un continuum de partisans allant de Marc Bloch à La Rocque²⁷. Nous pourrions noter tout d'abord que les tenants de la thèse immunitaire sont allés au-delà de l'analyse de Jacques Nobécourt, qui voyait en La Rocque non pas tant un « républicain » qu'un « nationaliste chrétien » qui erra dans

ses principes au point de s'y perdre et de le payer de sa vie dans un cachot de la Libération. Mais outre le fait qu'il est fort peu probable que La Rocque ait, à l'époque, eu connaissance du texte de Marc Bloch, cette référence est porteuse en elle-même de l'ambiguïté de cette période – 1943 après Stalingrad – où beaucoup commencent à sentir que le vent tourne, et où des Vichyssois convaincus passent à la Résistance ou se découvrent une âme d'opposants à Pétain. Où même Robert Brasillach estime après la chute du Duce, le 23 juillet 1943 qu'il ne faut plus céder au « donquichottisme » parce que le combat est désormais perdu, et souhaite transformer *Je suis partout* en revue littéraire²⁸. Mais contrairement à Marc Bloch, La Rocque confondra jusqu'au bout, parce qu'il était sur le plan idéologique en accord avec l'essentiel de la Révolution nationale, fidélité à Pétain et intérêt de la patrie.

Et s'abriter derrière l'usage par La Rocque, et d'autres, du mot « république » ne peut sauver ceux qui ont participé au naufrage du siècle. Car, c'est oublier à quel point le terme même de « République » chez beaucoup de nationalistes de l'entre-deux-guerres et même sous l'occupation servait à se démarquer d'une étiquette fasciste mettant à mal le sentiment nationaliste²⁹, sans en accepter la chose. La polysémie donnée par ces différents courants au mot permit à la fois son utilisation par un Taittinger qui fonda, après la dissolution de sa ligue en 1936 les Jeunesses patriotes, un « parti républicain national et social ». À un Marcel Déat de se vouloir la « gauche » de la Collaboration, se réclamant non seulement de la République, mais même de 1793 au cœur de la Collaboration³⁰. Mais cela n'était pas nouveau. Bien avant déjà Déroulède proclamait la nécessité que se mette en place une « république plébiscitaire », et nombreux furent les

antidreyfusards se voulant « républicains » tout en réfutant l'héritage de la pensée des Lumières. Chez les « nationaux » être républicain c'était ne pas se vouloir monarchiste, c'est-à-dire être emprisonné dans une formule du passé, dans les « vieilles doctrines » selon les formules en usage, tout en on ne pouvant toujours éviter d'être aspiré par la roue de l'Action française. L'usage du mot n'est ainsi nullement un gage de respect des institutions démocratiques, une adhésion aux valeurs de la république libérale ou sociale-démocrate.

Ainsi, La Rocque, quand il popularise son dernier projet politique où apparaît l'idée d'une « république nouvelle », affirme s'inspirer de l'Espagne de Franco, du Portugal de Salazar, et de régimes jugés « si proches de nous par leurs origines ethniques et par leur civilisation ancestrale »³¹. Il propose ainsi aussi une sorte de corporatisme social tournant le dos à la démocratie libérale.

Voilà quel « républicain » était La Rocque.

Le dernier exemple en date de cette défense arc-boutée de la thèse immunitaire est le livre collectif dirigé par Serge Berstein et Jean-Paul Thomas, *Le PSF, un parti de masse à droite*, publication des actes du colloque organisé en janvier 2014 par le centre d'histoire de Sciences-Po³². Inlassablement, la plupart des contributeurs du livre défendent l'idée selon laquelle le Parti social français, par ses fondements idéologiques et sociaux, ne saurait être rattaché au « fascisme ». En ouverture du livre, Jean-Noël Jeanneney considère que « l'extension du domaine du fascisme jusqu'au PSF » résulte d'un « effet de rémanence rétinienne » puisant dans la « simplicité binaire » des combats politiques post-6 février 1934³³. Le sous-titre – *un parti de masse à droite* – résume à lui seul la tonalité du livre, en même temps qu'il souligne les différences d'appréciations quant à l'identité de ce

parti. Parti de masse à droite ; néo-bonapartiste ; à la droite de la démocratie chrétienne ; préfigurateur du RPF par l'élan modernisateur et la volonté de rassemblement national ; amalgame improbable de parti conservateur sur le plan de l'idéologie et de parti socialiste/communiste s'agissant de son organisation... Même pour les tenants de la thèse immunitaire, définir le PSF est une entreprise intellectuelle visiblement délicate. À la lecture des différentes contributions, il est possible d'envisager ce parti comme à la fois moderne et archaïque ; hostile au laisser-faire économique de la droite classique et farouchement opposé à l'intervention de l'État dans l'économie ; jouant – tardivement – le jeu des élections tout en rejetant ce que La Rocque nommait, dans *Service public*, « l'électoratisme » (« cette déformation trop souvent répandue qui voit dans les verdicts du suffrage universel un but supérieur³⁴ ») ; favorable au vote des femmes, mais aussi au vote familial³⁵ ; parti antisystème s'attirant les faveurs des élites établies ; récusant l'antisémitisme tout en abritant de puissantes fédérations antisémites (Lorraine et Algérie) ; etc. Peu importe l'étiquette, au fond, pourvu qu'on ne lui accole pas celui « d'extrême droite » – « contresens polémique et instrumental », selon Jean-Paul Thomas³⁶ – et encore moins « fasciste ». Si l'on peut discuter à loisir pour savoir si le profil politique de La Rocque correspond à « l'essence du fascisme », il y a loin toutefois d'en faire un républicain précurseur du Gaullisme. Car c'est aussi oublier un peu vite l'écart dans la défense des valeurs entre le Chef de la France libre et Pétain aux moments clés de notre histoire. On peut se demander si, en lieu et place d'un « effet de rémanence rétinienne », il ne s'agirait pas d'une forme de cécité tout à fait singulière.

Rappelons enfin que, pour Freud lui-même, le refoulement n'est pas l'unique procédé dont dispose le moi pour ses intentions. Des stratégies plus conscientes sont parfois mobilisées à cette fin. Pour illustrer ce point, Zeev Sternhell viendra clore ce livre sur l'évolution académique de Michel Winock qui, avant d'être un des plus ardents défenseurs de la thèse immunitaire, fut d'abord l'éditeur enthousiaste du livre *Ni droite, ni gauche !*

Quoi qu'il en soit, une telle confusion n'aide pas à saisir ce qui a pu se jouer et saper les fondements de l'héritage issu de la Révolution française et donc la République libérale était un des aspects. À l'heure où ressurgissent dans de nombreux pays d'Europe – et au-delà – des mouvements d'extrême droite nationaliste et xénophobe ; où les démocraties sont ébranlées dans leurs fondements par les crises du néolibéralisme et l'émergence de pratiques autoritaires³⁷, ce livre entend mettre au jour ce refoulement d'un moment particulier de l'histoire du XX^e siècle en même temps que d'inviter à « comprendre le présent par le passé », pour reprendre la formule célèbre de Marc Bloch³⁸.

CHAPITRE PREMIER

Apologie, refoulement et banalisation

ZEEV STERNHELL

La chute de la démocratie au lendemain de la défaite de 1940, l'instauration de la dictature et plus généralement la place qu'occupent la droite dure, le nationalisme et le fascisme en France de la première moitié du ^{xx}^e siècle, ne cessent de revenir sur le devant-scène de la réflexion sur notre monde. Car les idéologies qui ont fait le terreau de la catastrophe européenne du ^{xx}^e siècle n'ont pas été enterrées pour toujours dans les ruines de Berlin ; elles font partie intégrante de notre culture et en période de graves difficultés, ou de crise si l'on veut, remontent rapidement à la surface. En France reparaît la grande question de l'exceptionnalité de son histoire. Il en est ainsi depuis le moment où commence le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, une première interrogation sur ce passé tout récent.

La guerre finie, il fallait expliquer non seulement la débâcle militaire, somme toute facilement intelligible, mais comprendre la défaite intellectuelle et morale, sans précédent dans l'histoire nationale. Car l'écroulement de la démocratie en France en 1940 avait frappé l'imagination sans commune mesure avec l'effondrement qui se produisit au cours des années 1920 et 1930 dans les deux pays voisins : la capitulation avait pris des dimensions tellement immenses

qu'il était urgent de minimiser sa signification à l'extrême et la réduire à un épisode malheureux, simple produit d'une bataille perdue, sans véritable lien avec l'histoire nationale. Car comment expliquer autrement qu'en l'espace de six mois, entre juillet et décembre 1940, un siècle et demi d'histoire de France ait été balayé et qu'à sa place se soit instauré un régime à qui il ne manquait de fasciste que le nom ? Comment expliquer que la République soit tombée comme un château de cartes ?

C'est ainsi qu'intervient l'idée de l'exceptionnalité française. Ce concept signifie que contrairement à d'autres pays européens, notamment l'Allemagne et l'Italie, mais aussi l'Espagne et le Portugal, sans parler de l'Europe de l'Est, la France n'a pas produit de variété nationale de fascisme, car elle en était protégée par son histoire. C'est bien cette idée de l'imperméabilité de la culture politique française au fascisme qui devait se trouver rapidement au centre du réflexe de refoulement et de banalisation du passé national récent.

Le cas de la France fascine pour plusieurs raisons. Tout d'abord en 1945 la France n'était pas encore un pays comme les autres, c'était le pays des principes de 1789, des droits de l'homme et de tous les combats pour la liberté. Ensuite, Paris n'était pas seulement la « capitale du XIX^e siècle », comme le pensait Walter Benjamin, c'était, avant que New York ne prenne la relève, le centre mondial de la vie culturelle et artistique. L'Italie et l'Allemagne étaient considérées comme deux pays problématiques, à l'unité nationale récente, qui n'ont pu produire que des systèmes démocratiques chancelants, alors qu'à cet égard également la France était exemplaire. Et pourtant cette culture politique s'effondre en 1940 pour engendrer une dictature souvent plus dure que la

dictature fasciste en Italie. La défaite pouvait-elle tout expliquer ?

Une autre grande raison est la métamorphose subie par la France au sortir de la guerre : écrasée par l'Allemagne, à la fois occupée et soumise au régime de Révolution nationale de Vichy et de la collaboration active avec les nazis, la France émerge le lendemain de la victoire comme un des grands pays vainqueurs. Quand on compare la contribution respective de l'Union soviétique, des États-Unis et de la Grande-Bretagne et son empire à la guerre contre les nazis et à la libération de l'Europe à celle de la France, on se demande d'emblée à quoi pouvait bien tenir ce privilège. Le génie politique du général de Gaulle n'a pas pu tout faire tout seul, c'était la crainte de voir éclaboussée la gardienne d'un patrimoine historique et culturel unique, et à travers elle toute la culture politique libérale européenne, qui a permis la fabrication de cette fiction : la France en guerre était à Londres, à Bir-Hakeim et dans le Vercors et son véritable visage était celui des fusillés du mont Valérien, des soldats de la division Leclerc et des partisans des FFI. La collaboration, les lois raciales, la normalité de la vie tant à Vichy qu'à Paris, les compromis plus ou moins dignes avec l'occupation n'appartenaient pas véritablement à l'histoire nationale. Il fallait que l'effondrement de la République ne vienne pas de l'intérieur, mais que la démocratie fût assassinée par des forces de trahison conduites par un vieillard décrépiti. Le lendemain de la guerre, il ne restait qu'à reprendre la marche des événements en évacuant de l'histoire nationale, le fascisme des années trente tout comme l'intermède vichyssois : ici se trouvait l'origine de l'idée de l'exception française.

Mais il ne s'agissait pas uniquement de Vichy : il fallait expliquer non seulement le rôle des élites dans l'ascension de

la dictature pétainiste et son emprise sur le pays, mais le rôle des intellectuels dans le long travail de sape de la démocratie française tout au long du demi-siècle qui précède 1940. Était-il possible que de grands noms de la France de l'après-guerre aient contribué quelques années plus tôt à forger une idéologie fasciste ? Un pays vainqueur du nazisme pouvait-il avoir produit lui-même idées et mouvements qui avaient regardé le nazisme avec complaisance et s'être finalement donné en été de 1940 un régime que très peu de choses séparaient de l'Italie mussolinienne dans ce qu'elle avait de plus brutal ? En ce qui concerne par exemple les juifs, le régime italien n'est pas tombé dans l'antisémitisme actif, politique et juridique avant 1938, et le nombre de juifs, membres du Parti national-fasciste était dans les années trente supérieur à leur pourcentage dans la population¹. Par ailleurs, quand on dit que Vichy était proche du régime de Franco on oublie que l'Espagne était devenue une terre de refuge pour les réfugiés anti-nazis, ce qui n'était pas tout à fait le cas de la France de Vichy, qu'elle n'a ni pourchassé les juifs, ni promulgué des lois raciales et que Franco a toujours refusé à Hitler la possibilité d'attaquer la base de Gibraltar, vitale pour l'Angleterre au combat, à partir du sol espagnol.

Le réflexe de refoulement s'est mis en marche sans tarder, car il avait un rôle de première importance à jouer dans le processus de reconstruction de l'après-guerre. Mais il n'y avait pas que la législation qui a suivi immédiatement l'instauration de la dictature en été 1940, avec ses lois raciales, la collaboration de la police parisienne avec les nazis, la livraison aux nazis des réfugiés allemands, avec Rudolf Hilferding en tête, qu'il fallait expliquer : la facilité et le naturel avec lequel cette politique fut acceptée dans tous les secteurs de la vie sociale, dans la fonction publique, l'administration,

l'enseignement depuis l'école primaire jusqu'au Collège de France, ne prouvaient-ils pas qu'elle s'appuyait sur une longue tradition française non moins authentique, non moins présente et enracinée, que la tradition démocratique et libérale ? C'est précisément parce que la pénétration nationaliste radicale, préfasciste ou déjà pleinement fasciste était une réalité tangible, parce que son poids intellectuel et social s'exprimait clairement dans les années de pré-Vichy, puis dans la dictature de Vichy qu'il importait dans l'après-guerre de bannir rapidement ses traces et relents de l'histoire nationale. Car l'idée que Vichy ait pu être le produit d'un long processus d'incubation, que ces années que l'on voulait oublier puissent appartenir à l'histoire nationale au même titre que les époques de grandeur est encore pour certains historiens dont il est question dans ce volume, comme pour certains secteurs de l'opinion publique insupportable².

Cependant, pour bien comprendre la France de l'après-guerre une perspective comparative est indispensable, ce qui fait qu'il nous faut tourner maintenant notre regard vers l'Italie et l'Allemagne. Car, en dépit de toutes les différences qui, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, séparent l'Allemagne, l'Italie et la France, il existe un dénominateur commun aux trois pays : très vite on y assiste au déploiement d'une vaste campagne de refoulement et d'apologie. Partout l'objectif est le même : exonérer les cultures nationales de toute responsabilité majeure dans le désastre. En Allemagne, le refoulement commence par le refus de reconnaissance de faute de la part des nazis confirmés comme Heidegger et Carl Schmitt jusqu'à l'historien Ernst Nolte et le *Historikerstreit* des années 1980, quand le nazisme finit par être perçu comme une réaction légitime au communisme. Cependant, ce ne sont pas les réactions des membres du Parti hitlérien ou des

heideggeriens comme Nolte qui importent, ce qui est symptomatique, c'est le fait que tout de suite dans la foulée de la capitulation de l'Allemagne, le plus important historien allemand du vingtième siècle, Friedrich Meinecke, publie en 1946 *Die Deutsche Katastrophe* qui vient clore sa longue carrière.

Le lecteur non prévenu, qui voit ce titre pour la première fois, pense d'emblée avoir en main un ouvrage sur la catastrophe européenne provoquée par l'Allemagne. Or, c'est tout le contraire qui est vrai : le grand historien s'adresse aux Allemands et s'intéresse exclusivement au sort des Allemands. « La catastrophe allemande » n'est pas la catastrophe causée par l'Allemagne, mais la catastrophe subie par les Allemands eux-mêmes. Le nazisme apparaît comme étranger à l'histoire de l'Allemagne et les Allemands figurent comme ses premières victimes. L'Holocauste des Juifs n'est même pas mentionné, pas plus que le sort réservé aux Slaves et autres *Untermenschen*.

La façon dont l'historien allemand traite les juifs est caractéristique de l'ensemble de son approche : pour lui les Juifs portent non seulement une grande part de responsabilité dans leurs propres malheurs, mais aussi dans la chute du libéralisme. Écrit dans les mois qui suivent la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce texte reprend toujours deux des thèmes classiques de l'antisémitisme : la légitimité du profond ressentiment provoqué aussi bien par l'activité économique des Juifs que par leur « caractère » :

Les Juifs qui avaient tendance à profiter d'une manière peu discrète des conditions économiques favorables qu'ils rencontraient avaient, depuis leur émancipation pleine et entière, soulevé beaucoup de ressentiment. Ils ont beaucoup contribué à la dépréciation progressive et au discrédit du

monde des idées libérales que l'on constate après la fin du XIX^e siècle. Le fait qu'au-delà de leur influence négative et leur rôle de facteur de désagrégation les Juifs ont aussi contribué d'une manière positive à la vie culturelle et économique de l'Allemagne a été oublié par la masse de ceux qui attaquaient les dommages créés par le caractère juif³.

En lisant Meinecke, qui n'était pas nazi, seulement nationaliste bismarckien, on comprend beaucoup mieux non seulement les écrits d'après-guerre de ce nazi déclaré qu'était Carl Schmitt, mais on est en droit de se demander si le Troisième Reich n'est pas tombé du ciel. Assurément, l'historien allemand n'est pas totalement aveugle au fait qu'aussi bien dans « sa soi-disant *Weltanschauung* » que dans « le monstrueux succès remporté par Hitler dans sa marche au pouvoir », des « causes générales » avaient également joué un rôle, mais le rôle principal revient à la contingence et au « démon chance⁴ ». En fin de compte, la responsabilité de cette horreur que fut le nazisme incombait à Hitler et la bande de criminels autour de lui qui ont imposé le nazisme aux Allemands : si les méfaits de la « déspiritualisation et matérialisation » des classes supérieures de la société à l'époque post-bismarckienne sont aussi en cause, tout comme un durcissement du militarisme prusso-allemand et les effets psychologiques dévastateurs de la transformation « de *homo sapiens* en *homo faber* », c'est la personnalité de Hitler qui a joué le rôle prédominant⁵.

Une génération plus tard, en 1970, avec *Le Fascisme dans son époque* d'Ernst Nolte, vient la seconde grande vague de la démarche visant à évacuer le nazisme de la culture nationale. Il fallut l'intervention vigoureuse du plus grand philosophe de la fin du XX^e siècle, Jürgen Habermas, pour lancer en Allemagne, en réponse à Nolte et d'autres historiens

conservateurs de droite « la querelle des historiens ». Comme Meinecke, Nolte fait reposer la responsabilité du nazisme sur Hitler, mais avant tout sur Staline. C'est ainsi que l'historien berlinois cherche à effacer progressivement la spécificité de la période nazie : pour lui le nazisme n'aurait été qu'un réflexe de défense instinctif face au bolchévisme et en fait, une imitation du régime criminel soviétique.

Le seul motif pour lequel Hitler et les nazis auraient commis un crime « asiatique » ne serait-il pas qu'ils se considéraient, eux-mêmes et tous les leurs, comme les victimes potentielles ou réelles d'un crime « asiatique » ? « L'archipel du Goulag » n'est-il pas plus originel qu'Auschwitz ? « L'assassinat pour raison de classe » perpétré par les bolchéviques n'est-il pas le précédent logique et factuel de « l'assassinat pour raison de race » perpétré par les nazis⁶ ?

Pour l'auteur du *Fascisme dans son époque*, regarder le nazisme comme une simple réponse aux provocations est une véritable méthode. C'est ainsi qu'il prétend sans sourciller que « la déclaration officielle de Chaïm Weizmann [Président de l'Organisation sioniste mondiale], dans les premiers jours de septembre 1939, disant que dans le monde entier les Juifs lutteraient dans cette guerre aux côtés de l'Angleterre » est « de nature à étayer la thèse, non négligeable, selon laquelle Hitler aurait eu le droit de traiter les Juifs comme des prisonniers de guerre, c'est-à-dire de les interner ». Car, selon l'historien allemand, en s'exprimant de la sorte, le leader sioniste lançait une « sorte de déclaration de guerre »⁷. Par ailleurs, pour Nolte, se concentrer sur « la solution finale » est « une façon de détourner l'attention de plusieurs réalités importantes de l'époque du national-socialisme », tout comme d'autres génocides du vingtième siècle, du goulag stalinien au Vietnam et à l'Afghanistan⁸. Pour saisir tout ce que recèle de

pervers la pensée d'Ernst Nolte et ses amis et pour bien comprendre la signification de la Shoah pour notre civilisation on consultera l'œuvre monumentale de Saul Friedländer, *L'Allemagne nazie et les Juifs*⁹.

Je me permets de mentionner ici que déjà en 1976, dans un texte publié en anglais je posais la question de savoir si Nolte se rendait vraiment compte de ce que fut le nazisme¹⁰. C'est en le lisant que j'ai commencé à comprendre les mécanismes de refoulement. À mon sens, Nolte avait fini par réduire le nazisme à un phénomène abstrait, à un exercice intellectuel et en a fait une ombre portée du marxisme et du communisme. La lecture de Nolte fut aussi une mise en garde contre les dérives d'une analyse que je sentais déjà à cette époque avoir pour objet une certaine forme de blanchiment du nazisme, puisque l'essentiel de la responsabilité reposait sur la personne de Hitler et l'imitation du communisme. Plus tard, j'ai compris que Nolte s'appliquait à dédouaner la culture nationale de toute responsabilité véritable dans la poussée du phénomène le plus abject de l'histoire moderne.

J'ajouterai encore que le travail de Nolte ne constitue pas une exception, si extrême soit-elle. Non loin on trouve Martin Broszat et Gerhard Ritter moins connus en France, mais non moins importants dans leur campagne contre l'idée du *Sonderweg* allemand. Hannah Arendt s'est aussi très vite mobilisée pour disculper la culture allemande d'une responsabilité majeure dans le nazisme : le récent et important ouvrage d'Emmanuel Faye analyse son travail au prisme de sa filiation intellectuelle avec Heidegger¹¹.

Dix ans après la « Querelle des historiens », le public allemand fait un triomphe à l'ouvrage de Daniel Goldhagen : que *Les Bourreaux volontaires de Hitler* fût un livre discutable, parfois difficilement crédible, n'a en aucune façon

nui à son succès, au contraire¹². Le fait qu'il ait mis en cause non seulement l'histoire nationale, mais le « caractère » ou « l'esprit » du peuple, en d'autres termes sa constitution mentale, accusation qui paraît quasiment monstrueuse à un lecteur français d'aujourd'hui, mais que tout Allemand cultivé, lecteur de Herder, Ranke et Meinecke, prend beaucoup plus légèrement, a encore contribué à éveiller l'intérêt. Car, les grands historiens allemands des XIX^e et XX^e siècles ont toujours insisté sur ce que l'héritage culturel allemand avait de spécifique par rapport à celui de la France, gardienne par excellence des principes du droit naturel et du rationalisme des Lumières. L'idée herderienne de l'âme nationale, du *Volksgeist*, n'appartient-elle pas à ce bagage intellectuel unique, à ce fameux *historismus*, pilier deux fois centenaire de la guerre à la tradition des Lumières, dont les Allemands, depuis deux siècles tirent une si grande fierté¹³ ? Mais, aujourd'hui, les nouvelles générations se penchent sur leur passé et veulent comprendre : elles se demandent notamment si ce n'est pas précisément le *Sonderweg* – « la voie particulière » ou en d'autres termes, le caractère spécifique de l'histoire nationale – qui est à l'origine du mal. Pour les Allemands ouverts au monde extérieur, cette question se place d'une manière naturelle au cœur de leur réflexion sur leur identité nationale. Ces femmes et ces hommes veulent comprendre non seulement comment et pourquoi le nazisme a-t-il pu exister, ni comment l'extermination des juifs a été possible, mais comment le régime hitlérien a été reçu par leurs parents et grands-parents. Les attaques dont Goldhagen a été l'objet ont souvent été perçues par ces générations nouvelles, non seulement comme un refus d'affronter le passé, mais aussi comme une volonté de ne pas réfléchir sur l'avenir.

En Italie aussi, les tendances apologétiques dominent dès la fin de la guerre grâce principalement à Benedetto Croce, qui fixe la ligne d'explication du fascisme pour toute une génération. Sa démarche n'était pas très différente de celle adoptée en Allemagne. Pour celui que l'on regarde souvent comme le plus important intellectuel italien depuis Giambattista Vico au début du XVIII^e siècle, le fascisme n'aurait jamais été qu'un phénomène « entre parenthèses » de l'histoire nationale, le résultat d'une « infection » passagère et superficielle¹⁴. Comme chez Meinecke pour l'Allemagne, l'Italie, pays de liberté, aurait été prise en otage par une bande de malfaiteurs. Une fois de plus, un grand nom du siècle passé préfère expliquer les malheurs de son temps par la contingence plutôt que par les raisons culturelles profondes. Il fallait qu'une telle explication ait répondu à un profond besoin émotionnel pour être acceptée pendant si longtemps.

Croce est une figure emblématique, car, il fut en son temps le symbole vivant de toutes les ambiguïtés du fascisme. Après avoir lui-même contribué en compagnie de la plupart des autres figures de proue du libéralisme italien, y compris les anciens premiers ministres libéraux Giolitti et Salandra, à l'accession du fascisme au pouvoir, le sénateur Croce n'hésite pas en 1924, après l'assassinat du député socialiste Giacomo Matteotti, alors que l'occasion d'abattre Mussolini se présente et que le roi pourrait y être favorable, à lever la main en faveur du gouvernement : l'expérience du fascisme au pouvoir faite, Croce vote quand même la confiance à son chef. En dépit du fait que Mussolini ait assumé publiquement la responsabilité du crime, le plus grand intellectuel italien vivant pensait toujours que le fascisme, en sauvant l'Italie de la démocratie et du socialisme, avait encore une importante fonction à remplir. Ce n'est que plus tard que le philosophe est entré dans la

dissidence et à partir des années trente avait commencé à voir dans l'histoire, l'histoire de la liberté. Mais là encore ce fut une dissidence de tout repos. Alors qu'Antonio Gramsci ne fut libéré de prison que pour lui permettre de ne pas mourir dans sa cellule, Croce vivait tranquillement chez lui et publiait même une revue.

Cependant, le plus intéressant et le plus important pour la compréhension du ^{xx}^e siècle européen est le fait que ses prises de position en faveur du fascisme n'étaient pas un produit, comme on le pense souvent, de la Première Guerre mondiale. En effet, depuis le tournant du ^{xx}^e siècle, Croce avait parcouru une longue route toute d'opposition à la démocratie. Son comportement n'est pas le produit d'un quelconque opportunisme, tout comme ses idées ne sont pas le fruit d'une mauvaise compréhension du fascisme, au contraire. Nul ne comprenait le fascisme mieux que Croce, nul n'avait une vision plus exacte de son contenu intellectuel et de sa fonction politique. Rien n'en dit plus long sur les raisons de l'emprise du fascisme que la démarche du philosophe italien.

Car Croce, qui souvent fait figure d'un Meinecke italien, véhicule une même vision historiciste que l'historien allemand : celui-ci, héritier de Herder, voyait dans la destruction de l'idéologie du droit naturel une des plus grandes révolutions de la pensée¹⁵. La devise crocienne « contre le ^{xviii}^e siècle » définissait explicitement les objectifs de sa critique intellectuelle. Tout était dominé par une vision historique fondée sur l'idée que les « idées préconçues » humanitaires constituaient les plus puissants obstacles à la puissance de l'État et la sauvegarde de la patrie, donc, à la marche de l'histoire.¹⁶ Comme Mussolini et ses camarades syndicalistes révolutionnaires, Croce tire de la Grande Guerre la conclusion classique : « les auteurs de l'histoire mondiale

sont les peuples et les États, et non les classes¹⁷ ». Croce s'apparente également à l'école historique allemande aussi bien par son sens de l'individuel que par son antipositivisme. Dès la dernière décennie du XIX^e siècle, il insiste d'une manière analogue à celle des Allemands sur l'individualité irréductible des faits historiques. En même temps, Croce se penche sur Marx, mais de l'auteur de *Capital* il retient surtout comme Georges Sorel, la guerre à la démocratie bourgeoise et au droit naturel. Ce qui lui importait dans Marx, c'était, comme chez Sorel, la sociologie de la violence. En 1917, Croce qui s'était pourtant détaché du marxisme depuis longtemps, exprimait sa reconnaissance à Marx d'avoir contribué à « le rendre insensible à la Justice et à l'Humanité¹⁸ ».

Fidèle à cette démarche, pendant les vingt années qui ont précédé la montée du fascisme, Croce n'a pas cessé de mener une âpre polémique de tous les jours contre la démocratie, la philosophie des Lumières, le droit naturel et les idéologies humanistes. « Non, décidément, la Démocratie c'est le néant ! C'est le troupeau conduisant le berger, c'est le monde renversé, c'est le désordre, l'inanité et l'imbécillité organisée¹⁹ ». De plus, dans les premières années du siècle, l'auteur de *Materialisme historique* était un darwiniste social convaincu²⁰. Il a fallu l'expérience de toutes ces longues années de dictature pour convaincre cet héritier de Vico que l'on ne pouvait pas faire impunément la guerre à l'intellectualisme, aux principes abstraits et aux valeurs universelles, au matérialisme historique et à l'héritage de 1789. Croce a finalement compris que la guerre à la démocratie avait un prix et des conséquences concrètes. Voilà pourquoi son vote de confiance de 1924 prend une signification d'une portée exceptionnelle : rien ne peut

expliquer plus clairement l'ambiguïté des positions prises, tout au long de l'entre-deux-guerres, par tant d'intellectuels européens face au fascisme. Et rien n'explique mieux non seulement leur comportement en temps de crise, mais aussi les explications données *a posteriori*.

La démarche apologétique française de l'après-guerre

C'est dans ce contexte général qu'il convient de se pencher sur la démarche française de l'après-guerre. Car la pensée apologétique en France n'est pas fondamentalement différente et elle présente deux facettes : d'une part l'argument selon lequel la France aurait été immunisée contre le nationalisme dur qui mène au fascisme, puis le fascisme, par sa longue tradition républicaine et d'autre part l'idée selon laquelle Vichy n'aurait jamais été qu'un malheureux produit du désastre sans lien aucun avec l'histoire nationale. Cependant, ce n'est pas seulement la « Révolution nationale » qui est en cause, mais la voie qui y mène depuis le tournant du XX^e siècle et au bout de laquelle vient en 1940, la chute de la démocratie. En d'autres termes : pour l'école apologétique, il n'existe pas de continuité, et à plus forte raison de cause à effet, entre le tournant du XX^e siècle et l'entre-deux-guerres, entre la guerre à la démocratie et la destruction de la démocratie en 1940. Pour tout dire, Vichy n'appartient pas véritablement à l'histoire nationale. On a ici la version française de la théorie crocienne du fascisme comme « parenthèse » dans l'histoire de l'Italie, tout comme l'explication avancée par Meinecke pour l'Allemagne : la contingence est seule à porter le poids du désastre. Dans les trois pays, les caractéristiques du refoulement sont comparables.

En France, cette démarche a pour but d'occulter la puissance de cette seconde tradition politique française, organiciste, historiciste, nationaliste qui se développe tout au long du XIX^e siècle, aux côtés de la tradition des Lumières françaises et des principes de 89, et qui, après avoir acquis des caractéristiques racistes, explose pour la première fois au tournant du XX^e siècle²¹. C'est bien cette seconde tradition, non moins française que la première, qui produit la Révolution nationale : la défaite fournit l'occasion d'abattre la démocratie, mais non les principes et les idées qui président à l'installation du nouveau régime. Les idées, elles, étaient là depuis le tournant du XX^e siècle. C'est pourquoi, pour que Vichy puisse n'être qu'un accident, il fallait faire en sorte qu'il n'y ait pas eu de route menant à Vichy.

On voit ainsi comment le « fascisme-parenthèse » dans la péninsule, le nazisme simple produit de la Première Guerre mondiale et plus tard, réponse commode au danger bolchévique, remplissent la même fonction salvatrice que la thèse immunitaire française. Le réflexe de refoulement, le refus de prendre la guerre à la démocratie livrée dans les années trente non seulement par des intellectuels, mais par un mouvement de masse comme les Croix de Feu, pour ce qu'elle était, la vision de Vichy comme un simple accident de parcours à effacer de la conscience nationale, le rejet dans l'oubli de la participation des élites au projet de la Révolution nationale, jouent en France le même rôle que dans les pays voisins.

C'est pourquoi, pour bien comprendre les mécanismes du refoulement de l'après-guerre, c'est vers la continuité dans l'histoire du XX^e siècle français qu'il convient maintenant de se tourner²². Ce siècle commence d'une part avec la révolution intellectuelle, scientifique et technologique de la fin du siècle

qui le précède, et d'autre part avec la première révolte contre la démocratie libérale en Europe : cette révolte éclate en France en premier précisément parce que la société de la Troisième République constitue alors la société libérale la plus avancée du continent. C'est parce que la démocratie libérale française du tournant du ^{xx}^e siècle est parvenue à maturité plus rapidement avant les autres pays de l'Europe continentale qu'elle présente déjà les caractéristiques modernes de la crise politique de l'entre-deux-guerres : pour la première fois, on en appelle alors contre les institutions de l'État démocratique au peuple souverain. Ainsi, d'un sentiment d'appartenance culturelle le nationalisme se mue en force politique. Pour la première fois, on conçoit la démocratie comme un danger pour la nation : pour le bien de la patrie, il faut abattre le régime. En dépit du fait que le boulangisme ait dressé également l'acte de naissance de l'antisémitisme politique, l'ennemi restait encore l'ennemi classique, l'Allemand, l'étranger d'au-delà des frontières. Avec l'Affaire Dreyfus l'ennemi principal est déjà l'ennemi de l'intérieur, il a un nouveau nom et un nouveau visage : alors que l'Allemand ne faisait qu'attaquer l'intégrité du territoire ou l'orgueil national, le juif, cet anti-moi barrésien par excellence, attaque l'âme de la nation et précipite la décadence morale du pays. L'Affaire approfondit et développe la démarche boulangiste, le nationalisme lance le peuple contre la démocratie au nom de la nation dans toutes ses classes rassemblées. C'est ainsi que l'Affaire fait corps avec le boulangisme, et invente cette grande nouveauté du ^{xx}^e siècle : la guerre à la démocratie utilise toutes les armes et tout l'arsenal de la démocratie. Cette innovation dictera la démarche de la seconde génération des révoltés et nourrira la révolte fasciste de l'entre-deux-guerres.

L'outil conçu à cet effet est évidemment l'idéologie d'unité et de rassemblement relativement nouvelle destinée à un grand avenir au XX^e siècle et qui éclate à la face du pays à l'occasion d'un procès à première vue très ordinaire : l'antisémitisme permet non seulement de dépasser les clivages sociaux, mais fournit un mythe mobilisateur d'une extraordinaire puissance. Le potentiel de ce mythe s'était déjà révélé dans le boulangisme : la violente campagne antisémite de Barrès à Nancy aux élections de 1889, est un bon exemple et les députés boulangistes issus de ces élections font fonction de groupe parlementaire antisémite. L'Affaire fut l'occasion d'une revanche pour les vaincus du boulangisme, mais elle prend les dimensions que l'on sait parce qu'elle pose la grande question qui va dominer l'histoire de France de la première moitié du siècle précédent et que l'on voit revenir en ce début de notre siècle : qu'est-ce qu'une nation ? La question dite « identitaire », très évoquée de nos jours, occupait déjà au tournant du siècle passé, le devant de la scène²³.

Seulement, la réponse que donne à cette interrogation le camp nationaliste est l'inverse de celle que donnaient les Lumières françaises. La définition de la nation dans l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert tient en une phrase : la nation, c'est « une quantité considérable de peuple, qui habite une certaine étendue de pays, renfermée dans de certaines limites, et qui obéit au même gouvernement²⁴ ». Pas un mot sur l'histoire, la culture, la langue, la religion, l'ethnie. Voilà en quoi consiste l'acte de naissance du citoyen, sur lequel reposent les droits de l'homme, cet héritage unique des Lumières françaises.

En revanche, pour les nationalistes, la nation est comme un arbre dont chaque branche et chaque feuille ne doivent leur existence qu'à l'existence de l'arbre. Et cet arbre est planté

dans un sol particulier, il en tire sa sève. La nation vient du fond des âges, ce n'est pas une société à actions à laquelle on adhère ou d'où l'on peut se retirer ou être exclu. On ne choisit pas son identité nationale comme on ne choisit pas la couleur de ses yeux. Identité nationale est synonyme de constitution mentale particulière : on peut changer de passeport, on ne peut pas se donner le cerveau de son choix. Le capitaine Dreyfus est citoyen français, mais sa constitution mentale fait qu'il n'est pas français. Tel était le cadre conceptuel du nationalisme de la Terre et des Morts développé par Barrès, très proche du sang et du sol allemand. C'est l'idée que reprennent Maurras et les siens et qu'ils développent dans l'entre-deux-guerres. C'est sur ces principes que seront fondées les lois de Vichy. La législation raciale n'est pas un expédient, c'est un clou dans le cercueil des Lumières françaises et des principes de 1789.

Cependant, le nationalisme dur de la fin du XIX^e siècle ne représente qu'une facette de la révolution intellectuelle de cette période dont le cœur est le refus des Lumières et de leur héritage, le rationalisme, l'humanisme et l'universalisme. C'est en devenant un phénomène de masse que la guerre aux Lumières et le nationalisme acquièrent leur force de rupture. C'est ce rejet des Lumières adapté aux conditions de la société dite « de masse » du tournant du XX^e siècle qui engendra l'idéologie fasciste et nazie tout comme celle de la Révolution nationale. Ainsi, avant de devenir une force politique, le fascisme, partout en Europe, fut un phénomène culturel. Partout la rébellion culturelle précéda la politique et en fut le préalable essentiel.

Cette guerre livrée aux Lumières françaises fait le fond de l'histoire intellectuelle de la France de l'entre-deux-guerres et c'est elle qui explique l'emprise de Vichy. Assurément, la

tradition anti-Lumières française n'a pas pris le pouvoir avant le désastre de 1940, mais la défaite a simplement fourni les conditions qui permirent à ces idées d'acquiescer l'autorité nécessaire pour l'installation du nouveau régime. Ce n'est pas la défaite qui a produit l'idéologie qui était la force motrice du régime de Vichy, la dictature n'a pas été imposée par le vainqueur tout comme la défaite militaire sur le continent n'obligeait en aucune façon la capitulation totale de la France. L'Empire restait intact, la flotte française n'avait pas été touchée, le gouvernement pouvait s'installer à Alger et poursuivre le combat. C'était comme le pensait de Gaulle, « la seule solution valable : se rétablir outre-mer²⁵ ». Au lieu de cela, on choisit la capitulation qui avait le grand avantage non seulement de cesser les combats, d'éviter encore des sacrifices, mais également de mettre fin à la démocratie tant honnie depuis si longtemps. L'armistice et l'instauration de la dictature venaient ensemble en une sorte « d'accord global ».

Cependant, l'abdication immédiate avait encore une autre raison : on mettait ainsi le pays au service de ce qui apparaissait à l'époque comme le bon côté de l'histoire, le côté du vainqueur dans une guerre de civilisations. Écoutons Emmanuel Mounier s'exprimant dans un article publié le 25 octobre 1940 dans la revue catholique américaine *The Commonwealth*, p. 8 : « notre défaite est une défaite pour la France plutôt que pour l'armée française : tout au moins pour une certaine France et derrière elle une certaine forme de civilisation occidentale ». Ce texte important montre bien que ce n'est pas seulement la capitulation qui devait laisser sur la conscience de nombreux Français des traces durables bien au-delà de la Libération, mais le fait que les idéologies et la montée du fascisme italien, du nazisme, et du franquisme avaient été observées par une grande partie des élites

françaises avec admiration. Pourtant, à peine cinq ans plus tard, la France émerge de la guerre comme l'un des grands pays vainqueurs avec un siège permanent au Conseil de Sécurité de la nouvellement créée ONU.

Contrairement à ce qu'enseignait pendant de longues années l'école apologétique française et à ce que prétendent encore aujourd'hui ses débris, on n'en est pas arrivé à l'instauration de la dictature par accident. La défaite, disons-le une fois encore, a seulement fourni l'occasion d'abattre la démocratie libérale tant honnie, elle n'a pas produit l'armature conceptuelle du nouveau régime. La « Révolution nationale » fut le produit de l'idéologie nationaliste et historiciste du temps de l'Affaire, développée et exploitée à grande échelle dans l'entre-deux-guerres. Rien ne symbolise mieux la continuité qui sous-tend l'histoire de la première moitié du xx^e siècle français que l'appel aux armes lancé par Octave Mirbeau au temps de l'Affaire et qui aurait pu être prononcé au palais-Bourbon par un des 80 députés qui avaient refusé les pleins pouvoirs à Pétain : « Eh bien, nous ne nous soumettrons pas, ça je le dis ! La résistance sera longue, peut-être... Peut-être aussi, en coûtera-t-il à beaucoup d'entre nous leur liberté, et au train dont vont les choses, leur vie²⁶ ».

La route de Vichy

Telle était bien « la route de Vichy » pour reprendre le titre d'un livre que publie en 1941 à Montréal Yves René Simon, philosophe thomiste, disciple de Maritain, lecteur fidèle de Péguy, proche de la démocratie chrétienne du Sillon de Marc Sangnier. Son important ouvrage, intitulé *La Grande Crise de la République française*, traduit un an plus tard en anglais sous le titre *The Road to Vichy*²⁷, constitue un document d'un intérêt exceptionnel. Coupé de son pays par la guerre, Simon

se fixe aux États-Unis, notamment à l'Université catholique de Notre Dame, et laisse un aperçu pénétrant de la dérive intellectuelle qui finit par engendrer Vichy. Cette analyse faite par un penseur d'envergure, s'inquiète particulièrement de la contribution de la bourgeoisie catholique et de la droite inspirée par l'Action Française qui « avait conquis une partie considérable du monde intellectuel » à la chute de la démocratie en France, est restée pratiquement inconnue dans son pays²⁸. En fait, c'est précisément de ce « climat » ou de l'esprit d'une époque qu'invoquait François Mitterrand pour expliquer ses années sur les marges de la droite fascisante de Thierry Maulnier et Maurice Blanchot²⁹, et plus tard sa période vichyssoise, que parle Yves Simon. Pour le philosophe, les signataires du fameux manifeste « Pour la défense de l'Occident » d'Henri Massis étaient « déjà en 1935, mûrs pour la politique de “collaboration” avec les nazis³⁰ ». Cependant, le thème principal de cet ouvrage qui mériterait bien une nouvelle édition est l'avènement en France de la politique de la peur, de la haine et du désespoir : c'est bien cette « étrange débauche de bassesse » qui explique l'emprise de l'esprit de la Révolution nationale et ouvre la route de Vichy³¹. Ici réside l'essentiel : depuis le boulangisme et l'Affaire, la politique de la haine des nationalistes durs, avec les maurrassiens en tête, tenait le haut du pavé et fut non moins puissante et destructrice autour de 1900 que dans les années trente et quarante. Voilà un aspect capital de la continuité dans laquelle se situe Vichy.

En effet, c'est bien après la débâcle que trouve sa concrétisation l'idée fondamentale qui cheminait depuis un demi-siècle selon laquelle ne peuvent participer du même héritage culturel que des hommes et des femmes unis par des liens de sang. Les révoltés du tournant du XX^e siècle comme

ceux de l'entre-deux-guerres étaient en réalité tous très proches de Maurras, même s'ils ne pouvaient adhérer au royalisme, qui de toute façon n'était pas essentiel dans son système. Or, le maurrassisme nous dit en 1991 Pierre Chaunu, « c'est l'histoire intellectuelle d'une bonne moitié de la France », et il ajoute : « Et une bonne moitié de la France a respiré cet air, sans s'en porter nécessairement plus mal³² ». Il convient de bien méditer cette affirmation tranchante d'un grand universitaire, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, faite près d'un demi-siècle après la Seconde Guerre mondiale : une bonne moitié de la France a pu être violemment antisémite, raciste, vomir les droits de l'homme, la démocratie, les Lumières et tout ce qui touchait de près ou de loin à l'héritage de 1789, sans que le pays puisse avoir quoi que ce soit à se reprocher. Cet air, c'est bien le climat intellectuel de Vichy, et Vichy n'a pas été une erreur mineure ou un court moment d'égarement chez les maurrassiens, comme le voudrait Chaunu, mais l'expression de leurs intimes convictions et espoirs ainsi que de la volonté d'une grande partie de l'opinion. Cet air n'était pas très éloigné de ce que l'on appelait en Europe le fascisme. Mais le maître était un publiciste, un penseur si l'on veut, qui, on l'a déjà dit maintes fois, n'a jamais su faire descendre dans la rue autre chose que du papier imprimé. L'idéologie était au rendez-vous, mais non pas le savoir-faire politique, ni un leader né, capable de fédérer les ligues et les faire marcher à la conquête de la rue d'abord, des urnes ensuite, mais quand la défaite, cette surprise tombée du ciel, « divine » ou non, se présente, l'arsenal forgé depuis de longues années est tout prêt à être utilisé.

C'est ainsi que la chute de la démocratie en Europe fut le produit d'un processus long et souvent moins visible que ce

qui pouvait paraître comme une progression irréversible vers la modernité rationaliste. L'argument selon lequel tout tient à la Première Guerre mondiale n'est rien moins qu'absurde. Le nationalisme *völkisch* en Allemagne, le nationalisme de la terre et des morts en France, la critique féroce de la démocratie et des Lumières françaises de Croce, Mosca, Pareto, Michels et tant d'autres en Italie, la révolte des futuristes et vorticistes précèdent et enjambent la Guerre. La crise structurelle de la démocratie, le déni de la « sécheresse » rationaliste, la haine des maurrassiens tout comme des « révolutionnaires conservateurs » allemands du tournant du *XX^e* siècle envers tout ce qui touchait de près ou de loin au *XVIII^e* siècle français, à la Révolution et à la République, commencent bien avant 1914 et se poursuivent tout au long de l'entre-deux-guerres. Il faut beaucoup d'inconscience, ou alors une ferme volonté de perversion pour prétendre que la politique de haine, de ressentiment et de rancœur de tous les nationalistes qui retentit tout au long de l'entre-deux-guerres pour exploser à Vichy, leur antisémitisme viscéral qui se traduit tout de suite par les lois raciales d'octobre 40, soient nés au Chemin des Dames. D'autant plus, que l'on apprend chez les apologistes « qu'on assiste dans ce grand tiers de siècle à l'épuration du nationalisme français dont la radicalité a été refoulée par l'union dans la Grande Guerre³³ ». Épuré le nationalisme des maurrassiens, le nationalisme des appels au meurtre de la presse fascisante de l'Action française, de *Je suis partout* et *Gringoire*, de Brasillach, Drieu, Rebatet, et tant d'autres, épuré peut-être de l'antisémitisme irraisonné d'un Céline ? Y a-t-il beaucoup d'éléments venus du nationalisme pervers et haineux des quarante premières années du *XX^e* siècle français qui ne trouvent pas leur place à Vichy ? La hantise de la décadence puissamment alimentée tant par Renan et que par l'œuvre historique de Taine, fait tache d'huile avec Bourget, Barrès,

Drumont et Maurras et pénètre la plupart des champs d'activité intellectuelle. C'est bien ce sentiment très répandu qui nourrit dans les années trente le profond pessimisme culturel des nationalistes, le dégoût et la haine du libéralisme et de la démocratie des droits de l'homme : c'est bien cet ensemble idéologique et culturel qui s'appelle fascisme et c'est ce pessimisme qui contribue à alimenter Vichy.

Voilà la réalité qu'il fallait contourner, sinon carrément ensevelir après la guerre. C'est pourquoi peu de temps après la Libération se met en place une vision du xx^e siècle français fondée sur le postulat de la permanence des traditions politiques depuis la Restauration. La source de ce thème majeur de l'historiographie française se trouve chez André Siegfried, considéré comme le fondateur de la Science politique française, et accessoirement chez François Goguel, considéré lui aussi comme un pionnier de la discipline. Le témoin passe ensuite à René Rémond.

André Siegfried et la grande vulnérabilité de la culture politique française

Dans les années qui suivirent la Libération, l'auteur du *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, depuis 1933 professeur au Collège de France, membre de l'Institut, élu en octobre 1944 à l'Académie française, puis nommé président du conseil d'administration de Sciences Po, exerçait un magistère sans pareil. En plus, Siegfried n'était pas seulement un éminent universitaire : chroniqueur au *Figaro*, il fut un pilier de l'establishment culturel des années quarante et cinquante. En vérité, peu d'œuvres, étalées sur un demi-siècle, de la veille de la Grande Guerre à la fondation de la IVe République, expliquent mieux

les faiblesses et la vulnérabilité de la culture politique française que l'œuvre d'André Siegfried³⁴.

Fervent admirateur du nationalisme de la Terre et des Morts de Barrès, de son racisme et de son antisémitisme, vichyssois convaincu, Siegfried reste fidèle aux principes de l'école anthroposociologique du tournant du XX^e siècle, et établit une stricte corrélation entre le comportement des hommes et leur origine ethnique, ce qui est le caractère classique du racisme³⁵. Toute son œuvre est fondée sur l'idée de permanence des comportements et des tempéraments. En dernière analyse, c'est la prépondérance du facteur racial, celui que l'on trouve aussi à la base de la production littéraire barrésienne du tournant du XX^e siècle, qui constitue le fil conducteur de la pensée d'André Siegfried³⁶. Disons encore qu'en ce qui concerne l'académicien, sa démarche est passionnante non seulement parce qu'elle fournit à l'historiographie française son cadre conceptuel pour le demi-siècle qui suit la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais parce qu'elle représente un exemple quasi classique de la perméabilité des élites aux idées destructrices des fondements de la société ouverte. Les lois raciales de 1940 et 1942 ne semblent pas avoir éveillé chez lui un écho quelconque : professeur au Collège de France et à l'Institut d'Études politiques de Paris, il poursuit ses activités d'enseignement en dépit des mesures d'exclusion prises envers ses collègues juifs, en dépit de la déportation au camp de Buchenwald de Maurice Halbwachs et d'Henri Maspéro. Il collabore régulièrement au journal vichyssois *Le Temps*, et son nom figure sur la liste des invités aux petits-déjeuners qu'organise à l'Institut allemand Karl Epting, le responsable de la section culturelle de « l'Ambassade » d'Allemagne dans Paris occupé³⁷. « L'Ambassade » n'était pas comme on le pense souvent à tort une mission diplomatique auprès du

gouvernement de Vichy, mais un service civil, une antenne de Ribbentrop auprès du commandant des forces armées allemandes en France. L'Institut était une officine de propagande nazie qui s'adressait aux personnes ouvertes à la collaboration avec l'Allemagne. Le philosophe Hans-Georg Gadamer par exemple, y était venu parler de Herder, de la supériorité de la culture allemande sur la culture française et de mettre ainsi l'accent sur le sens historique profond de la victoire allemande³⁸. Les fameux petits-déjeuners réunissaient les personnalités particulièrement en grâce auprès des collaborateurs d'Otto Abetz. Ces petits détails n'empêchent pas Siegfried de terminer la guerre en résistant, sans que jamais on n'ose demander en quoi consistait exactement sa contribution à la lutte contre l'occupant.

Dans un ouvrage paru en 1950, *L'Âme des peuples*, l'éminent universitaire affirme : « Il y a dans la psychologie des peuples, un fond de permanence qui se retrouve toujours. Nous sommes encore, par combien de traits, semblables aux Gaulois nos ancêtres, et les caractéristiques que Tacite notait chez les Barbares ou les juifs de son temps sont encore reconnaissables dans les Allemands, les Israéliens d'aujourd'hui³⁹ ». Siegfried était tellement convaincu de la justesse et de la profondeur de ses analyses qu'il n'hésitait pas à utiliser l'indice céphalique, c'est-à-dire la forme du crâne, comme instrument de travail pendant les années de guerre. Dans un ouvrage de soi-disant anthropologie, *Vue Générale de la Méditerranée*, publié en 1943, il s'emploie à établir une classification des races pour parler non seulement de la Méditerranée, mais pour « évoquer la destinée de l'Occident tout entier⁴⁰ ». En fait cet ouvrage est consacré non seulement à une analyse soi-disant « scientifique » du caractère ethnique des populations de la Méditerranée, mais aussi à la défense de

l'Occident. La défense de l'Occident, on vient de le voir, était le grand objectif de la droite maurrassienne et fasciste des années trente. De plus, c'est la « section européenne » de la race blanche, « à cheval sur l'Asie et l'Europe » qui « a créé la civilisation occidentale : par opposition aux Perses, les Grecs de l'antiquité étaient déjà, authentiquement des Occidentaux ; Marathon devrait être, pour nous, un lieu de pèlerinage⁴¹ ! » Vient ensuite une analyse des « aires ethniques » et on apprend que « la race méditerranéenne possède des caractères physiques qui lui sont propres... La dolichocéphalie tirant sur la mésocéphalie – indice d'ordinaire inférieur à 75 – est générale⁴²... »

Cinq ans après la fin de la guerre, Siegfried reprend ses conclusions de 1943 : « la civilisation occidentale, si elle est le résultat d'un milieu est aussi l'œuvre d'une race⁴³ ». Il poursuit donc ses réflexions sur le problème des races, ce qui l'amène d'une manière pour lui naturelle, à s'attaquer à la question juive. Si l'auteur de *l'Âme des peuples* rend hommage à Abraham, fondateur du monothéisme⁴⁴, il regarde les juifs avec les yeux de son maître Barrès et ses conclusions quant à la responsabilité des juifs dans l'antisémitisme, ne diffèrent guère de celles de Meinecke. C'est l'influence orientale qui s'exerce par l'intermédiaire des Juifs qui le préoccupe : voilà pourquoi « il nous faut encore parler des Juifs, même après la massive persécution hitlérienne⁴⁵ ». Pour comprendre les raisons de l'antisémitisme, le grand politologue, qui s'intéresse beaucoup à cette question tout au long de sa carrière, tourne ses yeux non seulement du côté de son pays, mais aussi vers l'Allemagne et les États-Unis.

Selon lui, à l'issue de la Première Guerre mondiale, Berlin voit arriver un nouveau type d'immigrants « assez semblable à celui de l'invasion juive new-yorkaise. Chose intéressante,

l'action de ces nouveaux venus, fort influents sous le régime de Weimar, ne se limitait plus comme précédemment à la finance : on les trouvait en quelque sorte à l'intersection des affaires et de l'intelligence. Les journaux, les théâtres, le cinéma, les antiquités, la médecine, le Palais tendaient de plus en plus à leur appartenir⁴⁶ ». Siegfried en conclut que « leur rôle est décisif sous Weimar dont l'antisémitisme d'Hitler est la réaction⁴⁷ ». L'antisémitisme traditionnel, populaire, on le sait, n'a pas dit autre chose. Ici, Siegfried ajoute un autre élément d'explication qui, comme le mythe de la puissance juive sous Weimar, avait déjà fait les beaux jours de la propagande nazie et qui est revenu en Allemagne dans les années 1980, au cours de la « Querelle des historiens » : l'invasion juive amène avec elle le danger communiste. « Du fait de cette intervention insinuante, qui allait de la thèse artistique d'avant-garde à la publicité financière et à la propagande communiste, une présence soviétique subtile se trouvait en quelque sorte projetée dans la capitale allemande, dont certains traits non occidentaux, subrepticement russes, se manifestaient curieusement⁴⁸ ». Voilà pourquoi, Berlin, « agressivement occidentale dans son cadre extérieur, recelait en soi, largement à cause des juifs, d'insidieux germes de l'Orient. Ces circonstances ont attiré la persécution que l'on sait⁴⁹ ... »

En clair, ces doctes raisonnements signifient que le nazisme constitue un double réflexe de défense, naturelle et légitime, face à une invasion étrangère, à la fois ethnique et idéologique : si on résume le point de vue du célèbre universitaire, ce sont les juifs qui portent seuls la responsabilité de l'antisémitisme. Telle était également l'opinion de Meinecke et de Nolte. Selon Siegfried, on constate le même phénomène aux États-Unis : là-bas aussi

l'antisémitisme constitue une réponse à la conquête juive. Car, qu'il vienne de l'aristocratie de Londres ou de Francfort, des ghettos de Pologne ou d'Ukraine, qu'il change son nom et de Schönberg devienne Belmont, ou qu'il se métamorphose de Jonas en Jones, le juif provoque le même type de réactions. Il ne s'agit pas seulement de la dure compétition qu'il livre pour la conquête des situations intéressantes, du monde des affaires aux universités, mais du fait qu'unis les uns aux autres par des « liens raciaux » les juifs sont inassimilables. D'une manière naturelle, ils ont amené « l'Américain protestant à adopter une attitude hostile qui s'est développée en un mouvement antisémite⁵⁰ ».

Le cas de la France n'est pas différent. L'antisémitisme est expliqué en vertu du même principe : en dernière analyse, c'est l'âme juive qui engendre un réflexe de refus et de défense. Avec Barrès, André Siegfried voit les juifs avec les yeux de l'agitateur anti-dreyfusard⁵¹. Dans les notes de son cours de 1957, il cite Barrès pour décrire le tempérament juif, leur « sensibilité de nomades » : « Ces intelligences juives... manient les idées du même pouce qu'un banquier les valeurs ». Les idées ne sont pour eux que « des jetons qu'ils trient sur un marbre froid ». En fin de compte, le juif lui apparaît comme « un résidu non fusible dans le creuset ». Ce qui fait que l'antisémitisme « n'est pas de nature économique », mais « une réaction doctrinale contre l'approche juive des problèmes ». Assurément, les juifs – ici il reprend une fois de plus une de ses citations favorites, une formule de Bismarck – apportent « un certain mousseux... mais à dose excessive, danger (quota)⁵² » : ces idées reviennent dans les cours que professait l'académicien, faut-il y insister, d'une manière naturelle, sans même faire lever un

sourcil, entre 1947 et 1957, à l'Institut d'Études politiques de Paris⁵³.

À l'influence de l'auteur de *La France de l'Ouest* s'ajoute celle de François Goguel, son successeur à la tête de la Fondation nationale des Sciences politiques. Son ouvrage *Politique des partis sous la III^e République*, publié en 1948, est pour l'essentiel fondé sur le postulat de l'existence de deux tempéraments politiques stables et permanents, l'un défini par la tendance vers le changement, l'autre par l'attachement à l'ordre établi. Ce livre répercute le même type de dualité réductrice, une même image de stabilité. Le dénominateur commun à ces travaux est le fait que la guerre à la démocratie et au libéralisme tout au long des années trente y est quasiment inexistante – le 6 février n'étant qu'un accès de fièvre passager – et Vichy un accident de parcours sans lien avec tout ce qui précède la Révolution nationale.

Les trois droites et l'immunité de la France face au fascisme

Dans l'idée de la permanence des attitudes et des tempéraments depuis la Restauration jusqu'à nos jours, est ancré le principe selon lequel l'existence du fascisme en France est quasiment impossible. Cette idée est à la base de l'ouvrage le plus connu de René Rémond, *La Droite en France*, autour duquel s'était ralliée la chapelle de Sciences Po. Publié pour la première fois en 1954, depuis 1982 régulièrement réimprimé sous le titre *Les Droites en France*, ce livre, nous dit Jean-François Sirinelli, « allait marquer profondément et durablement l'historiographie de la question⁵⁴ ». Cette définition semble trop modeste : Pierre Birnbaum est plus proche de la réalité quand il nous dit que ce

livre faisait figure de bible de plusieurs générations d'étudiants⁵⁵.

Pour René Rémond, « tout le problème de la droite tient dans cette alternative : *unicité ou pluralité dans le temps*⁵⁶ ». Il s'aligne résolument sur « la tendance des historiens d'aujourd'hui » à privilégier la continuité, la permanence et la stabilité de l'opinion publique à travers les régimes et il en appelle à l'argument massue : l'autorité de Siegfried ainsi que cette forme de déterminisme à la fois ethnique et psychologique, que l'académicien définit en termes de « tempérament ». En s'engageant dans cette voie, Rémond retient « trois droites, dotées chacune de tous les attributs d'une authentique tradition politique, ayant en propre système de pensée, tempérament, clientèle ». Ces trois droites, légitimiste, orléaniste et bonapartiste « sont apparues à des moments successifs de l'évolution politique de la France. La première emprunte aux *ultras* de la Restauration sa doctrine, la contre-révolution : elle est la tradition faite système et érigée en politique. La seconde, conservatrice et libérale hérite son fond de l'*orléanisme*. La troisième a opéré un amalgame d'éléments hétérogènes sous le signe du *nationalisme*, dont le bonapartisme est un précurseur⁵⁷ ».

La conclusion ne se fait pas attendre : « il n'y a pas eu de fascisme français parce qu'il pouvait difficilement s'en établir en France. L'opinion y est, en dépit des apparences, particulièrement réfractaire aux prestiges du fascisme... »⁵⁸ Les trois droites qui occupent le terrain de tout temps et pour toujours font qu'« il n'y a pas d'avenir en France pour le fascisme, si l'on en juge par le passé : les tentatives qui semblaient amorcer un départ vers une expérience fasciste se sont bientôt fourvoyées dans le chemin de la réaction classique⁵⁹ ». C'est ainsi que la France fut immunisée pour

toujours par ses trois droites, ou autrement dit par son histoire. L'idée que cette droite « classique » ait pu subir une fascisation rapide et contribuer, comme en Italie, à fonder une dictature n'est pas venue à l'esprit de l'auteur. Ce qui fait que lors de sa publication, *La Droite en France* était devenue avec les ouvrages d'André Siegfried et Robert Aron, intronisé au cours des années cinquante comme l'historien semi-officiel de Vichy et de la Libération, la pièce maîtresse d'un énorme travail de refoulement. Afin d'évacuer toute possibilité de comparaison avec le fascisme, les lois raciales de 1940, ce « premier » Vichy de Siegfried – chose à peine croyable aujourd'hui – ne sont même pas mentionnées dans l'ouvrage de Rémond et la place consacrée au régime pétainiste pourrait faire penser à un épisode mineur de l'histoire nationale, « une parenthèse » coincée, en moins de huit pages, entre la III^e et la IV^e République. Ainsi furent fixées les grandes lignes de l'explication du phénomène fasciste en France tout comme de la révolution nationale pour un demi-siècle.

Il importe de dire encore un mot sur les deux Vichy. Opposer un premier, un deuxième, voire un troisième Vichy (passant du « maréchalisme » exclusivement comme recours à la défaite à la franche collaboration, puis au pouvoir de la milice) m'a toujours paru très artificiel, pour ne pas dire, faux. Après tout, la dictature, les lois raciales, l'exclusion, les camps pour étrangers, tout comme le procès de Riom et la guerre à la « trahison » gaulliste appartiennent bien au « premier » Vichy. Il s'agit là surtout d'une tentative de dédouaner des secteurs d'activité prestigieux qui ont accepté le Vichy de 1940 sans guère d'objections. Il s'agit aussi de dire que la capitulation n'avait rien de déshonorant et que l'on pouvait raisonnablement se ranger derrière le Maréchal pour

espérer le redressement d'un pays abattu par les politiciens, les partis, le Parlement, c'est-à-dire, la démocratie.

La Droite en France affichait lors de sa publication en 1954, les caractéristiques d'un véritable coup de génie : je n'en ai pris conscience que vingt ans plus tard. Ce livre avait atteint d'emblée son objectif : son succès, répondait à un besoin profond et sa thèse verrouillait non seulement la droite, mais la signification du xx^e siècle français, plus hermétiquement et d'une manière plus efficace que tout ce qu'avaient pu accomplir Croce pour l'Italie, Meinecke et plus tard Nolte pour l'Allemagne. C'était la raison de son adoption comme manuel dans les universités. Sous sa plume, les trois droites qui occupaient le terrain depuis la Restauration étaient devenues impénétrables et immuables, ce qui signifie que l'éclosion, et à plus forte raison le développement autonome de cette nouveauté que fut le fascisme, étaient devenus quasiment impossible en France. Il faut cependant noter que si l'œuvre de René Rémond a pu lui ouvrir les portes de l'Académie française qui n'est pas une académie scientifique, les portes du Collège de France lui sont restées fermées alors qu'un Maurice Agulhon, qui n'a jamais su ni peut-être voulu s'assurer la présence médiatique de Rémond, y avait bien accédé.

La Droite révolutionnaire

Je dois m'arrêter ici sur ma *Droite Révolutionnaire*, première mise en question de la pensée de René Rémond. Publié en 1978, réimprimé à plusieurs reprises en poche au Seuil, puis dans une nouvelle édition de poche chez Gallimard, cet ouvrage fait suite à *Maurice Barrès et le nationalisme français* paru en 1972 où j'avais mis le doigt sur le contenu fondamentalement nouveau et le caractère foncièrement

moderne non seulement de l'œuvre du fondateur du roman politique français, mais de la révolte nationaliste contre la démocratie libérale. J'ai approfondi et développé ces premières intuitions dans l'ouvrage qui suit en 1978 et qui constitue non seulement une critique des trois droites de Rémond, mais présente une alternative à son système d'explication. Maurice Agulhon l'avait tout de suite diagnostiqué dans ses deux comptes rendus : *La Droite révolutionnaire* était une remise en cause globale du travail de Rémond⁶⁰. Il est évident que le concept même de « droite révolutionnaire » sapait les assises des trois droites : le bonapartisme répondait aux aspirations d'une masse de paysans avides d'ordre, il ne partait pas à l'assaut de la démocratie libérale dans une société en voie d'industrialisation. Jusqu'alors avec la seule exception des historiens de l'Institut Maurice Thorez⁶¹, ce dispositif n'avait pas été mis en cause. À la fin du nouveau chapitre I de la dernière édition parue en 1982 sous le titre *Les Droites en France*, intitulé « À la recherche de la droite », Rémond répond à ma *Droite révolutionnaire* : il est conscient du fait que tout n'est peut-être pas parfait dans son explication, mais tout compte fait, selon lui on en est encore et toujours dans le bonapartisme (p. 44-45).

Cinq ans plus tard, *Ni Droite ni Gauche* développe l'infrastructure de *La Droite révolutionnaire* en appliquant une grille explicative comparable à l'entre-deux-guerres, ce qui évidemment ne pouvait manquer d'éveiller des réactions outrées de la part des hommes qui après avoir vomi la démocratie libérale tout au long des années trente, avaient soutenu Vichy et travaillé pour le nouveau régime, avant d'entrer tardivement dans la résistance, après Stalingrad et après le débarquement américain en Afrique du Nord. Selon

tous ces résistants de dernière heure, l'ultime étape de leur parcours sinueux devait servir non seulement de témoin et de garant pour toute la période précédente, mais permettre de l'effacer et d'ouvrir par la même occasion des perspectives d'un grand avenir⁶².

Une étape importante dans la banalisation universitaire de Vichy

Une étape décisive dans le long processus de refoulement et de banalisation de Vichy fut franchie lors du colloque qui s'est tenu en mars 1970 à la Fondation nationale des sciences politiques. Ouvert par Pierre Renouvin, avec un rapport introductif et une conclusion de l'auteur de *La Droite en France*, ce colloque constituait une première en son genre : voilà que, pour la première fois après un quart de siècle, on allait parler sérieusement de Vichy⁶³ ! Une centaine de personnes y prennent la parole, parmi elles plusieurs universitaires qui occupaient déjà des positions importantes ou allaient y accéder dans les années à venir, ainsi que de nombreux « témoins » et « acteurs », c'est-à-dire des hauts fonctionnaires du régime accompagnés de deux ministres. C'est là une raison de plus, pourquoi ce colloque présente un intérêt considérable. Ce qui d'emblée impressionne, c'est l'approche générale du sujet : la grande normalité du régime nouveau et de ses institutions et le consensus dont jouit Vichy entre 1940 et 1942. Le recueil des textes qui est issu de cette rencontre confirme l'autonomie dont jouissait le nouveau régime. On n'y trouve rien qui puisse avaliser l'idée d'un régime « sous la botte » du vainqueur comme le prétendent aujourd'hui encore les apologistes. Lié par l'armistice, le régime ne pouvait avoir de politique extérieure, mais jouissait

de l'autonomie dans ses réformes intérieures : toute la législation et toutes les réformes analysées en détail affichent le caractère d'une volonté française.

Quant à la nature du régime, le ton est donné par Rémond : « Du régime de Vichy pris dans son ensemble, on pourrait dire.... qu'il est à la fois mal connu et mal aimé. Qu'il ne soit pas aimé importe peu : n'en va-t-il pas ainsi de tous les régimes défunts ?... Du reste, l'histoire n'a pas à se soucier de distribuer équitablement la sympathie entre les régimes disparus, ni l'historien à réparer les injustices de la mémoire collective⁶⁴ ». Cette entrée en matière plutôt étrange prépare bien la suite. C'est ainsi que l'on se penche sur les rouages institutionnels et administratifs du régime de Vichy comme si c'était un régime tout à fait ordinaire. Jacques Julliard discourt sur la Charte du travail comme si cela avait été un document signé Louis Blanc ou Gambetta. Et on discute des détails, jamais de l'ensemble, la nature du régime ne semble guère intéresser, ses objectifs, sa philosophie, ses racines restent dans l'ombre. Cette rencontre d'historiens et de témoins, notamment les préfets de Vichy autour de qui on marche sur la pointe des pieds et à qui on ne pose jamais de questions gênantes, est organisée nous dit le rapporteur, sur le modèle du colloque sur le Front populaire et publié sous le titre *Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937)*, ce qui ajoute évidemment un élément important à la banalisation de Vichy. Car, si dans le cas du colloque Blum on avait devant soi des hommes qui ont su bloquer l'ascension de la droite dure, un Président du conseil qui avait dissous les Ligues et est revenu de Buchenwald, des hommes dont la plupart se sont dressés contre la capitulation avec, en tête, les 80 parlementaires qui refusèrent les pleins pouvoirs à Pétain, d'autres encore qui essayèrent de passer en Afrique du Nord, avec les Vichysois

on se trouvait face à face avec des hommes qui de leur plein gré ont non seulement refusé le combat et se sont lancés dans la grande aventure de destruction de la France de 1789, mais ont sciemment collaboré avec l'Allemagne nazie. En 1970 ces hommes comme les ministres de Pétain, René Belin et Jean Borotra, choyés par les participants, n'éprouvent aucune sorte d'embarras face à ce passé somme toute banal. Pour eux, comme pour les autres participants, le sort des juifs n'appartenait pas véritablement à leur histoire, il ne semblait pas leur venir à l'esprit que la législation de 1940 signifiait qu'une révolution était en marche, et que les principes de 89, les Lumières françaises et la Révolution, Rousseau et Voltaire honnis de Maurras et des nouveaux maîtres, comme ils l'avaient été de Barrès et des antidreyfusards, étaient bien enterrés et pour toujours. Sur tout cela on ne souffle mot, pas plus que n'est posée la question : fallait-il vraiment attendre un quart de siècle pour s'interroger sur Vichy ?

Préparé pendant deux années consécutives ainsi que par un séminaire de recherche, le cadre conceptuel de ce colloque, accepté par tous les universitaires qui y participent, traduit non moins les intérêts et l'état de la recherche vingt-cinq ans après la chute du régime, qu'un réflexe explicite de refoulement commun à l'élite universitaire. Ce qui explique bien la dure réaction à laquelle devait se heurter *La France de Vichy* de Robert O. Paxton qui paraît en 1973, douze mois après les actes du colloque Rémond. Finalement, l'impression que l'on retire de ce volume est qu'en fin de compte il n'y avait pas beaucoup de critiques à adresser au régime de 1940-1942, pas grand-chose à creuser, car, « le phénomène de Vichy » ne représente rien d'autre que la « résurgence d'un passé que l'on croyait aboli. En termes d'idéologie, il incarne une tradition conservatrice », nous dit Rémond. « C'est la revanche –

spontanée ou préméditée ? – à très long terme d’avant-hier sur hier, de l’Ancien Régime au sens le plus classique, sur la Révolution, et dans une perspective à court terme des vaincus de 1936, en un mot de, de la droite sur la gauche ». Et quelques lignes plus loin, « La Révolution nationale est bien une contre-révolution⁶⁵ ».

On reste interdit devant une telle explication. Dans *La Droite en France*, la contre-révolution, on vient de le voir, est assimilée aux *ultras* de la Restauration. Or, la législation de Vichy entre juillet et décembre 1940, peut-elle être sérieusement assimilée à un simple retour à l’Ancien Régime ? N’était-ce pas au contraire à un grand bond en avant, une véritable révolution que l’on assistait en France ? En 1970, une telle démarche découle-t-elle d’aveuglement ou d’une simple conviction de se trouver devant un phénomène marginal ? Un quart de siècle après la Libération, en présence et avec la participation active de l’élite des historiens contemporanéistes français, on avait droit de s’attendre à une analyse un peu plus sophistiquée, un peu plus approfondie et fouillée, qui aurait pu se demander si entre la chute de l’Ancien Régime et le Front populaire, les deux seuls pôles de référence de Rémond, il ne s’est rien passé en France qui ait mérité l’attention et aidé à fournir quelques explications sur la continuité d’une tradition politique vivante et forte qui n’attendait que son heure pour exploser. Après toute la question de continuité face au changement, n’est-elle pas une question classique que tout historien se pose immédiatement en parlant d’une situation telle qu’elle se présente en 1940 ? Tout au début Rémond s’était quand même demandé : « fut-ce bien un simple accident ?... sans racines et sans lendemains⁶⁶ ? » La réponse fut très décevante, en fait inexistante, et c’est une des raisons de plus de l’importance que revêtent ces textes.

Si l'on avait voulu faire une analyse en profondeur on aurait commencé peut-être par se pencher sur la tradition française des anti-Lumières, sur Hippolyte Taine et sa vision de la Révolution française comme le plus grand désastre culturel des temps modernes, poursuivi avec *La Réforme intellectuelle et morale* de Renan qui stigmatise la démocratie née de la Révolution française – « cette basse démocratie terroriste⁶⁷ » – qui se lit en 1940 comme si le célèbre pamphlet venait juste de tomber des rotatives et ajouté que Brunetière pensait que c'était bien Renan qui avait inspiré Drumont⁶⁸. L'antisémitisme féroce des maurrassiens et des autres nationalistes ne doit rien à l'Ancien Régime et n'est pas venu au monde avec le Front populaire : il eût été normal qu'un colloque sur Vichy et sa législation y fasse allusion ou, au moins, se demande si l'on n'avait pas là une des sources de la Révolution nationale et un élément d'explication de sa nature. Il en est de même en ce qui concerne le nationalisme de la terre et des morts, le nationalisme intégral, *La Revue universelle* de Massis et son manifeste des intellectuels en faveur de l'Italie fasciste dans sa campagne d'Éthiopie. Sans parler de Brasillach revenant de Nuremberg, ni des *Cadets de l'Alcazar*, ni de *Combat* de Thierry Maulnier, ni de Jouvenel chez les Franquistes, ni de Beuve-Méry chez Salazar, ni de La Rocque et ses ligueurs semant la terreur dans les quartiers populaires.

Cependant, contrairement à l'Allemagne du XX^e siècle où dominait une seule grande tradition politique, en France deux traditions politiques s'affrontaient : contre la tradition des Lumières s'élève dès la fin du XIX^e siècle une tradition organiciste, antirationaliste, historiciste, nationaliste, antisémite, la tradition de la terre et des morts très proche de la tradition *völkisch* en Allemagne. C'est cette tradition-là qui

affirme sa présence au tournant du xx^e siècle et finit par prendre le pouvoir à Vichy : voilà en quoi consiste le moteur intellectuel de la Révolution nationale.

Quelques cas typiques de refoulement et maquillage

Les réflexions qui suivent maintenant s'adressent à des cas particulièrement significatifs et typiques de la profondeur de la pénétration fasciste et des dimensions d'interprétations apologétiques, des exemples évocateurs de refoulement et d'oubli, voire de maquillage qui contribuent à étoffer le long processus de banalisation. Ce processus commence avec l'invention par André Siegfried de la distinction entre le « bon » Vichy et le « mauvais » Vichy, le Vichy de Pétain et le Vichy de Laval, qui jette les bases d'une première légitimation du régime de la Révolution nationale. Car, contrairement à ce que prétendront à la suite de Siegfried les diverses apologies, ce sont bien les deux premières années qui comptent, c'est au cours des premiers six mois, entre juillet et décembre 1940 que sont posés les principes et les grandes lignes de la Révolution en marche, et c'est alors que sont promulguées les lois où ces principes trouvent leur application. Nul ne peut prétendre qu'une quelconque ambiguïté recouvre la nature du nouveau régime à ses débuts ou que les objectifs manquent de clarté dès ses origines. Nul ne peut soutenir que les hommes qui accourent à Vichy en cet été de 1940 ne comprennent pas le rôle qu'ils acceptent de remplir dans la tragédie qui se joue en France le lendemain de la débâcle.

Après Siegfried vient Robert Aron, intronisé au cours des années cinquante comme l'historien semi-officiel de Vichy, élu lui aussi à l'Académie française. Son *Histoire de Vichy*, ouvrage aujourd'hui oublié, était considérée à l'époque par

l'école Siegfried-Rémond comme la « première tentative d'histoire objective » de Vichy⁶⁹. Objective son *Histoire* l'est autant que ses Mémoires posthumes, *Fragments d'une vie*, où Robert Aron fait comme si la « Lettre à Adolf Hitler, Chancelier du Reich » signée par lui-même ainsi que par le codirecteur de la revue *L'Ordre nouveau*, Arnaud Dandieu, en novembre 1933 n'avait jamais existé⁷⁰. Aron représente cette catégorie d'intellectuels qui ont tout fait pour effacer de leur mémoire et de celle de la postérité l'accueil chaleureux qu'ils avaient réservé aux nazis. « Votre œuvre est courageuse ; elle a de la grandeur », disent Aron et son associé à Hitler. Plus loin ils parlent de « la grandeur authentique » de son mouvement qui consiste à être « par l'héroïsme, le sacrifice et l'abnégation qu'il enseigne, une protestation contre le matérialisme contemporain ». En effet, disent-ils encore aux nazis et fascistes italiens, « vous avez mis fin à un mensonge. Celui de la démocratie libérale ». En jetant bas « ce régime malfaisant... vous avez accompli une œuvre de salubrité », d'autant plus que « comme le mensonge de la liberté politique, vous avez dégonflé celui de la liberté morale », et ainsi de suite à longueur de pages⁷¹. Finalement les deux auteurs s'adressent directement à Hitler : « Monsieur le Chancelier, nous savons que ce que nous disons ici, peu d'hommes sont capables de l'entendre. Nous pensons que vous qui êtes arrivé au pouvoir soulevé par l'enthousiasme de la jeunesse, vous le pouvez. MUSSOLINI A COMPRIS⁷². »

Si Robert Aron était un vichyssois voilé, que sa qualité de juif, comme dans le cas d'Emmanuel Berl, empêchait de tenir un rôle quelconque dans le cadre du régime, il n'en était pas de même chez les personnalistes catholiques. Pour ne pas alourdir notre texte, je ferai appel à un seul exemple frappant, celui des Chevaliers de l'Ordre d'Uriage, dont le Manifeste, pensé tout

au long des années de guerre et publié en 1945 est de ce fait d'autant plus révélateur. Les Chevaliers formaient le noyau dur des chefs de l'École des cadres d'Uriage, connue surtout pour son adhésion bien que tardive à la résistance dans le Vercors. Le plus souvent on préfère oublier le fait que l'école fut fondée non pour être une pépinière de résistants, mais pour éduquer et entraîner les cadres du nouveau régime. L'institution, installée dans les environs de Grenoble, a servi Vichy aussi longtemps que l'inféodation à l'occupant n'était pas devenue insupportable. Nul n'a mieux senti le caractère véritable d'Uriage qu'Alfred Fabre-Luce, l'admirateur de Hitler, nazi convaincu aussi longtemps que le sort des armes souriait aux Allemands. L'auteur du *Journal de la France* visite Uriage en 1941, il a de longues discussions avec Dunoyer de Segonzac, le fondateur et chef d'Uriage, suit toutes les activités de l'École et au terme de son enquête produit vingt pages à la gloire du « Vieux Chef » et de son institution. Car il ne fallut pas longtemps à ce chantre de la France nouvelle pour appréhender la mentalité des cadres d'Uriage et comprendre que c'est le plus pur esprit de Vichy qui soufflait à l'école. Non seulement ce collaborateur idéologique résolu lui délivre un satisfecit total, mais pour lui Uriage incarne bien l'idéal de la France nouvelle. « La jeunesse sélectionnée d'Uriage est comme la première cellule d'un monde nouveau introduite dans un monde usé... Pendant cette année 1941, il [Segonzac] a mesuré mieux qu'un autre la montée du péril communiste. Si le gouvernement se montre inégal à sa tâche, faudra-t-il abandonner tout espoir ? » Non, car « à la France de Pétain survivrait, au besoin, un Ordre des Chevaliers d'Uriage⁷³ ».

Le 1^{er} janvier 1943, les Chevaliers ferment l'école et passent dans la Résistance, par patriotisme anti-allemand et

non pas par refus de la Révolution nationale. Il était donc naturel qu'il ait fallu attendre les derniers mois de 1943 pour voir Segonzac accepté par les combattants du Vercors. Ce n'est qu'à cette époque que les hommes d'Uriage considérés comme pétainistes aussi bien par De Gaulle que par les maquisards commencèrent à s'intégrer progressivement dans la Résistance armée. En même temps, ils ne cessèrent de honnir la démocratie libérale, car le refus du libéralisme qui constituait le dénominateur commun à tous les disciples de Mounier n'avait pas disparu. Ces hommes se sont battus contre l'occupant, mais non pas contre les fossoyeurs de la démocratie.

Antoine Delestre donne le texte des premières consignes lancées par le Conseil de l'Ordre, ou plutôt du « pré-ordre ». Segonzac, devenu une grande figure de la démocratie chrétienne de l'après-guerre était assisté d'Hubert Beuve-Méry, fondateur du *Monde* :

Se protéger rigoureusement contre les francs-maçons en évitant actuellement une attitude hostile à leur égard. Du moins doit-on veiller absolument à ce qu'aucun d'eux ne s'introduise dans l'ordre. De la même façon les israélites ne sont pas admis comme membres de l'Ordre, non plus que comme novices. Si nous sommes résolument hostiles à l'antisémitisme, surtout tel qu'il est pratiqué depuis l'armistice, nous ne devons pas sous-estimer le danger d'une revanche juive ni méconnaître l'existence d'une internationale juive dont les intérêts sont opposés à ceux de la France⁷⁴.

En été 1945, alors qu'il n'était plus possible d'ignorer les réalités du nazisme, l'équipe d'Uriage publie, sous la direction de Gilbert Gadoffre, aux Éditions du Seuil nouvellement créées, une grosse brochure, intitulée *Vers le style du XX^e siècle*. Parmi les auteurs on remarquait entre autres les

noms de Hubert Beuve-Méry et de Jean-Marie Domenach, futur directeur d'*Esprit*. Pensé et écrit par étapes entre 1943 et 1945, ce texte constitue de la part des « membres de l'équipe d'Uriage... la synthèse de leurs idées communes⁷⁵ ». Les pages 60-64 sont consacrées à une analyse du « système nazi en trois volets » : « A. sa force », « B. sa faiblesse », « C. son bilan » divisé en « actif » et « passif ». L'actif est fort élogieux, le passif ne comporte pas une seule allusion au nazisme vécu, pas un mot sur la terreur, les camps, les déportés qui reviennent, le caractère diabolique du régime. Aujourd'hui cela paraît franchement irréel de la part d'hommes et de femmes qui finirent quand même par porter les armes contre l'occupant, mais en réalité il n'y a là rien qui puisse surprendre le lecteur d'*Esprit* ou d'*Ordre Nouveau* des années trente. Le petit livre assemblé par Gadoffre reprend en fait le raisonnement que l'on a vu dans la « Lettre à Adolf Hitler » : néanmoins, si le texte d'*Ordre Nouveau* a été produit alors que la machine hitlérienne commençait seulement à fonctionner, celui des cadres d'Uriage voit le jour à un moment où les résultats de l'idéologie nazie tout comme de la *praxis* du régime s'étalaient à la vue de tous. Tout comme en 1933, en 1945 aussi les éloges s'adressent encore et toujours aux principes du national-socialisme, les critiques à ses réalisations incomplètes. Il importe d'autant plus de mettre ces pages sous les yeux d'une nouvelle génération de lecteurs que dans les ouvrages consacrés à Uriage ce matériel, comme d'autres aspects gênants de l'héritage personnaliste sont quasiment introuvables⁷⁶.

Par haine de la démocratie, il faut bien le dire, le mouvement personnaliste, n'admire pas seulement l'autoritarisme, mais ce qui constituait bien l'essentiel dans le phénomène nazi : « à un individu déraciné, désorienté, il [le

nazisme] a proposé un idéal tangible, matériel : celui d'une civilisation fondée sur le *Blut und Boden* à retrouver et à étendre. Il a rétabli [mot pas clair] contact entre l'homme et les forces *infra* rationnelles de la nature et de la race ; et par là l'homme nouveau du nazisme a acquis ces bases fermes qui lui ont permis de se dresser avec tant de vitalité animale dans le siècle⁷⁷ ».

Quand on garde présents à l'esprit la puissance des réseaux d'Uriage, leur place dans la vie politique, intellectuelle et sociale des quarante années qui ont suivi la Libération, on se rend bien compte combien il est oiseux de parler d'une quelconque immunisation de la société française contre le contenu intellectuel de la révolution fasciste. Par ailleurs, ici apparaît clairement la continuité entre les périodes d'incubation et de préparation idéologique et les systèmes politiques mis en place. Formés dans les années trente, ces hommes affichent toujours les mêmes idées au service de Vichy, puis dans la Résistance et à l'heure de la Libération, non seulement ne voient en elles rien de condamnable, mais les proposent comme cadre intellectuel à la France nouvelle.

Alfred Fabre-Luce et Bertrand de Jouvenel : du fascisme et du nazisme au libéralisme de la revue *Commentaire*

Alfred Fabre-Luce constitue un autre exemple typique de retournement, maquillage et refoulement, mais son cas n'intéresse pas seulement par lui-même, mais grâce à ses rapports avec Raymond Aron ainsi qu'à la place qui est de nos jours la sienne dans les milieux de la revue *Commentaire*. Ici il s'agit également de la fonction de l'oubli dans l'histoire dont Aron s'est fait le grand prêtre. De nazi confirmé Fabre-Luce

est devenu dans l'après-guerre un libéral pointilleux, sacré au fil des ans par une publication majeure qui se veut depositaire et gardienne de la grande tradition du libéralisme français, comme l'un des plus importants noms du libéralisme. Il est avec Emmanuel Berl, « de cette grande génération, née avec le siècle » qui comprenait également Bertrand de Jouvenel, lui aussi admirateur de l'Allemagne nazie et grand expert en maquillage de ce passé gênant, et évidemment, Aron lui-même⁷⁸. En lisant la notice introductive que l'on doit au directeur de *Commentaire* concernant l'auteur d'*Après la défaite*, je m'étais demandé s'il n'était pas triste de voir comment dans un pays dont la tradition libérale portait les noms de Constant et Tocqueville, on en soit arrivé à voir des géants en Fabre-Luce, Jouvenel et Berl. Quoi qu'il en soit, les réflexions qui suivent s'inscrivent dans le cadre d'une interrogation plus large sur la responsabilité morale des intellectuels dans la chute de la démocratie et la concrétisation du fascisme en France, sur la fonction et les limites de l'oubli et sur l'art de la réécriture de l'histoire.

Dans le texte qui introduit en 2009 la correspondance Raymond Aron-Alfred Fabre-Luce, le directeur de *Commentaire* apprend à ses lecteurs que ce dernier était « attentiste en 1940 ». Pour faire bonne mesure, Jean-Claude Casanova ajoute que l'auteur du *Journal de la France* était aussi giraudiste, comme Maurice Couve de Murville. La comparaison avec l'ancien premier ministre et pendant dix ans ministre des Affaires étrangères du général de Gaulle, est destinée évidemment à projeter une image noble de Fabre-Luce. On oublie à l'occasion de préciser que si Couve de Murville, haut fonctionnaire au moment de l'armistice resté à son poste, a quand même fini par rejoindre les forces françaises libres, il n'en fut pas de même en ce qui concerne

l'auteur de *l'Anthologie de la Nouvelle Europe*. Comment autrement, sans un mot supplémentaire d'explication, eût-il été possible de « rendre hommage à Alfred Fabre-Luce⁷⁹ » ? Casanova, on le sait, n'est pas n'importe qui : membre de l'Académie des sciences morales et politiques, il est élu son président en 2009, après avoir succédé en 2007 à René Rémond à la présidence de la Fondation nationale des sciences politiques. Début 2018, Casanova pense apparemment qu'il n'y a rien à changer ni dans sa perception de l'œuvre de Fabre-Luce ni dans les questions qu'il conviendrait de se poser à son égard. Dans sa « Lettre du vendredi 16 mars 2018 » la revue *Commentaire* inaugure la republication d'une série « Les classiques de la liberté », commencée dans son deuxième numéro, en été 1978. L'auteur du premier article n'était autre que l'écrivain qui en 1940-42 s'identifiait au nazisme et appelait à la collaboration à outrance : y a-t-il beaucoup d'exemples de refoulement meilleurs que celui qui consiste à remettre entre les mains de Fabre-Luce le soin de lancer la série sur la liberté et pour dissenter sur Benjamin Constant ?

Cependant, il est fort probable que la ligne éditoriale de *Commentaire* envers Fabre-Luce fut fixée par le fondateur de la revue lui-même. En effet, dans ses *Mémoires*, publiés en 1983, l'année de sa mort, en parlant de son travail au service de la France libre, Aron s'adresse à Fabre-Luce :

Je n'écrirais plus aujourd'hui aucun de ces trois articles, à froid. Ils figurent dans le recueil *L'Homme contre les tyrans* publié d'abord à New York dans une collection dirigée par Jacques Maritain, puis à Paris, après la Libération. Depuis lors, Alfred Fabre-Luce a exposé plusieurs fois ses prises de position entre 1940 et 1944 ; le troisième tome du *Journal de la France* ne m'était pas connu quand je discutai les deux

premiers. Je n'avais pas lu non plus l'introduction à *l'Anthologie de la Nouvelle Europe*, qui date de la fin de 1941, et qui à Londres m'aurait indigné. Depuis lors, nous nous sommes si souvent retrouvés dans le même camp qu'il me paraîtrait fâcheux de ranimer de vieilles polémiques. Renan mettait l'oubli au premier rang des vertus nécessaires à la politique. Je souhaite que Fabre-Luce juge l'oubli aussi facile pour lui que pour moi⁸⁰.

Il importe de voir ici que c'est de l'oubli et non de « pardon » ou « d'amnistie » que parle Aron. Avoir stigmatisé la collaboration idéologique la plus dure est relégué en 1983 au rang de « vieilles polémiques ». Mais ce qui est plus intéressant encore est le fait qu'en s'adressant directement à Fabre-Luce, dans un ouvrage destiné autant à ses contemporains qu'à la postérité, l'auteur ait choisi de ne pas spécifier le rang auquel il convenait de placer, dans la hiérarchie des valeurs libérales, la morale.

Les trois articles en question écrits à Londres et intitulés « Au service de l'ennemi », constituent un jugement sans appel, aussi dur que juste sur les plus importants écrivains engagés dans la collaboration, Montherlant, Chardonne, Drieu La Rochelle et Fabre-Luce⁸¹. C'est ce dernier qui nous intéresse ici pour trois raisons : d'abord, si Aron considère Montherlant comme « le plus grand des écrivains collaborateurs », Fabre-Luce « est le plus intelligent⁸² ». La seconde raison est la grande amitié, fondée sur leur anticommunisme commun, qui s'est forgée le long des ans entre Fabre-Luce et Aron et qui, à la fin de sa vie, amène ce dernier à s'excuser auprès d'un collaborateur idéologique vicieux d'avoir mal parlé de lui en ces temps encore proches où lui-même combattait pour la liberté alors que l'autre se rangeait du côté de ses fossoyeurs. Apparemment, la guerre

froide suffisait pour tout effacer. Finalement vient le fait qu'aujourd'hui, la revue *Commentaire* où se retrouvent les disciples d'Aron ainsi que d'autres néoconservateurs et libéraux français, s'applique à introduire le raciste et nazi Fabre-Luce aux côtés d'Aron dans le Panthéon du libéralisme français.

Ici se pose la question de la signification des trois dernières phrases du paragraphe des *Mémoires* qui vient d'être cité. Il semble que l'oubli acquiert chez Aron une importance démesurée au point qu'il pousse ce grand nom des lettres françaises, alors qu'il fait le bilan de toute une vie, à rabaisser sa propre critique de la collaboration au rang d'un expédient mineur de temps de guerre, voire un simple écrit de propagande, qui ne valait que pour son moment. Pourquoi au juste les trois articles consacrés par l'auteur de *L'Homme contre les tyrans* aux écrivains collaborateurs auraient-ils perdu quoi que ce soit de leur poids ? Pourquoi ne pourraient-ils pas avoir été écrits en 1983 comme ils l'ont été quarante ans plus tôt ? Le fascisme à la française, le racisme, l'admiration pour le nazisme n'ont rien perdu de leur signification historique et de leur symbole de faillite morale uniquement parce que son anticommunisme a fait de Fabre-Luce un allié précieux pour Aron. Son alignement tardif sur la démocratie dont la grande vertu pour lui était le fait que c'était l'idéologie des vainqueurs et en même temps un rempart dressé face au communisme, ne permettent pas d'effacer son engagement idéologique aux côtés de l'Allemagne nazie partie à la conquête de l'Europe.

Pour bien comprendre sur quoi exactement Aron en 1983 et *Commentaire* aujourd'hui choisissent de jeter le voile de l'oubli, il faut se pencher sur les écrits de Fabre-Luce, *Le Journal de la France* de 1940-1944 et *l'Anthologie de la*

nouvelle Europe de 1942. C'est dans cette lecture que l'on trouvera aussi la réponse à une question qui ne cesse de nous tourmenter : à qui incombe finalement une plus grande responsabilité morale dans les malheurs des années noires : au fin lettré de l'avenue des Champs-Élysées ou à Lacombe Lucien ?

Les deux premiers volumes du *Journal de la France* ainsi que l'*Anthologie de la Nouvelle Europe* sont consacrés à l'élaboration d'un cadre conceptuel pour la collaboration idéologique totale. Leurs thèmes se recourent largement et le choix des textes fait par Fabre-Luce atteste d'une compréhension profonde de la nature du fascisme et du nazisme. En premier lieu, vient évidemment, comme

dans le cas de cet autre libéral de l'après-guerre, Bertrand de Jouvenel, auteur en 1940 d'*Après la défaite*, la raison profonde de la débâcle. Pour Fabre-Luce aussi, « la France n'avait pas seulement succombé sous le poids des chars et des avions » : la puissance militaire allemande n'était qu'une « émanation de la puissance spirituelle qu'Adolf Hitler avait su dégager de son pays humilié et meurtri⁸³ ».

Hitler est le grand homme d'action qu'admire Fabre-Luce, il est, ni plus ni moins, « Jupiter⁸⁴ » : « depuis deux ans, le contact est rétabli avec les sommets de l'Histoire. D'Adolf Hitler à Frédéric Barberousse, un courant d'air vivifiant s'est créé. Napoléon parlait familièrement de César et d'Alexandre ; ils étaient vraiment ses compagnons. De même, l'historien de 1941, assistant à la formation de la nouvelle Europe, évoque sans effort l'Empire de Charlemagne ou la bataille des Champs Catalauniques⁸⁵ ». C'est ainsi que « L'hitlérisme... apparaît moins comme une doctrine que comme un âge d'une nation ou peut-être de l'univers⁸⁶ ».

L'auteur de l'*Anthologie* ne manque pas de citer les deux petites revues des années 1930, *Pamphlet* et *L'Assaut* où, dit-il, il constatait « la double faillite du libéralisme et du socialisme ». Sous ses yeux, « les adversaires naturels et les victimes du marxisme formaient une armée chaque jour plus nombreuse et promise à la victoire ». Ses analyses, dit Fabre-Luce, comme celles de ses amis, reprenaient « l'analyse nationale-socialiste de l'économie » et finissaient, comme en Allemagne, parce que « crucifiée la première sur cette croix de l'inflation et du chômage » et devenue « une sorte de Christ des nations », par « poser des problèmes de civilisation ». Ainsi, ce n'est pas seulement sur l'analyse économique du nazisme que s'aligne le futur libéral, il fait aussi siennes « les conceptions raciales de Hitler ». Car, le mal était le même en France où l'on constatait les mêmes « symptômes de cette dégénérescence raciale dont il [Hitler] avait établi le diagnostic » : « l'afflux des étrangers indésirables, la multiplication des naturalisations » avaient de « graves répercussions sur l'hygiène, les mœurs, la mentalité de la nation ». C'est pourquoi, comme chez Jouvenel, la révolte nazie constitue véritablement « le passage d'une fin à un commencement, d'une vieillesse à une jeunesse », c'est aussi « l'avènement d'un homme nouveau, caractérisé par le goût de l'effort, le sens tragique, le pessimisme créateur⁸⁷. » Tel était le sens « de cette révolution », une révolution du sang et du sol et d'un droit nouveau. Le *Boden* précise Fabre-Luce « n'est pas un pays déterminé, mais un espace vital. Le *Blut*, c'est une race en voie de formation ». Le droit, ici l'auteur fait appel à une formule de Drieu, signifie que « l'intelligence du plus fort est la seule justice connue⁸⁸ ».

L'*Anthologie* fait corps avec le *Journal*. Les deux premiers volumes du *Journal de la France* qui couvrent les années

1939-1942 furent immédiatement traduits pour les besoins de la propagande allemande et jouirent d'une attention spéciale de la part des services d'Otto Abetz. On retrouve ici de nouveau Jouvenel dont *Nach der Niederlage* (traduction allemande d'*Après la défaite*) aura droit aux mêmes égards que *Französisches Tagebuch 1939-1940* et *Nach dem Waffenstillstand : Französisches Tagebuch 1940-1942* de Fabre-Luce.

Concrètement, dans la vie politique de tous les jours, la grandeur d'Hitler s'exprime entre autres dans le fait qu'il a su entreprendre de réaliser les théories des racistes comme Gobineau et H. S. Chamberlain, d'un biologiste comme Jean Rostand qui s'interroge sur la possibilité d'une « ascension génétique » et aussi d'un Barrès qui lui « ne puise pas ses leçons chez les animaux, mais chez les plantes ». Cependant, en France, où selon Fabre-Luce, on n'a pas atteint encore les hauteurs de la pensée allemande, on ne juge toujours pas la science assez avancée « pour autoriser des conclusions philosophiques ou politiques catégoriques ». Ici intervient Maurras : son rôle pour Fabre-Luce est capital. Il exprime à la fois une résistance française au racisme biologique et la reconnaissance du fait que la France « ne saurait se désintéresser de son destin biologique ». Cette fois encore, l'écrivain insiste sur ce point avec force, le fondateur de l'Action française manifeste son ingéniosité : « l'analogie » lui a permis d'établir une parenté entre les deux règnes (humain et naturel) tout en maintenant une causalité proprement politique ». D'une manière concrète, cette démarche se traduit par la « vivacité particulière » avec laquelle les maurrassiens avaient protesté « contre l'infusion du sang juif et étranger opérée par les gouvernements de Front Populaire⁸⁹ ».

Arrivé à ce point Fabre-Luce en appelle à l'autorité de l'idéologue du parti nazi, Alfred Rosenberg, qui en jetant « le pont entre les deux grandes révolutions : celle de 1789 et celle de 1933 » contribue à forger le nouvel esprit européen. C'est pourquoi, la nouvelle Europe ne sera pas allemande, elle répondra dans la même mesure aux aspirations profondes des Français comme Drieu La Rochelle, Montherlant, Thierry Maulnier, Paul Morand, Benoist-Méchin et Fabre-Luce lui-même. En d'autres termes : la nouvelle Europe sera fasciste.

Ainsi s'esquisse sous la plume du publiciste un culte de l'Allemagne nazie et le premier volume du *Journal de la France* s'achève sur un appel à la collaboration, sous la couverture d'un ordre mondial nouveau⁹⁰. Il faut collaborer, il faut non seulement travailler pour les Allemands, mais il faut combattre à leurs côtés. Fabre-Luce appelle à une « participation accrue des ouvriers français à l'effort industriel allemand, de l'agriculture française au ravitaillement allemand, des combattants français à la guerre antibolchevique⁹¹ ». Finalement, il clame son bonheur de voir la « légion de volontaires » partie au combat sur le front de l'Est et dans les rangs de laquelle on trouve l'homme tant admiré de l'avant-guerre, le chef du PPF, Doriot. Fabre-Luce salue dans « ce soldat qui part pour le front de l'Est... un homme d'État qui achève sa figure politique et prend une position d'avenir⁹² ». En participant à cette extraordinaire édification d'une « nouvelle Europe... nous nous inscrivons dans l'aristocratie du sang⁹³ ».

L'autre figure exemplaire du libéralisme français selon *Commentaire* en ce début du XXI^e siècle est Bertrand de Jouvenel, le plus proche ami de Raymond Aron. Choyé par les services de propagande nazis, Jouvenel s'était rendu célèbre dans les années trente par son interview avec Hitler en

février 1936. Dans ses mémoires, *Un voyageur dans le siècle*, publiés en 1980 il ne craint pas d'asséner toute une série de petits et grands mensonges qui forment un écran de fumée opaque pour quiconque ne se donne pas la peine de creuser archives et bibliothèques de recherche⁹⁴. Voici quelques exemples et tout d'abord ses reportages franquistes chaleureux. Comment en est-il venu à chanter la gloire du franquisme ? Il expliquera sans rire que c'est par hasard qu'il y est arrivé. S'il était passé par le Perthus, dit-il « je serais arrivé à Barcelone, et j'aurais fait un reportage centré sur la gauche ; entré par la Navarre, je suis arrivé à Pampelune, où j'ai fait un reportage centré sur la droite ». Parce qu'il est passé par la montagne navarraise, ajoute-t-il, « j'ai été honni par la gauche⁹⁵ ». C'est donc à cause de cette malheureuse erreur de navigation que Jouvenel chante les louanges des rebelles espagnols, et non pas parce qu'il éprouvait une profonde sympathie pour eux et leur cause. Il oublie de préciser qu'il est allé en Espagne plusieurs fois et rapporté toujours, comme par hasard, les mêmes impressions pro-franquistes, notamment quand il s'employait à cerner l'esprit de la grande révolution européenne que portaient les insurgés.

On reste sidéré devant tant d'aplomb : il n'y a rien dans les articles qu'il ramène d'Espagne qui puisse témoigner de la possibilité que leur auteur ait atterri ailleurs que là où il voulait arriver. Sur quoi exactement table Jouvenel en écrivant ces lignes : sur l'ignorance du lecteur ou sur sa naïveté ? Probablement sur les deux, car il est en Espagne en août 1936, puis en novembre de la même année et finalement un peu plus d'un an plus tard, en janvier 1938. Cette fois il devait connaître déjà son chemin, mais c'est quand même toujours dans les rangs des rebelles qu'il atterrit et le même culte du franquisme qu'il ramène d'outre-Pyrénées.

En Espagne il est transporté d'admiration et de bonheur. La guerre civile « survient au moment où les esprits curieux s'avisent qu'une vaste révolution se produit en Europe, révolution antidémocratique prédite il y a un siècle par Carlyle. Les sociétés fondées sur le radicalisme utilitaire de Bentham, de Ricardo et de Mill, les régimes égalitaires qui ne connaissent d'autre hiérarchie que celle de l'argent, sont près de s'écrouler ». Au refus de la démocratie fait pendant le culte de l'homme providentiel : « Aux chefs d'État à qui l'on ne demandait depuis plus d'un siècle de n'être que de bons intendants, on demande tout à coup d'être des figures resplendissantes, en qui l'homme de la rue puisse incarner sa volonté de puissance refoulée par la vie sociale⁹⁶. » Jouvenel s'enthousiasme pour le nouveau type de chef produit par la révolution en Espagne : depuis l'officier qui lui déclare froidement « je ne fais pas de prisonniers » et dont la colonne laisse « chaque village où elle a passé tout apeuré par les exécutions sommaires auxquelles il avait procédé⁹⁷ », jusqu'au général Mola. Le grand chef rebelle lui paraît « appartenir au même type humain que notre Charles X qui sut toucher les cœurs de Chateaubriand, de Lamartine et d'Hugo » et dont la grande figure donne déjà naissance à une « mystique Mola⁹⁸ ». La conclusion : « La révolution espagnole manifeste d'une façon dramatique que l'Occident évolue vers de nouvelles formes sociales⁹⁹ ». Cet article date du mois d'août 1936.

Un même son de cloche, mais déjà bien étoffé d'une analyse des idées et du programme de Franco revient début novembre. Le grand journaliste ne cache pas son enthousiasme : sous la conduite de Franco, une nouvelle Espagne surgit de la guerre civile. Sur les pas de Hitler et de Mussolini, Franco construit l'avenir : « son programme de gouvernement, c'est d'abord l'État totalitaire ». Et Jouvenel de

citer avec émerveillement le nouveau dictateur : « L'Espagne s'organisera selon le concept totalitaire... Notre mouvement implique le rétablissement du principe d'autorité... Il faut instaurer une société comportant une hiérarchie... » Ensuite vient évidemment la fin du parlementarisme avec l'instauration des « Cortès corporatives, reflet des intérêts naturels et respectables des différents corps de la nation ». Et en conclusion : « Ce programme politique est maurrassien : l'Autorité et les Libertés¹⁰⁰. » C'était, plus ou moins, le programme de *La Lutte des Jeunes*, la revue fascisante que Jouvenel avait lancé peu après le 6 février 1934 et dont la vedette était Drieu La Rochelle.

Un an plus tard, le journaliste se trouve de nouveau en Espagne, cette fois-ci pour le compte de son propre journal, *L'Émancipation nationale*, organe du PPF de Doriot. « J'ai pris en Espagne une haute l'idée de l'homme », écrit-il¹⁰¹. Cet article à la gloire de la guerre et ses vertus qui sonne le réveil national, clôt le cycle franquiste de ses reportages : le terrain est désormais prêt pour accueillir les suites de la débâcle de 40.

En 1941 Jouvenel publie chez Plon *Après la défaite* (sur la couverture on trouve 1940). Des bonnes feuilles de ce livre seront publiées par *Les Nouveaux Temps* collaborationnistes de Luchaire et dans *Le Fait*, publication que Jouvenel contribua à fonder¹⁰². L'ouvrage de Jouvenel deviendra l'une des pièces maîtresses de la propagande nazie en France occupée. Le père Gaston Fessard, une des plus nobles figures de l'Église de France, auteur en novembre 1941 du fameux manifeste « France, prends garde de perdre ton âme » qui sous forme de premier numéro de *Témoignage Chrétien* clandestin, devait lancer la Résistance catholique, avait tout de suite compris la signification et le danger de l'ouvrage de Jouvenel : il y voyait

un acte de reconnaissance de la supériorité intellectuelle et morale du nazisme¹⁰³.

En effet, le lendemain de la chute de la République, l'ancien doriote accueilli avec ferveur cette « montée d'une génération moralement divorcée d'avec les précédentes ». Le type idéal de cette jeunesse nouvelle est « Ernst von Salomon qui a chanté, dans *Les Réprochés*, le destin de ceux qui n'ont pas pris racine, qui ont vécu violemment les années 1919 à 1923, qui ont passé en prison ou en exil les années de facilité¹⁰⁴ ». Von Salomon, il convient de le rappeler, est membre des Corps francs qui sévissent dans l'immédiat après-guerre et entrent en révolte contre la République de Weimar. Il personnifie par excellence le révolté nationaliste, puis nazi, contre la démocratie : les hommes des Corps francs s'engagent dans le terrorisme et Salomon est impliqué dans l'assassinat de Walter Rathenau. Il sera gracié après cinq ans de prison. C'est durant ses années de prison qu'il écrit son fameux livre, *Les Réprochés*, où il raconte l'histoire de cette révolte qui, à beaucoup d'égards, constitue la préface à la prise du pouvoir par les nazis.

Car c'est bien ainsi que Jouvenel explique l'avènement d'Hitler : pour la première fois dans l'histoire moderne de l'Europe, les événements commencent à donner raison aux « éléments dynamiques » et l'Allemagne est le pays où, contrairement à la France, « c'est l'élément statique qui périt¹⁰⁵ ». C'est ainsi que s'accomplit cette « révolution de jeunesse » qui atteint son apogée avec le nazisme : « Le 30 janvier 1933 cette jeunesse allemande arrive au pouvoir, saisit les leviers de commande. » La conclusion est simple : « La victoire revient à celui qui attache à ses étendards l'idée maîtresse de son temps, laquelle dès lors combat avec lui et pour lui¹⁰⁶. » Pour Jouvenel, le triomphe allemand représente

une victoire de l'esprit. Écrit le lendemain de la victoire allemande, *Après la défaite* constitue une attaque classique de la démocratie des droits de l'homme, de l'ensemble de l'héritage intellectuel issu de la Révolution française, de toute cette culture politique contre laquelle se lèvent le fascisme et le nazisme. Il entend démontrer que la victoire de l'Allemagne nazie est le triomphe d'un peuple jeune, porteur de « tendances communautaires », sur une société bourgeoise imbue de valeurs libérales. « Le caractère jeune de l'Allemagne et de l'Italie tient à ce qu'on a, dans ces pays, mis la jeunesse en valeur, à ce qu'elle a fait exploser le couvercle des institutions anciennes qui, voilà vingt ans, pesait sur elle comme sur la jeunesse française encore aujourd'hui ». Et Jouvenel d'entonner un hymne à la gloire de Mussolini et des hommes arrivés avec lui au pouvoir, ces « bagarreurs qui aiment à voir pâlir les bourgeois » ; il s'enthousiasme pour les qualités de l'éducation fasciste qui encourage la violence, qui bouscule les vieilles coutumes bourgeoises, qui « favorise, comme vertu, l'éclosion de ce qu'auparavant on nommait vices¹⁰⁷ ».

C'est ainsi que fascisme et nazisme créent une culture politique nouvelle. Cependant, tout d'abord dans le cas allemand, cette culture politique s'inscrit dans la continuité de l'histoire nationale et pour Jouvenel la conquête de l'Europe par l'Allemagne hitlérienne est tout à fait naturelle. Certes, « l'élan de la révolution allemande a étendu la puissance germanique bien au-delà des limites ambitionnées par la pensée nationale », mais « c'est exactement ce qui nous est arrivé à nous-mêmes au temps de notre Révolution¹⁰⁸ ». La révolution nazie est mise ainsi sur le même pied que la Révolution française et Hitler une fois de plus, comme chez Fabre-Luce, comparé à Napoléon. Mais en fait la révolution hitlérienne prend chez Jouvenel les contours d'un phénomène

nettement supérieur à la Révolution française, car le parti nazi sut réaliser en Allemagne une « mobilisation totale des ressources nationales » non pas « avec le désordre du Comité de Salut Public, mais sous la conduite d'une intelligence napoléonienne¹⁰⁹ ». Il était donc normal qu'*Après la défaite* ait joui d'une grande vogue en Allemagne nazie et dans les milieux de la Collaboration. Jouvenel, comme l'a montré Gérard Loiseaux, est l'un des six auteurs français qui jouissent d'une attention tout à fait spéciale de la part des services de propagande allemands en France¹¹⁰.

Tout cela n'empêche pas l'auteur d'*Après la défaite* de prétendre quarante ans plus tard que « l'ouvrage qui était "résistant" était porté par les collaborationnistes ». Olivier Dard lui-même, son biographe, plus qu'admiratif, n'y tient pas et en ce qui concerne cette interprétation *a posteriori* donnée par Jouvenel, parle d'une « version arrangée » : c'est, une fois encore, quand il s'agit d'un faux pur et simple, le moins que l'on puisse dire¹¹¹. Cette interprétation met en lumière la méthode Jouvenel : la quasi-totalité des lecteurs de ses mémoires n'aura pas lu son livre de 1941, qui n'a jamais été réédité et est introuvable hors les bibliothèques de recherche, tout comme ces mêmes lecteurs ne se seront pas penchés sur ses écrits journalistiques enterrés eux aussi à la Bibliothèque nationale dans microfilms et microfiches difficilement lisibles. En plus, il avait un protecteur comme Raymond Aron. Il pouvait donc poursuivre tranquillement ses efforts pour pervertir sa propre histoire et celle de son milieu.

Finalement, il lui faut quand même parler de sa célèbre interview de Hitler. Dans son évolution progressive vers le fascisme Jouvenel franchit une étape décisive en allant voir Hitler pour se faire un agent de propagande nazie en France et puis en rejoignant le PPF fondé les 27 et 28 juin de la même

année. L'entretien, ce véritable panégyrique du nazisme qu'il voudrait présenter *a posteriori* comme un simple épisode de son travail journalistique, il l'a sollicité en des termes qui ne laissent aucun doute ni sur ses sentiments ni sur l'objectif de sa démarche. C'est à son ami Otto Abetz, que s'adresse Jouvenel, alors qu'il se trouve en Allemagne, pour qu'il lui arrange la réalisation de l'entretien avec Hitler. Le 29 janvier 1936, il lui écrit :

Cher Otto, je suis ici pour trois semaines. Au cours de cette période, sera-t-il possible de réaliser le projet de Berchtesgaden ? Tu sais que *Paris-Soir* tire maintenant à 2 200 000 exemplaires. Je n'ai pas besoin de te signaler combien le journal est anti-allemand. Qu'on lui donne quelque chose, sacrebleu, et le ton changera ! Fais mes compliments au Baron de Ribbentrop et garde pour toi ma très affectueuse amitié. Bertrand ¹¹².

Le reportage, refusé par *Paris-Soir*, et publié finalement dans *Paris-Midi* du 28 février, constitue un extraordinaire échantillon de la propagande pronazie dans la France des années trente. Dans ses échanges avec le dictateur nazi, le journaliste français s'applique à exalter la volonté de paix du chancelier allemand et exprime sa propre admiration pour l'homme qui tend la main à la France. Le reporter de *Paris-Midi* n'hésite pas un instant à montrer un Hitler profondément attaché à une « politique extérieure toute tendue vers l'amitié avec la France ». Cette rencontre l'oblige à écrire : « Il me faut réviser toutes les idées que je me faisais sur le dictateur ¹¹³ ». Et il poursuit :

Quoi, cet homme si simple, qui parle doucement, raisonnablement, gentiment, avec humour, est-ce là ce redoutable meneur de foules qui a soulevé l'enthousiasme forcené de toute la nation allemande et en qui le monde entier

a cru voir un jour une menace de guerre ? [...] Il rit franchement. Son visage s'approche du mien. Je ne me sens plus du tout intimidé. Je ris aussi. Je regarde les traits tout proches, les lèvres qui font un sourire drôle et gai¹¹⁴.

On se trouve ainsi non seulement devant l'éloge d'un homme, mais en face d'un véritable panégyrique de tout un système. Sur l'arrière-plan de la maison d'Hitler, petite, simple, moderne, Jouvenel remarque que les « bosquets d'arbustes de la place sont, au coin le plus proche du balcon, foulés aux pieds, vestiges d'un récent enthousiasme populaire ». Car ce régime est bien celui du peuple : Jouvenel oppose au « formalisme prussien » la « bonhomie nazie ». Il dit son admiration pour l'égalitarisme nazi : dignitaires du parti et dactylos fraternisent dans la Maison du parti, et c'est le concierge du Palais de justice qui conduit « la Corporation de la magistrature » aux « cérémonies nationales du Premier Mai¹¹⁵ ».

Rien, strictement rien de tout cela ne subsiste dans les six pages, y compris les deux pages de citations, du chapitre intitulé « Cette fameuse interview », consacré à cette affaire dans ses souvenirs publiés en 1979. Le retentissement de cet article est attribué à une « machination de Ribbentrop¹¹⁶ » qui aurait fait du grand reporter de Pierre Lazareff « le dindon de la farce¹¹⁷ ». Quant à l'interview elle-même, il s'agirait soit d'un « faux pas¹¹⁸ » soit d'une nécessité de métier : « Le reporter ne fait que communiquer les dires de l'interviewé¹¹⁹ ». Difficile à croire, mais c'est imprimé noir sur blanc.

Entre Vichy et la Résistance

Trente ans après *Un voyageur dans le siècle*, paraît en 2011, un des derniers en date des efforts de refoulement et de défense de l'honneur national, *Le Chagrin et le Venin* de Pierre

Laborie. La continuité entre les souvenirs du militant du Comité France-Allemagne des années 1930, l'admirateur du nazisme dans *Après la défaite*, du franquisme dans ses reportages, le vichyssois qui essayait de sauver sa propre réputation et l'historien qui a consacré l'essentiel de son travail à minimiser à l'extrême la portée de l'abandon de 1940, est saisissante. En effet, ce livre se voudrait, d'abord une réfutation globale du grand film de Marcel Ophuls, *Le chagrin et la pitié* et ensuite de l'idée même selon laquelle la Résistance aurait été moins puissante, moins importante et moins générale que ce que nous apprend, selon Laborie, une reconstitution impartiale et consciencieuse de cette période, ou en d'autres termes, la vision patriotique de l'Histoire de France. Comme il s'agit ici d'un historien professionnel, qui écrit trois quarts de siècle après les événements, sa démarche revêt une signification particulière. En fait, l'ouvrage n'est qu'une longue plainte contre ce que l'auteur appelle la « vulgate », c'est-à-dire, selon lui l'idée répandue, vulgarisée par une vaste diffusion, en fait imposée au public, totalement fausse, mais dominante d'une France faite à l'image du fameux film. Le venin remplace évidemment dans le titre du livre de Laborie, le chagrin, et cette substitution résume l'essentiel de l'ouvrage. Son but est clairement énoncé à plusieurs reprises : s'interroger sur « les rapports que les Français entretiennent aujourd'hui avec leur histoire, ou, plus exactement, avec la perception qu'ils en ont, avec, peut-être ce qu'on les incite à y voir ? » Que retiennent les Français « du lac obscur de Vichy et de l'Occupation » et que convient-il d'en retenir ? En fait, sous forme d'interrogations, l'auteur élève une énergique protestation contre tous ceux qui rendent « la France malade de son histoire ». Vient ensuite la condamnation du « discours régulateur d'une vulgate » qui trouve son expression dans le choc produit par le film

d'Ophuls : « la priorité est de s'attacher à déchiffrer la manière dont cette vulgate a été conçue, dont elle a été perçue et l'est encore... », « il faut mettre au jour, les mécanismes et les ressorts de construction de cette lecture du passé « pour mettre fin à cette *autoflagellation*¹²⁰ ». Autrement dit, il faut forger l'armature conceptuelle d'une vision de Vichy et de l'Occupation comme une période glorieuse d'insurrection quasiment générale, dont la Résistance armée n'aurait été qu'un des éléments.

Pour Laborie, qui ne cesse de se lamenter sur le silence qui entoure les travaux qui détonnent en même temps que sur l'affirmation d'une vérité unique, le film constitue la pièce maîtresse de cette duplicité à laquelle vient s'ajouter l'interprétation qu'en donne Françoise Giroud dans un article dans *L'Express* que l'historien juge avoir été d'une influence déterminante. L'imposture est soutenue par *La France de Vichy* de Robert O. Paxton. Il ne s'en faudrait pas de beaucoup pour que la critique de la France et des Français pendant la guerre, Vichy et l'Occupation fût assimilée à une vaste conspiration, sinon à une forme de trahison. Tout son livre est consacré à la dénonciation de cette mauvaise littérature à laquelle il ne manque pas d'associer également les travaux d'Henry Rousso¹²¹ et dont l'objectif selon Laborie reste toujours de « faire voler en éclats l'image fausse d'une France résistante ». La vision qui se dégage chez Ophuls est « celle, banale, d'une fraction minime de la population tardivement engagée dans le combat contre l'occupant ». À la suite d'une longue critique du film¹²², faite tout au long du livre, vient l'essentiel : cette vision est restreinte à la lutte armée menée par les maquis qui ne se développent qu'à partir de l'été 1943 et néglige ce qui aux yeux de Laborie est capital : « le travail de fourmi et le rôle des Mouvements, la diversité des formes

de refus, leur environnement social, la résistance spirituelle et intellectuelle, le noyautage des lieux de pouvoir, le renseignement, le sabotage, le sauvetage, etc.¹²³ » Contrairement à l'un « des fondements de la vulgate » qui veut que la Résistance fût un « phénomène minoritaire¹²⁴ », on apprend que celle-ci fut bien plus étendue, plus profonde, plus significative que la seule lutte armée. La Résistance, qui selon cet auteur englobait des pans entiers de la population, fut, pour tout dire, un « événement hors du commun » auquel les critères habituels ne peuvent s'appliquer et qu'il n'est pas possible de définir à cause « de la difficulté à inventer des outils et un mode d'écriture qui permettent de saisir, dans sa totalité, la prodigieuse arborescence d'un dispositif perpétuellement en mouvement¹²⁵ ».

Voilà une bien curieuse explication, jamais avancée ailleurs en Europe, où pourtant existaient des mouvements de résistance non moins puissants et non moins admirables. Nulle part n'a été avancé l'argument selon lequel cette période appelait une méthodologie historique spéciale. Pour l'essentiel, Laborie lui-même reconnaît le fait que la Résistance « reste très minoritaire jusqu'au début de l'été 1944 », mais « le nombre infime de résistants » n'atteste pas « d'un consentement quasi général à Vichy ». Or c'est bien ici que réside le problème essentiel. On en vient donc à la question inévitable : combien finalement étaient-ils, les résistants ? « Trois cent mille environ au printemps 1944 », nous dit Laborie¹²⁶. Apparemment, ce chiffre englobe toutes les formes de résistance, depuis le boulanger qui met de côté quelques miches pour les maquisards jusqu'au lycéen qui barbouille les murs à la Croix de Lorraine et le retraité qui écoute Radio-Londres. « Ce sont le tissu serré de réseaux de complicité et l'enchevêtrement de cette multitude de petits

gestes imperceptibles avec les actions visibles de la lutte, qui établissent la dimension sociale de la Résistance¹²⁷ ». En d'autres termes, et pour parler clairement, selon Laborie, tout ce qui n'était pas collaboration ouverte avec l'occupant pouvait s'apparenter à la Résistance. Un directeur d'école qui avait renvoyé ses élèves juifs sans protestation, mais faisait l'éloge de Jeanne d'Arc, pouvait passer pour résistant. Par ailleurs, à en croire notre historien, tous les résistants se valaient, ceux des premiers réseaux et ceux qui sont entrés dans la clandestinité avec le STO, après le débarquement américain en Afrique du Nord et la reddition de la VI^e armée allemande à Stalingrad, ou même après le débarquement en Normandie. À quelle date un François Mitterrand, un René Bousquet et la police parisienne sont-ils entrés en résistance ? Ne conviendrait-il pas de faire la distinction entre les résistants de 1940-1941 et tous ceux qui en 1943, sans parler du débarquement de juin 1944, accouraient au secours de la victoire ? La police parisienne, note Francine de Martinoir, entra en résistance vers le 11 août 1944¹²⁸. Pas plus que Mitterrand, elle ne fut pas de « cette élite que furent les vrais Résistants », comme disait Sartre. « Les meilleurs d'entre nous sont entrés dans la Résistance par besoin de racheter le pays¹²⁹ », ajoute l'auteur de *La Nausée*, « les autres demeuraient hésitants et mal à l'aise ; ils rumaient leur complexe d'infériorité¹³⁰ » ou alors plus simplement, attendaient de voir de quel côté pencherait le sort des armes. Mais, ne l'oublions jamais, même les combattants de la dernière heure finirent par risquer leur vie, certains furent des héros.

Cependant, la question essentielle que Laborie refuse d'affronter est celle pourtant à laquelle il est le plus facile de répondre et que l'on peut aisément chiffrer : qu'en est-il des

courroies de transmission de Vichy, son administration, ses fonctionnaires, sa police, son armée, ses enseignants, ses écoles et ses universités ? Combien furent-ils les fonctionnaires, professeurs, avocats, écrivains, éditeurs, étudiants et autres membres des élites intellectuelles et professionnelles à protester contre les lois de Vichy ? Combien de noms peut-on avancer ? Quel exemple ont donné le Collège de France, la Sorbonne et l'Académie française, les cardinaux et les évêques aux étudiants dans leurs amphithéâtres et aux fidèles dans leurs églises ? L'armée restée au service du Maréchal en 1940, se terre dans ses casernes quand les Allemands annexent la zone Sud. Combien furent-ils les officiers de carrière à rejoindre de Gaulle en 1940 ? Les pêcheurs de l'île de Sein furent plus nombreux.

Pourtant, on apprend chez Laborie qu'aux côtés « des forces alliées et des unités françaises reconstituées à partir des FFL, la participation de "l'armée des ombres" à la libération du territoire permet à la France de siéger parmi les puissances victorieuses qui contraignent l'Allemagne à la capitulation¹³¹ ». Voilà une affirmation difficilement croyable de la part d'un historien professionnel : ici ce n'est plus d'une défense de la grandeur nationale qu'il s'agit, mais d'une véritable perversion de l'histoire au service d'un mythe. D'autant plus qu'un manque de perspective comparative fait que Laborie perd totalement le sens des proportions. Si la contribution des « armées de l'ombre » à la victoire avait été un critère pour obtenir un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU, à quoi devraient avoir droit l'armée des partisans de Tito, ou les combattants du soulèvement de Varsovie de 1944, à ne pas confondre avec celui du ghetto de Varsovie qui le précède au printemps de 1943, et qui a duré deux mois et coûté plus de 150 000 morts

avec des combats de porte à porte, de sous-sol en sous-sol, ce qui n'est pas tout à fait comparable à la libération de Paris. Et si l'on parle des partisans, que dire des dizaines de milliers de combattants dans les forêts de Biélorussie et d'Ukraine engagés dans des batailles rangées contre des divisions entières de la Wehrmacht, détruisant des centaines de kilomètres de chemin de fer sur les arrières de l'armée allemande, et leur contribution à la marche de l'Armée rouge vers Berlin ?

Laborie ne veut pas savoir que la victoire alliée se voulait une victoire culturelle et politique, une victoire de l'Occident démocratique, des droits de l'homme et des principes des Lumières dont la France était la gardienne et le symbole en Europe continentale. La France avait un rôle essentiel de leadership intellectuel à jouer dans la reconstruction de l'Europe. C'est pourquoi il fallait à tout prix oublier que cette vieille démocratie s'était effondrée en 1940, non seulement militairement, mais moralement et intellectuellement : ici réside la grande raison du statut particulier de la France. À tout prix il fallait éviter de devoir s'interroger, le lendemain de la victoire, sur la signification que pouvait avoir la débâcle de 1940 pour la démocratie elle-même. La démocratie ne serait-elle pas qu'un produit de luxe pour des temps de paix et de prospérité ? Est-elle capable d'affronter l'adversité ? C'est à cette situation, au moins autant qu'aux capacités manœuvrières du chef de la France libre, que l'on doit le fait que le pays ait échappé à l'AMGOT, le Gouvernement militaire allié des territoires occupés et non pas à la contribution, plus symbolique que réelle, de « l'armée des ombres » à la Libération. Ce qui n'empêche pas, répétons-le, que les vrais combattants, surtout ceux des premiers temps, aient été des héros.

Sur les pas de Laborie, sans même le mentionner, car elle poursuit également d'autres objectifs, moins nobles, arrive en 2014, l'équipe Jeanneney-Winock-Berstein. L'entreprise possède au moins le don de la clarté et le trio ne prétend même pas faire un travail scientifique. Ce livre, dit explicitement Jeanneney en parlant de *Fascisme français ?*, est tout d'abord le fruit d'un « réflexe de fierté égratigné », et son but est de trouver une voie qui permette au lecteur de se libérer « de la tentation d'une sorte de masochisme national appliqué au passé de la France¹³² ». Autrement dit, les trois amis entendent enterrer la face d'ombre du passé, ils vont une fois de plus, contre vents et marées, s'accrocher à l'idée de l'exceptionnalité française ou, en d'autres termes de l'immunité française au fascisme et quiconque y renoncerait, serait déclaré coupable de s'adonner au « masochisme national ». Que Jeanneney puisse aujourd'hui encore, après toute la production scientifique dans le monde, s'atteler à une telle démarche et reprendre à son compte ce genre d'absurdités, y compris l'idée qui veut que la Révolution nationale fût un simple produit des « circonstances de l'effondrement, qui n'était pas inscrit d'avance dans les astres » et qui a fourni la « chance d'émerger à un gouvernement de rencontre constitué sous la botte de l'ennemi¹³³ » est bien caractéristique de la sclérose intellectuelle dont est affectée cette chapelle. Ces platitudes sont là noir sur blanc, accompagnées de formules comme celle qui se penche sur « la complexité évolutive des choix individuels¹³⁴ », formule qui en clair signifie que l'on pouvait être d'abord ardent vichyssois et après résistant sans devoir se mesurer aux problèmes que pouvaient poser les premiers choix, ou alors vichyssois, collabo et résistant en même temps : Bousquet qui avait lancé la Police parisienne à la chasse aux Juifs et organisé les fameuses rafles du Vel' d'Hiv

au cours desquelles quelques milliers de policiers parisiens arrêtent en juillet 1942 plus de 13 000 juifs, ne fut-il pas condamné à la Libération à cinq ans d'indignité nationale non pas pour crimes contre l'Humanité, mais en vertu d'une sentence automatique qui frappait tous les secrétaires généraux des ministères de Vichy, et immédiatement lavé de sa condamnation pour services rendus à la Résistance ? N'estimait-on pas que le chef de la police qui avait négocié au nom du gouvernement de Vichy, le premier et « bon » Vichy, et obtenu l'envoi vers l'Est des enfants juifs dont les nazis ne voulaient pas, avait bien mérité de la patrie ? Fabre-Luce ne se demandait-il pas quarante ans après les événements, si refuser la séparation des enfants de leurs parents partant vers une destination inconnue, n'avait pas été en fait, une mesure d'humanité ? Il n'est pas venu à l'esprit du publiciste, pas plus qu'à celui des autres vichyssois, l'idée selon laquelle à en juger par la façon dont on traitait les juifs à la case de départ du Vel d'Hiv on pouvait facilement imaginer le sort qui les attendait à l'arrivée. Le proche ami de Fabre-Luce, Raymond Aron ne semble pas s'en être offusqué ni posé lui-même cette question. Un Jacques Leroy-Ladurie, ministre de l'Agriculture de Pétain, ne passe-t-il pas dans la Résistance en 1944 ? Paul Paillole, le patron du contre-espionnage de Vichy, qui traquait les agents gaullistes et anglais avec autant de conviction que les agents nazis, qui avait démantelé les premiers réseaux de Résistance dans le Midi, espionné le réseau de Jean Moulin, passe en Afrique du Nord après le débarquement américain. On peut multiplier ces exemples à volonté.

Il faut maintenant revenir à la question essentielle, celle posée par de Gaulle dans le premier volume de ses *Mémoires de guerre* et que les apologistes évitent soigneusement :

Pourquoi ce « renoncement général » ? Pourquoi cette faillite morale que le chef de la France libre décrit en des termes saisissants, et qui pose le véritable problème, celui des hommes dont le rôle, surtout en temps de crise, est de conduire la société¹³⁵ ? Ainsi s'affirme de nouveau, à partir d'un angle différent, la question de la spécificité française : si la société avait été immunisée, bien moins nombreux auraient été dans l'entre-deux-guerres, ceux qui désespérant de la démocratie, tournaient leurs yeux vers des solutions de type fasciste. Si la société avait été immunisée, ses élites ne se seraient peut-être pas lancées dans la Révolution nationale avec la même ardeur. C'est à elles que l'on demande des comptes. Il est possible aussi que les ouvrages, articles et pamphlets, signés par quelques-uns des grands noms de la vie intellectuelle, expliquant la victoire de l'Allemagne par la supériorité morale du système nazi, auraient été moins tranchants. La Résistance aurait peut-être été à ses débuts moins isolée, et aurait éprouvé moins de difficultés à surmonter l'incompréhension qui l'entourait. Assurément, des hommes et des femmes, venus de partout, que rien ne prédestinait à un rôle de héros, se sont dressés très vite contre l'ordre nouveau que la Révolution nationale imposait à leur pays. Mais combien étaient-ils ?

Pierre Laborie se demande dans un autre livre, son ouvrage le plus important, datant de 1990, où, dans ces terribles dernières semaines du printemps 1940, la nation déchirée et fatiguée aurait pu soudainement puiser les ressources pour qu'il en soit autrement¹³⁶ ? Il répond en fait à De Gaulle : le renoncement en 1940, avait pour but d'éviter des sacrifices supplémentaires. En se penchant sur l'opinion des Français et leur comportement, Laborie dresse un bilan « en demi-teinte¹³⁷ ». Si, effectivement, on peut, sans danger de grande erreur, définir l'opinion de la majorité des Français comme

attentiste, toute d'ambiguïté, rien n'indique que « l'adhésion effective au nouveau régime » aurait subi un « échec précoce » et la collaboration, un « refus quasi immédiat¹³⁸ » : tous les travaux qui analysent le comportement de secteurs d'opinion et d'activité bien définis-administration, université, barreau-démontrent le contraire. Si l'on adopte le critère dont l'histoire politique a fait son drapeau, celui du comportement concret, le bilan est tout autre que celui, torturé à l'extrême, que présente Laborie.

D'autre part, l'attentisme jouait en faveur du nouveau régime, tout comme de la collaboration. Attentisme signifiait aussi vouloir revenir, aussi rapidement que possible, à une vie normale et ne pas opposer d'obstacles au bon fonctionnement des rouages administratifs : ni le gouvernement de l'État français, ni l'occupant, ne demandaient autre chose. Mais, la vision que nous présente Laborie a été corrigée peu de temps après son livre par l'ouvrage d'Anne Grynberg, qui nous montre une opinion publique plutôt favorable au gouvernement, donc facilitant l'action des autorités en place¹³⁹.

Ce sont d'abord les idées qui expliquent pourquoi ni l'enthousiasme populaire, ni la collaboration des élites ne font défaut à un régime venu au pouvoir pour édifier sur les ruines des Lumières françaises, des principes de 1789 et de la démocratie une France nouvelle. La guerre à la démocratie est un élément constitutif du fascisme et le régime de la Révolution nationale s'attelle à cette œuvre révolutionnaire avec empressement. Voilà encore un autre aspect du « vécu » qui met à mal la thèse immunitaire : si la pratique est le seul critère acceptable pour juger un phénomène historique, comme le veut « l'histoire politique », le bilan dressé par les travaux de ces trente ou quarante dernières années est consternant. Il

en est ainsi pratiquement dans tous les domaines : dans l'administration, dans l'enseignement, de l'école primaire aux Universités et au Collège de France, dans le barreau, dans l'édition, les arts et les lettres.

Claude Singer s'est penché sur l'Université et mis en évidence le manque d'une volonté d'opposition commune, le manque d'un véritable mouvement collectif, tout d'abord en ce qui concerne les Juifs¹⁴⁰. Quand il y a protestation en France, note Singer, on se contente de défendre un collègue ou un ami : ce n'est pas le principe même des mesures antijuives qui est remis en cause¹⁴¹. Robert Badinter, ancien ministre de la justice, constate le même phénomène chez les avocats : si des individus se portent « par humanité ou par amitié », au secours de juifs en danger, aucun acte de protestation n'émane du barreau en tant que corps, face « à une discrimination à caractère racial en son sein¹⁴². » Un autre exemple frappant : l'administrateur du Collège de France, Robert Faral, tient à souligner en janvier 1941 : « aucun juif n'a donné aucun enseignement au Collège de France depuis le début de l'année scolaire. La décision a été prise avant même qu'eût paru la loi du 3 octobre 1940¹⁴³ ». Son comportement montre bien, nous dit Philippe Burrin, grâce à quels relais de volonté, parfois anticipatrices, se met en œuvre la politique de discrimination, et il est celui de presque tous les cadres universitaires. Roger Seydoux, sous-directeur de l'École libre de Sciences politiques, après un simple entretien avec Karl Epting, sans attendre une injonction des occupants ou une directive de Vichy, élimine des enseignants juifs ou anti-allemands¹⁴⁴. Marc-Olivier Baruch montre la docilité de l'administration qui, dit-il, partagea d'emblée le choix de la présence. Non seulement la révolte de conscience ne fut pas à l'ordre du jour, mais nombre de hauts cadres administratifs du régime, faisant

leur la volonté de régénération, se réjouirent de l'aubaine qui leur était offerte par le nouveau mode de gouvernement du pays¹⁴⁵. Le fin mot de l'affaire est que la Révolution nationale était un tout : il fallait l'accepter ou la refuser en bloc. En même temps il convient toujours de se rappeler que les cas de sauvetage individuel foisonnent.

Le cas d'acceptation le plus connu est évidemment celui de l'Église de France qui apporte son précieux soutien à la mise à mort de la démocratie française. Assurément, il y avait des exceptions, parfois magnifiques, depuis des simples prêtres de paroisse jusqu'à Monseigneur Saliège, le célèbre archevêque de Toulouse, en passant par le beau texte « France prends garde de perdre ton âme », du père jésuite Gaston Fessard, mentionné plus haut, un long document de plus de cent pages, destiné au cardinal Suhard, pour l'éclairer sur les devoirs d'un chrétien face au nazisme. À en juger par son comportement, il ne semble pas que l'archevêque de Paris en ait tiré un grand profit, mais un résumé de 6 pages a circulé dans les premiers milieux résistants¹⁴⁶. Le père Fessard s'était très tôt élevé contre l'antisémitisme, le père Lebreton avait publié dans *Études*, au printemps 1940, trois grands articles contre le nazisme¹⁴⁷. Leur proche ami, le père Yves de Montcheuil, a été fusillé à Grenoble, en août 1944, entre deux médecins juifs des maquis du Vercors¹⁴⁸. Cependant, l'Église dans son ensemble a préféré se ranger du côté de la dictature pour participer à la campagne contre l'héritage des Lumières, contre l'école laïque, contre Rousseau qui niait le péché originel, contre Voltaire et les hommes de 1789, contre la Séparation.

D'autre part, une grande partie du monde catholique s'était déjà rangée dans le camp anti-dreyfusard et nationaliste du début du siècle, et c'est dans ses rangs que se recrutaient dans l'entre-deux-guerres de nombreux adversaires de la

démocratie, en tête desquels venaient les militants des ligues, depuis La Rocque et ses Croix de Feu jusqu'à Dorgères et ses « chemises vertes ». Il convient d'insister sur le poids de la présence catholique dans la mobilisation nationaliste, anti-libérale et antisémite depuis le tournant du siècle jusqu'à Vichy. Entre 1933 et 1939 le grand journal catholique *La Croix* qui au temps de l'Affaire Dreyfus véhiculait un antisémitisme non moins virulent que celui de *La Libre Parole*, ne réussit jamais à prendre, face à l'Allemagne nazie, une position claire et sans ambiguïtés. On n'y trouve rien de comparable à ce que l'on peut lire à la même période dans *L'Aube*, journal démocrate-chrétien, de Francisque Gay et Georges Bidault¹⁴⁹. Dans ce contexte, la position de l'Église de France pendant les années noires ne saurait surprendre. La guerre au communisme explique aussi bien la collaboration avec le nazisme que le grand silence du Vatican face à la Shoah.

Avec l'Église, l'Université et le Collège de France, beaucoup de grands noms de la vie culturelle, du monde des lettres, de l'édition et du monde des affaires collaborent. Le seul membre de l'Académie française à s'engager dans la Résistance fut Mauriac. La grande masse des industriels de quelque importance a exécuté des commandes pour l'occupant, appuyant directement ou indirectement son effort de guerre¹⁵⁰.

À en juger par la facilité avec laquelle fut implantée la Révolution nationale, non seulement la grande majorité de la population croyait à la légitimité et la légalité du gouvernement de Vichy¹⁵¹, mais voyait dans le nouveau régime, aussi longtemps que sa politique n'était pas accompagnée d'exigences comme le STO, une mesure de salut public. La fin de la démocratie, la destruction des partis politiques et du régime représentatif, l'accession au pouvoir de

« l'homme fort » que de larges secteurs de l'opinion appelaient de leurs vœux depuis cinquante ans, l'occasion de défaire la séparation de l'Église et de l'État, de détruire la laïcité et de rendre à la religion sa place dans la société, étaient des mesures largement acceptables.

Ouvrons les *Essais d'ego-histoire* réunis par Pierre Nora. Sept parmi les plus connus des historiens français de la seconde moitié du XX^e siècle racontent en 1987, comment ils sont devenus historiens et que signifie au juste pour eux leur métier. Ce que Maurice Agulhon, Pierre Chaunu, Georges Duby, Raoul Girardet, Jacques Le Goff, Michelle Perrot, René Rémond ont à dire sur la Résistance ou au contraire à faire comme si cela n'avait jamais existé, importe d'autant plus qu'ils ne répondaient pas à des questions précises et tous, au sommet de leur carrière, parlaient librement des sujets et des événements qui avaient marqué leur vie. Le seul à parler sérieusement de la Résistance est Jacques Le Goff :

Nous entendions parler de la Résistance. J'eus même un contact, dès l'été 1941... Je ne m'engageai pas... Je suis convoqué par le S.T.O. à l'automne 1943. Je n'hésite pas, je regagne les Alpes et rallie une pseudo-Résistance plus qu'une vraie Résistance. Je me trouvais, certes, dans un groupe de résistants, mais dans un endroit où notre fonction essentielle était de recevoir des armes et des médicaments parachutés dans la montagne par les Anglais. Une seule fois des membres de mon groupe ont été engagés dans une opération contre les Allemands. Cela n'a pas été mon cas. Il m'arrivait même souvent de descendre passer la nuit au village où mes parents s'étaient aussi installés ¹⁵².

Je suis d'autant plus frappé par ces textes qu'ils s'accordent bien avec les souvenirs que j'ai gardés de Sciences Po des années soixante. Vingt ans à peine après la Libération, la

Guerre et la Résistance n'existaient pratiquement pas, tout comme était absente la période de Vichy. Il en était ainsi non seulement dans la vie de tous les jours, mais dans le séminaire général du 3^e cycle consacré aux années 1930, dirigé par Jean Touchard, René Rémond et Raoul Girardet. Jamais il n'avait été question de la chute de la démocratie à la fin de ces années trente et du régime qui en était issu, ni des rapports qui auraient pu exister entre la campagne contre la démocratie libérale de la III^e République et son effondrement en été 1940.

En cette période, la volonté de revenir aussi rapidement que possible à une vie normale, alliée à l'idée de la supériorité allemande, à la conviction que la victoire nazie représentait la victoire d'une certaine culture politique, plus puissante que la culture des droits de l'homme et sonnait ainsi la fin de l'époque ouverte par la Révolution française, est à la base de la soumission qui est alors la règle générale. Le sentiment de solitude d'un Jean Guéhenno dans Paris occupé exprimait bien une réalité. Pour Guéhenno, professeur au lycée Henri IV, « il ne fallait jamais entrer dans le jeu du geôlier, il ne fallait jamais faire ce qu'il espérait qu'on fît, “paraître” justement, avoir l'air de vivre encore et de s'amuser comme auparavant, au temps de la liberté. [...] Il fallait que le monde entier sentît qu'à la place où brillaient d'ordinaire tant de lumières, il n'y avait plus qu'un grand trou noir, d'où ne jaillissait plus aucune parole, aucune pensée, et que ce trou noir fît honte au monde¹⁵³. » « Me comprendra-t-on, demande à son tour Sartre en parlant de l'occupation le lendemain de la Libération, si je dis à la fois qu'elle était intolérable et que nous nous en accommodions fort bien¹⁵⁴ ? » Intolérable, l'occupation l'était parce qu'elle était une déshumanisation, « que beaucoup pour y échapper, pour recouvrer un avenir, se sont jetés dans la Résistance. [...] Mais la Résistance n'était qu'une solution

individuelle et nous l'avons toujours su : sans elle les Anglais auraient gagné la guerre, avec elle ils l'auraient perdue s'ils avaient dû la perdre¹⁵⁵. »

Les contemporains des événements face à l'histoire et à l'historien

Pour boucler le cercle je voudrais m'arrêter sur une dernière ligne de défense et de refoulement montée par les contemporains, spectateurs engagés de l'entre-deux-guerres et des événements de 1940-1944, au passé ambivalent : ce sont les témoins et leurs souvenirs et non pas les textes recueillis par l'historien dans bibliothèques et archives, qui sont censés fournir le matériau le plus digne de confiance. Ici comme dans le cas Winock dont il sera question en fin de volume, je fais appel à mes archives personnelles, et tout d'abord à ma correspondance avec Jean-Marie Domenach. À l'époque où sortait *Ni Droite ni gauche* l'ancien directeur d'*Esprit* restait un exemple accompli du travail de refoulement de sa génération. Il est parti en campagne pour sauver la réputation des gens d'*Esprit* et d'Uriage en particulier, et il l'a fait en utilisant un moyen qui plaisait à beaucoup de ses contemporains : l'idée selon laquelle le témoin connaissait et comprenait mieux le passé que l'historien tributaire des textes.

Dans une lettre dactylographiée de 12 pages, sans date, mais écrite le 22 février 1983, plus tard publiée dans la revue *Esprit*, Domenach me dit que « l'histoire se fait mal avec des textes » et il mobilise son réseau, dont Pierre Vidal-Naquet¹⁵⁶. La lettre que m'adresse le spécialiste de l'antiquité grecque (26 mai 1983) très caractéristique de cette démarche, est véritablement ahurissante, quand il s'agit d'un historien travaillant sur une période vieille de 25 siècles. Il m'écrit : « L'histoire se fait avec des textes, c'est absolument évident ». Mais il ajoute immédiatement : « Elle ne se fait pas qu'avec des textes ». Avec quoi donc Vidal-Naquet lui-même faisait-il l'histoire ? Ici vient l'évocation des 30 ans d'amitié avec

Domenach et la conclusion à tous égards insolite : « Mais il est vrai qu'il vous manque parfois, tout comme à Marrus et à Paxton par exemple, une certaine connaissance du milieu interstitiel qui ne peut guère s'acquérir, quand on n'a pas vécu cette époque, que par la tradition orale ». Vidal-Naquet était-il conscient de la signification de ce qu'il prétendait ? Pensait-il que l'histoire contemporaine devrait être soumise à une méthodologie qui lui soit propre ? Ce qu'il voulait dire en réalité, c'est qu'il y avait des règles du jeu qu'il fallait connaître et respecter et ne pas mettre les pieds dans le plat, comme Paxton, Marrus et moi-même. Les gens bien élevés, surtout quand ils viennent de l'extérieur, sont tenus de respecter les normes en vigueur dans ce milieu culturel où tout le monde participe d'une certaine mentalité, de certains mythes, fables, tabous et croyances et où, ne l'oublions pas, les amitiés importent souvent davantage que la volonté de cerner quand même la vérité. C'est ce qu'il exprimait quand il parlait du « milieu interstitiel ». Le patriotisme aussi vient avant la recherche pure, d'autant plus qu'en elle-même la recherche scientifique est incapable de comprendre les difficiles années trente qui culminent dans la Révolution nationale. Ces années ne sont pas une période d'histoire que l'on peut se permettre d'étudier comme si on travaillait sur le siècle de Socrate, il faut respecter les sensibilités nationales.

Quant à Paul Flamand, dans une lettre qu'il me transmet par l'intermédiaire de Jean-Marie Borzeix, alors éditeur au Seuil, plus tard directeur de France-Culture, le fondateur de la maison, estime de son côté que « que l'histoire est une *science impossible* ». Lui aussi pense que pour écrire l'histoire, les témoins sont infiniment plus compétents que les historiens. Flamand commence par me reprocher, en écrivant sur la crise de la démocratie, de n'avoir pas mesuré

à quel point nous étions hantés et dégoutés par cette pratique de la démocratie que nous avions sous les yeux et cette société dont elle était l'expression. Ce n'est pas à une autre formule de régime que nous aspirions, mais à une autre forme de démocratie (pure et dure, disait feu Bidault) et si nous louchions vers l'extérieur c'est pour y chercher ce qui compenserait ce qui mourrait [mot pas clair] en France – et pour rien d'autre.

Et il poursuit :

C'est vrai qu'en 40 le dégoût de cette démocratie-là nous a voilé que le moment était venu de ne pas faire le détail et que c'était l'idée même de démocratie qui était à défendre comme l'ont compris Edmond Michelet, Jean Moulin et d'autres. La part critique a prévalu sur l'acceptation fondamentale – avec le désir de travailler avec ce que les circonstances nous laissaient. Avouez que ça n'a pas duré longtemps et que le régime de Vichy s'y est moins trompé que les historiens dont je parle.

Cela a quand même duré assez longtemps pour accepter les lois d'Octobre 1940, pour permettre à Mounier de saluer au même moment la guerre européenne qui n'est pas impérialiste, mais révolutionnaire, et annonce la renaissance de l'Europe et plus tard fêter en juin 1941 l'Invasion nazie de l'Union soviétique. Le maître à penser de Flamand et de Domenach est alors persuadé que la perspective de mille ans dans laquelle se place Hitler est même « quelque peu étroite¹⁵⁷ ». Autrement dit, tout cela a duré assez longtemps pour n'entrer dans la Résistance qu'en 1943, quand la perspective de mille ans s'était singulièrement rétrécie et le sort de la guerre avait déjà basculé.

Enfin, vient chez Flamand l'argument massue : « Et puis il y a l'après... et l'après éclaire l'avant (souligné dans le texte). En d'autres termes, le Vercors devait non seulement tout faire pardonner, mais tout rayer du passé en ce qui concerne aussi bien l'avant que l'après : malheureusement l'histoire enregistre et garde tout. C'est bien en cela que consiste la différence entre l'histoire et la mémoire, qui elle est sélective par définition. Cependant, même si l'on pouvait accéder aux souhaits de Flamand, il resterait que dans l'après il y a eu quand même l'Ordre des Chevaliers d'Uriage que ses amis, Segonzac, Beuve-Méry et Domenach avaient mis sur pied et qui préconisait, après la Libération, une France libre de Juifs, de communistes et de francs-maçons¹⁵⁸. » Cet idéal avait été forgé dans la Résistance pour la France nouvelle qui devait en sortir.

Domenach reconnaît lui aussi que Mounier était « obsédé par la décadence de la société bourgeoise à un point excessif », que lui et son équipe ont « sous-estimé la valeur de la démocratie parlementaire ». Mais tous savaient « que cette République ne tiendrait pas ». Dans les années trente dit-il, « ce n'était pas *ni droite-ni gauche*, c'était à droite et à gauche pourvu qu'on fût contre l'ordre établi ». La coupure droite-gauche, selon l'ancien directeur *d'Esprit* assignait « au *fascisme* la majeure partie – et en tout cas la plus vivante – de la jeunesse française ». Ni Flamand ni Domenach n'étaient conscients du fait qu'ils parlaient encore dans les années 1980 un langage qui était proche de celui de Drieu et de Jouvenel un demi-siècle plus tôt. Le dénominateur commun à tous était non seulement le dégoût du régime et la haine du système, mais aussi de ses principes. Il ne faut pas oublier que ceux qui louchaient vers l'extérieur comme disait le fondateur du Seuil ou du côté français seulement où l'on vomissait la démocratie

libérale et l'héritage des Lumières, participaient d'un même réflexe que l'on retrouvait dans la politique de ressentiment et de haine de l'entre-deux-guerres en Allemagne. En France, ce sont ces mêmes sentiments largement répandus qui expliquent la facilité avec laquelle s'installe Vichy et la large acceptation dont jouit le régime aussi longtemps que la fin de la guerre ne commence à pointer à l'horizon.

Je terminais ma réponse à Flamand en lui rappelant que le refus de Munich, le refus de l'abaissement de la France devant l'Allemagne, n'était en aucune façon incompatible avec la volonté de construire à l'intérieur un type nouveau de société, fondée comme le voulait Mounier, sur une « révolution spirituelle et matérielle totale ». Si « le dégoût de la démocratie libérale était très généralisé, écrivais-je, le dégoût du libéralisme giolittien [en Italie] l'était aussi et à beaucoup d'égards à juste titre. Nombreux étaient ceux en Allemagne qui n'aimaient pas Weimar : ils n'avaient pas toujours tort. Ce dégoût d'un système qui fonctionnait mal, rejaillissait sur les principes mêmes du système : en période de crise, ce refus de ce qui est a fait pencher la balance en faveur d'un avenir encore plus incertain ». Flamand cherchait loyalement à comprendre son passé et celui des siens, Domenach, lui, voulait d'abord tout excuser, comme le fera Mitterrand quelques années plus tard, par l'atmosphère générale d'une époque, cette atmosphère même qui devait permettre la mise en place de la dictature de Vichy, ensuite étaler une lourde couche de maquillage qui changerait entièrement la signification de l'ensemble. Tous les moyens étaient bons : mobilisation des réseaux d'amis, menaces, pressions sur les éditeurs, procès et verdicts impensables ailleurs, mais rendus possibles par la législation toujours en vigueur.

Un dernier exemple d'un refoulement à outrance, mais cette fois avec l'aide empressée de la justice, est celui de Maurice Duverger dont les écrits du temps de Vichy ont été récemment découverts par Michel Bergès, professeur émérite à l'Université de Bordeaux. Une fois encore qu'il me soit permis de rappeler aux lecteurs trop jeunes pour avoir des souvenirs personnels, que ce professeur à la Sorbonne, auteur d'un ouvrage de référence de l'époque, *Les Partis politiques*, aujourd'hui oublié, était en son temps une grande figure de la Science politique française. En plus, publiciste au *Monde* il jouissait de la protection de Beuve-Méry, à cette époque intouchable. L'Ordre des chevaliers d'Uriage était encore inconnu et du directeur du plus important quotidien français on ne connaissait que sa période résistante, rien de ses années de Vichy. Écrivant sous le pseudonyme de Philippe Orgène dans la presse fascistoïde de Bordeaux, Duverger a réussi à dissimuler après la Libération son passé antisémite ainsi que sa grande volonté de faire carrière à Vichy. Pendant un demi-siècle le politologue, auteur d'un fameux article sur les lois antijuives de Vichy dont il sera question tout de suite, considéré comme une apologie de la législation raciste, avait engagé de nombreux procès en diffamation et les a gagnés, car la justice refusait de voir, comme l'écrit excellemment Danièle Lochak, à propos des lois de 1940, les « deux processus convergents » de banalisation, celui du droit antisémite et celui de l'antisémitisme même : en effet nul n'a contribué davantage que Duverger aux effets d'euphémisation produits par « la conversion de la logique antisémite en logique juridique » : « les mesures anti juives perdent tout contenu concret, leurs conséquences tragiques disparaissent derrière un traitement formel des problèmes qu'elles soulèvent¹⁵⁹. » Cet aspect de la machine d'oubli et de refoulement auquel s'étaient attelés dans le cas de Duverger les tribunaux, est sans doute moins connu,

mais non moins important que la couverture fournie au juriste par Beuve-Méry.

En 1941, le jeune chargé de cours à l'Université de Bordeaux publie un article sur « la situation des fonctionnaires depuis la révolution de 1940¹⁶⁰ ». Les pages 306-319 sont consacrées à « l'incapacité d'accès des juifs » : « La mesure qui les frappe a donc le caractère d'une mesure de nécessité publique », écrit-il¹⁶¹. Plus loin, en conclusion de son long article, Duverger s'arrête sur les « réformes importantes réalisées depuis juin 1940 : expulsion des juifs et des naturalisés, renforcement de la discipline, épuration politique par le moyen du relèvement des fonctions, nouveau régime des associations, etc.¹⁶² » Cette étude de « la loi du 3 octobre 1940, portant statut des juifs », laisse rêveur même le lecteur le moins intransigent. Traiter sur ce ton neutre, soi-disant analytique et scientifique, d'un sujet qui change si profondément le caractère de la communauté française exige un détachement peu commun à l'égard des réalités de cette période. Il est évident qu'un tel détachement ne pouvait être interprété que comme une légitimation des aspects les plus sordides du régime issu de « la révolution de 1940 ».

Quarante ans plus tard, dans un article de 1983, Duverger s'explique sur le sens de son étude de 1941. Il insiste sur un arrêt de la cour d'appel de Paris du 21 février 1968. Cet arrêt déclare que « la situation des fonctionnaires depuis la Révolution de 1940 [...] ne constitue qu'une étude purement juridique, technique et critique de la législation raciale alors en vigueur et ne révèle pas [...] une quelconque prise de position favorable à ces mesures¹⁶³ ». Une perversion plus saisissante du sens de l'article de Duverger est difficilement imaginable, mais c'est ainsi que fonctionnait le réflexe de refoulement. Sur le plan de la technique juridique, cette fameuse étude présente

incontestablement le caractère d'une stricte neutralité : l'analyse d'une mesure administrative prise par Saint Louis ou par Napoléon III n'aurait pas été faite sur un ton différent. Or c'est bien là que se pose non pas le problème juridique, mais celui de l'interprétation historique, pour ne pas parler d'une prise de position morale. Dans le contexte de l'année 1941, une analyse libre de tout jugement de valeur constituait précisément ce dont Vichy avait le plus besoin et de la part de l'auteur c'était un acte de soutien quasiment inconditionnel. Car, l'idée que le nouveau régime cherchait à accréditer consistait précisément à montrer que cette législation qui balayait un siècle et demi d'histoire depuis 1789, devait être considérée non pas comme un acte d'exception, illégitime, indigne et révoltant, mais bien comme une série de mesures juridiques normales, aussi dignes d'une analyse objective que les anciens textes législatifs. Cette forme de non-intervention idéologique et morale constituait en réalité une intervention explicite en faveur du droit nouveau et lui accordait un statut de légitimité du fait même que, si elle ne constituait pas une prise de position favorable, cette analyse ne constituait pas non plus une critique négative de la législation raciale. Tout lecteur ordinaire comprenait facilement qu'une analyse de la législation raciale qui n'impliquait pas un refus de ces règles de comportement équivalait en elle-même une acceptation de fait de ces normes nouvelles. En fait, l'article de Duverger, les procès intentés au fil des ans, ses explications tortueuses constituent une des meilleures illustrations produites en France du réflexe de refoulement et d'apologie de ce passé qui encore et toujours refuse de passer¹⁶⁴.

Disons finalement que tout le monde sentait, plus ou moins qu'il y avait une part de vérité dans l'argument vichyssois classique : la collaboration a évité à la France le sort des pays

occupés, et permis aux Français de traverser la guerre dans des conditions de confort relatives, inconnues ailleurs, notamment à l'Est. Grâce à la légion des Faral et des Seydoux, toutes les institutions universitaires françaises pouvaient fonctionner comme si de rien n'était. Grâce aux directeurs d'école et proviseurs de lycée qui renvoyaient leurs élèves juifs sans protestation publique, les jeunes français pouvaient passer leur bac, aller en khâgne, se présenter à l'agrégation, écrire des thèses de doctorat. Grâce aux petits-déjeuners culturels de Karl Epting et les fameux déjeuners du Ritz qui réunissaient autour des responsables du secteur économique de l'administration militaire et des grandes firmes allemandes, beaucoup de grands noms du monde des affaires, la France vivait une vie presque normale. Grâce à Louis Renault, dira-t-on, les ouvriers avaient du travail et leur vie était meilleure.

Voilà en quoi réside une des raisons principales de la volonté de passer l'éponge, qui prévaut encore aujourd'hui. Le jugement sur Vichy était porté le plus souvent en vertu d'un seul critère, ou plutôt d'une seule dichotomie : trahison et collusion volontaire avec les nazis ou simple exécution des directives du pouvoir en place. C'est ainsi que la raison fondamentale de l'effort lancé depuis les premiers jours après la Libération, pour laisser la place à l'oubli, réside dans la grande banalité du vichysme. On ne pouvait raisonnablement demander des comptes à la grande masse des cadres de la société. Avoir vomi les Lumières, la démocratie, les partis politiques, les francs-maçons, les communistes et les juifs ne pouvait constituer un délit. Pour beaucoup, cette période exceptionnelle faisait que les critères moraux, pas plus que les critères politiques habituels, ne pouvaient s'appliquer aux hommes et aux événements. Même ceux qui comprenaient qu'un demi-siècle de guerre non seulement aux institutions de

la démocratie, mais à ses principes et à son contenu intellectuel avait fini par porter ses fruits, savaient que l'on ne pouvait pas, sous peine d'une guerre civile comparable à la Terreur ou à la Commune, exiger une véritable épuration non seulement physique, mais morale.

Les rapports qui existent entre une société et ses élites sont des rapports dialectiques. Si les élites dans leur grande majorité se rangent le lendemain de la défaite du côté du nouveau régime, ou s'installent dans une bienveillante neutralité ce n'est pas par simple conformisme, mais parce qu'elles s'identifient à des degrés divers avec l'œuvre de la refonte des institutions et de la société lancée avec une extraordinaire vigueur dès les premiers jours de la Révolution nationale. C'est aussi parce qu'elles ont conscience qu'en s'engageant dans cette voie, elles répondent aux aspirations profondes de la société. Les longues années de guerre à la démocratie libérale, aux droits de l'homme, aux Lumières françaises, la politique de la haine véhiculée par les maurrassiens, très proche de celle des nazis, la longue imprégnation fasciste qui au-delà des milieux intellectuels avait rapidement mordu sur un mouvement de masse comme les Croix de feu, avaient fini en 1940 par façonner un comportement et modeler une politique.

CHAPITRE II

Fascisme : de la révolte culturelle à la politique des masses

ZEEV STERNHELL

Depuis la Révolution française et jusqu'à la Première Guerre mondiale, le monde européen a vécu au rythme des révolutions politiques et sociales dont la France était la terre d'élection d'une part, et d'autre part au rythme des révolutions scientifiques et technologiques du XIX^e siècle. Cependant, au tournant du XX^e siècle la vie change avec une rapidité inconnue dans le passé : un monde nouveau émerge. Le XX^e siècle débute quand, au cœur même d'une période de progrès technologique et scientifique sans précédent, le refus de l'héritage des Lumières, du rationalisme, de l'humanisme et de l'idée de progrès, c'est-à-dire de la modernité idéologique, culmine, et en devenant un phénomène de masse, acquiert sa force de rupture. Du point de vue de l'histoire de la pensée, ce siècle se met en marche quand Nietzsche et Bergson, Le Bon et Freud, Pareto, Mosca, Durkheim et Dilthey formulent une nouvelle conception de la morale, de l'homme et de la société. La révolution technologique en même temps qu'elle transformait le visage du continent, modifiait profondément les modes d'existence. Un rythme de vie inconnu faisait son apparition, produit d'une urbanisation à outrance. La révolution scientifique bouleversait la vision qu'avaient les

hommes d'eux-mêmes et de l'univers qui était le leur. Une véritable révolution intellectuelle préparait les convulsions qui sous peu allaient contribuer à produire le désastre européen de la première moitié du XX^e siècle.

Voilà comment s'explique la poussée du fascisme : la droite révolutionnaire, la droite pré-fasciste ou déjà pleinement fasciste est l'immédiat produit de cette crise de civilisation d'une ampleur sans précédent. Le fascisme est un produit de la crise du libéralisme et de la crise du marxisme du tournant du XX^e siècle et non pas de la Première Guerre mondiale. Cette crise frappe la France plus tôt, précisément parce que c'est la société libérale la plus avancée du continent européen. Pour bien comprendre ce phénomène nouveau que constitue au début du XX^e siècle le fascisme, ainsi que ses relents et retours de nos jours, il faut se pencher sur sa rationalité interne, sur ce qui fonde ses « idées mères » comme aurait dit Tocqueville ou encore pour parler comme Max Weber, sur ce qui lui est typique. Le type idéal n'est pas comme on le pense souvent à tort, une moyenne de données, mais l'accentuation de traits distincts et spécifiques. Pour Weber, on le sait, mais il n'est jamais inutile de le rappeler, l'idéal type est « un tableau de pensée » que l'historien « ne trouvera nulle part empiriquement dans sa pureté conceptuelle¹ ». Il s'agit donc d'aller à l'essentiel et dégager les grandes lignes d'un phénomène, tout en sachant que l'on ne saisissait pas toutes les particularités, toutes les composantes exactes d'une situation historique donnée². En procédant de cette manière, on parvient à discerner ce qui est conceptuellement essentiel de ce qui est secondaire. Car il n'existe pas d'analyse historique sérieuse sans une critique de concepts fondamentaux. Une telle analyse nous apprend que le fascisme, en dépit du fait qu'il ne

possédait pas de source unique³, était un phénomène muni d'une idéologie cohérente. Au début du XX^e siècle, cette idéologie n'était pas moins cohérente ou homogène que le libéralisme aux nombreuses variétés depuis la fin du XVII^e siècle ou le socialisme aux multiples facettes depuis le milieu du XIX^e siècle.

Comme toute idéologie le fascisme possède un noyau et des couronnes extérieures, un centre et une périphérie. Un nationalisme dur qui entend façonner une nouvelle civilisation est au centre tout comme l'antimatérialisme : ce mot-code qui revient à d'innombrables reprises signifie un rejet total du libéralisme et du marxisme, de leur rationalisme, de leur vision du bien de l'individu comme objectif final de toute action politique et sociale. En revanche, par exemple, les fonctions du parti fasciste dans l'État constituent une couronne extérieure.

Or, ce qui est typique et spécifique au fascisme c'est son caractère de révolution d'une espèce nouvelle. La genèse du fascisme se trouve au tournant du XX^e siècle, un moment où il devient clair en France et en Europe occidentale en général que le schéma classique d'une révolution qui changerait le monde en changeant la société et ses structures économiques, ne se matérialise pas. Puisque le capitalisme n'est pas sur le point de s'écrouler, puisque le prolétariat ne constitue plus cette force révolutionnaire à laquelle pensaient les marxistes de la première génération, le choix est entre trois possibilités : ou bien on abandonne la révolution – ce sera la voie de la social-démocratie – ou bien on fait une révolution de type léniniste qui se fera pour le prolétariat et en son nom, mais pas nécessairement par la masse des prolétaires eux-mêmes, ou bien on fait une révolution d'un type tout à fait nouveau,

inconnu jusqu'alors : une révolution au nom et pour la nation dans toutes ses classes rassemblées. La révolution léniniste n'est ni nouvelle, ni originale, la nouveauté c'est le fascisme naissant qui l'apporte : la révolution fasciste est fondée sur l'idée qu'il n'existe pas d'alternative au capitalisme. Par conséquent, pour changer le monde il faudra faire une révolution culturelle, morale et politique, mais non pas économique et sociale.

C'est là que réside l'explication de l'emprise et de l'attraction exercées par les diverses variétés du fascisme aussi bien sur des couches sociales très peu cultivées, que sur des figures majeures de la vie intellectuelle du siècle précédent. Voilà pourquoi le fascisme a pu être à la fois un mouvement de masse et un phénomène intellectuel élitiste capable d'attirer des éléments d'avant-garde les plus avancés de leur temps. Contrairement à ce que pense l'école apologétique en France comme en Italie et en Allemagne, le fascisme n'est pas un simple produit de la Première Guerre mondiale : une telle explication, on l'a vu dans le chapitre précédent, a pour objectif principal de laver les cultures nationales de leur responsabilité dans le désastre européen du ^{xx}^e siècle. À cet effet, le plus simple est de mettre la guerre aux droits de l'homme, l'égalité et la liberté sur le compte de la brutalisation qui s'est produite dans les tranchées, en oubliant que le fascisme était devenu une force majeure en Espagne qui n'a pas participé à la guerre du tout, en Argentine à l'autre bout du monde, et qu'à l'inverse, la démocratie n'a pas été mise en cause aux États-Unis qui pourtant eux aussi ont vu rentrer leurs combattants. Et que dire des Français qui selon les exposés naïfs, pour ne pas dire primitifs, d'Antoine Prost sont rentrés tous pacifistes, alors que les Allemands et les Italiens

sont revenus en révoltés, candidats à toutes les aventures ? Je reviendrai sur cette question à la fin de ce chapitre.

La guerre n'a pas joué ce rôle fondateur pour la grande raison que l'infrastructure intellectuelle première du fascisme est un produit de la guerre aux Lumières franco-kantiennes qui, à la fin du XIX^e siècle descend des sommets de la haute culture où elle se tenait depuis Herder, puis s'est développée avec Carlyle, Renan, et Taine, pour exploser dans la rue, à la faveur de la démocratisation et l'alphabétisation rapide de la société européenne occidentale. Car, si comme un Renan le comprenait parfaitement, l'historicisme – le terme exact est l'allemand *historismus* – est bien une invention que l'Europe doit à Herder, en qui l'auteur des *Langues sémitiques* voyait le plus grand philosophe depuis Platon, si elle doit son application immédiate à la politique tout d'abord à la campagne allemande contre le rationalisme et l'individualisme, la philosophie de l'histoire du pasteur luthérien et de ses successeurs, s'est propagée sur le continent européen tout au long de la période qui sépare les guerres napoléoniennes de la Seconde Guerre mondiale, comme le feu dans la brousse.

C'est ainsi qu'à la fin du XIX^e siècle le relativisme historique se traduit en un refus des valeurs universelles et en une vision de la supériorité de la communauté historique, linguistique et ethnique par rapport à l'individu. Le nationalisme organique, tribal, s'élève contre la conception de la nation des Lumières françaises qui ne voyait dans la communauté qu'un ensemble d'individus. Ce nationalisme nouveau explose en France au cours de la dernière décennie du XIX^e siècle, dans le boulangisme et l'Affaire Dreyfus, plus de vingt ans avant la Première Guerre mondiale. On constate des

phénomènes analogues en Allemagne avec la « révolution conservatrice », qui précède et enjambe la Première Guerre mondiale, depuis Julius Langbehn, Paul de Lagarde, Arthur Moeller van den Bruck, jusqu'à Oswald Spengler, Ernst Jünger et finalement le plus profond des penseurs fascistes en Europe, Carl Schmitt. Entré en campagne contre la République de Weimar dès les années 1920, l'auteur de *La Notion de politique* finira en théoricien nazi et défenseur de la législation hitlérienne. Aux côtés du nationalisme tribal, ce premier pilier du fascisme, apparaît le second élément fondateur : la révision antirationaliste du marxisme de Georges Sorel qui vient se greffer sur sa dure campagne contre les Lumières.

Ainsi, voit le jour la révolution sorélienne et la première étape de la croissance du fascisme se situe bien en France : sur le rejet des droits de l'homme et des Lumières françaises ainsi que sur la poussée du nationalisme de la Terre et des morts s'articule un violent antimarxisme. Dans son premier livre, *Le Procès de Socrate* (1889) Sorel s'engage dans un vibrant plaidoyer en faveur des juges qui ont condamné Socrate à mort. Dès le début de sa trajectoire intellectuelle, il part en guerre contre ce qu'il appelle les « Lumières athéniennes », mélange de rationalisme, d'optimisme et de démocratie. À ses yeux, et il précède Oswald Spengler d'un quart de siècle, la grande faute des Lumières athéniennes est d'avoir détruit les valeurs homériques, les valeurs de Marathon, celles de l'héroïsme et de l'épopée. Le prototype du sophiste raisonneur et dialecticien, corrupteur de la morale et des mœurs, destructeur de la famille et de la Cité, c'est Socrate : sa mort doit être regardée comme une mesure de salut public. Dès cet essai, Sorel formule une des idées qui façonneront le fascisme : une civilisation fondée sur des mythes est toujours supérieure à une civilisation rationaliste et matérialiste⁴. Dès

le XIX^e siècle, « matérialisme » opère comme un nom de code pour le marxisme et le libéralisme. Si une renaissance est possible, ce sera donc par une victoire du mythe sur la raison. Sorel a lu Nietzsche et Bergson, il a écrit sur Vico, qui fut au début du XVIII^e siècle le premier grand ennemi moderne du rationalisme, du cartésianisme et des fondateurs du libéralisme, il est proche de Croce, l'admirateur fameux de Vico⁵, et il pense qu'aucun système philosophique ne doit jamais son succès à la seule valeur logique de ses arguments. Il faut toujours que l'auteur trouve le moyen de provoquer des émotions chez le lecteur. Par conséquent, ce sont les mythes et les sentiments qui doivent remettre l'Histoire en mouvement.

Après la guerre aux Lumières françaises, Sorel constate que « la théorie marxiste de la valeur n'a plus d'utilité scientifique⁶ », ce qui signifie que le capitalisme ne porte pas en lui-même les germes de sa propre destruction. En d'autres termes, puisque le mécanisme marxiste ne fonctionne pas, le prolétariat défaillant devra être remplacé par une nouvelle force révolutionnaire. Au tournant du XX^e siècle, la seule force capable d'abattre l'héritage des Lumières et de changer le monde est la nation dans toutes ses classes soudées dans le grand combat contre la décadence bourgeoise et démocratique. Ainsi s'établit la synthèse entre ce socialisme nouveau qui découvre la nation comme agent révolutionnaire et le mouvement nationaliste qui se dresse lui aussi contre le vieux monde bourgeois et décadent. À ce monde que gouverne la morale des marchands, autrement dit le principe de l'utilité et la recherche de bien – être individuel, on oppose un autre, tout d'héroïsme et de virilité où le puritanisme, le sens du devoir et du sacrifice, ainsi que le pessimisme, seront érigés en vertus suprêmes.

Ici intervient une autre grande découverte que l'on doit à l'auteur des *Réflexions sur la violence* : les masses ont besoin de mythes. Il s'ensuit qu'une culture fondée sur le mythe est toujours supérieure à une culture fondée sur la raison. Chez Sorel, qui suit les fondateurs de la psychologie sociale de son temps, ce sont les sentiments, les images et les symboles qui jettent les individus dans l'action, non le raisonnement. L'auteur de *La Décomposition du marxisme* contribue au fascisme naissant encore une autre idée destinée à un grand avenir : l'idée de la violence créatrice du sublime. L'action révolutionnaire est désormais bien armée pour abattre les structures de la démocratie libérale.

Ce qui est capital dans cette démarche, on vient de le voir, c'est le fait que cette entreprise théorique développée par Sorel ne vise pas à remettre en cause les structures économiques du capitalisme, mais à liquider les valeurs morales et intellectuelles du libéralisme. C'est ce que j'ai appelé dans *Naissance de l'idéologie fasciste* la troisième voie, celle du fascisme qui n'est ni de gauche, c'est-à-dire marxiste ou marxisant, ni de droite, c'est – à dire conservateur et bourgeois, et qui entend changer le monde, opérer une révolution morale et spirituelle, mettre en marche la nation au moyen des mythes, tout en laissant intactes les structures économiques. Il ne s'agit plus d'abattre la bourgeoisie, mais de mettre fin aux valeurs dites « bourgeoises » – les valeurs libérales – et mettre la bourgeoisie au service de la collectivité tout entière.

Voilà en quoi la France constitue un extraordinaire laboratoire d'idées : même si celles-ci sont restées relativement marginales dans l'hexagone et ne remporteront la victoire qu'une génération plus tard, en Italie elles devaient trouver immédiatement un gros succès et former l'armature

intellectuelle de la révolution fasciste. Les *Réflexions sur la violence* ont été rapidement traduites en italien avec une Introduction de Croce et les grands leaders du syndicalisme révolutionnaire, intellectuels et militants comme Sergio Panunzio et Michele Bianchi, s'en sont emparés. Et ces idées vont surtout avoir une grande influence sur la personnalité dominante du parti socialiste italien, le leader de la gauche révolutionnaire et le rédacteur en chef de son quotidien, *Avanti !*, Benito Mussolini.

C'est ainsi qu'on en arrive à la seconde étape de la structuration de la pensée fasciste celle du sorélisme en Italie. L'analyse de cette fascinante période formatrice constitue l'objet de *Naissance de l'idéologie fasciste*. Après la première biographie intellectuelle de Sorel publiée en Italie en 1910 par Agostino Lanzillo, vient la rencontre avec les nationalistes de Corradini, l'avant-garde futuriste et l'aile gauche du parti socialiste emmenée par Mussolini, disciple des syndicalistes révolutionnaires. Les dix années qui précèdent la guerre sont une période d'intense activité chez les syndicalistes révolutionnaires. En 1905 est fondé *Il Divenire Sociale*, un an plus tard un des futurs idéologues les plus importants du fascisme Angelo Oliviero Olivetti fait paraître *Pagine Libere* dont la coloration est déjà nationaliste et qui annonce la prochaine convergence entre nationalistes et syndicalistes. En 1910, autour de la revue *La Lupa* c'est chose faite. Les nationalistes, groupés autour de Corradini se retrouvent avec les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire Paolo Orano, Arturo Labriola, Lanzillo, Olivetti et venu d'Allemagne, une des figures de proue du socialisme non-conformiste, Robert Michels. Comme les syndicalistes révolutionnaires, Michels se tient en dehors du parti socialiste. Cet Allemand italianisé, auteur du grand classique de la science politique, *Les Partis*

politiques, sera fasciste jusqu'à sa mort en 1935 : pour briser le conservatisme des masses dit-il, il faut une éthique vitaliste et volontariste et il faut une élite pour conduire les masses au combat. Avec Mosca il apporte au fascisme naissant la caution des jeunes sciences sociales. Arturo Labriola fonde en 1912 *Avanguardia Socialista*, qui devient très vite, après l'éphémère *La Lupa*, le centre de l'activité intellectuelle du syndicalisme révolutionnaire. Panunzio y joue le rôle de grand prêtre de la violence sorélienne : il sera le théoricien le plus important du fascisme des années vingt et ne sera éclipsé que par le philosophe Giovanni Gentile. En même temps les soréliens italiens participent activement aux travaux de la « Nouvelle école » française qui s'exprime dans *Le Mouvement socialiste* d'Hubert Lagardelle, futur ministre du Travail de Pétain. Ce laboratoire d'idées français fonctionne jusqu'à la guerre. C'est dans cette revue que Sorel publia par fragments, ses *Réflexions sur la violence* et ses *Illusions du progrès*, une des plus violentes attaques modernes lancées contre les Lumières.

À cette jonction entre les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire et les nationalistes intégraux, Filippo Tommaso Marinetti apporte l'appui de l'avant-gardisme culturel, il restera fidèle à Mussolini jusqu'à la fin. Voici ce qu'on peut lire, cinq ans avant août 14, dans le fameux *Manifeste du futurisme*, publié dans *Le Figaro* du 20 février 1909 :

1. Nous voulons chanter l'amour du danger, l'habitude de l'énergie et de la témérité. 2. Les éléments essentiels de notre poésie seront le courage, l'audace et la révolte... 9. Nous voulons glorifier la guerre – seule hygiène du monde –, le militarisme, le patriotisme, le geste destructeur des

anarchistes, les belles Idées qui tuent et le mépris de la femme⁷.

Le culte de la violence, de la brutalité comme qualité morale et de la guerre, comme celui des mythes capables de faire marcher les hommes précède la Première Guerre mondiale et naît sans rapport avec elle.

Tous les syndicalistes révolutionnaires italiens ne deviendront pas fascistes, mais la plupart des dirigeants syndicalistes figureront parmi les fondateurs du mouvement fasciste. La continuité entre l'avant et l'après-guerre ne peut faire de doute. Beaucoup occuperont même des postes clés dans le régime que fondera leur plus fameux compagnon de route. Il est absurde de prétendre comme le fait le couple Berstein-Winock dans *Fascisme français ?* que le bouillonnement intellectuel de cet avant-guerre n'a pas joué un rôle essentiel dans la poussée du fascisme. Le fait que des idées portées par le fascisme – idéologie avant de déboucher sur le fascisme-régime aient nourri aussi d'autres mouvements ne change en rien le fait que sans cette base idéologique le *squadriste* sorti de la guerre, n'aurait probablement pas réussi ni à exercer l'attrait qui fut le sien, ni à accéder au pouvoir⁸.

Le politologue italien Emilio Gentile auquel Winock, Jeanneney et Berstein s'accrochent comme à une bouée de sauvetage parce que eux-mêmes n'existent pas sur la scène internationale de la recherche sur le fascisme, ne comprend pas la nature et le poids historique de la rencontre entre nationalistes, futuristes et syndicalistes révolutionnaires soréliens ainsi que leur compagnon de route Mussolini, dans les toutes premières années du siècle : c'est précisément cette conjonction qui constitue cette synthèse idéologique que les *Fasci* révolutionnaires transforment en force politique. Cet ensemble idéologique mûrit progressivement au moins une

dizaine d'années avant la Guerre, et dans l'immédiat après-guerre on retrouve ses architectes au berceau du mouvement qui prendra le nom de Parti national-fasciste.

C'est ici que réside le premier élément de mon désaccord avec Gentile. Le chercheur italien commence par rappeler « que l'étude analytique des matrices culturelles des divers "fascismes" accomplie par Mosse pour l'Allemagne, Sternhell pour la France et moi-même pour l'Italie montre à mon sens, combien il est difficile de rattacher la spécificité de ces différentes traditions nationales à un phénomène unique et unitaire »⁹. Je crois au contraire que c'est l'inverse qui est vrai : quand on va à l'essentiel, à ce qui est typique, on s'aperçoit rapidement que le dénominateur commun l'emporte sur les spécificités culturelles nationales. Enzo Traverso s'est livré à une lecture serrée de la contribution de Mosse, de Gentile et de moi-même à l'étude du fascisme, et il a bien compris son cadre conceptuel. Il voit en Renzo de Felice, auteur de la grande biographie de Mussolini, le lien qui nous unit tous les trois :

Dès 1983, ce dernier [de Felice] indiquait en Mosse, Sternhell et Gentile, à côté du sociologue italo-argentin Gino Germani, les chercheurs qui avaient apporté les contributions les plus importantes et novatrices à l'analyse du fascisme.

Et plus loin :

Selon nos trois historiens, le fascisme fut à la fois une révolution, une idéologie, une vision du monde et une culture. Une révolution, car il ne regardait pas vers le passé, mais voulait bâtir une société nouvelle. Une idéologie, car il concevait le nationalisme comme une alternative moderne

aussi bien au socialisme qu'au libéralisme. Une vision du monde, puisqu'il inscrivait son projet politique dans une philosophie de l'histoire. Et une culture, puisqu'il voulait transformer l'imaginaire collectif, modifier les styles de vie, supprimer tout clivage entre vie privée et vie publique. Il s'agit, pour les trois, d'une « *révolution de droite* », à la fois antilibérale et antimarxiste, « *spirituelle* » et « *communautaire* »¹⁰.

Cependant, George Mosse et moi-même sommes historiens des idées, ce qui n'est pas le cas de Gentile et là on trouve des divergences importantes. En effet, pour comprendre les racines intellectuelles du nazisme, Mosse s'était tourné vers la pensée *völkisch* de la fin du XIX^e siècle, comme moi-même pour ce qui est du nationalisme tribal de la Terre et des Morts de Barrès. Son ouvrage le plus important est consacré aux *Racines intellectuelles du Troisième Reich : la crise de l'idéologie allemande*, publié en 1964, mais traduit en français en 2008 seulement. Si Jeanneney, Winock et Berstein s'étaient intéressés à l'histoire contemporaine de l'Europe et voulu savoir quelque chose sur l'Allemagne, l'antisémitisme et le nazisme, ils auraient vu il y a de cela plus d'un demi-siècle déjà que l'antisémitisme et le mouvement *Völkisch* constituaient le cœur du nazisme, sa réalité fondamentale. Cette réalité n'a pas été créée par la Première Guerre mondiale¹¹.

À George Mosse il convient d'ajouter l'important ouvrage de Fritz Stern, *Politique et désespoir : les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne pré-hitlérienne* qui date de 1961, mais n'a été traduit que trente ans plus tard, en 1990. En 1996 fut traduit d'allemand l'ouvrage de Stefan Breuer, *Anatomie de la Révolution conservatrice* qui donne une excellente analyse des grands thèmes et des travaux des

principaux auteurs de cette tendance, parmi eux Hans Freyer, Ernst Jünger, E. J. Jung, Ernst Niekisch, Carl Schmitt, Oswald Spengler¹². La traduction française de l'ouvrage d'Arthur Moeller van Den Bruck, *Le Troisième Reich*, fut introduite en 1933 par Thierry Maulnier. Tous ces travaux, indispensables pour la compréhension du terreau où s'est lentement et progressivement structuré le nazisme, n'appartiennent pas au bagage du trio Berstein-Winock-Jeanneney. Or, on y apprend comment le nazisme puise ses racines dans la culture allemande, tout comme on voit dans les écrits de Croce, de Barrès et des autres nationalistes de son temps comment le fascisme italien et le fascisme français sont issus de leurs cultures nationales respectives, travaillées par les mêmes forces de destruction.

Gentile, quant à lui, en dépit de la qualité de ses travaux, n'est pas un comparatiste, il ne s'est jamais penché sur la France et l'Allemagne et sa vision du fascisme est limitée à l'Italie de l'entre-deux-guerres. Il se trompe lourdement quand il croit que les intellectuels du syndicalisme révolutionnaire italien s'attendaient encore à la veille de la guerre à une révolution prolétarienne, et ensuite quand il affirme qu'il n'existe pas de lien entre la guerre à la démocratie, au libéralisme et aux Lumières dans la période d'avant 1914 et au cours de celle qui la suit. Je ne reviens pas ici sur la démonstration faite dans le passé¹³, seulement sur ma conclusion : concevoir le fascisme comme un pur produit de la Guerre et de la brutalisation qui se produit sur les champs de bataille, est aussi sérieux que penser au nazisme seulement à partir du moment où les combattants reviennent chez eux, *Mein Kampf* est publié et le parti nazi parvient au pouvoir : aussi bizarre que cela puisse être, c'est là que l'équipe Winock trouve l'explication la plus solide du nazisme. Imagine-t-on un

Karl Dietrich Bracher, un George Mosse, un Fritz Stern ou un Saul Friedländer penser le nazisme, sans remonter au nationalisme *völkisch*, à « la révolution conservatrice » de la fin du XIX^e siècle et plus généralement à l'antisémitisme allemand de cette période ? En 1979, Raymond Aron qui contrairement au groupuscule Winock-Jeanneney connaissait le travail que s'accomplissait en dehors de l'hexagone, avait bien vu que « la liquidation des juifs, du poison juif, du sang corrupteur, constitue l'objectif prioritaire de Hitler.... » : c'est ce que l'on pensait à Vienne, la ville du jeune apprenti peintre, dès la fin du XIX^e siècle. Qui serait aujourd'hui encore assez ignorant pour tout mettre sur le compte de la Première Guerre mondiale¹⁴ ?

Revenons à l'évolution de Mussolini. Son intimité intellectuelle avec les penseurs du syndicalisme révolutionnaire tout au long des dix années qui précèdent août 1914, est analysée en détail dans *Naissance de l'idéologie fasciste*. Le dénominateur commun à tous ces hommes est le refus de la décadence rationaliste, utilitaire qu'elle fût libérale ou marxiste, une soif authentique de renouveau moral, de régénération nationale. En 1913, Mussolini qui se développe sur les marges du syndicalisme révolutionnaire depuis le tournant du siècle, fonde une revue, *Utopia*, dont il ouvre les colonnes à ces non-conformistes que le parti socialiste avait exclus quelques années plus tôt. Il signe ses articles « l'homme qui cherche¹⁵ ». Le futur dictateur connaît alors une crise intellectuelle à l'issue de laquelle, il rejoint moralement les rangs du syndicalisme révolutionnaire. Cette crise analysée pas à pas par mes co-auteurs et moi-même avait commencé plusieurs années avant la conflagration européenne. Mais une vision du monde vitaliste, héroïque, ennemie des valeurs bourgeoises, ne peut rester en dehors de cette guerre

européenne qui se prépare et où vont se jouer les destinées des peuples. Renzo de Felice, James A. Gregor et chose intéressante, Emilio Gentile lui-même, ont montré de leur côté que cinq ans avant la guerre, Mussolini était déjà un révolté au service d'une cause, celle de la renaissance nationale italienne. Il manquait encore un mythe : la conflagration européenne allait le fournir¹⁶. Le mythe de la guerre révolutionnaire était commun aux nationalistes et aux syndicalistes révolutionnaires : depuis longtemps, on l'a vu plus haut, ces non-conformistes étaient parvenus à la conclusion que le prolétariat n'était pas la force révolutionnaire attendue et espérée et que seule la nation était capable du grand saut en avant dont l'Italie avait besoin pour renaître¹⁷.

En France, dans les années trente, les contemporains savaient bien que le monde avait changé bien avant la guerre. En 1936, le jeune fasciste Pierre Andreu publie dans la revue fascisante *Combat* de Thierry Maulnier, un des trois principaux auteurs étudiés par Mark Antliff dans *Avant-Garde Fascism*, un article intitulé « Fascisme 1913 ». Dans cet article il cite Drieu La Rochelle : « Sans doute, quand on se réfère à cette époque, on s'aperçoit que quelques éléments de l'atmosphère fasciste étaient réunis en France vers 1913, avant qu'ils le fussent ailleurs ». Parlant de cette veillée d'armes que fut le premier-avant-guerre, son proche ami, Bertrand de Jouvenel exprime une pensée comparable : « Les historiens de l'avenir se demanderont si la France n'eût pas été, sans l'explosion d'août 1914, le premier pays à faire une Révolution nationale¹⁸ ».

Avant de poursuivre et pour éviter tout malentendu, il faut s'arrêter ici sur la distinction entre fascisme et nazisme. Fascisme et nazisme partagent beaucoup de traits communs, mais laissent apparaître également des différences capitales.

L'essentiel est dans le fait que le fascisme constitue l'expression la plus extrême du combat contre les Lumières, le nazisme fut un assaut total contre le genre humain. Le déterminisme biologique qui constitue la spécificité du nazisme, n'est pas un élément constitutif du fascisme, il peut s'y trouver à des degrés différents, et il peut ne pas y être alors qu'il est une condition *sine qua non* de l'existence même du nazisme. Il faut y insister : le fascisme se constitue comme une synthèse de nationalisme organique, le nationalisme dur, le nationalisme de la Terre et des Morts, qui, en lui-même, constitue un rejet des Lumières franco-kantiennes, et un refus du rationalisme marxien, d'origine hégélienne, remplacé par le vitalisme de Bergson et l'anti-kantisme de Nietzsche, assurément simplifiés et vulgarisés, mais dotés d'une capacité de rupture considérable. Cette synthèse puissante, originale et extrêmement attrayante rend immédiatement acceptable le rejet des principes intellectuels et moraux du libéralisme comme du marxisme. C'est pourquoi le fascisme représente une invention inouïe, une révolution d'un type inconnu, intellectuelle, morale et politique, mais non pas économique et sociale. Car, la droite révolutionnaire en France comme ailleurs s'appliquait à détruire les valeurs intellectuelles et morales des Lumières françaises et non pas le capitalisme. L'exploitation constituait pour elle une catégorie psychologique et non pas économique.

Voilà pourquoi, s'il est erroné de mettre sur le même plan le fascisme et le nazisme, il est totalement insoutenable, de faire de même en ce qui concerne fascisme et communisme. La différence essentielle réside dans les objectifs. Le fascisme s'inscrit dans la lignée historiciste et il constitue la mise en œuvre la plus dramatique et la plus extrême des principes particularistes, avec en tête le nationalisme, et le refus le plus

extrême de principes humanistes, universels et abstraits, droits de l'homme, unité du genre humain ou lutte de classes. Le communisme appliqué et le fascisme ont en commun le volontarisme, la foi dans la puissance du mythe mobilisateur et dans la capacité des hommes de changer le monde. Mais les changements qu'ils préconisent sont totalement différents : le communisme, en cela et en cela seulement il reste fidèle à ses origines marxistes, entend changer la société en modifiant son infrastructure économique. Pour y parvenir, pour changer un mode de vie qui semble appartenir à l'ordre naturel des choses, le communisme se lance dans une aventure qui entraîne une répression barbare. La révolution communiste fut une révolution telle que l'imaginait encore le XIX^e siècle : économique et sociale. La révolution fasciste était tout autre : véritable révolution du XX^e siècle, ce sera une révolution culturelle, morale, psychologique et politique, mais qui ne touchera ni aux assises économiques de l'ordre existant, ni à ses structures sociales. Ce sera une révolution qui se fera non pas au nom d'une classe sociale parlant pour l'humanité souffrante tout entière, mais au nom et pour la nation et rien que pour elle. Ainsi sera créée un ordre humain nouveau, mais les inégalités et les injustices économiques et sociales ne seront pas éliminées, car elles ne constituent ni un danger pour la nation, ni pour la civilisation. Cette acceptation du capitalisme comme fondement naturel de la société est une caractéristique essentielle du fascisme comme du nazisme. On voit ainsi comment le capitalisme s'accommode aussi bien de la démocratie que de la pire des tyrannies.

Assurément, les fascistes purs avaient horreur des valeurs dites « bourgeoises » en tête desquelles venaient libéralisme, droits de l'homme et démocratie, mais ils pensaient pouvoir mater la bourgeoisie et la faire travailler au service de la

nation. Les syndicalistes soréliens et leurs disciples directs, dont Mussolini et le noyau dur des fondateurs du fascisme italien, les nationalistes et les futuristes, ne pensaient pas qu'il soit nécessaire de chercher une solution de rechange au capitalisme. Pour eux c'était affaire d'idéologie : contrairement aux bolcheviks, ils ne pensaient pas que le capitalisme fût à la racine du mal bourgeois. Voilà pourquoi Mussolini n'était pas un disciple de Lénine et contrairement à ce que pense François Furet, aveuglé par sa haine du communisme, il s'était détaché du marxisme dès 1912¹⁹. Lénine venait de ce petit groupe de révolutionnaires russes et polonais, dont beaucoup comme Rosa Luxembourg, Trotski et Parvus (pseudonyme d'Alexander Israël Helphand), l'inventeur de la théorie de la révolution permanente, étaient des juifs antinationalistes, « cosmopolites », et qui restait entre 1900 et 1914 attaché à l'idée d'une révolution prolétarienne.

En revanche, en Europe occidentale ce type de révolutionnaire avait disparu depuis longtemps et les seuls ennemis acharnés de l'ordre établi qui y restaient étaient les soréliens. On a vu que c'est vers les soréliens que Mussolini avait commencé à se tourner dans les années qui précèdent la guerre, vers ces révisionnistes qui avaient horreur du « matérialisme » marxiste, de son rationalisme, de sa vision d'une révolution qui serait le produit d'un long et somme toute mystérieux processus : cette évolution s'est faite sans aucun rapport avec l'explosion de 1914. C'est alors qu'il se rapproche de cette gauche qui n'avait besoin du prolétariat que si l'ouvrier acceptait de sacrifier ses intérêts de classe pour devenir le vecteur d'une grande révolution morale qui sauverait la civilisation. Vers 1910 ces dissidents du socialisme franco-italien avaient déjà forgé ce front socialiste-national

dont le fascisme au pouvoir sera l'émanation. Partie en guerre contre les Lumières, le rationalisme, l'utilitarisme, ou en d'autres termes, contre le « matérialisme » libéral et marxiste, contre les valeurs universelles du libéralisme comme du socialisme démocratique, la gauche sorélienne voulait, en imprégnant la société de valeurs héroïques, sauver la civilisation. Ainsi, sur les ruines de la modernité des Lumières s'installerait une civilisation de moines et de guerriers. Pour y parvenir, nul besoin n'était de s'attaquer aux structures sociales : le mal résidait dans l'individualisme libéral ou marxiste, dans la décadence rationaliste, hédoniste et utilitaire commune au libéralisme et au marxisme, dans la conception libérale ou marxiste de l'individu comme valeur ultime et comme but ultime de toute action politique et sociale.

Voilà pourquoi si le mépris de l'aristocratie de naissance ou d'argent, était commun au fascisme et au communisme, si fascistes et communistes pouvaient honnir dans la même mesure la démocratie parlementaire et mépriser ses règles du jeu et ses institutions, un monde séparait non seulement les deux idéologies, mais les deux régimes : le fascisme pouvait inspirer crainte et mépris aux libéraux et conservateurs, il ne mettait pas en question le capitalisme, la propriété privée ou le pouvoir économique de la bourgeoisie. L'économie de marché n'avait jamais été en cause ni en Italie mussolinienne, ni en Allemagne nazie, ni dans la France de Vichy. C'est précisément parce qu'il ne s'était pas fixé pour but le déracinement du système économique et social en place que le fascisme italien a été un régime qu'il est absurde de comparer à la terreur stalinienne. En Allemagne nazie la terreur avait pour seul objectif les ennemis politiques et raciaux, socialistes, communistes, juifs. La brutalité en Italie visait aussi les rivaux politiques, les ennemis de classe n'existaient pas, pas plus

qu'en Allemagne, mais chez les nazis s'ajoutaient les Juifs, et un peu plus tard les Slaves, bien qu'ils ne fussent pas objet d'extermination systématique. C'est pourquoi, pour atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés, Mussolini et ses hommes n'avaient nul besoin de déployer une brutalité démesurée. En novembre 1926, avec l'abolition de toutes les libertés publiques et garanties des droits de l'homme, l'Italie devint un État policier, mais la dictature d'un parti monolithique n'y a jamais vu le jour²⁰.

Revenons-en donc à ce qui est typique et spécifique au fascisme, son caractère d'une révolution sans précédent. Cette révolution a en commun avec la révolution léniniste la conviction de tenir en main la solution d'un problème généralement considéré dans le monde moderne comme insoluble : la nature conflictuelle de la société humaine. La maîtrise du conflit est au centre de toute la pensée politique depuis le v^e siècle athénien. Un des traits essentiels de la naissance de la pensée libérale au xvii^e siècle est l'idée selon laquelle le conflit appartient à l'essence même de la société humaine, et qu'il ne peut être déraciné sans détruire la société elle-même. Depuis Hobbes jusqu'au milieu du xix^e siècle – Tocqueville, J. S. Mill – la seule question était donc comment gérer le conflit. C'était l'héritage essentiel transmis par le libéralisme à la démocratie.

C'est dans son approche du conflit que résidait la grande raison de la peur qu'inspirait le léninisme en Occident : il entendait déraciner le conflit en faisant disparaître le capitalisme. C'était là, on le voit aisément, un objectif titanesque. En revanche, le fascisme ne cherchait pas à éliminer le conflit, seulement à le maîtriser par le pouvoir politique, c'est-à-dire, en subordonnant l'économique au

politique. Pour y parvenir il suffit de regarder la société non pas comme un agrégat d'individus, organisés ou non en classes sociales, mais comme un corps. Le fascisme commence à se développer quand, au tournant du XX^e siècle, se fait jour l'idée que l'être humain n'est pas « l'homme économique » du libéralisme et du marxisme, calculateur et hédoniste. La vision fasciste du monde est fondée sur une vision de la nature humaine : les forces profondes sont celles de l'inconscient et l'humanité marche à coups de mythes et d'images. La conceptualisation pleine et entière est faite à la suite des fondateurs de la psychologie sociale comme Gustave Le Bon à la fin du XIX^e siècle, par le plus important théoricien révisionniste du socialisme de l'entre – deux guerres, Hendrik De Man. « La racine de tous nos actes plonge dans nos instincts » dit De Man, et dans le subconscient de l'homme vit un besoin invincible de considération et d'estime de soi-même²¹. » Puis vient l'essentiel : « le concept de l'exploitation est éthique et non économique²² » : cette idée, qui dans les années 1920 n'est plus une idée neuve, joue un rôle capital dans la poussée de la pensée fasciste avant et après la Première Guerre mondiale.

Une fois que l'on accepte l'idée que les problèmes économiques et sociaux sont autant de phénomènes psychologiques, on peut changer les rapports entre les hommes, on peut changer la vie sans toucher au système économique et social. Si l'exploitation est un phénomène psychologique et non économique, il suffit, pour y mettre fin, de donner au peuple un mythe, de donner à chacun le sentiment d'œuvrer pour le bien de la patrie, de servir une cause supérieure et non pas l'intérêt individuel. Comme par miracle le sentiment d'aliénation et d'exploitation disparaît. On peut ainsi détruire le contenu intellectuel et moral du

libéralisme – les droits de l’homme, la primauté de l’individu – tout en préservant l’économie capitaliste et les structures de la société bourgeoise ainsi que tous les bénéfices de la modernisation et du progrès technologique. C’est ainsi que le monde peut être changé par la force de la volonté, donc par l’action politique qui donnerait le sentiment que la société entrait dans un monde nouveau. En ce sens, le fascisme constitue également une mythologie politique, une mythologie d’unité et de renaissance, un effort de remplacer la politique telle qu’elle se fait en démocratie, par une politique dépolitisée : ce n’est pas seulement le dégoût de la société bourgeoise pour les uns, le désenchantement de la modernité rationaliste, porteuse encore et toujours de l’héritage des Lumières françaises pour d’autres, mais une politique sans conflit, donc sans confrontation et sans compromis.

Tels sont donc les ingrédients actifs du fascisme générique : un nationalisme tribal, exacerbé, un antimatérialisme qui prend les formes de l’antilibéralisme et de l’antimarxisme, un effort de renaissance et de régénération d’une société et d’une culture décadentes, brisées par le « matérialisme » des Lumières, du libéralisme et de l’utilitarisme. L’antirationalisme, le mythe de l’unité soutiennent cet effort de renaissance et de construction d’une civilisation nouvelle. Ici prend sa place le chef dans lequel la nation se reconnaît et qui est le gardien de l’unité et de l’identité du corps social : il apporte une réponse mythique aux dangers de la modernité rationaliste et traduit en termes concrets les grandes valeurs « viriles » et militaires que sont l’obéissance, la discipline, le sens du sacrifice. La violence sorélienne, créatrice de morale, fondatrice de l’effort de renaissance d’un monde vidé de sa substance par les Lumières, la destruction des libertés, ces

abstractions que sont les droits de l'homme tout comme le principe de l'égalité, lui-même produit du rationalisme des Lumières, l'anéantissement de ce malheur que constitue l'anthropologie philosophique de Rousseau complètent le cadre conceptuel du fascisme²³.

C'est à l'aune de cette définition analytique du fascisme qu'il convient d'analyser les mouvements et idéologies partis en guerre contre la démocratie et les Lumières, partout en Europe, en France comme ailleurs. Cependant, l'école apologétique procède autrement : elle cherche une définition technique, aussi étroite et simpliste que possible et calquée sur le fascisme italien au pouvoir, et très souvent sur les toutes dernières années de l'État fasciste, les pires de son histoire, y compris bien sûr la République de Salò. Une démarche d'autant plus facile que le nazisme est lui aussi appelé à l'aide : n'est-ce pas ça le vrai fascisme ? La coterie immunitaire se forge des critères à elle, inexistant nulle part ailleurs et donc inconnus de la recherche scientifique. Pour Jean-Pierre Azéma le critère du fascisme c'est l'expansionnisme²⁴, pour Winock, c'est l'esprit de conquête, l'impérialisme²⁵ : comme si les fascismes espagnols, belges, autrichiens ou roumains avaient été expansionnistes ou impérialistes ou comme si les démocraties, comme la IIIe République, n'avaient été ni expansionnistes ni impérialistes, ou comme si les contentieux territoriaux en Europe centrale et orientale, ces anciennes terres d'Empire, avaient quoi que ce soit à voir avec le fascisme. Pourquoi alors l'expansionnisme et l'impérialisme ? Ici la démarche apologétique, toute calquée sur l'Italie fasciste à son apogée, sans parler de l'Allemagne nazie, est spécialement éclairante : la campagne d'Éthiopie de Mussolini est là pour fournir les

critères du fascisme. Voilà un bel exemple d'absurdité, ou mieux, d'ignorance.

En effet, la conquête d'Éthiopie de 1936 ne constitue que la suite de la première campagne d'Éthiopie de 1895-1896, qui s'est soldée par un échec retentissant. La bataille d'Adoué du 1^{er} mars 1896 fut une terrible défaite pour l'armée italienne : pour la première fois, une armée blanche était battue par une armée noire. Des émeutes éclatent dans plusieurs villes, entraînant la chute du gouvernement Crispi. La reconnaissance de l'indépendance de l'Éthiopie par l'Italie devait suivre. Le rêve impérial italien engendre encore la guerre de Libye de 1911, puis la campagne mussolinienne : il n'a rien à voir avec le fascisme.

Quant au second critère supposé apporter la preuve d'un non-fascisme vichyssois, le manque de parti unique, il convient de se demander tout d'abord quelle était la fonction du parti unique en Italie (sans parler de l'Allemagne)²⁶. Le parti national fasciste était un instrument dans la lutte pour le pouvoir menée dans le cadre du système démocratique, un des plusieurs partis politiques, qui a fait élire à peine une trentaine de députés. Il a été un outil d'accession au pouvoir, il n'a pas été un instrument d'exercice du pouvoir. Le parti national-fasciste tout comme le parti nazi ont été fondés dans cette perspective. En octobre 1922, Mussolini, tout le monde le sait, n'a pas marché sur Rome et ceux de ses militants qui participaient à cette farce auraient pu être dispersés sans difficulté si seulement la volonté politique avait existé : lui-même attendait tranquillement à Milan le coup de fil qui lui annoncerait que la vieille garde des hommes politiques avait échoué dans sa tentative de mise sur pied d'une coalition d'où les fascistes seraient exclus. C'est ainsi que Mussolini a accédé au pouvoir à la tête d'une coalition parlementaire et

d'un gouvernement composés de libéraux, de catholiques, d'un nationaliste, d'un indépendant proche des fascistes (Giovanni Gentile, à l'Instruction publique), de deux généraux (à la Guerre et à la Marine) et seulement de trois fascistes sur les treize ministres.

Une fois au pouvoir, pour gouverner sans briser la société, ce qui, on vient de le voir, était son objectif, contrairement à celui de Lénine, Mussolini a été contraint au même type de compromis dont l'Italie avait l'habitude. Il s'est appuyé non pas sur les cadres du parti, mais sur les élites en place, sur l'administration, la justice, la police et l'armée. C'est entre les mains d'un haut fonctionnaire, et non pas d'un des militants de son parti, que le Duce avait remis le commandement de ses forces de sécurité. Il a tout fait pour neutraliser les chefs provinciaux du fascisme, les *ras*, et a fini par utiliser contre eux la bureaucratie d'État et les élites traditionnelles, les industriels, la haute bourgeoisie et l'Église.

Après la fascisation progressive de l'État, le parti national-fasciste est resté le seul parti permis, mais il n'a jamais dominé l'État ni exercé le pouvoir. Mussolini s'en méfiait sachant que des concurrents dangereux pour lui et dont le parti était leurs bases de pouvoir étaient à l'affût d'une occasion de recueillir l'héritage. L'instauration de la dictature fut un processus graduel qui s'est accéléré en 1926 et fut marquée par quatre tentatives d'assassinat : ce n'est qu'après la dernière atteinte aux jours de Mussolini que tous les autres partis politiques sont bannis et que des mesures spéciales sont prises contre la subversion. La révolution à Rome s'est faite au sommet : telle est la nature de la révolution fasciste, une révolution politique, intellectuelle et morale, qui ne modifie ni les structures de la société ni celles de l'économie. Il n'est pas moins absurde de

parler de « la généralisation d'un sévère contrôle social » qui aurait été en vigueur en Italie, contrairement à Vichy : il ne faut rien connaître à la vie en Italie fasciste pour avancer un tel argument²⁷.

Contrairement à Mussolini et à Hitler, Pétain à l'heure de la débâcle voit la démocratie s'écrouler d'un coup : il n'avait jamais eu besoin de parti pour se battre pour le pouvoir, il recueille le pouvoir sans effort et en été et automne 1940 peut se permettre d'asseoir une dictature nationaliste dure. À Vichy, la rupture avec le passé démocratique est plus soudaine et plus brutale qu'en Italie et les solutions de rechange sont appliquées plus rapidement et avec davantage de détermination. Dans la Péninsule, la fascisation de l'État est étalée sur plusieurs années, jusqu'en 1929, alors qu'à Vichy, en l'espace de quelques semaines, la Révolution nationale se met en marche et les lois anti-juives viennent signifier qu'un monde nouveau est né. Le régime de Vichy représente une variété extrême des principes particularistes-nationalisme, racisme – et un refus total des principes universels et abstraits – droits de l'homme et unité du genre humain. Le fascisme, partout dans le monde reposait sur ces principes, et la comparaison avec l'Italie mussolinienne ne joue pas en faveur de Vichy.

Ce n'est pas le monopole d'existence accordé au parti fasciste qui a conféré au régime son caractère dictatorial, mais la suppression, au nom de la Patrie et de l'État, de toutes les libertés publiques, la volonté de créer un homme nouveau et une société d'où seraient bannis les germes de destruction : individualisme, humanisme, universalisme, « matérialisme ». Le fascisme, c'est la mise de toute l'autorité, de toute la puissance de l'État concentrée entre les mains du chef, au service de nouvelles valeurs. Le fascisme est une révolte

contre les principes des Lumières, ou plus concrètement contre la démocratie, le socialisme d'origine marxiste et le libéralisme. Vichy n'était rien d'autre. La dictature de Vichy n'était ni plus ni moins pluraliste que le régime mussolinien et l'ascension de Pétain a été plus facile que celle d'un Mussolini ou d'un Hitler. Il est parvenu au sommet sans avoir été auparavant obligé d'entrer en compétition avec d'autres forces politiques. Le concept de « dictature pluraliste » était encore un autre expédient inventé pour permettre à Vichy d'échapper à une proximité dangereuse avec le fascisme.

Constatons que Pétain avait d'ailleurs bien plus de facilité à se maintenir au pouvoir que Mussolini. Mussolini, lui, a dû batailler ; il a dû, d'un bout à l'autre de son règne, prendre garde à ses rivaux potentiels. Plusieurs chefs fascistes, comme Italo Balbo et Michele Bianchi étaient candidats à la succession et se considéraient aussi compétents, si non plus, que le Duce. Mussolini fut finalement déposé par le Grand Conseil fasciste, emmené par Dino Grandi, un des grands barons du fascisme, et envoyé en prison. Pétain ne voulait pas de parti politique, unique ou non précisément pour éviter les combats internes propres à tout parti. Un « parti national fasciste » à la française non seulement n'aurait été pour lui d'aucune utilité, mais serait vite devenu une source de difficultés sans fin. La conclusion qu'on peut en tirer est que l'existence d'un parti unique ne constitue pas, comme le voudraient les apologistes, un critère déterminant du fascisme.

L'expansionnisme maintenant, cette dernière planche de salut avancée par les apologistes : non Vichy n'était et ne pouvait être expansionniste. L'Italie pré-mussolinienne en revanche, fut expansionniste tout comme la III^e République, qui donna à la France son empire colonial, le plus grand au monde, après celui conquis par les Anglais. Il faut rappeler ici

encore deux éléments : d'une part le culte de l'Empire et de la grandeur de la France d'outre-mer tenait un peu la place de cette volonté de posséder un espace vital en dehors de l'hexagone et d'autre part la volonté d'expansion italienne, on vient de le voir, censée fournir un critère du fascisme, précède de longues années l'arrivée au pouvoir de Mussolini. Le rêve impérial faisait partie intégrante du nationalisme italien, ni plus ni moins qu'en France. De plus, l'annexion de la région du Tyrol, comme celle de Trieste, précède la montée du fascisme et a été le prix de l'engagement italien aux côtés des pays de l'Entente. Aujourd'hui, de toute façon, les travaux comparatifs entre l'Europe et l'Amérique du Sud nous permettent d'avoir une vision bien plus diversifiée du fascisme et des critères qui permettent de le définir²⁸. Et de l'analyse comparative, on peut conclure que Vichy aura été le régime qui est parvenu à enterrer le plus rapidement la démocratie, les droits de l'homme, le parlementarisme, l'utilitarisme, le « matérialisme », bref tous les éléments qui constituent l'ordre libéral démocratique.

Disons encore que le grand gagnant de l'emprise du fascisme en Italie, comme en France sous le régime de la Révolution nationale, était incontestablement l'Église. Dès 1922, le Vatican accordait sa bénédiction au mouvement fasciste et au gouvernement Mussolini. Les accords de 1929 scellaient la collaboration de l'Église avec l'État fasciste : non seulement le pape regagnait sa liberté, mais la religion reprenait sa place dans la vie sociale, notamment dans les écoles, et l'Église se lançait dans une campagne de réchristianisation du pays. Il importe de rappeler ces faits, car, selon Jean-Pierre Azéma, la reconnaissance par l'État français de « la légitimité de corps privilégiés comme l'Église²⁹ » est une preuve décisive de sa pureté non fasciste. Si le régime

instauré en Italie entre 1922 et 1929 était un régime fasciste, il est difficile de voir en quoi exactement le système de Vichy a bien pu être plus ouvert, plus tolérant, moins totalitaire, que le régime italien.

Un dernier mot sur la Grande Guerre, puisque l'école apologétique veut à tout prix que les combats fussent la matrice du fascisme, ce qui permettrait d'éviter de se pencher sur la révolte nationaliste française contre la démocratie du tournant du ^{xx} siècle. Avec mes co-auteurs nous avons montré dans *Naissance de l'idéologie fasciste* le rôle de la guerre :

Dans la cristallisation finale de l'idéologie fasciste, non seulement en ce qu'elle apporte la preuve des capacités mobilisatrices du nationalisme, mais aussi parce qu'elle dévoile l'énorme puissance de l'État moderne. La guerre ouvre des horizons tout à fait nouveaux sur les capacités de planification et de dirigisme économique, de mobilisation de l'économie nationale, et sur les potentialités de la propriété privée au service de l'État³⁰.

La guerre joue également un rôle certain dans la brutalisation des masses des combattants, elle fournit aussi les premières troupes du mouvement fasciste italien et du mouvement nazi en Allemagne. Cependant, on oublie trop rapidement chez les apologistes, que les Italiens et les Allemands n'étaient pas seuls sur les champs de bataille de France et de Belgique : les Français avaient eux aussi fait la guerre. Si la brutalisation eut des effets désastreux sur les combattants, comment cela se fait-il que les Français y aient échappé ? Tous les combattants sont passés par les mêmes épreuves, les uns ne pouvaient pas devenir des bêtes féroces,

les autres des pacifistes : ou bien ce facteur doit être revu, ou bien le même processus de militarisation et brutalisation s'applique aux Français, comme aux Italiens et aux Allemands. Par ailleurs, le fait que les *squadristi* viennent des rangs des *arditi*, tout comme les premiers SA des *Freikorps* prouve surtout que ce sont les troupes de choc, les troupes d'élite qui fournirent les premiers combattants fascistes et nazis. Pourquoi les Croix de Feu, qui à l'origine se recrutent parmi les soldats décorés au combat, eux aussi organisés militairement et qui exercent une pression constante dans la rue, auraient-ils échappé à ce processus de brutalisation ? En fait, il s'en faut de beaucoup : Chris Millington, dont on lira plus loin la contribution à ce volume, avait déjà depuis assez longtemps exposé la place de la violence dans la vie politique française des années trente : son poids était nettement supérieur à ce que voudrait reconnaître l'école apologétique³¹. Le chercheur britannique montre encore que l'Union des Anciens Combattants était beaucoup plus proche des Croix de feu que ne voudraient nous faire croire les apologistes³². L'analyse de Didier Leschi appelle de son côté à revoir toute la présentation simpliste des anciens combattants français faite par Antoine Prost³³. Par ailleurs, la guerre n'a joué aucun véritable rôle dans la poussée du fascisme ni en Espagne, ni au Portugal, ni en Argentine, loin de l'Europe, mais de culture européenne, et ce qui est plus intéressant encore, en Angleterre. Dans son grand discours à l'occasion de la fondation de la Phalange, le 29 octobre 1933, José Antonio Primo de Rivera commence par une critique de Rousseau, poursuit par une attaque du libéralisme et du socialisme, pour affirmer que le mouvement qui venait d'être créé « n'était ni de droite ni de gauche³⁴ ». L'Espagne, faut-il le rappeler, n'a pas participé à la guerre. En Angleterre, Oswald Mosley, le jeune et brillant ministre à qui on prédisait un avenir de

Premier ministre, démissionne du gouvernement travailliste de 1929-1931, convaincu de l'incapacité de son parti de réagir à la crise économique, fonde la « New Party », puis la British Union of Fascists. Les anciens combattants, l'expérience des champs de bataille, n'ont guère contribué à la naissance de la BUF. En revanche, le modernisme du fascisme en appelait à un grand nombre d'intellectuels britanniques³⁵. En Argentine les années vingt et trente furent des années d'intenses débats sur le fascisme : le premier élément dans la confrontation entre fascistes et antifascistes, fut comme en Europe, le combat contre l'ennemi de l'intérieur, c'est-à-dire le marxisme et le second, l'accent mis sur la spécificité du fascisme argentin fondé sur le nationalisme local³⁶. Ce qui évidemment est loin d'être une exclusivité : tous les fascismes sont des nationalismes.

La guerre à la démocratie, à ses racines spirituelles, aux droits de l'homme est affaire d'intellectuels. On n'insistera jamais assez sur le poids du processus de fascisation de la droite cultivée, à partir de son noyau maurrassien, ainsi que sur le rôle des intellectuels dans la création d'un climat qui a permis l'emprise du fascisme d'abord, l'installation du régime de Vichy ensuite. Ce sont les intellectuels qui ont préparé les esprits, ce sont eux qui ont mené la guerre aux Lumières, ce sont eux qui ont inventé le corpus idéologique du fascisme. Si le fascisme a pu devenir un phénomène historique partout en Europe, c'est parce qu'il possédait un contenu intellectuel puissant et fascinant. Si les mouvements fascistes ont pu prendre corps, c'est parce que les hommes qui se laçaient à l'assaut de la démocratie, avaient des idées pour lesquelles ils se battaient. Mais le fascisme en France, comme ailleurs, n'a pas été uniquement une affaire d'intellectuels. Les dictatures fasciste et nazie, comme la dictature pétainiste, n'auraient

jamais pu accéder au pouvoir et à plus forte raison s'y maintenir et transformer leurs sociétés, sans un large consensus populaire.

Tout comme la droite révolutionnaire du tournant du XX^e siècle, la droite fascisante de l'entre-deux-guerres incarnait aussi une puissance dans la rue. Les Croix de feu représentaient une force redoutable, ils étaient plus nombreux que socialistes et communistes réunis. Après leur dissolution, avec les autres ligues, le 18 juin 1936 par le gouvernement du Front populaire, le mouvement prend le nom de Parti Social français (PSF) qui comptera au moins un demi-million d'adhérents avant 1940. Du fait de leur puissance numérique, pour l'interprétation apologétique, d'origine « rémondienne » selon laquelle il n'y aurait jamais eu de fascisme en France, la question des CDF est évidemment cruciale.

L'interprétation apologétique insiste beaucoup sur une prétendue reconversion des Croix de feu en Parti social français. Or, rien ne change, ni dans l'idéologie ni dans la pratique du mouvement : la presse de La Rocque, tout comme le comportement de ses militants, ne trahissent aucun changement d'orientation. Le refus de la démocratie libérale persiste, le nationalisme dur fait toujours le fond de la pensée de La Rocque et ses militants, l'admiration pour les dictatures déjà installées ailleurs n'a pas faibli tout comme n'ont pas fléchi les autres éléments constitutifs du fascisme, comme l'appel au chef, le corporatisme, que l'on aime appeler la « profession organisée », la haine du marxisme, des partis et des syndicats de gauche. Assurément, le colonel n'a pas tenté de coup de force, pourquoi l'aurait-il fait ? D'une part, il se sentait porté par une vague de fond dont il pouvait espérer la victoire, ou tout au moins un gros succès aux élections législatives de 1940 et d'autre part il avait appris la leçon : les

dictateurs, Mussolini, Hitler, Franco étaient parvenus au pouvoir soit à l'issue d'un processus légal ou semi-légal, soit par la révolte de l'armée et la guerre civile. La Rocque n'avait pas les moyens d'une révolte comme en Espagne, il n'avait aucune autre solution pratique que se préparer à la bataille électorale.

CHAPITRE III

Au-delà des étiquettes : une analyse comparée du PSF et du PPF

LAURENT KESTEL

Le Parti populaire français (PPF) de Doriot et le Parti social français (PSF) de La Rocque ont connu des trajectoires historiographiques très différentes. Les tenants de « l'allergie française au fascisme » (selon la formule de Serge Berstein) n'ont finalement que très peu dévié de la thèse de René Rémond sur les Croix de feu, assimilés par ce dernier à du « scoutisme politique pour grandes personnes », ou encore sur le PSF, entrevu comme le préfigurateur du RPF du général de Gaulle¹. On a également assisté à des tentatives de restauration théorique sous la houlette de Michel Winock, Serge Berstein et Jean-Paul Thomas². Ce dernier affirme qu'une vision d'un PSF d'extrême droite ne serait rien de moins qu'un « contresens polémique et instrumental³ », dans la mesure où le PSF n'aurait été qu'un parti « conservateur » dont la fondation aurait constitué un « barrage efficace contre la radicalisation des droites »⁴. De quoi assurément creuser un abîme avec le PPF, parti considéré par ces mêmes historiens comme « authentiquement fasciste ». Si René Rémond a pu avoir quelques réticences à employer le terme en considérant le PPF comme « la forme de fascisme la plus approchée », les études postérieures aux *Droites en France* (Pierre Milza, Jean-

Paul Brunet, Philippe Burrin) ont en effet souligné la nature indiscutablement fasciste de cette organisation⁵. Notons que cette classification n'invalide pas la thèse de « l'allergie française au fascisme ». Au contraire, pour ces historiens, elle la conforte : l'échec du PPF avant-guerre démontrerait selon eux le rejet de la greffe fasciste sur la société française.

De tels écarts de classement entre deux partis donnent à penser qu'ils sont donc de nature foncièrement distincte et, en cela, leur comparaison pourrait paraître sans objet de prime abord, pour ne pas dire inimaginable. Tel est pourtant l'objet de ce chapitre.

Il est des moments où les classifications peuvent constituer des obstacles à la compréhension du sujet. Le plasticien et écrivain américain Robert Morris considérait que « voir consiste à oublier le nom des choses que nous regardons »⁶. Classer les partis en fonction de leurs identités politiques (« fasciste », « républicain », ou encore « autoritariste » ou « populiste », deux catégories qui sont un peu à la politique ce que le purgatoire est à la doctrine du catholicisme) revient à faire peu de cas des flous idéologiques comme du flou des frontières qui structurent la compétition politique. La pensée par classement conduit à négliger, du moins à passer au second plan, l'intense compétition qui a structuré la relation entre les dirigeants de ces deux partis. Il s'agira donc moins de s'intéresser au substantif qu'à la substance, en prenant acte du flou définitionnel qui entoure les identités politiques et en renonçant à trouver une « bonne définition » de ces partis. Comme il n'est pas de problème historique en dehors du discours historiographique qui l'a construit, il nous faudra

avant cela revenir sur cette controverse pour cerner en particulier la construction de ces essences politiques.

L'émergence d'une position politique extraordinaire

Au gré des crises – économiques, politiques⁷ –, qu'elle traverse, la France des années 1930 voit la contestation grandissante des partis établis : scission de la fraction la plus « bourgeoise » et droitière de la SFIO (Parti socialiste de France en 1933 de Déat), déclin électoral du Parti radical, division des droites, etc. La période est marquée par une montée en puissance de l'antiparlementarisme : mouvance « non – conformiste », ligues, fascisme rural avec le mouvement de Dorgères, antiparlementarisme des associations d'anciens combattants, pour n'en citer que quelques-uns⁸. Dans cette profusion de discours tournés contre les partis et le régime en place, reviennent, à des degrés divers, les appels à un pouvoir fort, au rétablissement des hiérarchies « naturelles » et au refus des « fausses divisions » politiques. L'un des points d'orgue de ces discours réside dans l'appel et le recours à un homme « providentiel », à un « chef ». Des discours qui prennent une ampleur nouvelle avec l'arrivée au pouvoir du Front populaire et les occupations d'usine qui font craindre l'imminence d'une révolution rouge, pour le patronat notamment⁹. La Rocque et Doriot vont tous deux tenter d'incarner cette position politique extraordinaire, équivalente, toutes choses égales par ailleurs, au prophète en religion, c'est-à-dire susceptible de satisfaire une demande politique constituée qui ne peut l'être par les dirigeants des partis installés.

À l'aube des années 1930, Doriot est l'une des figures communistes les plus en vue. Celui que la presse conservatrice dépeint en bolchevik au couteau entre les dents n'en devient pas moins un député-maire aux ressources politiques de plus en plus individuelles. Exclu du Parti communiste le 27 juin 1934 pour avoir réclamé l'union avec les socialistes (que réalisera Thorez le mois suivant), Doriot se fait le chantre, début 1936, d'une ligne politique qui renvoie dos à dos droite et gauche, la première pour son égoïsme social et la seconde pour son alliance avec le communisme. Il attire des réprouvés de tous bords : anciens communistes (Henri Barbé), néo-socialistes (Paul Marion), « jeunes-turcs » du Parti radical (Bertrand de Jouvenel), non-conformistes, Croix de Feu (Pierre Pucheu, Bertrand de Maud'Huy) ou encore fascistes autoproclamés (Drieu la Rochelle). Avec ce groupe hautement improbable composé d'anciens ouvriers, de grands bourgeois et d'aristocrates, il crée le Parti populaire français (PPF) en juillet 1936. Plusieurs dizaines de milliers d'adhérents affluent et Doriot revendique rapidement 300 000 membres (il en aura probablement moins du tiers en vérité). On pourrait logiquement penser que Doriot est celui qui incarne de façon presque pure la révision du marxisme dans un sens national tel que le définit Zeev Sternhell, à ceci près qu'il abjure sa foi communiste pour pouvoir se présenter en rassembleur. En outre, il ne tarde guère à mettre en sourdine son discours « social », comme le résumait l'un des slogans du PPF : « La France d'abord, chaque Français ensuite ».

Lors de son accession à la présidence des Croix de feu en août 1931, La Rocque décide de sortir du caractère élitiste du mouvement en l'ouvrant aux non-combattants. De quelques milliers en 1930, les Croix de feu disposent d'environ

700 000 membres fin 1935. Il se tient à distance de la vindicte maurrassienne tout en s'opposant avec virulence au parlementarisme ainsi qu'à ce qu'il nomme « l'électoralisme », correspondant selon lui à « une déformation qui voit dans les verdicts du suffrage universel un but supérieur¹⁰ ». Celui qui avait refusé de faire marcher ses troupes sur le Palais-Bourbon au soir du 6 février 1934 ne faisait pas mystère de son admiration pour Mussolini : « Ne soyons pas de ceux qui tremblent devant l'unification ambitieuse et grandiloquente imposée par le génie du Duce à l'heure où la Péninsule semblait menacée d'un nouveau démembrement. L'admiration méritée par Mussolini ne se discute pas ». À la dissolution des Croix de feu, il fonde en juillet 1936 le Parti social français (PSF). Peut-être a-t-on en La Rocque une expression de cette révision du nationalisme dans le sens social dont parle Zeev Sternhell. « Social d'abord » était l'un de ses slogans – pour beaucoup en opposition au « politique d'abord » de Maurras. Un programme « social » qui le conduit à organiser des actions (distributions de vêtements, création de centres sociaux dans les banlieues rouges, etc.) qui ne sont pas sans rappeler les stratégies de conquête du fascisme ou du nazisme pour briser le mouvement ouvrier¹¹.

Entre postulat « républicain » et différences imaginaires

Cette rivalité n'intéresse finalement que peu les tenants de la thèse immunitaire, qui ont surtout tenté de mettre en évidence des différences d'essence entre ces deux partis. La thèse des historiens français d'un PSF « républicain » et d'un PPF « fasciste », qui n'a connu qu'un infléchissement plus ou moins conséquent d'un PSF « autoritariste » (Burrin) repose

moins sur une démonstration que sur un postulat : le PSF est un parti « républicain », creuset de la diversité des droites françaises de manière générale et de la « nébuleuse nuancée des ancêtres catholiques en quête d'une réintégration politique¹² » en particulier. Le raisonnement procède largement d'une tautologie : le PSF étant un parti « républicain », quand bien même pourrait-on trouver des éléments permettant une mise en perspective avec certaines des organisations reconnues comme « fascistes », le PSF est « républicain » (retour au postulat). Il n'est sans doute pas d'illustration plus éloquente de ce point que l'analyse que propose Philippe Burrin : « s'il faut prendre au sérieux son [celui de La Rocque] souhait d'établir un régime autoritaire, son programme était tiré du fonds réactionnaire et conservateur le plus traditionnel [...] Enfin, par son passé d'officier, ses origines sociales et ses fréquentations, La Rocque n'avait rien du chef fasciste, déclassé ou marginal social, d'extraction modeste¹³. » Les chefs fascistes étant des gens de sac et de corde, des hommes sans foi ni loi et de basse extraction – on relèvera, au passage, un propos empreint de condescendance sociale –, La Rocque ne saurait en être. On voit mal en quoi le fait de fréquenter les élites sociales ou d'en être soi-même issu permet de récuser l'accusation de « fasciste ». La problématique du déclassement social ou de la marginalité n'épuise nullement cette question. Les dirigeants du NSDAP ou du parti fasciste n'étaient pas des déclassés, et les dirigeants de Vichy étaient loin d'être des *desperados* de la politique¹⁴.

Autre illustration de ces différences d'essence, la démission des « maréchaux » des Volontaires nationaux. Les « maréchaux », surnom donné par La Rocque à de jeunes

intellectuels, furent les dirigeants des Volontaires Nationaux (VN, mouvement de jeunesse des Croix de feu), qui démissionnèrent collectivement en juillet 1935. Cet événement, sans grande importance dans l'histoire du mouvement Croix de feu, en revêt une, en revanche, sur l'agencement typologique PPF/PSF. Nombre de ces « maréchaux » (Pierre Andreu, Bertrand de Maud'Huy, Claude Popelin, Robert Loustau et Pierre Pucheu) ont en effet été des dirigeants du PPF. Après une année de collaboration assez tumultueuse avec La Rocque, les « maréchaux » lui soumettent un programme qu'il refuse dédaigneusement. Officiellement, les « maréchaux » démissionnent des suites de ce désaccord. Rien ne dit cependant que la raison officielle soit la raison profonde. Une lecture croisée de *Service Public*¹⁵ et du « Plan des Volontaires nationaux » montre en effet un semblable rejet du parlementarisme, de l'étatisme, une commune volonté d'instaurer une économie corporatiste et un pouvoir politique fort – c'est-à-dire un pouvoir politique concentré entre les mains d'un homme et débarrassé des contre-pouvoirs qui fondent la démocratie libérale : parlement, partis politiques, libertés individuelles, droits de l'homme, etc. Jacques Nobécourt et Albert Kéchichian distinguent néanmoins une différence d'ordre « ontologique » entre La Rocque et ses « maréchaux » : Kéchichian croit déceler une opposition entre un « traditionalisme social » et un « volontarisme prométhéen » (lire : fasciste), Nobécourt considère quant à lui que celui de La Rocque est d'inspiration chrétienne quand le second serait redevable du « socialisme proudhonien » (lire : fasciste¹⁶). Mais rien dans la socialisation familiale, scolaire ou militante d'un Maud'Huy ou d'un Popelin ne vient créditer l'idée d'une quelconque proximité intellectuelle avec Proudhon¹⁷. La cause réelle de leur

démission, plus prosaïque, s'explique par leur tentative avortée de soustraire l'organisation des VN de la tutelle de La Rocque.

La « nature fasciste » du PPF a été justifiée à partir des symboles constitutifs du parti (sigle, slogans, défilés en uniforme, service d'ordre, mouvement de jeunesse, etc.). Posséder un hymne (*France, libère-toi !*), un service d'ordre musclé et un salut qui ressemble à s'y méprendre au salut fasciste ont été des éléments qui, notamment pour Jean-Paul Brunet¹⁸, ont compté dans l'étiquetage « fasciste » du PPF. Reprenant à la lettre cette démonstration, l'historien canadien William Irvine arrive à des conclusions pour le moins troublantes. L'hymne du PPF avait son équivalent chez les Croix de feu ; le salut PPF ressemblait au salut fasciste, comme l'insigne des Croix de feu – un crâne barré de deux épées – à celui de la *Waffen-SS*¹⁹. À l'image du PPF, le PSF disposait également d'un service d'ordre musclé et d'une unité spéciale (les « équipes volantes de propagande ») mobilisable à tout moment. Si ce n'est pas sur ce plan que l'on peut différencier le PSF du PPF, peut-être est-ce alors sur celui du fonctionnement des organisations ?

Chefs fascistes ou chefs de famille ?

PSF et PPF fonctionnaient sur un mode très centralisé. Le « national » avait la mainmise sur les fédérations ; programme, slogans et autres mots d'ordre étaient édictés depuis les instances parisiennes. Au PPF, cette importation du modèle bureaucratique avait été rendue possible par l'absence de personnalités, à l'exception de Simon Sabiani pour Marseille et ses environs²⁰, susceptibles de contester le leadership de Doriot. On mesure le degré de centralisation de ces deux organisations à la place accordée au leader et au culte qui leur

était voué. Bien avant 1936, plusieurs publications élogieuses mettent en valeur la capacité de La Rocque à peser *sur* et *contre* le système politique²¹. Dans le portrait qu'il dépeint du « chef », Drieu La Rochelle voyait lui aussi en Doriot le prophète qui se dresse contre les partis politiques installés²². Deux hommes que leurs thuriféraires dotaient de qualités « extraordinaires », pouvant mettre fin aux « fausses divisions » en réconciliant ouvriers, ingénieurs et patrons contre le parlementarisme et le communisme.

Doriot disposait statutairement de pouvoirs étendus : le règlement d'organisation du PPF lui conférait explicitement le droit de s'affranchir des règles édictées²³. La vision d'un Doriot omnipotent est défendue par Jean-Paul Brunet²⁴. La réalité semble toutefois un peu plus nuancée. D'abord, il n'est pas inutile de rappeler que le PPF de 1936 n'est pas celui de 1942. Doriot ne disposait pas de la même latitude entre ces deux dates. Dans les premiers temps du PPF, les rapports au sein de direction nationale témoignaient de ressources asymétriques entre les différents protagonistes qui assuraient à Doriot une prédominance au sein de l'organisation. Mais il ne disposait nullement d'un pouvoir sans partage. Il avait besoin des « non-conformistes », tel Pierre Pucheu, bien introduit dans les milieux patronaux, pour financer son organisation, des anciens communistes (Barbé) pour structurer l'appareil, ou encore des intellectuels pour le supplément d'âme programmatique. Il fut également contesté, parfois lourdement. Ces dissensions se cristallisèrent au moment des accords de Munich, lesquels servirent de prétexte à nombre d'entre eux pour démissionner d'une organisation qui, en réalité, ne leur offrait plus aucune perspective. Et ce n'est véritablement qu'à partir de janvier 1939, c'est-à-dire au

moment où les plus connus de ses seconds quittent le parti (Barbé, Drieu La Rochelle, Jouvenel, Maud'Huy, Pucheu, etc.) que Doriot peut véritablement asseoir son autorité.

Selon Jacques Nobécourt, « les titres de *Führer*, de *Duce*, de *Caudillo*, de *Conducator*, de *Poglavnik*, ne conviennent en rien » au colonel de La Rocque : il est « le “patron” et le chef de famille, de la *grande famille*²⁵ ». Métaphore sympathique que celle du bon père de famille. Mais cette image perd toutefois de sa propriété anesthésiante quand on apprend que « La Rocque gouvernait sans partage [... Il était impossible de] désavouer ses orientations, ses consignes²⁶ ». Sans doute cette assertion doit-elle être nuancée : comme au PPF, La Rocque dirigeait à l'aide de sa garde rapprochée (Noël Ottavi, Jean Mermoz, Jean Ybarnégaray, Charles Vallin, Edmond Barrachin, etc.). L'absence de contestation en interne, du moins jusqu'à la débâcle, inclinerait à penser que La Rocque a bénéficié d'une liberté d'action plus importante que son homologue du PPF. Les pouvoirs d'un parti de la « droite républicaine » auraient-ils davantage été concentrés qu'au sein d'un « parti fasciste » ? Sur la période qui s'étend de juillet 1936 à janvier 1939, probablement que oui. Mais plutôt que d'en tirer des conclusions sur l'identité politique profonde, soulignons que ces deux organisations, à l'image du Parti communiste à gauche, préfigurent ce que seront les partis politiques contemporains, à savoir des organisations bureaucratiques composées de permanents, diffusant un message plus ou moins identique, concentrant au profit de la direction nationale l'essentiel des ressources partisans. La généralisation de la « panoplie » partisane relève à cet égard sans doute moins d'une prétendue « contagion » entre

groupements socialistes, communistes et fascistes que de l'institutionnalisation du capital politique collectif.

Mimétismes

Il est sans doute illusoire d'entendre dégager une cohérence idéologique d'un parti, dans la mesure où les individus en son sein divergent parfois substantiellement, sans oublier que le flou des programmes politiques conditionne souvent la maximisation de l'audience électorale. Mais en faisant fi de cette remarque et en prenant en considération les programmes des deux partis, que peut-on en déduire ?

La Rocque et Doriot, qui tous deux souhaitaient en finir avec le « parlementarisme dégénéré »²⁷ ou, variante, la « ménagerie » parlementaire²⁸, projetaient de fonder un nouvel ordre social et politique : « État populaire français » pour le PPF ; « État social français » pour le PSF. La doctrine du PPF se résumait à l'union des Français contre les « deux cent familles » et les communistes, le rejet absolu de la lutte des classes au profit d'une « collaboration des classes » au sein d'une économie corporatiste, le développement des colonies, l'aide à la jeunesse, ou encore la réforme de l'État par un renforcement de l'exécutif (sans toutefois en préciser les formes). Les « maréchaux » (et, parmi eux, Robert Loustau, auteur de plusieurs contributions au PPF²⁹), principaux concepteurs de ce programme, n'ont guère que transposé, du moins légèrement remanié, celui que La Rocque leur avait refusé tout en en proposant un dans *Service public* qui ne s'en distinguait guère. Entre les deux programmes, les différences sont ténues. Rappelons par ailleurs que la thématique « ni droite ni gauche » constituait également l'*alpha* et l'*oméga* de l'idéologie du PSF. Certains dirigeants, tel Charles Vallin,

affirmaient même que ce slogan « contient implicitement tout le programme du Parti social français », que ce refus des « fausses oppositions » est « la raison d'être du Parti, la clé de son programme³⁰ ». Si ce n'est pas sur le terrain programmatique que l'on trouvera de différence significative, peut-être, alors, sur celui du bellicisme ? Reprenant un des arguments de René Rémond, Michel Winock a écrit que « le fascisme exalte la guerre ; sans vocation impérialiste, sans esprit de conquête, sans idéal guerrier, il n'y a pas de fascisme³¹ ». La Rocque et le PSF s'étant engagés en faveur du pacifisme, les deux ne pouvaient donc être qualifiés de « fascistes ». Doriot a également été un pacifiste, comme en atteste son soutien aux accords de Munich. Faut-il pour autant déduire que Doriot et le PPF n'étaient pas fascistes ?

S'agissant de l'antisémitisme, indissociable de la problématique de la « thèse immunitaire », Doriot et La Rocque ont tous deux pris soin de cultiver une ambiguïté souvent lourde de sens. La position du PPF sur cette question avait été posée comme suit lors du premier congrès national, en novembre 1936 : « notre parti n'est pas antisémite. C'est un grand parti national qui a mieux et plus à faire que de lutter contre les Juifs. [...] Mais nous n'acceptons pas qu'une catégorie de citoyens fasse passer ses intérêts spéciaux avant l'intérêt national »³². Quelques mois plus tard, La Rocque fait publier la ligne du PSF qui, tout en rejetant l'antisémitisme, prétend néanmoins qu'« il existe dans certaines régions, notamment en Alsace et en Algérie, des éléments juifs récemment immigrés, non assimilés, volontairement étrangers à la communauté nationale dont ils se réclament cependant. [...] Nous considérons comme des étrangers tous ceux qui, par leur attitude, leurs sentiments et leur conduite se tiennent à

l'écart de la Nation, même s'ils ont pu acquérir la citoyenneté française³³ ». On voit, dans les deux cas, que le rejet de l'antisémitisme ne va pas sans évoquer l'existence d'un prétendu « problème juif », avec la perspective assez clairement énoncée par La Rocque d'une déchéance de nationalité pour certains. Les deux partis ne s'en tinrent cependant pas là : l'antisémitisme devint de plus en plus prégnant dans le discours du PPF, tout particulièrement à partir de mars 1938, sous l'impulsion de la très puissante fédération algérienne et s'installa définitivement en 1939³⁴. Pour ce qui est du PSF, il faut lire avec circonspection les affirmations de Jacques Nobécourt ou de Michel Winock sur l'absence d'antisémitisme. L'antisémitisme des fédérations d'Algérie et d'Alsace du PSF avait fait l'objet d'études assez circonstanciées³⁵. À l'automne 1938, La Rocque avait appelé les militants PSF à boycotter la communauté juive de Constantine³⁶. On sait par ailleurs qu'il approuva la révision des naturalisations opérée par Vichy le 22 juillet 1940, comme l'abrogation du décret Crémieux³⁷. Nul besoin de s'étendre sur les conséquences de ce décret pour les 6 300 Juifs déchus de la nationalité française. Nobécourt a, sur ce point, beau jeu de rappeler les accusations de « philosémitisme » lancées contre La Rocque par Boissel, Coston et consorts : dans son chapitre portant sur « Les lois d'exclusion », où il évoque, en deux lignes, le soutien de La Rocque à ce décret tout en expliquant, en deux pages, les racines chrétiennes de sa pensée, l'auteur finit par admettre que La Rocque a bel et bien « emprunté les arguments du discours antisémite le plus banal³⁸ ». Dans un registre similaire, Thomas considère que c'est un La Rocque « soumis à la pression militante » qui finit par en appeler au boycott à Constantine. Même en se rangeant aux justifications avancées, où peut-on sérieusement trouver matière à se

demander si « La Rocque ne fut pas un rempart moral et politique contre l'antisémitisme³⁹ » ?

Rivalités mimétiques

Les leaders du PPF et du PSF n'ont pas toujours eu l'intention d'ériger une frontière étanche entre leurs partis comme ont pu le faire certains historiens. Les deux hommes se rencontrent plusieurs fois entre juin et octobre 1936, le plus souvent à l'initiative du colonel, ce dernier espérant voir Doriot se ranger derrière sa bannière, du moins envisager avec lui des actions communes⁴⁰.

Mais la rivalité va rapidement prendre le dessus, d'abord à l'occasion de la constitution d'un groupe parlementaire à la Chambre des députés. Si l'on sait que La Rocque parvient à créer un groupe à la Chambre en décembre 1936 grâce à l'appui des députés de la Fédération Républicaine⁴¹, on sait moins, en revanche, que cette création manque d'échouer en raison du projet similaire de Doriot. Il semble même que La Rocque se soit décidé à en fonder un après avoir eu connaissance du projet de son concurrent. L'échec de Doriot traduit des difficultés de positionnement. Refusant dans un premier temps le soutien de députés conservateurs, il ne peut pour autant s'attirer le soutien de députés de gauche hostiles au PCF, tels ceux de l'USR de Déat qui votent à l'unisson les mesures du cabinet Blum⁴². À cet égard, la position de La Rocque est bien moins intenable car, s'il tient toujours à se distinguer des autres formations conservatrices, il ne rejette cependant pas son appartenance au camp des droites.

Pour financer leurs organisations, ces dirigeants courtisent les industriels effrayés par la politique du Front populaire. Si La Rocque et son parti bénéficient des largesses patronales, Doriot et son organisation ne sont pas en reste. On sait par exemple que François de Wendel a financé le PPF, et ce jusqu'en mai 1939, notamment en raison de l'ombre que pouvait faire Doriot aux ambitions électorales de La Rocque, que Wendel jugeait démesurées⁴³. D'autres donateurs contribuent de manière occasionnelle : en janvier 1937, l'industriel Jean Ayrat, dirigeant de la compagnie des lampes Mazda, donateur du PSF, finança le PPF à hauteur de 100 000 francs, considérant Doriot bien plus actif politiquement que La Rocque en cette fin d'année 1936⁴⁴. Début mars 1938, la duchesse Pozzo di Borgo, épouse de l'ancien responsable Croix de feu, remit personnellement à Doriot un chèque de 500 000 francs. Le PPF reçoit au total 4,4 millions de francs en 1937 et 5,7 millions en 1938 en provenance de 240 entreprises et organisations, dont l'Union coloniale française, les grands lainiers du nord, l'Association nationale d'expansion économique, le Comité des Houillères, les Aciéries de l'Est, et de grandes banques parisiennes comme Vernes, Rivaud, Rothschild et Lazard⁴⁵. Auxquels s'ajoutent les quelque 9 millions de francs de l'Italie fasciste à partir de la seconde moitié de l'année 1937⁴⁶.

Cette lutte entre La Rocque et Doriot doit aussi être envisagée à l'aune de l'intégration progressive de Doriot dans le jeu des droites. L'exemple le plus significatif est sans aucun doute la prise de contrôle du quotidien du soir *La Liberté* par Doriot. Pour acquérir la majorité des actions du journal, Doriot dut acheter les parts détenues par Henri de Kerillis, qui est alors, avec *L'Écho de Paris*, un des meilleurs soutiens

éditoriaux de La Rocque. On aurait pu penser que Kerillis empêche la prise de contrôle au journal par Doriot pour aider indirectement La Rocque : il n'en fut rien, puisqu'il le lui cède début mai 1937⁴⁷.

Aux concurrences pour les soutiens parlementaires ou les bonnes grâces d'industriels s'ajoutent les tentatives de débauchage de militants et de responsables politiques. Il est majoritairement le fait du PPF, principalement en raison de sa position de nouvel entrant dans l'espace des droites. Dans les Alpes-Maritimes, l'ancienne section Croix de feu de Vence passe en bloc au PPF⁴⁸. Là encore, contre l'idée d'une frontière étanche entre ces deux partis, il faut souligner l'existence d'une fluidité des appartenances partisans : ainsi, en Algérie, plusieurs centaines de militants PSF adhèrent conjointement au PPF⁴⁹. Ces tentatives concernent également le personnel politique dirigeant : la plus importante reste avant tout le ralliement des anciens « maréchaux » de La Rocque. En Algérie, Jean Fossati, responsable de la section du département d'Alger des Volontaires nationaux, exclu pour « indiscipline » en septembre 1935, devient l'un des principaux dirigeants algériens du PPF⁵⁰. Mais la rivalité va prendre une toute autre dimension avec le lancement du Front de la liberté.

Le Front de la liberté : un test de position

Le 16 mars 1937, les dirigeants du PSF prévoient de tenir une réunion dans le cinéma de Clichy. 6 à 10 000 manifestants hostiles au PSF, regroupés devant le théâtre, se heurtent aux forces de police. Après plusieurs heures d'affrontements, on relève cinq morts et deux cents blessés, dont le chef de cabinet

de Léon Blum, André Blumel. Cette tragédie survient à un moment où la coalition gouvernementale connaît des dissensions importantes à la suite de l'annonce radiophonique de Léon Blum faite un mois plus tôt sur la « pause » des réformes sociales. Dans la foulée de la fusillade, la CGT appelle à une demi-journée de grève. Les députés communistes renouvellent à cette occasion leur demande de dissolution du PSF et du PPF. Les journaux de droite et d'extrême droite se déchaînent alors contre Léon Blum et les communistes. En réaction, Doriot demande la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'origine des fonds des partis et lance, le 27 mars 1937, le Front de la liberté contre le communisme, dans le but de rassembler tous les partis politiques engagés dans la lutte contre le PCF.

On l'a rappelé, la position de Doriot consistait à rejeter le communisme et, mais avec beaucoup moins d'ardeur, le « conservatisme social », tentant ainsi d'apparaître comme le rassembleur par-delà les clivages politiques existants et contre les partis établis. Il s'agissait avant tout d'une posture : aucun événement (élection, scission, crise politique, etc.) n'avait permis d'objectiver son influence réelle dans le champ politique. Le Front de la liberté va fournir cette occasion. En ce qu'elle révèle les capacités de chacun à peser sur les jeux de pouvoir, une stratégie d'alliance électorale constitue en effet un moment privilégié pour l'analyse⁵¹.

Assortie d'un programme minimum⁵², la proposition de Doriot est adressée aux présidents du Parti républicain national et social (PNRS) de Taittinger, du PSF de La Rocque, de la Fédération républicaine de Marin, du Parti démocrate-populaire de Champetier de Ribes, de l'Alliance démocratique

de Flandin, du Parti agraire de Mathé, du Parti radical français de Grisoni, de l'Union socialiste républicaine de Déat et Paul-Boncour et, enfin, du Parti républicain radical-socialiste d'Herriot et Daladier. À travers cet « appel » se dessine sa stratégie de substituer au clivage droite/gauche celui de l'opposition entre les « pro » et les anti-marxistes. Doriot n'était probablement pas dupe de ses chances de rallier à sa cause les dirigeants radicaux et ceux de l'USR, mais du moins se devait-il d'agir conformément à sa stratégie. Avec la fin de non-recevoir des dirigeants de l'USR et du Parti radical, le Front de la liberté montre donc son vrai visage, celui d'une alliance entre partis de droite contre le communisme. Ce projet de rassemblement des droites va permettre à Doriot de nouer des relations avec certains dirigeants conservateurs qui lui avaient notablement fait défaut quelques mois plus tôt.

Par l'intermédiaire de Charles des Inards, conseiller municipal de Paris et député de la Fédération républicaine, Doriot s'entretient plusieurs fois avec Charles Trochu, président du Front national, André Grisoni, Pierre Taittinger, ainsi que les députés Jean Chiappe, Henri de Kerillis, Édouard Frédéric-Dupont (nouvellement élu député de Paris) et Jean-Louis Tixier-Vignancour⁵³. Son initiative reçoit également le soutien de Jean Goy, dirigeant de la plus puissante association d'anciens combattants, l'Union nationale des combattants. Le principe des candidatures uniques aux élections futures est rapidement adopté.

Si le Front de la liberté connaît à ses débuts un succès assez foudroyant – notamment en raison de l'habileté avec laquelle Doriot sut instrumentaliser sa révocation de maire par le ministre de l'Intérieur Marx Dormoy pour susciter l'émoi de la

droite, et particulièrement des élus de l'Alliance démocratique⁵⁴ – c'est peut-être aussi parce qu'il est considéré par la plupart des participants en général et par Doriot en particulier comme un moyen de réduire l'influence du PSF. En ce sens, le Front de la liberté peut être vu comme un test de position permettant aux différents protagonistes de situer adversaires et partenaires autant que de se situer dans l'espace politique⁵⁵.

Le narcissisme des petites différences

Dans un premier temps, La Rocque affiche son hostilité à l'égard de ce rassemblement. Mais face au tollé que sa position provoque dans les rangs de la droite, il est contraint de faire machine arrière. Le 25 avril, lors d'un meeting PSF à Rodez, il se déclare prêt à « collaborer⁵⁶ » en demandant toutefois que « les diverses formations politiques [s'imposent] une discipline réciproque [...] chacun conservant toute sa personnalité, tout son programme ». Il se rallie aux candidatures uniques, du moins au désistement en faveur du candidat des « nationaux » arrivé en tête et annonce que le « comité exécutif [du PSF] est prêt à entrer en relations immédiates avec tous les autres chefs de parti acceptant d'établir et de réaliser immédiatement cette œuvre concrète ». La situation est d'autant plus délicate pour La Rocque qu'un refus d'associer ses troupes le ferait apparaître comme le grand diviseur des droites. Il lui est d'autant plus difficile d'en condamner le principe qu'il avait fait sienne cette stratégie. En juillet 1936, il avait déclaré à ses responsables locaux : « acceptez l'alliance anti-révolutionnaire de tous les hommes de bonne volonté. *Mais prenez leur tête*⁵⁷ ! » C'est là tout le problème.

Plusieurs députés de droite apportent leurs concours à Doriot. Jean Chiappe exhorte à plusieurs reprises La Rocque de rejoindre la coalition ; de son côté, Louis Marin l'avertit qu'un refus pourrait entraîner la fin du groupe parlementaire PSF à la Chambre des députés, lequel est, rappelons-le, majoritairement composé d'élus de la Fédération républicaine. L'initiative de Doriot semble porter ses fruits jusque dans les rangs du PSF : plusieurs milliers d'adhérents assistent aux meetings⁵⁸ et près de 5 000 d'entre eux ont adhéré au PPF depuis la création du Front de la liberté. C'est peut-être aussi pour ces raisons qu'il se résout à envoyer Fernand Robbe et Edmond Barrachin au meeting du Vélodrome d'Hiver du 8 mai 1937.

Le président du PSF va tenter de tirer profit de la volonté de Taittinger et de Mathé (le président du Parti agraire) d'inclure Maurras et ses partisans dans cette coalition. Ranimant la lutte opposant l'Action française aux Croix de feu, La Rocque demande que chaque parti adhérant au Front de la liberté déclare officiellement le respect des institutions républicaines. Si certains ont pu considérer que cette exigence était la démonstration de l'adhésion sincère de La Rocque à la République, on ne saurait toutefois écarter les considérations tactiques, dans la mesure où elle lui permettait d'ouvrir une brèche dans le front mené contre lui. Quoi qu'il en soit, son *credo* républicain ne produit pas l'effet escompté, puisque Doriot accepte sans mégoter le 23 mai, provoquant au passage la colère de Maurice Pujo dans les colonnes de *L'Action française*⁵⁹.

Après plusieurs semaines de tergiversation, les dirigeants de l'Alliance démocratique et ceux du Parti démocrate-

populaire refusent, les 5 et 6 juin, de joindre leurs organisations au Front de la liberté. La coalition anticommuniste fédératrice de toutes les droites se voit ainsi amputée de deux des trois grands partis de la droite parlementaire. Le rétrécissement de la base politique, dont le centre de gravité bascule vers la droite, va constituer en définitive l'argument principal avancé par les dirigeants du PSF pour motiver leur refus d'y adhérer⁶⁰. Dans les jours qui suivent, Doriot est défait lors de l'élection municipale partielle du 20 juin 1937. Il apparaît donc comme n'étant plus en capacité de prétendre soustraire les « masses » de Saint-Denis à l'influence du Parti communiste. C'en est dès lors fini du Front de la liberté. Voyant la menace de la révolution rouge s'éloigner avec le retour de Camille Chautemps, ses soutiens patronaux cessent peu à peu de le financer. En l'espace d'à peine quelques jours, le crédit politique accordé à Doriot et à son parti s'effondre littéralement.

Les mois suivants, la marginalisation du PPF se traduit par une radicalisation. Celle-ci procède de plusieurs facteurs, notamment de l'adhésion d'intellectuels maurrassiens (Jacques Boulenger) et de l'argent du fascisme italien. Elle tient aussi au rapprochement du PPF avec l'Action française et de journaux d'extrême droite comme *Je suis partout* ou *Gringoire*. Elle procède enfin du projet de Doriot de s'implanter électoralement à Oran, où le PPF est très implanté et où l'antisémitisme a libre cours au sein des droites nationalistes.

Pendant la drôle de guerre, le sergent-chef Doriot sert sous le drapeau tricolore. Après l'armistice, le PPF est rétabli en zone occupée, émarge à différents fonds allemands et

s'engouffre dans l'ultra collaborationnisme. Doriot s'engagera dans la LVF en 1943 pour combattre sur le front de l'Est. Si La Rocque n'a pas franchi le Rubicon sur ce point, le PSF, devenu le Progrès social français, s'inscrit clairement dans le « maréchalisme ». Tout en organisant un réseau clandestin de résistance, celui que l'on dépeint parfois en préfigurateur du gaullisme pourfend la franc-maçonnerie (une de ses bêtes noires sous l'occupation) et... la résistance gaulliste. Il déclare notamment « qu'entre le Maréchal, qui a choisi de rester en France et de servir son peuple, et un émigré ex-général sur un sol étranger, il n'est pas permis d'hésiter ! » De même, en juin 1941 à Lyon, il se félicite d'avoir détourné « des milliers » d'adhérents PSF du gaullisme⁶¹.

Au-delà des étiquettes

Il n'a jamais été question de postuler une quelconque gémellité entre le PSF et le PPF. On ne saurait sérieusement mettre sur un pied d'égalité un parti fort de plus d'un million d'adhérents d'un autre qui en comptait dix fois moins (pour ce qui est des estimations les plus généreuses). Le rapport au religieux fut sans doute ce qui distingua le plus La Rocque de Doriot – ce dernier n'usant guère du thème de la « France-fille aînée de l'Église », au moins jusqu'en 1938 (année au cours de laquelle il adopta une position plus conciliante), là où le leader du PSF en faisait une composante majeure. Mais ces différences ne relèvent pas d'une essence distincte. Elles s'enracinent dans une histoire, des trajectoires et des soutiens sociaux.

Le mouvement Croix de feu a bénéficié de soutiens et de relais sans équivalents parmi les groupes nationalistes. Dans la presse, tout d'abord. Une anecdote mérite ici d'être citée : au

soir du premier congrès national du PPF, la plupart des grands quotidiens nationaux (*Paris-Soir*, *L'Écho de Paris*, *Le Temps*) accordent plus d'importance à un congrès départemental du PSF. Non pas parce que ces journaux voient en Doriot un odieux fasciste – son anticommunisme y était souvent présenté de façon avantageuse, au moins jusqu'à fin 1937 –, mais simplement parce qu'ils reconnaissent plus facilement La Rocque comme un des leurs à droite. Le mouvement de La Rocque bénéficie du soutien de figures militaires aussi importantes que celles de Foch, Pétain, Weygand et Lyautey. Auquel doit s'ajouter celui des autorités religieuses : régulièrement, des évêques participent aux processions Croix de feu et bénissent les drapeaux. De même, la création de syndicats du PSF témoigne d'une audience certaine parmi les étudiants (le Centre universitaire revendiquait quelque 30 000 adhérents), notamment en médecine. Présentés comme les seuls opposants « véritables » à la CGT, les Syndicats professionnels Français (SPF) concurrencent durement la CFTC⁶². En comparaison, les syndicats professionnels du PPF ne sont que des coquilles vides, ou des créations *ad hoc* au service des directions pour mater une grève⁶³. Cela étant, les nombreux soutiens politiques et sociaux dont La Rocque pouvait se targuer ne constituent pas un certificat de respectabilité démocratique, pas plus qu'ils ne permettent de postuler l'existence d'une différence « de nature » avec le parti de Doriot. L'échec de ce dernier témoigne d'une certaine constance dans l'illégitimité de ces anciens du Parti communiste. Entrés en politique par le chemin d'un parti qui ne reconnaissait pas les règles de la démocratie « bourgeoise », illégitimes par leurs origines prolétariennes, ils ne pouvaient espérer obtenir d'autre rôle que celui d'auxiliaire propagandiste de l'anticommunisme. Son échec personnel de

juin 1937 et la chute du Front populaire précipitèrent sa marginalisation politique.

Au cours de ce chapitre, il s'est agi de souligner l'illusion rétrospective, et politiquement bien comprise, des différentes classifications de ces deux partis. Les catégories d'entendement du politique (la « gauche », la « droite », la « République », le « fascisme », etc.) produisent des effets de théorie qui sont parfois de véritables obstacles à la compréhension, en même temps qu'elles participent des procès en délégitimation ou en réhabilitation, deux écueils de la connaissance historique. Gérard Noiriel rappelle que les relations entre histoire et politique, mais également entre histoire et justice⁶⁴ ont été au cœur de l'institutionnalisation de l'histoire en tant que discipline scientifique entre, d'une part, les historiens plus ou moins consciemment pétris de la philosophie hégélienne de l'histoire (que résume ce vers de Schiller : « *Die Weltgeschichte ist das Weltgericht*⁶⁵ ») et ceux qui, comme Marc Bloch, déploraient la « manie du jugement⁶⁶ ». L'historiographie du fascisme français apparaît un peu comme une survivance de ces luttes.

Si elle rappelle l'institutionnalisation de l'histoire, elle renvoie aussi à l'histoire institutionnalisée, au double sens du mot « discipline ». Dans un média grand public, Serge Berstein a un jour déclaré : « J'ai présidé le Conseil national des universités dans la section histoire contemporaine. On voit là, être présentés, pour être ensuite inscrits sur les listes et faire carrière, les travaux d'historiens venus de tous les coins de France. Le fait est que ces travaux finissent par définir *un corpus de choses contrôlées* qui font consensus auprès des historiens. Par conséquent, même si aujourd'hui c'est la mode

de dire le contraire, *il y a une vérité historique*⁶⁷ ». En considérant la forte contestation de la « thèse immunitaire » par des historiens étrangers ou des chercheurs français extérieurs au champ académique de l'histoire (Michel Dobry est politiste, Didier Leschi haut fonctionnaire, etc.), on peut se demander si l'historien de la rue Saint-Guillaume ne confond pas le pouvoir de la vérité historique et la vérité du pouvoir académique.

Mentionnons pour conclure l'erreur commise à propos du contenu du terme « républicain ». Si ce mot est lourdement chargé d'affects politiques, c'est qu'il peut être investi de façon très différente. Il peut en effet tout à la fois évoquer une utopie concrète de l'égalité des droits, un régime de stabilité fondé sur la propriété et l'épargne, comme renvoyer à un imaginaire d'ordre, d'autorité, porté par une conception ethniciste de la nationalité. Pour les tenants de la « thèse immunitaire » notamment, ce mot est connoté « positivement », en ce qu'il est le plus souvent été opposé à celui de « fasciste ». En d'autres termes, celui qui est « républicain » est presque nécessairement un « démocrate ». C'est oublier que la « République » était le régime privilégié par bon nombre d'hommes politiques d'extrême droite qui, autant par souci de se distinguer du maurrassisme que par haine viscérale de la démocratie – on pense ici à Gustave Hervé⁶⁸ – envisageaient d'instaurer un régime « républicain », mais un régime qui, faut-il le souligner, était sans lien avec celui d'une démocratie. En ce sens, La Rocque peut effectivement être qualifié de « républicain ». Comme Doriot.

CHAPITRE IV

La Rocque dans le champ politique du fascisme et de l'antisémitisme

DIDIER LESCHI

La singularité du cas La Rocque tient à plusieurs éléments. D'abord à la fulgurance de son parcours. Il va l'amener, en une dizaine d'années à être à la tête d'un des plus grand partis de masse de l'entre-deux-guerres et même de notre histoire contemporaine. À sa volonté d'honorer de sa fidélité le maréchal Pétain jusqu'à la chute du régime de Vichy alors que son nationalisme plus militaire qu'idéologique aurait pu l'amener à plus de patriotisme résistant que de collaboration, à la remise en cause de la République et de l'héritage de la Révolution française et des Lumières. Et enfin, à la difficulté qu'ont encore nombre d'historiens confirmés à admettre qu'il n'était ni républicain, ni hostile à l'antisémitisme. Tout au contraire. Cette dernière particularité relève là d'un mystère historiographique d'autant plus troublant que les actes, les proclamations, les écrits de La Rocque laissent, à nos yeux, peu de doute sur l'analyse d'une aventure politique qui fut dominée par l'errance dans les valeurs, jusqu'à en payer le prix fort de sa vie au moment de la Libération.

L'analyse de ce qu'a été La Rocque s'inscrit dans ces débats. Fait-il partie de ceux qui, touchés par « l'ascendant républicain sur les familles culturelles périphériques¹ », ont

permis d'ancrer la République, lui permettant d'échapper ainsi au mouvement de fond qui a traversé l'Europe quand il était selon les mots de Victor Serge : « minuit dans le siècle² » ?

Qui était La Rocque ?

Le colonel de La Rocque est une personnalité politique de l'entre-deux-guerres dont l'influence a longtemps été sous-estimée dans l'historiographie des droites. Il fut à la tête du plus puissant mouvement de la droite nationaliste des années trente, les Croix de Feu, puis du plus important parti politique français, droite et gauche confondues, jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Après leur création en 1927³, l'expansion du mouvement des Croix de Feu dirigé par La Rocque à partir de 1931 est en grande partie liée à ses démonstrations de force remarquées lors des manifestations antiparlementaires du 6 février 1934 suscitées par les associations d'anciens combattants et par les courants nationalistes et occasionnée par l'affaire Stavisky⁴. Démonstrations de force et de discipline qui vont leur permettre de surprendre les forces de l'ordre, d'entourer le ministère de l'Intérieur en face du Palais de l'Élysée, et d'approcher au plus près de la Chambre des députés peu protégée, rue de Bourgogne, alors que les autres mouvements nationalistes et d'anciens combattants n'arriveront pas, malgré des affrontements violents faisant de nombreuses victimes, à franchir le pont de la Concorde.

À partir de cette date, La Rocque et ses troupes apparaîtront aux yeux d'observateurs de tous bords, comme les nationalistes les plus sérieux, les mieux organisés, contre un régime honni que comme d'autres ils souhaitent remplacer par un « ordre nouveau » encore mal défini dans ses détails, mais clairement antiparlementaire⁵.

Les nationalistes réaliseront, après coup, l'ampleur de l'occasion manquée. Beaucoup, en particulier du côté de l'Action française, en voudront d'autant à La Rocque de ne pas avoir saisi l'occasion d'un putsch, à plus forte raison quand lui-même pour justifier son refus d'investir la Chambre n'invoquera que le fait que son mouvement était encore insuffisamment structuré au niveau national pour prendre le pouvoir et surtout le garder⁶. Dans l'image publique qu'il se donne, il accrédite l'idée qu'il n'était pas prêt pour être le Monk de l'Action française ou le Boulanger espéré des nationalistes, qui arriverait enfin à faire tomber le régime⁷.

Tout au long de son action politique, La Rocque entretiendra le souvenir « glorieux » de ces journées, s'en faisant même le meilleur dépositaire. Pour cela, à partir de 1935 il demandera à chaque section Croix de Feu, puis PSF d'aller le 6 février au « Monument aux morts de sa ville » pour déposer « une gerbe avec l'inscription : “À ceux qui sont tombés pour l'honneur de la Patrie” ». Dans chaque maison, dans chaque foyer Croix de Feu, tous les membres de la famille observeront, à 21 heures, une minute de silence en souvenir respectueux ». Les victimes insurgées seront ainsi mises sur le même rang symbolique que les soldats défenseurs de la patrie qu'on honore le 11 novembre. Le parlementarisme étant clairement désigné comme une des formes empruntées par les ennemis de la patrie⁸.

Le fait est que lui sera reconnue une efficacité particulière, qui lui permettra de devenir hégémonique au sein de l'espace politique des nationalistes, ce que les commentateurs de cette mouvance admettront⁹.

Les Croix de feu vont attirer comme un aimant des publics variés au sein de tous ceux qui attendent celui qui pourrait abattre la République parlementaire, mais par un discours qui

ne se veut ni de droite ni de gauche, et qui ne prône pas le retour à des formules taxées d'« anciennes » tel le retour d'un Bonaparte ou d'un Bourbon. Il dessine tout autant par un style d'action que par son programme, une solution nationale susceptible de faire face aux régimes autoritaires dont l'efficacité est saluée, à ceux d'Allemagne et d'Italie en particulier.

La « modernité » Croix de feu

Ce ne sont pas tant les cérémonies de remise de fanion ou le port d'un brassard à tête de mort posée sur une croix orthogonale de six langues de feu et diagonalement de deux glaives qui vont en particulier effrayer la gauche. La Rocque n'est pas jusqu'à la création du PSF en 1936, le seul à user de mises en scène qui renvoient à un imaginaire autoritaire avec la tête de mort, qui marquera longtemps l'identité du mouvement Croix de Feu ; et plus particulièrement au fascisme et même du nazisme.

C'est d'abord une grande capacité d'innovation au sein du champ politique français. Elle introduit à droite, à une échelle de masse, des méthodes d'action basées sur la mise sous tension permanente de ses adhérents, en particulier de « troupes de choc¹⁰ » dont les membres sont organisés militairement en « mains » et en « divisions » postées dans l'attente de cette fameuse heure H où il faudra sortir des tranchées et sauver de nouveau la Patrie. Il en va ainsi de l'action motorisée, dont il a tôt souligné toute l'importance sur le plan militaire et qu'il transpose dans la bataille civile pour favoriser la mobilisation de ses partisans. Sont ainsi organisées des manifestations motorisées qui se présentent comme un mimétisme de la bataille de la Marne, mais dirigée contre un imminent péril révolutionnaire. Les voitures individuelles des

adhérents sont alors utilisées en lieu et place des fameux taxis pour faire la démonstration d'une capacité à transporter en quelques heures des milliers d'hommes à un point de rendez-vous donné afin de contrer une éventuelle insurrection : « Il me suffit en quelque sorte d'appuyer sur un bouton pour mobiliser en moins de deux heures 20 000 hommes prêts au sacrifice de leur vie » proclame La Rocque¹¹. Ces rassemblements se veulent la légitimation du fait que l'élite rassemblée au sein des Croix de feu est seule gardienne du destin du pays et serait donc en droit d'agir si nécessaire comme une force d'ordre. Ils vont faire craindre le pire à la gauche, celui d'être dominée dans l'action de rue, à une période où dans le répertoire des actions collectives la manifestation n'est pas encore tout à fait démocratisée¹². Et cette espèce de corps francs renvoie dans l'imaginaire de la gauche à ceux qui écrasèrent la révolution allemande en 1919 : « une provocation, un insolent défi jeté aux travailleurs¹³ ». Ainsi, le 30 septembre 1934, en quelques heures, 16 000 personnes sont rassemblées à Chantilly, avec « sept cents fanions de section » qui acclament La Rocque et appellent à établir « l'ordre nouveau, social et national ». Pendant une heure, ses partisans défilent à travers les rues de Chantilly, tandis que deux groupes de trois avions portant l'insigne Croix de Feu les survolent. De même, le 22 juin 1935, 25 000 Croix de Feu et Volontaires nationaux de Paris sont transportés en quelques heures à Chartres par 6 000 voitures.

Cet investissement de la technique dans le combat politique est de plus symbolisé et servi par Mermoz, héros de l'aéropostale, dont la figure deviendra mythique après son décès au cours d'une mission en juillet 1936, au moment de la création du parti social français. Ses prouesses sont alors

présentées comme l'exemple même du dépassement de soi au service de la patrie, et à ce titre, il devient le porte-flambeau du mouvement de jeunes des Croix de Feu, les Volontaires nationaux, qui se veut une « école de chefs ».

L'Action française, en particulier, au moment où elle se trouve dans ce qu'Eugen Weber appelle son « printemps de la Saint-Martin », se voit dépassée sur le plan militant, alors qu'elle continue de marquer profondément le paysage intellectuel. Elle semble cantonnée dans la posture d'un groupement ne pouvant dépasser le stade du monôme étudiant au Quartier latin, dirigée par des personnalités vieillissantes, et dont le programme de restauration royale est de moins en moins convaincant. Leur vision des Croix de feu éclaire aussi ce qui se passe au sein des nationalistes. Maurras et les siens vont reprocher aux Croix de feu leurs méthodes, condamnées comme accreditant le sentiment d'une guerre civile en préparation : « Si les Croix de feu ne sont pas armés comme leur chef le proclame, cette formation en armée n'a absolument aucun sens » écrit Maurice Pujo, ajoutant qu'à l'inverse des méthodes Croix de Feu, « les gens de gauche reconnaîtront peut-être [dans le mode d'action des Camelots du Roi] la tradition républicaine¹⁴ »...

Le qualificatif de « petit boulangisme » décrit bien ce qui se passe. La Rocque ratisse large, à la manière d'un Boulanger qui avait attiré à lui tous les antirépublicains, royalistes, bonapartistes et même anciens communards. Par ses démonstrations de force La Rocque fascine le « public flottant » des nationaux¹⁵. Bertrand de Jouvenel, dont la dérive est en cours espère ainsi dans les Croix de Feu : « une force d'ordre disponible » qui « donne une trop grande impression de puissance pour que nous ne leur voyions pas de grandes responsabilités¹⁶ ». Ancien combattant, sensible à la légitimité

combattante du chef des Croix de feu, Drieu la Rochelle, le plus âgé des rédacteurs de *La Lutte des jeunes*¹⁷ fait de même en inaugurant une série intitulée « Si j'étais... ». Il choisit d'être La Rocque. Le Drieu/La Rocque indique ainsi que l'ennemi n'est pas l'Action française « qui a une fonction dans l'histoire, celle du souvenir », ni les communistes qui « sont les prêtres d'un autre souvenir [...] celui [...] des jacobins massacreurs de septembre ». La Rocque doit être un chef à la française, car « l'Europe approche du terme d'une époque où elle aura été gouvernée par des dictateurs. [...] Un de ces jours Mussolini ou Staline vont dévisser. Aussitôt l'Europe entrera dans le temps du désenchantement à l'égard des dictateurs : celui où il s'agira de les remplacer ».

Pour tenter de contrebalancer l'impact des Croix de Feu, les intellectuels antifascistes, et ceux des concurrents nationalistes, ou certains intellectuels marqués par l'Action française et ses constructions sophistiquées, vont railler le « flou » du programme de La Rocque, une critique qui sera reprise par une partie de l'historiographie à son profit dans le prolongement des analyses de René Rémond, parlant du programme de La Rocque comme caractérisé par un « vide doctrinal ».

Dans ce qui est appelé « flou » il y a le recyclage du fond idéologique commun aux courants nationalistes : la volonté d'une réforme de l'État qui emprunte à la fois au révisionnisme anti-républicain voulant limiter le pouvoir parlementaire, aux courants plébiscitaires qui réclame un chef de la nation, le tout articulé avec suffisamment d'habileté pour éviter de durcir les critères d'adhésion. C'est ainsi que La Rocque reprend à son compte certains des thèmes du « royalisme intégral » ou du Barrésisme, comme la décentralisation contre le jacobinisme, ou encore la nécessité

de donner toute leur place aux femmes et aux familles comme aux professions organisées en corporations.

Dans ce recyclage qui sert une présentation de soi dynamique, beaucoup peuvent trouver leur compte au point même que les phénomènes de double appartenance seront courants¹⁸. Le refus de « faire système » selon les mots de La Rocque, permet de nombreux compagnonnages entre courants de pensée par le truchement des Croix de Feu. Xavier Vallat « maurrassien sans être royaliste » y trouvera son compte jusqu'à la création du PSF. Pozzo di Borgo, un des dirigeants de la première heure des Croix de Feu synthétisera dans un document interne l'avantage de ce « flou » : « Comment donc préciser nos buts sans effaroucher les hommes de tendances et de formations diverses que nous avons dans nos rangs ? Voilà toute la question. Pour la résoudre, il faut d'abord se dégager de toutes les catégories politiques en cours, c'est-à-dire ne se proclamer ni bonapartiste, ni royaliste, ni républicain, ni fasciste et ne jamais prononcer même ces mots qui sèment la discorde. Dans notre esprit, la forme même du régime futur ne devra être déterminée qu'après notre accession au pouvoir et que le nettoyage nécessaire aura été opéré, et cette forme sera celle qui paraîtra à ce moment la plus réalisable, la mieux adaptée aux circonstances¹⁹. »

L'autre grande marque Croix de Feu va être la mise en place d'une action sociale inédite dans son importance et dans ses formes basées sur une doctrine associée au nationalisme, ce que Robert Brasillach appellera le « pré-fascisme²⁰ ».

Elle sera le contre-pied de celui qui à l'époque est la référence première du nationalisme. Au « politique d'abord » de Maurras, La Rocque oppose le « social d'abord » qui est aussi un moyen d'absenter la forme politique du futur. La référence au « social » n'est pas non plus propre à La Rocque,

elle traverse le camp nationaliste avec cette idée que tant la gauche que la république parlementaire ne peuvent résoudre la question sociale dès qu'elles ne l'inscrivent pas dans la question nationale. Par le social, il s'agit en particulier de combattre la lutte des classes qui ne peut aboutir qu'au communisme, c'est-à-dire à la remise en cause des valeurs essentielles, la patrie, la famille et la religion chrétienne. Avancer le « social d'abord » c'est aller sur le terrain de la gauche pour rallier les ouvriers qui se perdent, en se réclamant même des « grandes traditions du socialisme français, débarrassées de l'hérésie marxiste, uniquement inspiré des commandements de notre civilisation chrétienne²¹ ». La Rocque n'est pas le seul à présenter le « social » comme une nouvelle « mystique ». Ainsi, à la même époque Doriot affirme « notre mystique, à nous, est celle de la justice et de la paix sociale... Et nous pensons par surcroît que sans la paix sociale, la France disparaîtra. La paix sociale est le seul terrain sur lequel on peut reconstruire la France²² ».

À travers l'action sociale, les Croix de feu vont viser à constituer une contre-société avec l'objectif affiché de « conquérir » ou de reconquérir les populations « sauvages » de la « zone rouge », notamment selon l'idée que « ces populations doivent être ramenées vers l'amour de la patrie grâce à une mission civilisatrice nourrie des valeurs militaires de hiérarchie et d'obéissance²³ ». Cette contre-société se constitue dans une sorte d'isomorphisme voulant concurrencer la sociabilité communiste. Les femmes Croix de feu seront le fer de lance de l'action sociale comme figures de dames patronnesses se plaçant au chevet des déviants ou simplement des ouvriers (et de leurs familles) qu'il convient d'accompagner et d'encadrer.

Pour conquérir les esprits, l'action sociale comporte la mise en place de soupes populaires dans les quartiers ouvriers, que fustigera Jean Renoir dans le film commandé par la CGT « La vie est à nous ». Pour accompagner les premiers congés payés, est créée l'organisation « Travail et loisir » qui se veut concurrente des mouvements d'éducation populaire de la gauche avec la mise en place de centres de vacance. Sont organisés des centres sociaux dans les banlieues en direction des jeunes et des familles, comme volonté de pacifier les zones rouges. Se mettent en place des « vestiaires » organisant la distribution de vêtements, alimentés par la charité des quartiers bourgeois. Sont créées des sociétés de préparation et d'éducation sportives qui organisent des compétitions participant d'une exaltation du corps sain nécessaire à la formation des chefs, car « le sport et la guerre sont pour les âmes d'élite des occasions de révéler leur suprématie²⁴ ». Enfin, des rassemblements chorégraphiques et festifs exaltent les petites patries que sont les provinces françaises dans une vision à la Maurras.

La Rocque s'attaque aussi avec succès au cœur du mouvement ouvrier à travers le lancement de la confédération des syndicats professionnels français au moment des grèves ouvrières de 1936 pour y défendre l'idée d'une collaboration au profit de l'entreprise, dénonçant la lutte des classes menée par les syndicats révolutionnaires. Tout en se défendant d'en être les héritiers, ces syndicats se placent dans la lignée de ce que furent les syndicats « jaunes ». Il y a bien sûr la même devise « travail, famille patrie », mais il y a surtout cette volonté de faire échec au mouvement ouvrier avec des syndicats qui, se disant « soucieux des intérêts matériels et moraux des travailleurs, condamne(nt) avec force toute agitation sociale, quel qu'en soit le prétexte²⁵ ». Ces syndicats

exigeront même des « pouvoirs publics, des patrons, qu'ils prennent, chacun en ce qui les concerne, leurs responsabilités pour que la liberté du travail soit assurée » lors de l'appel à la grève du 30 novembre 1938²⁶.

Bien évidemment l'ensemble de cette action sociale, se revendique, en fonction des périodes, des interlocuteurs et des lieux d'action, tant du christianisme social, d'une tradition socialisante française c'est-à-dire sans marxisme, que d'un nationalisme social. Le tout ajoute aux craintes de la gauche qui voit là les stratégies que le fascisme ou le nazisme ont mises en œuvre avec succès et qui ont brisé les mouvements ouvriers des pays concernés. Et, pour ajouter au trouble, dans le cadre de cette stratégie qui vise à combattre efficacement la gauche, La Rocque affirme le jour du second tour des élections législatives de 1936, alors que la victoire du Front populaire est acquise, « nos idées prennent le pouvoir », mais « se chargeront de choisir leurs serviteurs²⁷ ». En termes discursifs, il s'agit de déclarer aux ouvriers français que les mieux à même d'œuvrer pour leur bien-être social ne peuvent être que les partisans d'une révolution nationale :

Anciens combattants, mon Camarade et toi Français qui n'as pas connu les horreurs de la guerre, Tu es sollicité par le Front populaire qui t'offre la haine, vingt ans de misère comme en Russie, qui t'offre la guerre. Tu es sollicité par les Conservateurs de droite qui se sont lamentés, qui ont crié, mais n'ont rien fait. Par les Conservateurs de gauche, qui s'allient hypocritement avec les communistes pour garder leurs places et aux « modérés » pour garder leurs capitaux. Si tu ne veux pas revoir ces deux choses abominables : le Chômage et la Guerre... Viens avec nous, dans la camaraderie totale de nos sections, pour construire avec nous la France nouvelle basée sur le travail²⁸.

Doriot en échec, après avoir perdu son fief de Saint-Denis, et pour tenter de retrouver un espace politique, affirme alors que la France ne veut pas plus se trouver « sous la houlette de La Rocque que sous la férule de Thorez », qu'elle ne souhaite ainsi ni révolution fasciste ni révolution communiste²⁹.

À côté du social, La Rocque va soigner son image d'extérieur au système parlementaire, faisant de la remise en cause de ce système le cœur de son projet de société.

L'antiparlementarisme

D'après certains historiens, la preuve indéniable et définitive de la conversion républicaine de La Rocque aurait été révélée par sa volonté d'introduire son mouvement dans la compétition électorale avec la création du PSF, ajoutant même parfois que cette dissolution des Croix de Feu fut pour La Rocque une aubaine qui lui aurait permis de rompre avec l'héritage anti-parlementaire des mêmes Croix de feu. Cette analyse part du principe méthodologique, érigé en constante de la science politique, que l'inscription d'un mouvement dans une compétition électorale aurait pour vertu de modérer sa radicalité. La Rocque aurait ainsi évolué, en quelques mois, d'une dénonciation des « lévites de l'électoralisme [...] successeurs des hommes de la défaite³⁰ », d'une hostilité farouche du système électoral analysé comme l'origine même de la corruption des intérêts patriotiques, à son acceptation de principe.

Encore en décembre 1935, la position de La Rocque s'exprime ainsi : « le Mouvement Croix de Feu n'a jamais été et ne sera jamais courtisan du suffrage universel. Pour lui la souveraineté du peuple, si elle s'exerce à certaines échéances par le dépôt de bulletins de vote dans les urnes, est exclusive du perpétuel chantage des votants sur leurs candidats, des

citoyens sur leurs représentants. L'événement qui, tous les quatre ans, renouvelle ou ne renouvelle pas les hôtes de la Chambre basse (ô combien !) et tous les trois ans, le tiers de ceux de la Chambre haute (?) forme seulement un épisode secondaire³¹ ». Cette position est dans la lignée de ce qu'il exprime depuis son arrivée à la tête des Croix de Feu : les compétitions électorales se situent du côté du mal. Du fait de cette analyse, il avait même radicalisé la position des Croix de Feu en faisant introduire dans le règlement intérieur du mouvement la modification suivante : « aucun homme revêtu d'un mandat électoral non seulement ne pourra siéger au Comité directeur, mais être à la tête d'une section » Croix de Feu. Un député comme Georges Scapini³², grande figure du monde combattant qui siégeait dans les instances dirigeantes, ne pourra plus en faire partie. Pour inviter les Français à « se regrouper autour des Croix de Feu », il leur précisait qu'elle n'était pas seulement « la plus puissante des associations [...] riche de milliers d'hommes répondant au premier appel, la mieux organisée », mais surtout qu'elle l'était parce « qu'aucun de ses dirigeants n'est parlementaire³³. »

L'historiographie qui républicanise La Rocque rétorque qu'il s'agissait alors d'une habileté pour rendre crédible son image auprès du public antiparlementaire qu'il finira par ramener vers l'acceptation des règles républicaines. Et que cela n'empêcha pas avant même février 1934, des parlementaires comme Xavier Vallat ou Jean Ybarnégaray d'être membre des Croix de Feu avec un poids certain. Ils soulignent aussi qu'au lendemain des élections de juin 1936 avant même la création du PSF, 47 députés, soit près du quart de l'opposition, s'affichaient inscrits aux Croix de Feu ou aux Volontaires nationaux, 10 le seront plus tard au PSF. C'est exact. On peut aussi, au contraire, soutenir que l'habileté aura

été de délégitimer les processus électoraux tout en les utilisant et qu'on pouvait être député et très hostile à la République, la qualité de parlementaire ne vaccinant pas contre l'antiparlementarisme.

Dans une note adressée aux cadres du mouvement, au moment où doit être prise la décision de créer le parti social français, afin de convaincre les hésitants, les dirigeants Croix de Feu explicitent leur pensée. Elle souligne ce qui pouvait être investi comme aspiration politique dans les Croix de feu et ce qui est effectivement une prise en compte des contraintes et des rapports de force pour faire aboutir leur projet politique. Elle souligne aussi avec quoi l'on se compare en termes de projet : « Mépriser le suffrage universel, s'en remettre uniquement à un coup de force romantique pour s'emparer du pouvoir, c'est une conception qui, dans un grand pays occidental, ne résiste pas à l'examen. Ni Mussolini, ni Hitler – en dépit de l'outrance de leur doctrine – ne sont tombés dans cette erreur. L'Hitlérisme, en particulier s'est hissé à la toute-puissance par les élections. Il est vrai que les conditions de la lutte politique en Allemagne (représentation proportionnelle nationale et dissolutions répétées) lui donnaient des facilités n'existant pas en France. Le précédent n'en demeure pas moins impressionnant. [...] M. Mussolini a été le chef d'un groupe parlementaire actif à Montecitorio. L'exemple allemand est plus frappant encore. L'hitlérisme est devenu une force politique prépondérante seulement le jour où, en 1929, il a fait entrer 107 des siens au Reichstag³⁴. » Le moins qu'on puisse dire c'est que les exemples mobilisés pour faire admettre l'évolution nécessaire au maintien en vie du mouvement ne sont pas « républicains ».

Afin de rassurer ses troupes, La Rocque formule la même idée d'une autre manière : « la séance continue. Des

circonstances indépendantes de notre volonté nous contraignent à changer de peau, elles ne peuvent nous faire changer d'âme. Le PSF, dès maintenant constitué, n'est pas un nouveau parti, ce n'est que la forme adaptée aux circonstances nouvelles du grand mouvement de rénovation né de la guerre³⁵ ». Edmond Barrachin, député depuis 1934 et responsable des élections au sein du mouvement, est aussi explicite encore. C'est afin de pouvoir augmenter son audience, de « séduire les masses » que le mouvement Croix de Feu doit se donner une « une apparence plus démocratique et républicaine³⁶ ». Mais La Rocque comme chef doit demeurer protégé de la souillure électorale afin d'être pur « le jour où la confiance du pays fera appel à lui³⁷ », tout en demeurant structurellement chef d'un parti. Aux yeux des publics « flottants des nationaux » c'est aussi c'est une extériorité radicale qui lui permet de se différencier de Taittinger, Doriot, Déat ou Bergery qui n'ont pas résisté aux yeux de La Rocque aux sirènes qui pervertissent et dont le projet a du coup perdu en crédibilité. Cette attitude lui permet plus qu'à d'autres de capter un sentiment populaire de défiance envers les élites politiques.

Au moment de créer le PSF, afin d'entretenir cette image d'extériorité radicale au système, La Rocque dans un geste politique quasi unique pour qui estimait ne pas avoir d'interlocuteur à la hauteur de la légitimité « supérieure » des Croix de Feu, donne la parole à Drieu la Rochelle. Une parole en une du *Flambeau*, placée à côté de son éditorial intitulé « Vers le pouvoir ». En juillet 1936 Drieu est membre du PPF. Il est une des rares personnalités de l'époque à se revendiquer explicitement comme « fasciste³⁸ », ce que chacun sait. À travers ce texte, Drieu poursuit le dialogue entamé en 1934, date de sa première rencontre avec La Rocque. Sa tribune

s'intitule « Pour sauver la peau des Français » : « Jeunes Français, décidez-vous. Refusez de mourir, sachez que la démocratie socialiste ne vaut pas mieux que la démocratie radicale et qu'elle l'aura prouvé dans quelques jours. Interpellez les jeunes camarades communistes et obligez-les à arracher le masque dangereux indigne que Moscou leur met sur la figure et qui les fait passer pour les défenseurs de la démocratie parlementaire et capitaliste qui se cache derrière l'irresponsabilité de cent ministères, et d'une bourgeoisie qui profite et ne gouverne pas. Que ce soit entre eux et nous une question de vitesse et d'efficacité. À qui abattra le plus vite ce régime de mort³⁹ ». Le signe est clair, il n'est pas celui d'un respect de la République.

Un parti de masse pour l'Ordre

Dans toute la phase de progression du mouvement Croix de Feu jusqu'à la guerre, l'image va compter autant que les détails du programme. La Rocque, avec un charisme de chef civil à l'image militaire, porte haut la promesse de la société d'ordre dont l'élite Croix de Feu sera la gardienne. Et cette élite se montre à travers ses actions en attendant « l'imminente bataille entre la Révolution et l'Ordre⁴⁰ ».

Le succès est fulgurant.

De 35 000 en 1933 le mouvement Croix de Feu enregistre 140 000 adhérents en mars 1934 et 700 000 à la fin de 1935. Le développement est saisissant. À la veille de la Seconde Guerre mondiale « l'œuvre Croix de feu » regroupée au sein du parti social français comptera plus d'un million d'adhérents, peut-être selon certaines estimations jusqu'à 1,2 million, c'est-à-dire plus que le PCF et la SFIO réunis.

Vichy comme révélateur

L'effondrement de la III^e République a indéniablement bouleversé les repères, les modes de penser et d'agir des contemporains. L'Occupation, a permis de jauger ce que valent les valeurs portées par les uns et par les autres dans la période précédente.

Le balayage rapide du parcours singulier du colonel de La Rocque ne peut de ce point de vue s'achever sans évoquer la période de Vichy, car elle fut particulièrement révélatrice de ce qu'il portait en lui et qui l'orienta dans ses choix.

À partir de 1940, jusqu'à son internement décidé par les Allemands le 9 mars 1943⁴¹, ces écrits attestent de son errance dans les valeurs. Ils éclairent ce qu'était son projet politique avant-guerre, son rapport au parlementarisme et à la démocratie, comme son imprégnation antisémite. Ils expliquent aussi l'aboutissement tragique de son parcours à la Libération.

Car, le soutien malgré tout au Maréchal Pétain, en dépit d'un entourage collaborationniste qui lui demeura hostile, sera le prolongement d'un projet politique qui avait pris naissance avant-guerre. Et c'est pour cela que, contrairement à d'autres nationalistes, parmi lesquels des Croix de Feu comme Charles Vallin⁴², la boussole patriotique ne l'a pas conduit à rallier la France libre⁴³, à ne pas s'engager dans une résistance active. La « discipline d'action » nécessaire au Maréchal fait partie du « piège » dont il ne pourra jamais sortir.

Son attitude sera d'autant plus dommageable que La Rocque demeurera sous l'Occupation le point de référence d'un important réseau de soutien, et une voix écoutée par de nombreux sympathisants. Cela devait lui conférer une grande responsabilité qu'il assumait en cohérence avec ses convictions.

La Rocque antisémite ?

S'il est exact que tous ceux qui soutiendront la Révolution nationale ne faisaient pas nécessairement, avant-guerre, de l'antisémitisme un axe majeur de leur identité politique, comme ce fut le cas par exemple pour l'Action française dans son essor, l'antisémitisme fut largement partagé ou complaisamment toléré par ceux qui vont vouloir accompagner Pétain. Laval et Déat, entre autres furent de cela. Au regard de la fidélité au vieux chef, la discrimination à l'égard des Juifs fut considérée, au mieux comme un mal nécessaire, au pire comme une action indispensable dans le cadre des « souffrances salutaires »⁴⁴ qu'imposait le redressement du pays. En aucun cas un Rubicon qu'aurait franchi le régime et devant amener à une rupture immédiate⁴⁵. La Rocque n'a pas fait exception. Au contraire.

Tant dans des écrits internes de son mouvement, tel que *France d'aujourd'hui, France de demain*⁴⁶, son « dernier programme » selon la formule de Jacques Nobécourt, que dans ses écrits publics à travers ses éditoriaux dès 1940, ou dans le livre programme *Discipline d'action*⁴⁷, il va vouloir attester l'existence d'une « question juive ». C'est son postulat. Et, indépendamment des mesures à adopter pour ce faire, la résoudre fera, à ses yeux, partie des nécessités légitimes que doit affronter le nouveau régime à partir de la Défaite.

S'inscrivant dans cette problématique politique et sociale, il participe du désarmement moral en réactivant l'antisémitisme dont il est imprégné et qui puise son origine dans le fonds chrétien qui est le sien. Une imprégnation qui l'empêche d'entendre un Bernanos horrifié par l'antisémitisme ayant cours en Algérie ou en Allemagne et qui écrit comme par provocation vis-à-vis des siens : « j'aimerais mieux être fouetté par le grand rabbin d'Alger que faire souffrir une

femme ou un enfant juif⁴⁸ » ; et plus tard de saluer le geste d'un Monseigneur Saliège qui, en août 1942, n'hésite pas à affirmer auprès de ses ouailles que « les Juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes » et qu'ils ne sauraient être soumis à « l'épouvante ».

Mais, comme le souligne très justement Jacques Nobécourt⁴⁹, La Rocque était opposé à la philosophie des Lumières, et son hostilité aux Juifs et à leurs protecteurs, les Francs-maçons, en découlait.

Il ne fut donc pas une personnalité nationaliste qui aurait exprimé « son rejet d'une discrimination collective fondée sur la race ou la religion »⁵⁰. La « question juive » devenant centrale dans la mise en place de l'État Français, dans sa volonté de ne pas faire défaut au Maréchal, La Rocque va accompagner les mesures et non les combattre. Il va en discuter certains détails, tout en leur donnant sur le fonds une légitimité politique et pédagogique. Aucun des actes qui mettront à bas l'héritage de la Révolution française en matière de droit à la nationalité et à la pleine citoyenneté pour les Français juifs ne justifiera à ses yeux une rupture avec le régime. Il ne résistera à aucune pente, car elles font écho à son projet politique. Dès juillet 1940, ses écrits participent ainsi de ce contexte hostile aux Juifs, particulièrement étrangers, qui aboutira deux ans plus tard à la rafle du Vel d'hiv.

Le gouvernement de Vichy à peine mis en place, son urgence en la matière est de fustiger de nouveau « l'afflux d'israélites apatrides chassés de l'Europe centrale et orientale (qui) a porté un grave préjudice à la moralité, à la santé française ». Épousant le discours général, il affirme qu'une « proportion exagérée » de Juifs a été « introduite dans les conseils de gouvernement et aux divers postes de commande de l'existence française ». Quelques jours plus tard, il réclame

que « l'organisme » français soit « épouillé » des « éléments douteux », des « parasites qui sont introduits à même la chair française, épuisant et viciant à la fois notre sang⁵¹ ». Toutes les images de l'antijudaïsme charriées depuis des décennies sont présentes, spontanément présentes, et épousent l'idée que le corps français dans son existence a été affaibli par les Juifs, dans une rhétorique qui ne distingue pas Français juifs et étrangers. C'est « l'israélite » qui est visé. Ses propos sont ainsi imprégnés du nationalisme organique à la Maurice Barrès qui fait du Juif une maladie⁵².

Quelques mois plus tard, au moment où certains de ses détracteurs, dans le cadre des concurrences exacerbées et des haines recuites qui seront le quotidien de Vichy, l'accusent de mollesse vis-à-vis des Juifs, il affirme, qu'au contraire en ce qui le concerne, il ne fait pas partie des « convertis de la dernière heure » : « La question juive, nous n'y avons jamais manqué. » Afin que chacun en convienne, il écrit :

La question juive : Nous l'avons posée.

Cette question doit être abordée sans hésitation et faux semblant. Nous n'y avons jamais manqué. Loin d'affaiblir la valeur de nos affirmations, notre éloignement à l'égard des polémiques personnelles a maintenu aux principes adoptés un caractère plus serein, plus ferme.

Il est précieux de se référer à des textes non suspects d'avoir été écrits par opportunisme, pour les besoins de la cause ou de l'actualité. « Service public », en 1934, un éditorial du « Flambeau », le 22 août 1936, un éditorial du « Petit Journal » intitulé « Avertissement », le 7 avril 1938 ont jalonné notre ligne sans rebroussements ni infléchissements⁵³

La Rocque revendique ainsi la continuité de sa pensée en la matière, et non un opportunisme, marque des convertis de la dernière heure qui manquent de sérénité. Dans ce domaine aussi, il veut faire preuve de son sérieux.

Le thème de la « question juive » existe au sein des Croix de Feu depuis le début de leur existence. En cela rien ne les sépare de la plupart des courants nationalistes qui, à des degrés divers, font de l'antisémitisme et de la xénophobie des éléments de leur identité. Ainsi en 1933, La Rocque estime, face à l'arrivée de ceux qui fuient la victoire d'Hitler, que la protection de la nation française pourrait rendre vitales des mesures contre l'arrivée de la « multitude » : « On frémit [...] lorsqu'on dénombre la multitude des réfugiés qui, venus d'Allemagne, se fixent dans nos villes, spécialement à Paris. Certains d'entre eux sont d'authentiques victimes des expulsions hitlériennes. Mais à ces victimes s'ajoute une foule d'indésirables, sans foi ni loi. Une surveillance sévère, un contrôle restrictif des naturalisations, des refoulements massifs s'imposent », et d'ajouter la nécessité au sein de cette multitude qu'il y aurait à combattre un « catéchisme venu de l'Orient ou du Proche Orient... de je ne sais quel catéchisme non seulement antifrançais, mais contraire au génie français, destructeur de l'organisme français⁵⁴ », dans une claire allusion au peuple juif dans son ensemble, la foi mosaïque étant considérée par nature comme contraire au génie français. Là encore le discours est imprégné de ce qui structure l'antisémitisme. Drumont n'est pas loin, ou encore Maurras, dont la pensée est prégnante bien au-delà de ses troupes, jugeant le Juif pas nature « à jamais incapable de comprendre ce vers de Racine (dans *Bérénice*) : *Dans l'Orient désert quel devint mon ennui* ».

Les manifestations d'antisémitisme sont récurrentes chez La Rocque. Elles se font jour lors des émeutes antisémites de Constantine puis accompagnent la victoire du Front populaire. À l'égard des Juifs d'Algérie, il affirme : « Le différend juif renaît périodiquement. Les uns invoquent l'injustice de la loi [en fait le décret] Crémieux, vieille d'une soixantaine d'années. D'autres voudraient introduire sans transition le vote massif des indigènes. La nature ne fait pas de bonds. Ne vaudrait-il pas mieux appliquer d'abord sévèrement, aggraver en cas de besoin les lois sur l'usure et la spoliation ? Les bons citoyens quelle que soit leur origine, y trouveraient bénéfique et apaisement⁵⁵ ». Les Juifs sont ainsi associés à l'usure et à la spoliation des « bons-citoyens ».

L'accession de Léon Blum aux responsabilités va engendrer une nouvelle vague d'antisémitisme. La Rocque y ajoute sa pierre : « M. Léon Blum et ses équipes frelatées ont littéralement encombré les cabinets ministériels, les postes importants et rémunérateurs, d'une clientèle israélite, le plus souvent révolutionnaire, parfois allemande ou naturalisée de fraîche date, presque toujours ostentatoire et indiscrete. Devant le maintien de cet état de choses, aucune force humaine, aucune générosité française ne pourrait éviter le soulèvement de la fureur populaire⁵⁶ ». Les mots employés sont alors comparables à ceux d'un Marcel Bucard, comme lui chrétien attaché à l'Union sacrée qui veut incarner un « fascisme français⁵⁷ », ou d'un Xavier Vallat, encore membre des Croix de Feu, jetant à la face de Blum que pour être à la tête de « cette nation paysanne qu'est la France, il vaut mieux avoir quelqu'un dont les origines, si modestes soient-elles, se perdent dans les entrailles de notre sol qu'un talmudiste subtil ». Propos que La Rocque ne condamne évidemment pas. Comme ne lui pose aucun problème de participer en 1936 aux

manifestations organisées par Darquier de Pellepoix, futur commissaire aux questions juives de Vichy, président de « l'association des victimes du 6 février 1934 », au moment où ce dernier propose au conseil de Paris que soit promulgué « un statut particulier réglementant pour les Juifs le droit de vote, l'éligibilité et l'accession aux fonctions publiques » afin de lutter « contre la tyrannie juive et l'invasion étrangère »⁵⁸. On n'est guère étonné qu'aux yeux de nombre de responsables communautaires du monde juif, cette proposition n'émane pas d'un simple conseiller de Paris, mais d'une figure du camp nationaliste, et de quelqu'un dont le nom reste associé aux Croix de feu qu'il a pourtant quittées en décembre 1935. Pour La Rocque, la fréquentation des antisémites virulents n'est pas un problème, elle fait partie des nécessités de l'époque.

Et donc, à l'heure de l'Occupation, pour ne pas être en reste vis-à-vis de ceux qui l'accusent d'être timoré, et même de philosémitisme, La Rocque décide le 5 octobre 1940 de ré-exhumer ses écrits de 1938, justement quelques semaines après l'arrestation de Léon Blum le 15 septembre 1940 en attendant son jugement pour trahison. En réactivant des propos sur la supposée pratique du pouvoir de Blum au profit d'une « clientèle israélite » qui aurait pu justifier le « soulèvement de la fureur populaire », La Rocque participe ainsi de l'accusation.

Au sein des Croix de Feu, l'antisémitisme n'était pas propre à La Rocque. D'autres dirigeants tenaient avant-guerre des propos équivalents, en particulier à l'égard de Léon Blum. Jean Ybarnegaray, dans un meeting à Limoges le 3 avril 1938 affirme : « Nous ne pouvons pas accepter que certains hommes qui, suivant l'expression de M. Caillaux, n'ont pas de terre française à la semelle de leurs souliers représentent la France à l'heure du péril, et nous ne pouvons accepter non

plus qu'ils l'entraînent vers des routes où le peuple français ne veut pas aller. Et je dis cela, prudemment, mais fortement : M. Léon Blum, prenez garde, car même chez nous au PSF, même au sein du parti socialiste, même dans le parti communiste, il y a à l'heure actuelle, dans les profondeurs des masses populaires, un grondement sourd que je perçois. Qu'il prenne garde ! Les hommes de sa race sont invités chez nous, ils y sont d'élection, s'ils persistent dans ce jeu de défi, peut-être que demain ils connaîtront les gestes de rigueur qui les ont chassés d'ailleurs...⁵⁹ » Nous ne sommes plus dans la distinction entre Français juif et étrangers. De même, Charles Vallin considérait que « justice sera rendue quand la France aura renvoyé (Blum) au mont Sinaï⁶⁰ ». Cet antisémitisme n'était pas seulement partagé au sein de la direction du mouvement, comme une évidence qu'on ne réfléchit plus, il irrigue le mouvement⁶¹.

C'est bien au moment même où La Rocque affirme que Vichy a « pris nos idées⁶² », au moment où il engage en conséquence ses troupes à rester fidèle au Maréchal qu'il réactive des attaques contre le juif Léon Blum. On ne voit pas bien dans ce cadre comment les mesures antisémites n'auraient pas été vues par ses partisans comme participant de ce « soulèvement » contre la main mise israélite censément instaurée par Blum et le Front populaire, et qu'il annonçait comme inéluctable.

Certes La Rocque discute le détail des mesures anti-juives. Ainsi, comme pour attester après coup de toute l'ambiguïté de ces fameuses cérémonies organisées jusqu'en 1936 à la synagogue de la Victoire⁶³ avec les Croix de Feu qui traçaient une différenciation entre des juifs, acceptables, car ayant fait la preuve de leur patriotisme, et les autres dont le patriotisme ne serait pas génétiquement naturel, La Rocque propose que

l'État français prenne pour le statut des Juifs anciens combattants, exemple sur Mussolini dont « l'admiration méritée ne se discute pas » et d'exclure des « mesures d'exception [...] les Israélites anciens combattants » comme cela a été fait pour ceux, « ayant adhéré au fascisme pendant les années de lutte, ayant rendu au pays des services incontestés⁶⁴ ». Cette distinction construite au sein du nationalisme ancien combattant sera juridiquement transcrite par Raphaël Alibert, sous-secrétaire d'État du Maréchal et rédacteur des premières lois d'exclusion des Juifs. Un temps, sera donc réservé un traitement particulier aux anciens combattants, dont ne pourront bénéficier leurs proches ascendants ou descendants⁶⁵.

Il serait rassurant de penser que le durcissement du régime aurait amené La Rocque à modérer ses propos sur ladite « question juive ». Rien de tel. Dans les mois qui suivent, il préconise pour protéger les « familles souches qui ont leur tige en terre »⁶⁶, de lutter contre « l'encombrement israélite [...] à l'intérieur de certaines professions », la médecine par exemple. Il participe ainsi du discours général sur « l'encombrement » (*sic*) juif dans certaines professions qui amènera au durcissement mis en place à partir de juin 1941 dans le cadre du deuxième statut des Juifs, interdisant aux Français juifs, en plus de l'accès à certaines fonctions publiques, l'accès à des professions précises par le biais de *numerus clausus* (médecine, professions libérales, enseignants, journalistes etc.)

**La « République nouvelle »,
les Francs-Maçons
et la « purulence juive »**

Soutien de la Révolution nationale, La Rocque voudrait faire advenir à partir de sa réussite une « France renouée », une « République nouvelle ». Dans l'entre-deux-guerres, comme sous l'Occupation, le terme de République sert à beaucoup de nationalistes pour se différencier de l'étiquette fasciste qui met à mal l'égo national. La polysémie donnée au mot permet à la fois son utilisation par un Taittinger qui fonde, après la dissolution de sa ligue en 1936, les Jeunesses patriotes, un « parti républicain national et social », ou à un Marcel Déat qui, se voulant la « gauche » de Vichy, se réclame de la République et même de 1793 au cœur de la Collaboration. La Rocque fait de même.

Mais son projet de « République nouvelle » n'épargne toujours pas les Juifs. Il affirme que, quel que soit le vainqueur – l'Allemagne et les alliés étant mis sur le même plan – il faudra d'abord précisément expertiser le mal qui a conduit à la défaite. Il s'agira pour cela d'ouvrir « une information complète sur ces crimes contre la culture chrétienne et contre la moralité nationale » perpétrés par « certaines catégories juives⁶⁷ ». Et il faudra traduire en justice les criminels. Il ne doute pas que Blum soit un de ces criminels dont le « procès » débutera en février 1942. La Rocque ne trouve donc rien à redire sur ce procès.

Une fois les criminels identifiés, il faudra, assure La Rocque, « renverser » et « écarter » ceux qui s'opposent à la « République nouvelle », les Juifs et les francs-maçons qui les protègent. Car la « question juive » ne pourra se résoudre durablement que si une lutte est fermement menée contre la franc-maçonnerie⁶⁸. La pensée de La Rocque est dans ce domaine homothétique à celle de Charles Maurras. Ce dernier pensait que parmi les « quatre états confédérés » qui constituaient à ses yeux « l'anti-France », composés des

protestants, des juifs, des métèques et des francs-maçons, ces derniers étaient « les plus dangereux de tous, puisque c'est dans la loge que se syndique tout ce que la synagogue et le monde métèque comptent de moins français⁶⁹. »

Dès les premières semaines de Vichy, La Rocque soutient donc la persécution des loges et l'exclusion des Maçons des responsabilités publiques. Il souhaite cependant y apporter son *distinguo* : « Certains » dit-il, ont une vision superficielle du mal et oublie, en se tournant « exclusivement contre les Juifs », que ce qui a introduit la « purulence juive » qui « a pris autant de place dans le pays » et a entraîné la « déchristianisation », la « despiritualisation de notre race » c'est « la Franc-maçonnerie⁷⁰ ». Comme le dit le Maréchal « un Juif n'est pas responsable de ses origines, un franc-maçon l'est toujours de son choix ». La Rocque est donc dans ce domaine à la fois dans une identité de vue avec Pétain, et dans la *doxa* de la Contre-Révolution qui a toujours vu la franc-maçonnerie comme étant à l'origine des malheurs de la France. La Franc-Maçonnerie a engendré la Révolution française qui a donné la pleine citoyenneté aux Juifs et donc introduit la « purulence ». Et la référence à la défense de la culture chrétienne est du même niveau que ce que pouvait faire un Édouard Drumont en défense de l'Église : « La Franc-maçonnerie n'a qu'un seul but : faire la guerre au Christ et détruire son œuvre, le catholicisme et l'Église qui lui sert de rempart ». Voilà le *distinguo* de La Rocque au sein du régime de Vichy qui lui permet aussi de se différencier d'avec un Marcel Déat, ou d'autres collaborateurs issus de la gauche socialiste ou radicale qui porteraient en eux la marque infamante de la Franc-maçonnerie caractéristique du personnel politique de la III^e République. Ce personnel, composé d'anciens parlementaires qui seraient d'autant plus corrompus

qu'ils ont participé, contrairement à lui, aux joutes électorales, comme il le rappelle dès qu'il s'agit d'attaquer les francs-maçons : « La politique électorale n'a pas absorbé le millième de dépenses, le quart de notre besogne ; nous ne l'avons jamais présentée ainsi qu'un but et nous sommes toujours interdits d'en faire notre but. Si, les circonstances nous ayant forcés à connaître cet avatar, la consultation du suffrage universel prévue pour 1940 nous avait introduits au pouvoir, notre premier soin aurait été de transformer les institutions suivant des méthodes supprimant le vice parlementaire : nous ne l'avons jamais caché, telle était ma volonté que rien n'aurait fléchi et c'est cela qu'au fond les rescapés et ex-parlementaires des anciens partis de divisions, néophytes intéressés de la révolution nationale s'accordent à nous reprocher maintenant⁷¹ ». C'est du reste pour se protéger affirme-t-il, que « les vieilles camaraderies, camarillas, Franc-Maçonnerie » ont tout fait pour l'éliminer de l'entourage de Pétain, car dit-il « elles auraient été brisées par nous⁷² ».

Alors, comment résoudre les problèmes que posent la franc-maçonnerie et la « purulence juive » qu'elle protège au moment où la France joue sa survie ? La réponse de La Rocque, là encore n'a que peu d'ambiguïté. Il faut, écrit-il, s'inspirer de la formule attribuée à Caton l'ancien à propos de Carthage « *delanda est carthago* ». Il faut détruire Carthage pour sauver Rome⁷³. La formule de Caton avait déjà été utilisée par lui avant-guerre. Mais en 1941, elle est celle que l'on peut entendre tous les jours sur Radio-Vichy dans la bouche d'Hérolde-Paquis, l'alter ego de Philippe Henriot, le ministre de la propagande de Vichy qui achève invariablement ses chroniques par « car comme Carthage, l'Angleterre sera détruite⁷⁴ ». Le souhait de La Rocque est que la Révolution nationale soit « sans faiblesse » contre ses ennemis et leurs

« vices mortels ». Raser le Carthage contemporain c'est détruire ceux qui font obstacle à la France rénovée, les Juifs, la Franc-maçonnerie, l'Angleterre, autant d'ennemis désignés comme irréductibles afin de mobiliser contre le patriotisme dévoyé de la « France combattante » (les guillemets sont de La Rocque) qui s'est réfugiée chez l'ennemi et qui est d'autant plus détestables qu'elle est composée « d'une pléiade politicienne ou prédominent les rescapés de la III^e République socialisante, franc-maçonne, israélite et décadente ». « Pléiade politicienne », « israélite », « décadente », on est toujours dans le registre sémantique de l'antisémitisme et de la haine de la démocratie libérale symbolisée par l'Angleterre. Et pour mieux détourner les Français de l'entreprise gaullienne, le mot « israélite » est avancé afin de souligner que beaucoup de ceux qui ont rejoint Londres sont connus pour leur judaïté : René Cassin, immédiatement déchu de sa nationalité française et condamné à mort par Vichy ; ou encore Maurice Schumann, porte-parole de la France libre dont il sera la voix sur les ondes avec plus tard le « Juif » Pierre Dac qui mettait en rage Philippe Henriot, le secrétaire d'État à l'information et à la propagande de Vichy.

Détruire la nouvelle Carthage suppose la fermeté. Il faudra donc « passer par les armes⁷⁵ » ceux qui sont convaincus de trahison, ce qui permettrait de sauver plus de vies que ce que coûterait un moment de faiblesse. C'est l'enseignement que La Rocque veut faire partager à partir de son expérience militaire en Afrique du Nord où, dit-il, ceux qui n'ont malheureusement pas osé appliquer sa méthode avec rigueur ont perdu plus d'hommes que ceux qu'il fallait fusiller pour sauver le régiment. Le premier des traîtres qui logent chez la perfide Albion et qui tentent d'entraver le chemin du régiment France, de la « République nouvelle », est naturellement de Gaulle. Il

est traité, en ce début 1943, de « dévoyé », n'ayant « pas respecté la discipline totale due au Maréchal Pétain ». En second lieu, les « préfets », « lâches » d'avoir quitté leur poste. Les hauts fonctionnaires qui n'acceptent pas de faire tourner la machine administrative sont ainsi visés et Jean Moulin plus particulièrement qui à cette date, avec Pierre Brossolette, multiplie les tentatives pour entraîner dans la résistance des hommes de droite et du PSF et qui va organiser le passage de Charles Vallin à Londres, ce que La Rocque ne lui pardonnera pas.

Il est donc peut-être rassurant pour l'esprit de ceux qui veulent minimiser la prégnance fasciste dans la France des années trente d'exciper qu'en octobre 1940, La Rocque aurait encore distingué entre les Juifs « naturalisés » de fraîche date et ceux « naturalisés depuis plusieurs générations ». La Rocque serait ainsi pardonnable d'avoir soutenu pour les premiers que « la révision décidée par le gouvernement s'imposait ici ; elle ne saurait être trop rigoureuse », dès lors qu'une telle déclaration n'aurait été employée que pour mieux plaider l'indulgence pour les Français juifs, « naturalisés depuis plusieurs générations », même si ces derniers furent appelés par lui dès le début du régime à bien comprendre le problème qu'aurait posé « l'encombrement israélite à l'intérieur de certaines professions », et donc à accepter, pour leur bien comme pour celui de la Nation, les discriminations nécessaires. Pour l'excuser, il est aussi tenté de réduire la tentation antisémite de La Rocque à des contextes particuliers, l'Algérie, l'Alsace et la Lorraine où il ne l'aurait pas été plus que d'autres nationalistes et peut être moins. Ou mettre en exergue, pour le dédouaner de son propre antisémitisme, les attaques dont La Rocque fut l'objet de la part des obsédés pervers de l'antisémitisme. Dès la fin de la guerre, les amis de

La Rocque ont eux-mêmes argué de ces attaques pour tenter d'exonérer leur chef de l'étiquette infamante⁷⁶. Certes, un Henry Coston tentait de disqualifier La Rocque auprès d'un public ultra, le disant trop complaisant avec « les Juifs », ou « entouré de Juifs »⁷⁷. Mais en réalité c'est le propre de ces milieux qu'on appellerait aujourd'hui complotistes que de vouloir trouver chez leurs concurrents la marque cachée de ce qu'on combat et qui expliquerait leur succès jaloué. Ainsi, Céline en 1938, en parlant de Maurras, écrivait ne comprendre « rien du tout aux finesses, aux dosotages, aux magnifiques chèvres et chouteries de sa latinissime doctrine », du fait de son « fameux style » qu'il qualifiait de « juif⁷⁸ »...

La vérité veut d'ajouter que comme d'autres antisémites, La Rocque, dans le même temps où il appelait à être sans faiblesse à l'égard des Israélites et des francs-maçons, a pu œuvrer en faveur de telle ou telle personne de sa connaissance. Il a même pu inciter des membres de son mouvement à favoriser la sortie vers la Suisse de quelques familles juives, en particulier d'anciens combattants « fidèles à l'esprit de La Rocque, à la fois généreux et aveugles sur leur destin » comme le rappelle Jacques Nobécourt⁷⁹. Sans pour autant en faire une doctrine de conduite pour ses partisans. Les cas sans cesse mis en avant ne peuvent occulter sa participation au discours antisémite ambiant, son refus d'entraver l'action du Maréchal Pétain qualifié, « à l'heure du destin (comme) l'unique garant possible de nos sacrifices, l'unique mainteneur possible de la dignité française dans le malheur, l'unique introducteur possible de la révolution comme de la rénovation nationale »⁸⁰. La Rocque n'aura donc jamais appelé, au nom de cette même fidélité, un gendarme, un policier, un fonctionnaire, des responsables de professions organisées, à ne pas participer à l'ignominie, à désobéir, car « les idées

maîtresses des Messages du Maréchal répondent parfaitement et à nos indications antérieures et à notre pensée maintenue⁸¹ ». La « discipline d'action » est même restée supérieure à la nécessité d'aider au sauvetage des notables juifs Français raflés le 12 décembre 1941. Un silence que l'on peut toujours interpréter comme une réprobation, mais qui manqua singulièrement de courage. Ceux qui affirment, sur le rapport à l'antisémitisme : « qu'il se trouve peu – sinon pas – » de chef nationaliste qui « ait si vigoureusement (dénoncé) l'antisémitisme », pourraient pour le moins en convenir⁸² s'ils ne veulent pas reprendre les interrogations de Philippe Machefer, dont ils invoquent souvent les travaux : « On peut se demander si les attaques antisémites de La Rocque, si imprécises et si modérées qu'elles aient été, et par leur modération même, ne se sont pas révélées plus dangereuses, par leurs effets sur l'opinion publique, que les outrances de la presse collaborationniste⁸³ ». La modération est bien sûr à entendre en comparaison de ce que pouvaient éructer les ultras de l'antisémitisme⁸⁴.

Une troisième voie entre Rome et Berlin ?

La Rocque fut comme d'autres, dans les années trente, à la fois fasciné et inquiet de la force qui émanait des régimes autoritaires.

Mais en janvier 1943, la période est nouvelle, et l'appréciation portée sur les uns ou les autres est aussi le choix d'un camp dans la guerre, le choix du futur. C'est dans ce cadre qu'il faut juger le programme que La Rocque livre, de manière confidentielle et hors de toute censure à ses cadres, ce qui assure de la sincérité de ses vues.

Il comprend parfaitement que l'issue de la guerre est incertaine. Stalingrad n'est pas encore tombée, mais il est clair, fin décembre 1942, date de la mise en impression du texte, les revers s'accumulant, que l'Allemagne ne sortira pas nécessairement vainqueur : « la nécessité s'impose donc de nous préparer à ce que nous choisirons comme statut – au sens le plus large du mot – à ce que nous nous efforcerons pour le moins de faire accepter, reconnaître, admettre » au vainqueur quel qu'il soit. Ainsi : « Un examen succinct des caractéristiques présentées par les régimes en honneur chez les principaux belligérants s'impose dès lors. ». Que fait apparaître cet examen ? Qu'il préfère les révolutions autoritaires à la « démocratie ». La démocratie portée par les Alliés anglo-saxons et la France combattante est, dit-il, un conservatisme : « Laissons de côté une fois pour toutes les terminologies politiciennes et tentons de désigner les choses par leur nom. Pratiquement les doctrines anglo-saxonnes sont conservatrices puisqu'elles préconisent un ensemble d'institutions et de mœurs déjà existantes depuis plusieurs générations : peu importe si ces mœurs et institutions se recommandent de la démocratie, du socialisme, du parlementarisme, de ce que beaucoup appellent “idées avancées” ». Ce conservatisme démocratique, La Rocque le refuse de manière très nette, reprenant ainsi les thèmes des intellectuels fascistes des années trente : « À peine les armées des États-Unis débarquées en Afrique du Nord, M. Roosevelt a fait savoir que la France aurait à déterminer son régime futur et durable suivant les dogmes de la “démocratie” » et au nom de ce dogme « il a exigé des stupéfiantes mesures au profit des Juifs et des communistes ». La démocratie est la porte ouverte aux Juifs et aux communistes, à la République socialisante, il en refuse donc le retour et le Général de Gaulle qui l'incarne.

Ce que souhaite La Rocque c'est la « transformation » : « Nous devons donc être opposés en principe au “conservatisme”, disposés à la transformation. », c'est-à-dire aux bouleversements révolutionnaires : « l'impulsion russe et l'impulsion allemande sont novatrices, transformatrices : peu importe si ces impulsions sont assujetties à la domination absolue des gouvernants. ». Mais au sein de ces régimes transformateurs, il a sa préférence. Certes, « l'hitlérisme et le bolchevisme ont des aspects communs », « une immense réalisation d'entraide ordonnée chez les Allemands, collectivisée [...] chez les Russes ». Mais « si nous n'avons rien à prendre – sauf quelques idées d'application technique – chez les Russes, nous avons beaucoup à prendre chez les Allemands. » Et qu'est-ce qui fait la supériorité allemande ? « Il n'est qu'à observer les rapports actuels – si différents de ce qu'ils étaient autrefois – entre les officiers et les troupiers, entre les dirigeants industriels et les ouvriers du Reich pour constater les progrès extraordinaires obtenus à cet égard depuis quinze ans ». Nous sommes fin 1942, et nul n'ignore que cet ordre nouveau vu comme un « progrès » est basé sur la destruction des organisations ouvrières, la mise en camp de concentration des opposants politiques, la fin des organisations syndicales qui serait compensée par un bien-être ouvrier, la spoliation des Juifs... Mais ce qui compte c'est la fin du parlementarisme, la fin de la lutte des classes au profit d'une collaboration dans le cadre d'une charte du travail qui garantisse à chacun le caractère « social » du futur régime.

**Avec l'Allemagne,
une bonne entente plutôt qu'une
collaboration**

L'autre point en discussion dans ces dernières réflexions adressées à ses cadres, avant qu'il ne soit victime de l'impérialisme nazi qui ne peut accepter même un nationalisme de bonne entente, c'est le rapport à l'Allemagne, à son projet et à l'Occupation.

La Rocque ne pense pas possible de transposer la « mystique inspiratrice du nazisme » en France, car elle est « incompatible avec le génie et la formation de notre race ». Pas parce qu'elle serait mauvaise en elle-même : « encore une fois la réalisation (du nazisme) a, sur un grand nombre de points, la valeur d'un modèle ». Il cherche une formule française qui puisse en être le pendant. Et ses réflexions l'amènent à ne retenir aucune réalisation des modèles anglo-saxons « conservateurs ». Les modèles qu'a en tête La Rocque ce sont les dictatures latines, en particulier l'Espagne de Franco et le Portugal de Salazar : « si proches de nous par leurs origines ethniques et par leurs civilisations ancestrales », fondées sur les « forces spirituelles » et les « mystiques essentielles⁸⁵ ».

Enfin, le refus de la Collaboration n'est pas le refus d'une entente. Les difficultés avec les Allemands sont, dans son analyse, liées au fait que la « Révolution nationale (a) mal démarrée ». Le mauvais chemin pris a pour « cause » « la stupéfiante, vaniteuse, parfois ignoble présomption de tant d'hommes brusquement parvenus au pouvoir sans préparation technique ni morale ». Du coup, « le régime instauré fin juin 1940 a connu et connaît lui aussi ses nouveaux Messieurs » issus des élites d'avant-guerre qu'il fustige. Et l'Allemagne a commis une « redoutable bévue » en les choisissant parce qu'ils étaient porteurs d'une « germanophilie systématique et bruyante ». Il affirme que les Allemands auraient dû s'appuyer sur des hommes capables de faire valoir

la dignité de la France, en gardant par exemple leurs uniformes pour combattre au côté de l'Axe et non en endossant l'uniforme des vainqueurs. Alors, dans le combat commun, dans la construction d'une Europe nouvelle, la France aurait pu avoir toute sa place. Il ajoute : « si le succès final appartient à Berlin, je souhaite – encore une fois dans l'intérêt des deux parties – que cette méprise prenne fin. » À ses yeux, la Collaboration aurait été plus fructueuse si on avait « d'abord créé une atmosphère de dignité, de réalisme et d'égoïsme sacré. Quand je me rappelle la fierté triste observée par la plupart des Allemands notoires après 1918, l'attitude du Général Ludendorff offrant de lever une armée contre les bolcheviks, sous le commandement du Maréchal Foch, mais stipulant courageusement que ses troupes seraient revêtues de leur uniforme et serviraient autour de leurs drapeaux [...] je suis confondu de la bévue commise depuis deux années dans les rapports entre l'occupant et nous⁸⁶. » En janvier 1943, la leçon politique de La Rocque en matière de Collaboration c'est qu'il aurait fallu aller sur le front russe aider l'Allemagne en uniforme français au contraire de ce qu'a fait Doriot, pas qu'il faut que les nazis soient vaincus.

La fin du Parlement

Ni monarchie encore moins bonapartisme, la « République nouvelle » est aussi en rupture avec la tradition républicaine issue de la Révolution française. Il s'agit bien d'une République anti Lumières qui puisse rompre avec les « encyclopédistes et les instigateurs de révolutions⁸⁷ » qui ont profité du fait que « la chevalerie, la noblesse, le clergé de la Monarchie, avant la révolution de 1789 (se sont) détournés de leurs devoirs essentiels » ce qui « les déconsidéra devant le peuple ». Les trois ordres n'ont pas su tenir leurs rangs, sapant

l'institution monarchique, ouvrant ainsi la voie au « bourgeoisisme », ce libéralisme qui est « la croissance démesurée des orgueils intellectuels » « la première apparition contemporaine d'un culte païen, celui du moi et du soi⁸⁸ ».

Là encore, il est en 1943 dans la continuité de son discours des années trente. Sa République nouvelle aspire à revenir non pas seulement en deçà de la Révolution française qui a posé le principe de la souveraineté du peuple, mais aussi en deçà de la monarchie administrative des Lumières⁸⁹. Dans sa volonté de rompre avec le parlementarisme, ce qu'il propose ce sont « des parlements » : « Sommes-nous opposés à une représentation du peuple auprès de ceux qui ont la charge du Pouvoir ? Ce serait contraire à tous les enseignements de l'histoire. Ce serait contraire au tempérament français. Les souverains les plus absolus ont fait appel, chez nous, à des parlements provinciaux et nationaux. Mais la faute commence à partir du moment où l'on embrouille et identifie consultation avec gouvernement ».

Si La Rocque pense que « les dirigeants ont besoin d'être "accompagnés" (les guillemets sont de lui) par les "exécutants" », il s'agit de faire que ces accompagnants voient leur pouvoir législatif limité. Il en va de même pour le budget. La remise en cause de la tradition libérale parlementaire est nette. La République nouvelle devra être « un système énergiquement coordonné, largement décentralisé [...] des âmes, des intelligences, des compétences et des activités, du haut en bas des échelles hiérarchiques, à travers tous les milieux composant la collectivité. » Dans ce cadre, les structures qui « répondent à l'idée de parlement, selon le sens vrai et utile du terme » ce sont « les délégations d'entreprises, les comités sociaux, les conseils économiques, etc. Il faut maintenir l'idée de parlement et supprimer ce qu'on a appelé le parlementarisme ». Son objectif est un régime corporatiste

« social », d'où l'intérêt pour le modèle salazariste, accompagné d'une « décentralisation » comme marque d'une rupture avec le modèle hérité de la Révolution dont le centralisme aurait généré « le fonctionnarisme ».

La Rocque précise ce qu'il entend par « parlement sans parlementarisme ». Au cœur d'un régime qui a supprimé la fonction parlementaire, il renvoie à ses écrits : « un petit article que j'ai donné il y a un peu plus de trente ans à la *Revue hebdomadaire* (Enquête sur la Jeunesse), à *Service public*, au programme du PSF ». Dans cette « République nouvelle », il n'y aura plus de citoyenneté globale avec un droit égal. Le nouveau citoyen aura un droit de « remontrance à proportion de ses responsabilités, de son efficacité ». Ses conceptions, dit-il, sont donc en accord avec « les idées maîtresses des Messages du Maréchal (qui) répondent parfaitement à nos indications antérieures et à notre pensée maintenue. ». Afin de parfaire la représentativité du peuple, il prévoit « l'introduction à l'intérieur de ces collèges de l'influence due aux familles, aux forces intellectuelles, laborieuses et spirituelles. Ainsi nous apparaissent les dispositions propres à user, pour le bien général, de la formule parlementaire sans propager la maladie infectieuse du parlementarisme ». Le PSF déjà proposait une représentation des familles grâce à la mise en place d'un vote familiale, c'est-à-dire l'attribution à un chef de famille d'un droit de vote supérieur remettant en cause le principe d'un homme, une voix⁹⁰. Quant à la représentation des forces spirituelles, c'est-à-dire l'Église, elle n'est pas de l'ordre des scrutins, mais bien de la désignation. Car, la cause première de cette maladie qu'est le parlementarisme ce sont les scrutins. La Rocque y insiste même, en indiquant qu'il ne met pas, comme le font les « milieux dits antiparlementaires », tous les sénateurs et les députés dans le même sac de

« ramassis de médiocres, de “tripoteurs” et d’imbéciles. Bien qu’ayant fréquenté infiniment moins de parlementaires que la majorité de mes contemporains, je tiens pour injuste cette condamnation en bloc » dit-il. Mais il a « toujours été frappé par la déformation, l’impotence [...] dont la presque totalité des meilleurs sujets était, soit immédiatement soit progressivement, frappée dès leurs entrées dans l’arène des Chambres ». L’affaire est plus grave qu’un choix d’hommes. À travers toutes ces propositions et remarques, c’est l’idée républicaine elle-même qui est remise en cause.

Cette pensée du refus de la citoyenneté républicaine ne serait pas complète si elle ne s’accompagnait pas du refus des partis, même du parti unique : « qu’ils soient uniques, rivaux ou opposés (les partis) ont été le poison des dernières décades ». Là encore, il est parfaitement pétainiste, bien plus que ne le sont les Déat, Doriot et Bergery dans leur volonté de mettre en place un parti unique qui pourrait mettre fin à leur compétition.

Dans cette vision organique de la société, les partis ne peuvent jamais faire plus que diviser et empêcher l’unité nécessaire du corps social. Et donc La Rocque réaffirme que la création du PSF lui a été « imposée ». La régénération de la « Nation » l’avenir de la France de demain ne peut donc reposer sur les partis : « La représentation de la pensée populaire et nationale auprès de l’État, cet “accompagnement” sur lequel j’insiste sans relâche n’ont rien de commun avec une tendance démagogique. On a certainement compris qu’avant tout je souhaite une représentation limitée, à chaque échelon des subdivisions territoriales et laborieuses, *aux plus compétents*, ceux-ci désignant parmi eux les mieux pourvus d’une compétence à l’échelon supérieur. On a certainement compris que la consultation, la remontrance attendues de

chacun des organismes ainsi formés sont exclusives d'un interventionnisme brouillon et s'opposent au mélange des pouvoirs comme à la dispersion des responsabilités. L'État français, hiérarchique, humain, destructeur des individualismes et protecteur des personnalités devra s'appuyer sur la masse encadrée, avertie, consentante, sur la coopération des forces productives, spirituelles, intellectuelles et matérielles. Il devra être supporté par les colonnes permanentes de la famille encouragée, d'une part, de l'armée dépositaire d'honneur, d'autre part et, enfin, d'une entraide aménagée dans le culte de l'égalité des âmes, de la dignité des conditions. Or, il a probablement été remarqué que j'élimine, à l'intérieur d'une France remise en ordre, le recours à des formations ayant le caractère de partis ». La famille, les organismes encadrés représentant les territoires ou le travail, et l'armée censée représenter les intérêts de la patrie, voilà ce qui devait structurer la République nouvelle. Et afin de parfaire cette unité organique de la nation, La Rocque prévoit que le PSF lui-même se « disperse » puisqu'« au sein d'une France renouée, l'ère des partis devra être close » une fois supprimés « les dangers intérieurs et extérieurs ». Avant « ce serait pure folie, crime inexpiable », car la « famille » Croix de Feu constitue l'élite, l'armature pour le retour à l'ordre en cas de « convulsion insurrectionnelle et révolutionnaire, au sens subversif du mot [...]. Dans ce cas, il faudra recourir à un procédé empirique et, en l'absence d'une armée vraiment reconstituée, d'une police suffisante » il faudra « faire appel à une formation privée qu'on officialisera à cet effet et pour ce seul objet ». En un mot un « corps franc » à partir du mouvement Croix de Feu, comme il s'en mit en place à la fin de la guerre en Allemagne afin d'écraser la révolution spartakiste, expérience que La Rocque connaît.

« L'ordre ayant été remis dans la cité, après de longs et rudes efforts, le PSF se tournera vers la patrie sauvée et prononcera le "*Nunc dimitte*" des bons serviteurs, des apôtres. Il demeurera seulement notre Grande Famille dont les liens ne se relâcheront jamais, dont la tradition sera transmise comme un patrimoine sacré ». Pourra ainsi se clore ce qui est présenté depuis la naissance des Croix de Feu comme une sorte d'aventure chevaleresque d'une élite à la « substance la plus généreuse » que le pays ait produit, et qui se dissolvant aidera à la « régénération salutaire » dont surgira la « France éternelle [...], une, immortelle, indissociable, indivisible ».

On comprend mieux dès lors pourquoi La Rocque ne peut se détacher de Vichy. Son adhésion est en réalité très profonde sur le plan idéologique, Vichy recèle les opportunités les plus favorables pour la *France de demain* qu'il souhaite, une sorte de troisième voie, une sorte de fascisme à la française comme il en existera un portugais ou espagnol. Le projet de République nouvelle de La Rocque constituait un projet de révolution, prolongeant la Révolution nationale, remettant en cause profondément les acquis de la Révolution française.

Prendre au sérieux La Rocque

Rares sont les phénomènes historiques qui, à cette ampleur, voient les points de vue entre historiens diverger. La trajectoire politique du Colonel de La Rocque en fait indéniablement partie. Cela ne date pas d'hier. Dès les années cinquante, l'analyse historique, concernant les Croix de Feu et le parti social français, s'est trouvée comme paralysée par des enjeux tout aussi historiographiques que politiques sur l'interprétation possible de l'épisode Vichyste.

La biographie de Jacques Nobécourt, extérieur au monde universitaire, fait une présentation assez précise de la gêne

historiographique et même politique symbolisée, dans les années 90, par le refus de François Mitterrand d'admettre avoir été jeune partisan de La Rocque : « si vous saviez ma capacité d'indifférence... » Telle est sa réponse à celui qui l'interroge sur le sujet en 1995.

Il faut admettre que l'enjeu n'est pas mince. C'est la perception de ce qu'aurait été l'ancrage républicain dans la deuxième partie des années trente qui est en jeu.

Minimiser, ne pas prendre au sérieux, puis réhabiliter. Voilà ce qu'a été aussi la trajectoire de recherche des historiens qui, depuis les années cinquante, défendent l'idée que la France aurait été culturellement allergique au fascisme.

Minimiser, on l'a dit, c'est René Rémond puis Antoine Prost, présentant le mouvement Croix de Feu comme sans influence majeure au sein d'une sociabilité combattante, pacifiste et républicaine.

Ne pas prendre au sérieux ce fut la comparaison dévalorisante, un « scoutisme pour adultes » qui était un moyen de ne pas affronter l'originalité réelle de l'entreprise politique de La Rocque, qu'atteste sa réussite numérique autant que politique. Ce fut aussi dénier un quelconque intérêt au contenu programmatique, au projet porté par La Rocque, « indigent » « sans contenu », donc sans intérêt pouvait-on entendre, paralysant ainsi la recherche heureusement relancée par le travail de Nobécourt, avec l'aide d'une famille soucieuse de ne pas voir disparaître l'importante image de son aïeul.

Enfin, comme pour attester d'une certaine forme de légèreté dans les tourments du siècle, réhabiliter. La Rocque aurait été une sorte de Vichyste sans conviction, un Pétainiste

sans le contenu, fidèle à une illusion par discipline militaire (Pétain comme bouclier devant les malheurs du pays). Et son illusion se serait estompée grâce à l'Occupant qui décide de l'interner, en mars 1943, minimisant le fait que cette mise à l'écart était motivée par la volonté de discipliner son nationalisme plus que par sanction d'une activité de renseignement qui n'aura jamais rejoint la Résistance active, encore moins la France libre⁹¹.

« Piégé » plus que coupable de ses errements, un Républicain perdu dans le siècle. C'est la dernière charge pour la défense de La Rocque. Elle vise à lui donner cette nouvelle identité allant même jusqu'à prendre une certaine distance avec son biographe de référence qui s'en tenait à : « nationaliste chrétien⁹² ». La Rocque aurait donc été un « républicain en marge de la République⁹³ ». L'opération a eu comme pivot la publication de ses carnets de captivité titrés « Pourquoi je suis républicain », le titre de l'ouvrage reprenant par une sorte de clin d'œil tragiquement involontaire celui d'un article de Marc Bloch, publié dans l'organe clandestin du comité général d'études de la résistance en 1943⁹⁴. Puis la publication des actes d'un colloque sur le PSF évitant soigneusement tout point de vue contraire ou nuanciant la doxa⁹⁵.

Afin de contrer la démonstration qu'il y a pu y avoir en France un parti massif qui ouvre la question de l'existence d'un « fascisme français », l'historiographie qui républicanise La Rocque nous invite à conclure que si La Rocque avait gagné les élections législatives de 1940, qui n'ont pu se dérouler du fait de la guerre, il ne se serait rien passé de fondamental. La République serait demeurée la même⁹⁶.

Pour arriver à une telle certitude, il faut en réalité continuer à ne pas accorder de la valeur à la parole de La Rocque, à ne pas le croire, à minimiser toujours, ou à ne retenir dans ses propos que ce qui rassure. En résumé, La Rocque aurait ainsi, étrangement dans le contexte, été un responsable politique nationaliste imperméable aux constructions idéologiques propres à son environnement social et à son espace politique.

Le rappel des faits et des prises de position faits ici peut être jugé arbitraires, partiels, partiels, ne laissant pas suffisamment de place aux ambivalences, indéniables, aux discontinuités du projet de La Rocque en fonction du contexte et des rapports de force politique. À voir. Mais notre méthode est inverse à la volonté de minimiser. Nous pensons qu'il faut prendre La Rocque au sérieux.

Même s'il n'était pas un théoricien, La Rocque était sur le plan intellectuel imprégné de ce nationalisme qui a généré le fascisme. Qu'il n'en revendique pas l'étiquette, qu'il n'ait pas la pureté du modèle, est assez secondaire dans l'affaire. Cette imprégnation, il l'a manifestée à chaque moment clé des affrontements politiques, c'est-à-dire lorsque se jouaient comme nous l'avons dit la mise en avant des valeurs qui pouvaient l'animer.

Et ce qu'il dit, affirme, confirme, particulièrement au moment de Vichy, est très net et ne peut accrédi-ter cette idée qu'il serait un « républicain ». S'il avait gagné en 1940, indépendamment de la défaite il aurait, dit-il en janvier 1943 :

- Remis en cause le suffrage universel et l'idée parlementaire en dénia-nt à un législateur rassem- blé dans un Parlement d'être au cœur du vote des lois pour privilégier des parlements décentralisés dont les membres ne seraient pas tous élus, mais en partie désignés. Ces

parlements auraient été accompagnés par des organismes corporatistes ayant pour but d'abolir la lutte des classes et d'obliger à une révolution sociale qui défende l'entreprise, sans remettre en cause le système capitaliste. Enfin, il aurait organisé la disparition des partis, porteurs par nature de la division, mettant ainsi fin à l'idée de la démocratie comme lieu de la conflictualité organisée des opinions.

- Rompu avec l'idée d'égalité entre citoyens, en réglementant l'accès de certaines professions afin d'éviter l'encombrement de celles-ci de la part de Français juifs, et bien évidemment remis en cause les naturalisations, en particulier celles de Juifs étrangers.
- Et parce qu'ils sont les protecteurs des Juifs, mais surtout porteurs d'une certaine idée des Lumières ayant amené le « bourgeoisisme », exclu de la fonction publique les Francs-maçons.

Bien évidemment on peut contrebalancer tout cela par son christianisme « social », mais c'est en oubliant que sur le plan idéologique il est plus proche de l'encyclique sociale de Pie XI *Quadragesimo anno* valorisant un ordre naturel spiritualiste issu de la « droite raison », que de Lamennais.

Car tout cela ne tient pas. Une France dominée par La Rocque, en temps de paix, aurait, comme il le souhaitait, pris pour le moins le chemin de la longue liste des dictatures latines et chrétiennes avec son cortège d'exclus et d'exilés.

Malgré sa volonté, et celle de ses partisans de rebondir à la Libération, son projet avait été trop clair et jusqu'au bout associé à la Révolution nationale pour qu'on puisse faire comme si. Il a donc été emporté, et ses partisans avec lui, par la défaite du projet auquel il s'était associé. C'est là la

véritable cause de son internement à la Libération et d'une réhabilitation impossible⁹⁷.

CHAPITRE V

Les Croix de feu et le Parti social français : une perspective transnationale

KEVIN PASSMORE

Représente-t-il (le colonel François de La Rocque) aujourd'hui l'homme de la France de demain ? Nous ne le savons pas. Il nous semble avoir le poids qu'il faut pour présenter au peuple allemand ses pensées sans les tronquer ni les falsifier, de manière à lui faire mieux suivre et comprendre ce qui attend la France.

Walter GRUBER,

Introduction à la traduction allemande de « Casimir » de La Rocque, Service public, Staatsdienst am Volk, Berlin, 1936, p. 53.

Ce que dit Gruber laisse à penser que le thème des rapports entre nazisme, Fascisme, les Croix de feu et le Parti social français mérite qu'on le sauve de l'oubli où l'a relégué l'historiographie¹. On l'a jusqu'ici passé sous silence au motif que les Croix de feu et le PSF n'étant pas « fascistes² », ses relations avec les régimes italien et allemand devaient s'en être tenues au minimum : Jacques Nobécourt a pu écrire que les Italiens ne s'étaient pas intéressés au mouvement de La Rocque parce que « le terrain était si peu favorable³ ». Pourtant l'incertitude de Gruber quant à ce que représentait La Rocque indique aussi que nous ne pouvons pas même faire confiance à un nazi patenté, expert en questions françaises et

qui plus est tout proche d'Alfred Rosenberg, idéologue du nazisme, pour obtenir de lui une définition du fascisme et trancher le vieux débat sur la couleur exacte des Croix de feu et du PSF.

Allons plus loin : il est permis de douter que la compréhension du fascisme (ou de toute autre idéologie) suppose que nous ayons au préalable à notre disposition une définition, une étiquette ou un modèle corrects, qui seraient censés déterminer exactement en quoi consiste le « noyau » du fascisme, à classer avec rigueur les mouvements et les régimes apparentés, qu'ils se soient ou non réclamés de l'étiquette. Manifestement, cette méthode, qui semble reposer sur un solide bon sens, n'a pas donné de résultats qui auraient mis tout le monde d'accord. Les historiens ont bien du mal à dire d'une seule voix quels furent les traits fondamentaux du Fascisme italien, si le nazisme était une variante du fascisme, ni quels autres mouvements en relevaient. Il nous suffira d'indiquer ici deux problèmes⁴. Le premier est la circularité : la définition repose-t-elle sur des observations préalables ou détermine-t-elle ce qui devrait être observé ? Le second est l'essentialisme. Même si nous concentrons notre attention sur le cas de l'Italie, qu'on peut dire « premier », elle n'a pas été sans évoluer ni afficher diverses tendances, souvent contradictoires entre elles. Les chercheurs sont, de ce fait, contraints de choisir sur quels aspects mettre l'accent. Ceux qui élaborent des modèles prennent par erreur ce qui n'est qu'un *choix* de leur part pour en faire l'*essence* du fascisme, et se servent de ce choix pour évacuer les faits qui les mettent mal à l'aise en les qualifiant de « subsidiaires » ou de « compromis tactiques ».

Ces difficultés ne signifient pas qu'on puisse se passer de définitions. D'un côté, les chercheurs sont tenus de délimiter

un objet d'étude tout en ouvrant l'éventail des choix – sous réserve des règles de la preuve. Le fascisme peut être interprété de multiples façons, mais pas de n'importe quelle manière. De l'autre, les controverses sur la définition étaient au cœur de la politique dans la décennie 1920-1930, et l'obéissance politique, pour ne pas parler de l'appartenance raciale, pouvait entraîner des suites fatales. Je poserai donc la question de savoir ce qui est en jeu dans la décision d'adopter ou de refuser la catégorisation ; quelles conséquences le fait d'être étiqueté pouvait-il amener, et pour qui⁵ ? Je ne prends pas à la légère les différences et les ressemblances qu'établissaient les protagonistes entre Fascisme et national-socialisme. Cette méthode ne revient pas à recourir à des concepts flous ou fluctuants pour comprendre le fascisme, elle exige simplement qu'on situe avec précision les étiquettes dans le contexte.

Retracer la carrière du mot *fascisme* implique une approche transnationale⁶. La méthode qui procède par catégorisation posait que le fascisme avait une essence, sensible *a posteriori* aux contextes nationaux, les nations fournissant des cadres à des processus qui, pour être autonomes, n'en obéissent pas moins à des lois universelles. Les méthodes transnationales au contraire partent des gens, militants, journalistes, diplomates et interprètes, qui empruntent toutes sortes de réseaux pour cerner ou véhiculer des idées et des pratiques ; la famille, la province, le milieu professionnel sont de dimensions plus restreintes que ne l'est la nation tandis que les économies, les systèmes de pensée et les religions la dépassent. D'un contexte à l'autre, les échanges sont sélectifs, multidirectionnels et dépendent des représentations, justes ou infondées, que l'on se fait d'autrui. Plus précisément, j'explore la tension, évidente dans les mouvements allemands, italiens et français, entre

nationalisme et points de repères transnationaux, tels que « civilisation occidentale », aryenne, chrétienne et/ou latine. Pour les nationalistes, revêtir une dénomination venue du dehors posait problème. Les nazis se qualifiaient rarement de fascistes, et les mouvements français avaient autant de mal à le faire.

Ceux qui en France ont montré le plus d'affinités avec le fascisme et le nazisme ne constituent pas mon pôle de recherche prioritaire. Des intellectuels tels que Pierre Drieu La Rochelle et Robert Brasillach ont tous donné lieu à des travaux approfondis. De même, l'étude pionnière de Dietrich Orlow sur les relations entre les mouvements nazis hollandais et français porte essentiellement sur des groupes mineurs⁷. Qu'ils aient été si peu populaires illustre bien un point fondamental : en France, s'identifier à l'Italie et à l'Allemagne n'aidait pas politiquement. En conséquence, les Croix de feu et le PSF furent attaqués comme « fascistes » par leurs ennemis, mais en tant que nationalistes ils avaient beau jeu de protester de leur qualité de « Français », tout simplement⁸. Il demeure que faire la collecte de références apparemment éparses dans les sources secondaires et aller les exhumer de leurs notes de bas de page, non sans s'être au préalable documenté sur les sources italiennes et surtout allemandes, révèle un intérêt certain pour l'Italie et l'Allemagne, et réciproquement.

Les Croix de feu/PSF connurent leur acmé entre 1934 et 1945, époque où les régimes allemand et italien étaient partagés entre rivalité et coopération, la reconnaissance par Staline du Comité français de la libération nationale ayant amené les nationalistes français, par peur du communisme, à atténuer leur résistance à la politique étrangère des deux pays. Pendant ce temps, les ligues qui s'étaient ouvertement faites

les suppôts du fascisme déclinaient par rapport aux Croix de feu, lesquelles faisaient le coup de poing contre le Front populaire dans les rues. Un certain nombre de personnalités des régimes allemand et italien attendaient un coup d'État de La Rocque, qui, une fois au pouvoir, soutiendrait leur politique étrangère. Les Fascistes furent les seuls à tout faire pour obtenir le soutien de La Rocque, les Allemands trouvaient, eux, qu'il avait tendance à incliner vers le « latinisme » de Mussolini. La Rocque rejeta toutes les ouvertures et se montra constamment jaloux de son indépendance vis-à-vis des autres mouvements, modérés ou extrémistes, français ou étrangers. Cela ne l'empêcha pas de teinter sa condamnation de la dictature en général et de la barbarie nazie en particulier d'une certaine compréhension de la politique étrangère allemande et italienne ni de tresser des couronnes à Mussolini pour ses réalisations. Il plaidait pour une alliance diplomatique avec l'Italie, et des documents jusqu'ici ignorés montrent qu'il encourageait en privé certains diplomates italiens à miser sur son accession au pouvoir. En fin de compte, La Rocque n'accéda pas plus au pouvoir qu'il ne réussit à empêcher la dissolution des Croix de feu. Il ne remonta jamais la pente du discrédit ni auprès de l'Italie ni auprès de l'Allemagne. À partir de là, Fascistes comme nazis s'éloignèrent de La Rocque et de son mouvement pour cause de « conservatisme ». Toutefois, en tant que parti politique doté d'un programme de gouvernement, le PSF suivit de près les initiatives que prenaient les uns et les autres en politique intérieure, cependant que, dans l'idée d'éviter la guerre en Tchécoslovaquie, La Rocque en appelait à l'anticommunisme qu'il partageait avec Hitler.

Préjugés croisés

Les extrêmes droites de la France, de l'Italie et de l'Allemagne ont reçu en héritage et transformé des stéréotypes nationaux séculaires, mais que, par-delà les frontières, les pays partageaient à un point qu'on n'imagine pas. La droite française donnait traditionnellement l'image d'un pays qui incarnait l'équilibre rêvé entre discipline et liberté. Par là, il était censé se démarquer de l'Italie, trop individualiste, et de l'Allemagne, qui fétichisait la discipline. Cet équilibre était souvent exprimé en termes ethniques, autrement dit de race. La France était un mélange réussi d'individualisme latin et d'ordre germanique. Un homme politique de droite a estimé que récupérer l'Alsace-Lorraine avait permis à la ténacité septentrionale de compenser l'emballement méridional⁹. L'extrême droite, quant à elle, pensait que la France « décadente » n'était pas à la hauteur de cet idéal dans la pratique. On pouvait voir cette décadence à l'œuvre spécialement dans l'individualisme prétendu des Français, source de l'instabilité parlementaire et du socialisme « matérialiste ». Importer l'ordre allemand ou italien pourrait rendre la France plus fidèle à elle-même.

Avant 1922, peu nombreux étaient en France (ou en Allemagne) ceux aux yeux de qui l'Italie passait pour un exemple à suivre. Au mieux, l'Italie de leur époque ne faisait aux Français ni chaud ni froid ; au pire, ils considéraient les Italiens comme des fourbes ou de piètres lascars. La néo-royaliste Action française avait beau ne jurer que par la civilisation gréco-romaine, elle regardait plutôt en direction de la tradition classique et de l'Église catholique que de l'Italie contemporaine – c'est la France qui revêtait pour elle les habits du classicisme¹⁰. Durant la guerre, il fut beaucoup question de solidarité entre les « sœurs latines », état d'esprit auquel les conflits de la Conférence de paix eurent rapidement

porté un coup fatal¹¹. L'accession de Mussolini au pouvoir fut le premier événement à susciter de l'intérêt pour ce qui se passait dans le monde, un autre stéréotype aidant : c'était leur légendaire désorganisation qui aurait jeté les Italiens dans les bras de la dictature – l'exemple de la Rome antique n'en était-il pas la meilleure preuve¹² ? Toujours est-il que, à force d'entendre dire tout et son contraire, on n'accepterait jamais une hégémonie italienne.

Les observateurs français s'intéressaient davantage à l'Allemagne. Certes, la droite, à son habitude, rejetait la nation barbare qu'elle représentait, qui avait dans le sang la propension à agresser et qui était incapable d'imagination ou d'innovation. Dans la pratique, il y avait un dialogue dissimulé dans les attaques anti-allemandes. Les observateurs français mêlaient à la crainte de l'Allemagne l'admiration horrifiée que lui inspiraient son sens de l'organisation et la prétendue loyauté aveugle du peuple envers ses dirigeants. On a maints exemples de cette logique. Le mouvement nataliste craignait que le faible taux de natalité en France ne rendît le pays vulnérable à l'agression allemande, tout en estimant que l'Allemagne possédait une discipline suffisante pour supporter une natalité forte¹³. L'armée, le milieu d'où provenait La Rocque, se définissait par la rivalité avec les prouesses militaires allemandes.

Tout comme les Français, Italiens et Allemands voyaient dans leurs régimes propres une synthèse entre ordre et liberté, et mettaient leur décadence passée sur le compte d'un individualisme excessif et/ou d'un universalisme abstrait, caractéristiques de la France¹⁴. Ils cautionnaient également l'idée que la France, du point de vue racial, était le creuset où fusionnaient Germains du Nord et Latins. Les Italiens voyaient leur pays déchiré entre l'individualisme latin et l'ordre romain,

avec prévalence de celui-ci dans le Fascisme. La France gardait pour eux l'image d'une Italie d'avant le Fascisme, mais la Latinité qu'elles partageaient pouvait cimenter un couple où l'Italie dominerait. Quant aux nazis, on trouvera dans l'ouvrage du conservateur Friedrich Sieburg, *Gott in Frankreich ?* (1930, trad. fr. Maurice Betz, *Dieu est-il français ?*, Grasset, même année), le bréviaire de tous les clichés négatifs auxquels ils adhèrent : il y est question de Français satisfaits d'eux-mêmes, désorganisés et sales, paresseux et immobilistes, en regard d'une Allemagne dynamique ne ménageant pas sa peine ; c'étaient le rationalisme et l'individualisme français qui avaient sapé les assises de la nation allemande. Les nazis revisitèrent Sieburg dans le sens raciste, recourant à des concepts qui, selon eux, avaient été découverts par les penseurs français restés dans l'ombre ayant nom Gobineau et Vacher de Lapouge. Ils voyaient la France gâtée par le mélange racial, avec son fonds germanique submergé par le sang méditerranéen, africain et juif. Il s'en trouvait quelques-uns néanmoins pour croire qu'un composant allemand de moindre effectif avait survécu, et l'admiration de la ténacité des soldats français tenait encore bon. Certains admiraient à contrecœur la culture française, notamment Goebbels, Rosenberg, Ribbentrop et Otto Abetz¹⁵. Bien des nazis plaquaient sur l'Italie des stéréotypes négatifs de même farine, sans compensation pour les réussites en matière de guerre ou de littérature. Chez les nazis comme dans tous les milieux, on suivait Mussolini avec intérêt, mais la « trahison » de l'Italie en 1915 restait toujours en travers de la gorge.

Le Fascisme universel

En janvier 1933, à la soirée avec parade militaire que donnèrent les autorités pour fêter la victoire des nazis balayant la chancellerie du Reich, le seul étranger invité à la tribune était l'envoyé personnel de Mussolini à Berlin, le major Giuseppe Renzetti. Celui-ci avait été conseiller tactique d'Hitler, car l'extrême droite allemande vouait à Mussolini la même admiration que d'autres mouvements un peu partout¹⁶. Au cours de la nuit, les attaques menées contre socialistes et communistes mirent en évidence les similitudes avec l'Italie, mais les sévices exercés sur des personnes « d'apparence juive » présageaient autre chose, et l'antisémitisme ne tarda pas à devenir une pomme de discorde entre les dictatures¹⁷. Les relations se détériorèrent rapidement, car les nazis menaçaient les intérêts italiens en Europe centrale et convoitaient la minorité allemande du Tyrol du sud italien. La popularité d'Hitler auprès de mouvements d'extrême droite d'autres pays se mit très vite à éclipser celle de Mussolini. En Italie même, l'ancien secrétaire du parti, Roberto Farinacci, voyait dans le nazisme et l'antisémitisme un bon moyen de redonner un coup de fouet au Fascisme – tout en réveillant une carrière personnelle qui végétait. Souhaitant mettre un frein à l'influence nazie qu'il observait dans la Péninsule comme au-dehors, Mussolini promut le fascisme universel, qui prit une forme concrète à partir de juillet 1933 dans les Comitati d'azione per l'universalità di Roma (« comités d'action pour l'universalité de Rome », CAUR). Rome, foyer de la civilisation latine et chrétienne, prendrait la tête d'une coalition de mouvements étrangers unis dans l'anticommunisme, tout en respectant leur autonomie. Bien que le Fascisme n'ait pas été exempt de tout antisémitisme, les CAUR le rejetèrent en le taxant de « déviation ».

Pour décider quels groupes étrangers devraient être habilités, les militants des CAUR firent comme les savants d'aujourd'hui : ils alignèrent des définitions – avec des résultats qui ne risquent de surprendre que ceux qui croient pouvoir définir le fascisme en écoutant les fascistes. En 1934, l'organe du fascisme universel, *Ottobre*, considérait que l'Action française était trop traditionaliste pour relever du Fascisme et rejetait les francistes de Marcel Bucard (que les spécialistes contemporains hésitent rarement à appeler fascistes), les qualifiant de « fédéralistes ». Le journal concluait que le seul mouvement véritablement fasciste en France était les Jeunesses patriotes (JP) – qui refusèrent l'étiquette¹⁸. Toutefois, en décembre 1934, le ministère des Affaires étrangères décréta que les JP n'étaient pas fascistes, mais que les francistes et Solidarité française l'étaient¹⁹. Si les insignifiants francistes acceptèrent l'étiquette, ce ne fut pas le cas de Solidarité française, ce qui ne l'empêcha pas d'utiliser les deux sigles SA et SS pour identifier ses membres ni de plaider pour une alliance diplomatique tant avec l'Allemagne qu'avec l'Italie. Au bout du compte, seul Marcel Bucard, chef des francistes, participa à la convention des CAUR les 16 et 17 décembre 1934 à Montreux, et son organisation reçut jusqu'en 1936 des subventions de l'Italie.

Que la France n'ait pas envoyé de représentation significative à Montreux, qui marqua de ce fait l'échec des CAUR, ne signifiait nullement que la notion de fascisme universel ne marchait pas dans ce pays, la convergence des priorités nationales et internationales l'appuyant au contraire. En 1934-1935, la gauche française fit un front contre le fascisme, catégorie qui pour elle s'appliquait certes aux régimes italien et allemand, mais incluait également les ligues françaises. La droite, qui voyait l'antifascisme comme la

couverture d'un complot communiste visant à fomenter la révolution, refusait l'idée qu'une opposition idéologique au fascisme pût décider de l'orientation de la politique étrangère du pays. L'alliance avec l'Italie lui semblait un moyen de lutter contre l'Allemagne tout en résistant au communisme. Le rapprochement avec l'Italie devint la politique gouvernementale dans les années 1934-1935, avec la visite hautement symbolique qu'y fit en janvier le ministre des Affaires étrangères Pierre Laval. Pourtant, Mussolini désirait trop ouvertement mettre la main sur l'Abyssinie pour que le soutien à l'alliance italienne débordât l'extrême droite. La gauche condamna l'agression fasciste, tandis que les conservateurs modérés craignaient qu'en soutenant Mussolini on ne se mît à dos les Britanniques. À la suite de l'invasion italienne de l'Abyssinie le 3 octobre 1935, la SDN imposa à l'Italie des sanctions contre lesquelles Mussolini tenta de mobiliser une opposition en France.

Présenter la guerre comme une croisade de la latinité et de la Chrétienté rencontrait un écho favorable auprès des ligues, mais aucune d'elles ne se montrait assez enthousiaste aux yeux de Rome. Le maurrassien Henri Massis avait beau voir en Mussolini « l'homme occidental *par excellence*, pas seulement le latin, mais le chrétien²⁰ », l'Action française considérait que c'était la France et non l'Italie qui était l'héritière de la Grèce et de Rome, et rivalisait avec les Fascistes pour exercer son influence sur l'extrême droite d'autres pays, dont l'Espagne et la Roumanie, où la France était vue comme « la grande sœur latine ». En 1934-1936, le ministère italien des Affaires étrangères envoyait des subsides aux francistes de Marcel Bucard, lequel, nonobstant, soutenait à Montreux la motion de compromis rejetant la proposition d'un programme antisémite paneuropéen tout en affirmant que les Juifs sapaient les États

nations²¹. Ce manque de fiabilité du Parti franciste et son insignifiance numérique expliquent pourquoi ce furent finalement les JP que les Italiens invitèrent à Rome. En avril 1935, 400 à 500 membres firent le pèlerinage, mais pour réaffirmer leur patriotisme et leur bonapartisme ils en profitèrent pour visiter l'île d'Elbe et les champs de bataille de la campagne d'Italie ; à Rome, ils furent reçus par Mussolini, mais aussi par le pape et par le roi²². Charles Trochu, président d'un groupe de coordination de mouvements nationalistes, le FN (Front national, coiffant les JP, Solidarité française et l'AF, celle-ci comme partenaire), était reçu en même temps. Trochu proposa de lever une légion de volontaires pour combattre en Abyssinie. Ciano commença par se montrer intéressé, mais le Français échoua à se faire financer un journal et des sections de combat. Se reconnaître si ouvertement dans l'impérialisme italien a probablement contribué au déclin de ces ligues, d'autant plus que les sanctions de la SDN jetèrent Mussolini dans les bras de l'Allemagne, à laquelle Taittinger commençait de recommander des concessions territoriales²³. Pour lors, elles ne faisaient plus le poids à côté des Croix de feu.

Pour tenter de garder le contrôle sur les ligues, Taittinger caressait l'idée d'une infiltration des Croix de feu par les JP, voire de la fusion des deux. Si la tactique échoua, elle n'en façonna pas moins la vision mussolinienne de la ligue. Taittinger présentait comme un précédent l'absorption des Casques d'acier par les nazis – étiqueter « réactionnaires » les Croix de feu ressortait tout autant de la tactique politique que de l'analyse de leur « vraie » nature²⁴. Avec le même objectif de débauchage, les rivaux des Croix de feu, implicitement, faisaient la distinction entre La Rocque et ses partisans, dont il avait, disaient-ils, trahi les positions radicales, quand ils n'allaient pas jusqu'à penser que La Rocque lui-même était

fasciste à son insu. Cette ambiguïté a peut-être joué en faveur des Croix de feu aux yeux des Fascistes, qui se sont mis à penser qu'il valait la peine de la recruter. Après tout, dans la longue liste des « mouvements fascistes étrangers », inventaire postérieur aux émeutes du 6 février, on avait une lecture du mouvement des Croix de feu dictée par l'histoire du Fascisme, qui les assimilait aux Arditi²⁵, et l'on racontait que leurs membres s'entraînaient à utiliser des mitrailleuses et se préparaient à attaquer les loges maçonniques²⁶. Par la suite, les Italiens adoptèrent sur les Croix de feu une opinion plus conforme à celle des JP et du FN, sa principale source d'information. Les observateurs ont parfois décrit les discours de La Rocque comme aussi confus que creux et l'ont estimé engagé dans l'inaction²⁷. En revanche, il s'en est trouvé un pour affirmer que Pozzo di Borgo, un chef des Croix de feu qui sympathisait ouvertement avec le fascisme, était le véritable leader de la ligue²⁸. Selon le dessinateur humoristique et concepteur de jardins Ferdinand Bac, intermédiaire culturel de haut vol entre la France et l'Italie, Mussolini, confondu par l'attitude de La Rocque, aurait posé la question : « Pourquoi le colonel de La Rocque se défend-il d'être un chef fasciste ? Il a calqué toutes nos méthodes. Pourquoi en France chaque parti traite-t-il son adversaire de fasciste ? J'en arrive à la conviction que personne ne sait au juste que c'est que le fascisme²⁹. » Ce que Mussolini a réellement dit, nous ne pouvons le savoir. Mais si on lui prête ces mots, cela montre de quel poids ce pouvait être dans la lutte politique que de se référer à des catégories.

Le recrutement, chez les Croix de feu, était aussi divers et varié que dans n'importe quel autre parti politique, à ceci près qu'on y trouvait des sympathisants fascistes. À Montpellier, des royalistes qui avaient longtemps admiré Mussolini se

tournèrent vers les Croix de feu³⁰. Joseph Pozzo di Borgo faisait publiquement état des régimes de Mussolini et d'Hitler comme de modèles pour la France³¹. Durant les mois de septembre-octobre, un membre de la ligue, Alfred Sibert, fut envoyé par *Le Petit Journal* (qui pour lors n'était pas un organe de la ligue) enquêter sur l'atmosphère en Italie. Il trouva que les Italiens, qui jusque-là n'avaient pas spécialement joui de la réputation de compter parmi les peuples les plus calmes, avaient acquis « un flegme tout britannique³² ». Il dîna avec les Chemises noires, visita leurs œuvres sociales, rencontra des jeunes gens qui étaient loin de détester l'idée de la guerre et, à la faveur d'une rencontre avec Mussolini, comprit ce qui motivait cette aveugle confiance que lui vouaient les Italiens. Le Front populaire n'était pas le seul à considérer les Croix de feu comme fascistes. Paul Chopine, organisateur des Dispos, affirma, en quittant la ligue, que La Rocque conduisait sans s'en rendre compte les républicains ordinaires au fascisme et condamna son ambition, son culte du chef, son désir de s'emparer du pouvoir, l'organisation de manifestations de masse « à grand renfort de tam-tams » et son côté va-t-en-guerre en matière de politique extérieure³³. François Veillot, dans une hagiographie de La Rocque, publiée après la formation du PSF, admettait que beaucoup de bons catholiques, comme lui, avaient vu dans les Croix de feu des « fascistes » ou des « nazis » et s'inquiétait de voir « la ruée des masses embrigadées et exaltées [...] aboutir à la force, à la violence, peut-être à la guerre civile³⁴ ! » De son côté, La Rocque ne tarissait pas d'éloges sur « l'unification ambitieuse et grandiloquente imposée par le génie du Duce ». Il voyait la « sœur latine » de la France comme un rempart contre l'Allemagne, mais n'oubliait pas pour autant les menaces italiennes contre la France. Pour justifier l'impérialisme italien en Abyssinie, il invoquait la supériorité

européenne sur les infantiles Abyssins et le droit qu'avait l'Italie, égal à celui de la France, de posséder un empire³⁵. Dans un entretien, il déniait qu'il eût à voir avec le fascisme et tout à la fois proclamait qu'il avait soudé les composantes de son mouvement de manière à en faire un « faisceau d'énergies prêtes à tous les sacrifices pour le salut de la patrie », prêt à se livrer à un « grand nettoyage³⁶ ». Dans le même entretien, La Rocque condamnait encore le Fascisme et le national-socialisme au motif qu'ils débouchaient sur un culte de l'État. Je reviendrai sur ce point précis concernant l'État, mais il ne fait aucun doute que La Rocque tenait à ne pas tomber dans la même erreur que ses rivaux en s'alignant trop étroitement sur Mussolini. Il naviguait entre les inconvénients politiques d'une identification avec l'Italie, son désir de recevoir de ce pays un soutien diplomatique et la conscience claire qu'au sein de son mouvement on faisait – lui aussi – les yeux doux au Fascisme. Ces priorités permettent de comprendre un écart jusqu'ici passé inaperçu entre ce qu'il affichait publiquement et ses actions derrière la scène.

En avril 1935, les Fascistes invitèrent La Rocque à participer à un rassemblement de vétérans. La Rocque, après consultation de ses lieutenants, déclina l'invitation, mais il n'est pas inintéressant de savoir pourquoi. Il passa par Arturo Kellner, l'attaché militaire italien, qui rapporta à ses supérieurs que, contrairement aux allégations de certains historiens, déniaient tout contact entre Croix de feu et personnages du régime mussolinien, La Rocque avait maintes fois rencontré des officiers italiens, dont les attachés militaires en poste avant lui. Alessandra Giglioli affirme que des représentants des Croix de feu s'étaient également rapprochés de l'attaché de presse de l'ambassade, mais cette information n'est pas recoupée³⁷. La Rocque rassura Kellner en lui disant toute

l'admiration que suscitait en lui le travail de Mussolini et que certains membres de la ligue se joindraient à d'autres groupes de vétérans en visite à Rome. La Rocque a dû penser que ses paroles seraient rapportées à Rome, ce qui donne tout son poids à la réponse qu'il fit à Kellner l'interrogeant sur la volonté des Français de prendre des mesures militaires contre le Front commun :

Le chef des Croix de feu m'a précisément déclaré que celles-ci sont prêtes à semblable éventualité ; certes seront commis de « nombreux actes de sabotage » dans les administrations et services publics, partout où sont hébergés quantité de communistes, néanmoins les Croix de feu souhaitent faire savoir de quel poids pèsent leurs forces.

Les Croix de feu, affirme leur chef, ne doivent pas s'occuper au nom de l'association et pour son compte des petites histoires politiciennes, comme les élections municipales et autres. Les Croix de feu représentent la réserve morale de la nation ; la discipline en leur sein est de fer ; les Croix de feu interviendront dans le pays au moment voulu, qui sera décisif, et donc « historique³⁸ ».

Il semble que la rhétorique de La Rocque attendant l'heure H n'ait pas été destinée uniquement à faire plaisir aux foules. En novembre, les diplomates italiens recevaient de plus amples informations disant que les Croix de feu étaient prêts à passer aux actes. Un activiste de la base avait déclaré au consulat italien de Lyon que La Rocque avait élaboré un plan pour établir une République autoritaire – une hypothèse plutôt plausible de son point de vue. Un autre se proposait pour diriger un « Centre d'action latine et méditerranéenne » fonctionnant sur des fonds italiens³⁹. Ciano (alors ministre de la Presse et de la Propagande) refusa de mettre la main à la poche, mais l'ambassadeur Vittorio Cerruti prenait désormais

au sérieux la possibilité de voir les Croix de feu s'emparer du pouvoir. Il avait signalé qu'avant de prendre officiellement ses fonctions il avait participé à Paris à la manifestation du 14 juillet, ce qui était pour lui le signe que ni les communistes ni les Croix de feu ne jouaient la carte de la provocation. La situation, poursuivait-il, était à présent bien différente. Les Croix de feu étaient prêts à affronter leurs adversaires les armes à la main, et d'autres nationalistes les suivraient. Il demanda au ministère des Affaires étrangères d'aider financièrement ce « groupe » en vue d'une éventuelle action de rue. Fulvio Suvich, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, hostile à la possibilité d'une alliance avec l'Allemagne, validait les paiements, sous l'autorité de Mussolini comme ministre des Affaires étrangères titulaire⁴⁰. Alessandra Giglioli voit dans cet épisode la preuve que les Croix de feu reçurent des subventions du régime fasciste⁴¹. En fait, la preuve qu'elle apporte ne dit rien d'une demande d'argent formulée par La Rocque, pas plus que d'une offre de ses partenaires et encore moins d'une éventuelle acceptation de sa part. Quoiqu'il en soit, la correspondance n'indique pas clairement à quel groupe l'argent devait être versé. Il est douteux que les Croix de feu, avec leur effectif considérable, aient eu besoin d'une somme dont on peut penser qu'elle n'atteignait pas de forts montants. Ce qui est clair, c'est que La Rocque encourageait les Italiens à s'attendre à le voir prendre le pouvoir, et que les chancelleries marchaient.

Jacques Nobécourt mentionne un curieux épisode qui s'est déroulé à peu près au même moment. Le professeur Guido Manacorda, lié aux CAUR, porteur d'une lettre d'introduction de Gabriele d'Annunzio, invita La Rocque à Rome, lui promettant une visite de Mussolini à son hôtel. La Rocque consulta des amis, dont un lui conseilla d'accepter, mais il

déclina de nouveau. L'histoire a un fond de vérité, ayant été corroborée pour l'essentiel, la proposition de Mussolini de venir voir de La Rocque à son hôtel restant néanmoins fort peu probable. Plus étonnant encore, La Rocque envisagea d'envoyer un de ses députés à Rome avec un don de 150 000 FF pour venir en aide aux enfants italiens touchés par les sanctions. Reste à savoir si ce plan n'avait pas été échafaudé pour bien rappeler aux Italiens quel serait le partenaire principal de toute alliance diplomatique à venir – à moins que ce ne fût une couverture pour une mission inconnue. En tout cas, la visite a été annulée. Selon un témoin, La Rocque avait appris que Mussolini prévoyait de donner de l'argent à son émissaire⁴².

Si La Rocque rejetait les ouvertures italiennes, c'était moins par opposition au fascisme que par désir d'indépendance et parce qu'il pressentait la façon dont son éventuel acquiescement serait reçu en France. En effet, il déclara à l'attaché militaire que le refus unanime des dirigeants ne reposait que sur « l'orientation que prenait la politique intérieure » et sur « le contexte français de l'époque⁴³ ». L'attaché en conclut que « les Croix de feu ne suivraient pas les initiatives venant d'autres groupes » et en conçut la crainte que, dans une délégation de vétérans se rendant à Rome, ils ne fussent relégués au second plan par rapport aux grandes associations d'anciens combattants⁴⁴. En mars 1936, l'ambassadeur Cerruti suggéra à son administration de tutelle de refuser une demande de l'université de Padoue de diffuser de l'information sur ses cours traitant de la doctrine mussolinienne en France, car, si les francistes ou les Croix de feu en faisaient autant, cela leur serait reproché pendant la campagne électorale, et ils seraient

accusés de collusion avec une puissance étrangère⁴⁵. Le danger de collusion avec les nazis était plus grand encore.

Le national-socialisme et les Croix de feu

En dépit de la multiplicité des organismes qui s'en disputaient l'apanage, la politique étrangère nazie présentait une cohérence relative, tant dans ses intentions que dans ses contradictions. Les historiens s'accordent à dire que de 1933 à 1938 la priorité du régime était de se réarmer afin de réduire à néant le « judéo-bolchevisme » et de conquérir à l'est de l'espace vital. De manière à empêcher la Grande-Bretagne et la France d'allumer des contre-feux qui auraient pris l'Allemagne au dépourvu, le régime multiplia les initiatives de paix en direction tant des gouvernements que des mouvements de jeunes et d'anciens combattants⁴⁶. Pour justifier le réarmement, on en appelait à une égalité de traitement mettant fin à la politique de discrimination visant l'Allemagne et son peuple, cependant que l'on présentait le communisme comme le risque majeur pour la France, la Grande-Bretagne et la civilisation occidentale.

Pourtant, certains dires et actions du régime compromirent cette stratégie. Très répandu était le sentiment anti-français : nourri aux diatribes de *Mein Kampf*, l'organe de la SS *Das Schwarze Korps* publiait quasiment chaque semaine des caricatures d'une « France négriifiée » contrôlée par le judéo-bolchevisme⁴⁷. En outre, l'antisémitisme aliénait les gouvernements occidentaux – le Reichstag avait adopté les lois de Nuremberg le 15 septembre 1935. Alfred Rosenberg, sous sa double casquette de théoricien de l'antisémitisme nazi et de spécialiste de la politique étrangère, se plaignait de ce que les discours antisémites de Goebbels

contribuaient à saper ses efforts pour rallier les Britanniques à sa cause⁴⁸. Le fait que ce dernier cherchait à édulcorer l'antisémitisme aux yeux de l'étranger souligne encore la contradiction. Le point de vue des nazis sur le « fascisme » des mouvements nés ailleurs, y compris la doctrine mussolinienne, devrait être compris dans cette perspective.

Récemment, les historiens ont montré toute l'importance qu'avaient les rapports d'imitation et de rivalité entre les deux régimes, en opposant l'antisémitisme allemand au fascisme universel romain et/ou latin et catholique⁴⁹. D'une part, les nazis voyaient de nombreux traits communs entre nazisme et fascisme. Pour eux, les deux pays étaient sortis chacun de son côté de la même crise historique mondiale, une crise qui sévit également en France et en Grande-Bretagne. D'autre part, les nazis s'appliquèrent rarement l'étiquette de fascistes ; ils étaient aussi soucieux que les nationalistes de n'importe quel pays d'exprimer leur singularité, et les intérêts allemands et italiens étaient en conflit en Autriche et dans le Tyrol du Sud. Les dirigeants nazis savaient aussi que le ressentiment populaire grevait lourdement l'âme allemande au souvenir de la « trahison » que le pays avait subie de la part de l'Italie en 1915. L'usage de « fascisme » comme terme générique était également à fuir, dans la mesure où il était essentiellement l'apanage du vocabulaire des antifascistes⁵⁰. C'est chez Alfred Rosenberg plus que chez n'importe qui que ces dilemmes sautent aux yeux : tout en étant en effet un antisémite fanatique, il faisait montre d'une grande détermination à flatter les ambitions allemandes à l'est plutôt qu'à l'ouest. Il arrêta en 1924 une position qui devait peu varier par la suite, sur laquelle il est intéressant de s'arrêter un peu. Le Fascisme et le nazisme avaient beaucoup en commun, écrivait-il, en particulier leur hostilité intransigeante au bolchevisme, car ils

sortaient l'un et l'autre de façon indépendante de la même crise. Il louait Mussolini d'avoir instauré l'unité nationale. Toutefois, ajoutait-il, les Fascistes n'avaient pas compris que derrière le marxisme et le libéralisme était tapi le capitalisme financier international. La probabilité que le Fascisme ne survécût pas à Mussolini était d'autant plus grande que le capitalisme juif avait infiltré son régime⁵¹. Fait intéressant, la catégorisation nazie des Croix de feu affichait des ambiguïtés de même nature.

Les Croix de feu, qui rejetaient l'étiquette de fascistes et plus encore celle de nazis, condamnaient le racisme. Pourtant, en tant que mouvement anticommuniste de vétérans et de jeunes, apparemment favorable à nombre d'initiatives de l'Allemagne en matière de politique étrangère, déterminé à défendre la civilisation occidentale et pouvant raisonnablement passer pour prêt à prendre le pouvoir, il semblait une pièce maîtresse pour la stratégie nazie. Analysant la situation antérieure, Paul Distelbarth, journaliste influent spécialisé dans les affaires françaises, écrivait en 1937 qu'en Allemagne « *on a[vait] cru, depuis 1934, que le colonel de La Rocque prendrait prochainement le pouvoir en France, et qu'entre gouvernements autoritaires il serait aisé de s'entendre* » – passage qui ne figurait toutefois pas dans l'édition allemande de son livre⁵². Différents organismes nazis, à des degrés divers, étaient intéressés par les Croix de feu. Aucun ne manifestait d'hostilité à la France ; certains rejetaient l'antisémitisme, d'autres exprimaient des réserves. Dans un cas comme dans l'autre, leur logique est révélatrice.

En 1934, les Allemands n'envoyèrent à Montreux que des observateurs de second rang. Joseph Goebbels parraina un rival des CAUR, l'Internationale Arbeitsgemeinschaft der Nationalisten (IAdN), qui organisa une première conférence à

Zurich en janvier de la même année. Son président Hans Keller, déclara que les trois regroupements transnationaux, Vatican-Fascisme, Komintern et Société des nations, étaient des émanations de l'État plutôt que du peuple et que c'étaient les Juifs qui les tenaient en main⁵³. L'IAdN représentait la nazification d'une campagne lancée sous la République de Weimar pour mettre en pièces l'ordre issu du traité de Versailles en défendant le « droit à la vie » des minorités ethniques européennes tout en s'efforçant de préserver la paix entre elles. L'agence en question donnait la priorité à la lutte contre le judéo-bolchevisme, qu'elle qualifiait de conspiration mondiale à laquelle seule une résistance internationale placée sous la bannière de l'Allemagne permettrait de faire pièce. Il n'y eut que quelques intellectuels français pour rallier l'IAdN, notamment l'académicien Louis Bertrand.

L'IAdN était le pendant dans le champ intellectuel de la *National-Sozialistische Ausland-Organisation*, qui coordonnait les antennes du parti dans des zones sensibles telles que Dantzig, les Sudètes et l'Autriche. Les Allemands cherchèrent à nouer des liens avec les mouvements autonomistes « du Nord », à savoir flamands, bretons, mosellans et alsaciens (les Italiens eurent plus de succès avec certains mouvements occitan et provençal). L'organisation Ausland n'avait d'existence en France qu'au sein d'un réseau d'organismes liant l'aile luthérienne germanophile de l'autonomisme en Alsace et en Moselle aux Allemands expulsés de ces provinces en 1919. Bien que l'Alsace fût la seule région métropolitaine où les Croix de feu et le PSF étaient ouvertement antisémites, la ligue n'avait aucun contact officiel avec les groupes pro-allemands de la région. Elle était fortement anti-autonomiste et ses plus francs succès furent obtenus dans les communes

catholiques francophones et germanophones⁵⁴ ou l'autonomisme fut plutôt francophile et anti-allemand.

L'Auswärtiges Amt (« Office de l'étranger », ministère des Affaires étrangères de l'Allemagne) asseyait l'offensive en faveur de la paix sur l'anticommunisme et les angoisses traditionnelles liées à l'encerclement. Il pesa par exemple sur la presse allemande pour lui faire cautionner sa propre analyse en rattachant directement le succès des communistes aux élections locales de mai 1935 en France à sa cause immédiate, le pacte franco-soviétique⁵⁵. Par conséquent, en luttant contre le communisme en France, les Croix de feu étaient géopolitiquement utiles. N'oublions pas que l'ambassadeur Roland Köster, qui n'était pas du sérail, et que Goebbels et de Rosenberg ne portaient pas spécialement dans leur cœur, reprit à son compte, pour interpréter les manifestations du 6 février, à côté de l'inévitable référence à l'Allemagne phare du monde, le point de vue des Croix de feu sur la gestion de la France par Doumergue : un « pansement sur une plaie infectée ». Même si Doumergue pouvait survivre pour le moment, avançait-il, la France n'était pas à l'abri de la grande transformation qu'on pouvait observer dans d'autres pays, en particulier en Allemagne⁵⁶. Un autre rapport de Paris affirmait que

Les cercles gouvernementaux qui font autorité, cependant, sont totalement obstinés, se fourvoient, sont corrompus jusqu'à la moelle et s'en mettent plein les poches. Il règne dans ces cercles une corruption encore plus profonde qu'en Allemagne avant que le Führer ait nettoyé les écuries d'Augias⁵⁷.

Le diplomate détectait un mouvement naissant, encore peu conscient de ce qu'il représentait, rassemblant des jeunes issus de toutes les classes sociales. Il estimait que La Rocque, dans le cadre de ce mouvement, devait concentrer tous ses efforts

sur ceux qui prêchaient non pas la révolution, mais une évolution modérée et tournée vers l'avenir, évitant à titre conservatoire tout conflit entre gauche et droite⁵⁸. Un autre diplomate fut impressionné par la réplique des Croix de feu à la manifestation du Front populaire du 14 juillet 1935, et il signala que la ligue, fort disciplinée, semblait prête à faire le coup de poing pour s'opposer à la protestation, une violence qui pour l'instant n'avait à ses yeux qu'une signification, en réalité : maintenir l'ordre bourgeois. Il mettait en regard la manifestation des Croix de feu et celle, massive, mais dénuée d'organisation, du Front populaire, où, à la différence de l'autre, on ne trouvait pas trace de l'unité et de la force nécessaires à un passage à l'acte⁵⁹.

Les organes du parti mettaient davantage l'accent sur l'antisémitisme comme critère d'évaluation des mouvements, mais étaient souvent disposés à en minimiser l'importance. Joseph Goebbels, qui, à l'en croire, était à la tête du seul ministère authentiquement nazi, revendiquait la responsabilité de l'image de l'Allemagne à l'étranger. Les directives qu'il donnait à la presse visaient à asseoir l'idée d'une alliance occidentale contre le bolchevisme emmenée par l'Allemagne. Eberhard Taubert, son adjoint délégué aux « visions du monde de l'opposition », aux affaires religieuses et au bolchevisme tant à l'intérieur qu'à l'étranger, avait reçu le sobriquet de « Ratten-Tauberg⁶⁰ » pour sa contribution à l'une des scènes les plus ignobles du film *Der ewige Jude (Le Juif éternel)*. Pourtant, il était capable de faire abstraction de son antisémitisme. En 1934, il fonda sur financement ministériel les éditions Nibelungen, avec l'objectif d'étendre la lutte anticommuniste. En 1935, l'éditeur demanda l'autorisation d'inclure des extraits du pamphlet croix de feu intitulé *Le complot communo-socialiste* dans un livre sur l'activité

planétaire du Komintern. L'agent de l'éditeur adressa un courrier à un responsable de la ligue où il félicitait La Rocque d'avoir révélé l'activité communiste et résisté au terrorisme communiste, qui avait fait tant de victimes dans les rues parmi ses membres. Le programme croix de feu était considéré comme secondaire, dans la mesure où « chaque pays a[vait] ses forces à mobiliser contre l'Internationale et le fai[sai]t de la manière qui lui [était] propre⁶¹ ».

Les Außenpolitisches Amt (Services extérieurs, AA), bureau du ministère national-socialiste des Affaires étrangères tenu par Rosenberg, est connu des historiens pour avoir surestimé le poids de groupes antisémites marginaux, tels que Solidarité française et les francistes, et on ne peut nier sa propension à exagérer l'antisémitisme en France. Il n'en reste pas moins que Walter Gruber, le spécialiste de la France mentionné plus haut, contribua à faire connaître les Croix de feu en Allemagne pour préparer celle-ci à leur éventuelle accession au pouvoir. En juillet 1935, il livrait au *NS-Monatsheft* (« Le Mensuel nazi ») de Rosenberg un article sur la ligue et, à peu près en même temps, il traitait de questions similaires dans la préface qu'il écrivit à la traduction allemande du *Service public* de La Rocque. Anecdote qui a son intérêt, la traduction affublait La Rocque du prénom de Casimir, surnom désobligeant que lui avait donné Maurras, ce qui laisse penser que la ligue n'avait pas relu les épreuves.

Le principal objectif affiché de Gruber n'était ni d'établir de classifications ni d'étendre l'audience du national-socialisme, mais de faire la propagande de l'offensive de paix du régime, et, à ce titre, La Rocque semblait avoir du répondant. Celui-ci, à la question rhétorique de savoir si la France devait importer le national-socialisme, répliqua : « Dieu nous en préserve ! » avant d'expliquer que son souci

principal était le développement de la France, lequel ne manquerait pas d'influer à son tour sur les relations internationales. Le gros de sa préface à *Staatsdienst am Volk* consiste en extraits de discours d'Hitler et de Rudolph Hess sur ce sujet, tandis que sa contribution à la revue nazie traitait en long et en large des vues de La Rocque en matière de politique étrangère. Pour Gruber, La Rocque comprenait l'Allemagne, contrairement à la classe politique et aux journalistes français qui, depuis mille ans, n'avaient en tête que de l'affaiblir. Gruber, tout en admettant que le colonel fût un nationaliste, ne s'arrêtait pas au mal qu'il était de ce fait amené à dire des Allemands et approuvait la critique qu'il faisait dans son livre du traité de Versailles, qui avait échafaudé une « tour de Babel ». Par-dessus tout, Gruber appréciait la thèse de La Rocque selon laquelle la paix en Europe dépendait de l'égalité entre France et Allemagne, une des principales revendications du régime nazi. Gruber rapporte à juste titre que La Rocque était opposé à des conventions d'organisations d'anciens combattants des deux pays, mais partisan de pourparlers, à condition qu'un personnage qualifié de France – il pensait sans doute à lui – pût se targuer d'un soutien massif et uni derrière sa personne, et que la France elle-même fût forte à l'intérieur et tranquille sur ses frontières⁶². Dans un discours de juin 1935, La Rocque dialoguait implicitement avec Gruber. Il y réitérait sa condamnation des visites d'anciens combattants en Allemagne et répétait que l'entente avec l'Allemagne dépendait d'un gouvernement fort en France. Il ajoutait : « Quoique je n'aie pas en Allemagne, je sais bien qu'on y parle des FeuerKreuz [*sic*] beaucoup plus que [de] n'importe quels autres, précisément parce que les Croix de feu et [les] VN (i. e. "Volontaires nationaux") savent qu'il y a des romances qui n'ont pas besoin de paroles⁶³ ». Le point de vue de La Rocque

renforça l'opinion selon laquelle, sous son autorité, la compréhension avec l'Allemagne serait facilitée. Il s'ajustait également à l'espoir que les Allemands nourrissent de voir les anciens combattants français reconnaître que, tout comme eux-mêmes avaient défendu leur territoire contre l'envahisseur pendant la Grande Guerre, les Allemands à leur tour, en luttant pour l'égalité, agissaient pareillement.

Même si les nazis attachaient plus de prix à l'approbation de leur politique étrangère qu'à l'étiquette politique de leurs interlocuteurs, la proximité idéologique, réelle ou imaginée, était loin de compter pour rien, et la logique de Gruber le conduisit à analyser la ligue en calquant sa pensée sur celle de son maître Rosenberg concernant le Fascisme en Italie. L'hypothèse nazie selon laquelle les appels aux anciens combattants français, y compris les Croix de feu, déjoueraient les manœuvres des politiciens, de la presse et de l'« internationale secrète de la diplomatie », tous hostiles à s'entendre avec l'Allemagne, cette hypothèse reposait sur une autre, qui voyait dans ces mouvements une réponse à la même rébellion historique à l'échelle de la planète qui avait produit le nazisme et le Fascisme. Si Gruber n'aborde pas de front la question, il critique le point de vue selon lequel les Croix de feu n'étaient pas fascistes. Dans sa préface, il réfutait un article paru dans le journal de l'Union britannique des Fascistes refusant aux Croix de feu, faute de programme et de propagande de masse, l'étiquette de fascistes. Il répondait que le travail de la ligue était en réalité plus efficace sur le terrain, tout en laissant entendre qu'une propagande plus structurée de sa part permettrait en effet de rallier des groupes hostiles – faisant ainsi implicitement allusion à la théorie nazie qui se flattait d'avoir conquis des électeurs de la gauche. Il déniait du même coup que la ligue fût une forme de conservatisme sans

originalité⁶⁴. Il décrivait La Rocque sous des traits qui ne laissaient pas de doute au lecteur sur sa parenté avec le nazisme. C'était un chef dynamique, à qui ses yeux gris faisaient un regard d'acier, et dont l'expression énergique était renforcée par un fier nez aquilin prolongeant en courbe un vaste front. Brave à trois poils sur le champ de bataille, il aimait mieux foncer que se plier à un plan minutieux. Il promettait de restaurer la moralité publique et l'État, de ressusciter la mystique de la patrie, de relancer l'idéal national, de rassembler des gens de toutes classes, et de « broyer » les partis qui ne se réclamaient pas du drapeau tricolore. La Rocque, estimait Gruber, avait compris qu'il était possible de faire un travail social sans cesser d'être nationaliste⁶⁵. Dans sa préface, il exposa derechef ces vues, y ajoutant un éloge de la discipline aveugle régnant chez les Croix de feu, si peu dans la ligne de l'individualisme français, et des compétences d'organisation de La Rocque, qui faisaient merveille dans les mobilisations motorisées de la ligue. Comme les diplomates en poste à Paris, Gruber fut impressionné par le défilé des Croix de feu le 14 juillet 1935. L'article du *NS-Monatsheft* s'ouvrait sur un La Rocque ranimant la flamme du Soldat inconnu, cependant que dans l'est de la capitale la gauche manifestait pour éradiquer la plaie fasciste qu'il était censé incarner.

Mais, si Gruber voyait quelque chose du national-socialisme dans les Croix de feu, il exprima cependant une réserve majeure à leur endroit. Il fit état du congé que donne La Rocque dans *Service public* à l'idéologie raciste, retour à la barbarie à ses yeux, ne servant qu'une morale fondée sur la vengeance et l'inhumanité. La France, écrivait La Rocque, avait prouvé au fil des siècles sa capacité d'absorber des races diverses. Gruber décelait là des contradictions, soulignant les inquiétudes du colonel au sujet d'une France que son

ouverture avait rendue vulnérable aux « parasites et autres mercenaires » errants, qu'il savait être des Juifs, pour l'essentiel. Le racisme d'Hitler avait inondé la France d'une « foule grouillante, virulente d'*outlaws* » (*Service Public*, p. 159) qui, sous couvert de fuir les nazis, espionnait et conspirait. La Rocque, ajoutait Gruber, ne voulait pas entendre parler d'antisémitisme, car il connaissait personnellement beaucoup d'« Israélites » qui voyaient dans les réfugiés, fauteurs d'antisémitisme, une menace pour le pays et la religion⁶⁶. Les vues de La Rocque, résumées avec précision par Gruber, étaient typiques de la droite de l'époque. À l'aune des normes actuelles, le moins que l'on puisse en dire, c'est qu'elles ne sont guère indemnes d'antisémitisme. Pourtant, pour Gruber, elles démontraient que La Rocque ne comprenait pas le national-socialisme ni « à quel point les idées de la Révolution de 1789 continuaient d'être profondément enracinées dans le paysage mental des intellectuels français, droite et gauche confondues⁶⁷ ». Le rejet par La Rocque de l'antisémitisme raciste au nom du principe d'assimilation, si nuancé soit-il, voulait dire selon lui que le mouvement ne pouvait que rechercher la réforme, pas la révolution. Encore une fois, il montrait à l'évidence « combien les slogans d'un libéralisme judaïsé continu[ai]ent de semer la confusion dans les esprits⁶⁸ ». Ce libéralisme et ses soutiens en France (entendez : les Juifs) étaient si puissants que, quand bien même La Rocque mettrait à exécution un coup d'État en bonne et due forme, il ne pourrait pas faire échec à la conviction française que l'Allemagne était l'ennemi héréditaire⁶⁹. Le parallèle avec l'analyse du Fascisme à laquelle se livre Rosenberg est frappant, et rend encore plus visible « le fait que La Rocque maîtrisait en expert cette latinité qui tient pour barbare tout ce qui est germanique⁷⁰ ». Les nombreuses similitudes entre nazisme, Fascisme et

mouvement des Croix de feu n'y font rien : on voit bien que, faute d'antisémitisme raciste, il passait à côté du national-socialisme.

Otto Abetz, qui siégeait à l'antenne française du « Büro Ribbentrop » dans l'agence du Standartenführer dirigée par Joachim von Ribbentrop, braquait moins le projecteur sur l'antisémitisme. Il était le plus connu des nazis s'efforçant de mettre en œuvre l'offensive de paix du régime en direction de la France et avait acquis comme militant de la Jeunesse hitlérienne une expérience du dialogue. Il réunit un groupe de diplomates improvisés, qui comptait le chef du bureau parisien de l'Office allemand d'échanges culturels (*Deutscher Akademischer Austauschdienst*, DAA) Karl Epting, le juriste Friedrich Grimm, les spécialistes déjà mentionnés de la France Friedrich Sieburg et Paul Distelbarth, ce dernier étant le correspondant du *Frankfurter Zeitung*, et le marchand et critique d'art Arthur Pfannstiel. Le fait que le régime ait exploité leur initiative ne doit pas masquer l'engagement véritable qui animait certains d'entre eux sur la voie de la réconciliation des ennemis héréditaires – aux conditions que dicterait l'Allemagne, cela va sans dire.

Ils exerçaient leur activité à deux niveaux. Le premier était représenté par les *Cahiers franco-allemands/Deutsch-französische Monatshefte*, fondés par Abetz en novembre 1934, qui réunissaient des intellectuels français et allemands, principalement d'extrême droite. On y développait une vision de la France relativement mesurée, qui présupposait toutefois la supériorité nazie. On y dressait un tableau contrasté du national-socialisme « moderne » face à la Troisième République « décadente ». Pourtant, pouvait-on également y lire, en réponse à une crise affectant les valeurs individualistes de 1789, on voyait émerger en France divers

mouvements se référant à une restauration nationale dont le socle était la communauté, des courants représentés par des intellectuels non conformistes écrivant pour les *Cahiers* – on retrouvait là la théorie de la crise historique mondiale⁷¹. En second lieu, Abetz encourageait les échanges entre anciens combattants et groupes de jeunes, notamment pour discuter de politique sociale. En 1935, les chefs de mouvements d'anciens combattants Jean Goy, président de l'Union nationale des combattants (droite), et Henri Pichot, celui de l'Union fédérale (gauche modérée), contribuèrent à la fondation du Comité France-Allemagne, le pendant français de la Deutsch-Französische Gesellschaft. Ces initiatives étaient autant de manières d'impliquer, le cas échéant, les Croix de feu : le mouvement inspirait une certaine sympathie chez certains non-conformistes (Bertrand de Maud'Huy, Claude Jeantet, Claude Popelin) ; des jeunes comme des anciens combattants jouaient un rôle décisif dans la ligue – Jean Goy était Croix de feu. Abetz n'abdiqua jamais l'espoir d'obtenir le ralliement du mouvement.

Les membres du groupe Abetz n'étaient pas d'accord sur la catégorisation de la ligue : Karl Epting faisait valoir que, à la différence de Solidarité française et des francistes, censés devoir leur inspiration à Mussolini, les Croix de feu n'étaient pas « fascistes », à ceci près qu'on ne peut savoir ce qu'il mettait derrière cet adjectif, le fascisme en général ou le Fascisme à l'italienne. Pour lui, les Croix de feu associaient « renouveau catholique » et « autoprotection bourgeoise » à service social, épuration de la vie publique et système corporatiste où l'État aurait un pouvoir limité sur l'économie. Il se félicitait également de voir que La Rocque avait selon lui persuadé le peuple français de nourrir la pensée mystique de son unité, prouvant ainsi que les populations ne pouvaient pas

se contenter de programmes pour vivre, mais qu'« on a [vait] besoin pour son propre développement intérieur de la foi, qu'engendre l'amour de la patrie⁷² ». Epting voyait une sorte d'affinité entre les Croix de feu et le nazisme, mais mettait l'accent sur le côté unique du nazisme. Il passait l'antisémitisme sous silence. Distelbarth n'était pas sur ces positions. Que les Français eussent chez eux une mosaïque de races avec l'élément méditerranéen et, au nord, l'élément germanique, il leur en donnait acte. Alors que Gruber mettait les Croix de feu du côté latin, lui affirmait que ce mouvement incarnait l'héritage des envahisseurs germaniques, avec son opposition au Front populaire, enraciné pour sa part dans la masse paysanne indigène. Pourtant, Distelbarth était hostile à la Ligue, à laquelle il reprochait de partager avec les Germains deux défauts, violence et nationalisme poussé à l'extrême. Il misait plutôt sur les dissidents du parti socialiste, Marcel Déat par exemple. Distelbarth voyait dans les Croix de feu la troisième voie, cette synthèse du nationalisme et du socialisme que Zeev Sternhell a désignée comme constituant l'essence du fascisme. Les auteurs en question, sans être aussi catégoriques, détectaient des affinités⁷³.

La Rocque était bien conscient de ces affinités, mais il refusait d'en faire un dogme et s'opposait vigoureusement aux contacts. Il était certainement anti-allemand, et c'est plus d'une fois qu'il dénonça la « barbarie » de ce peuple. Dès 1930, dans un discours contre l'évacuation prématurée de la Rhénanie, il rappela les atrocités commises en 1914. Il convenait que la plupart des Allemands ne souhaitent pas la guerre, mais soutenait que la minorité active qui était aux commandes dans l'armée, les travaux publics et l'Université faisait tout pour mettre fin au traité de Versailles, en recourant si nécessaire à la force. Les masses allemandes, ressemblant à

des moutons enragés, ne manqueraient jamais de suivre cette minorité⁷⁴. Tout obsédé qu'il était par la menace allemande, l'organe du parti, *Le Flambeau*, était loin avant 1933 de regarder le nazisme à la loupe : il n'y voyait qu'un avatar du pangermanisme⁷⁵. À l'avènement d'Hitler, il ne trouvait rien de plus important à signaler qu'arrivait au pouvoir « l'allié des Hohenzollern », et il ne retenait de toute la rhétorique nazie que le refus d'Hitler de laisser son peuple se fustiger pour son rôle dans le déclenchement de la Grande Guerre⁷⁶. La Rocque ne tarda pas à s'apercevoir que le nazisme exigeait qu'on s'y intéressât comme à un phénomène spécifique. Dans *Service public*, son livre programmatique, il opéra la distinction entre le « freudisme » histrionique des nazis et l'« œuvre » de Mussolini : c'était la même différence de style qu'entre la gare de Metz et la colonne de Trajan. Il s'inscrivait en faux, également, contre le penchant pour les uniformes qu'affichaient les deux voisins de la France et le culte quasi religieux qu'on vouait à Mussolini⁷⁷.

La Rocque cautionnait les contacts entre intellectuels français et allemands, mais aucun autre type de rencontre ne trouvait grâce à ses yeux, du moins tant que la France n'avait pas un gouvernement fort pour la diriger. Il était hostile aux réunions d'anciens combattants de France et d'Allemagne. Abetz se félicita de voir des membres de la ligue participer à une réunion de jeunes organisée à Paris en mai 1935 sous les auspices du Comité d'entente de Bertrand de Jouvenel. Il en retint la parfaite convergence des délégués sur l'anticapitalisme et l'antimarxisme et nota que le socialisme français n'avait pas encore acquis de dimension nationale. Les délégués s'étaient ensuite rendus à Sarrebruck, dans la Sarre fraîchement restituée à l'Allemagne, où ils avaient rencontré Robert Ley, responsable du Front allemand du travail, et

Baldur von Schirach, chef des Jeunesses hitlériennes. Le mauvais accueil que fit la presse française à la nouvelle de la rencontre déçut Abetz, ainsi que l'annulation à la dernière minute du voyage, organisé par un certain Damotte, qu'avait prévu d'emmener en Allemagne un groupe de Croix de feu, les Volontaires nationaux. Abetz ajoutait qu'un autre membre des Croix de feu avait été suivi à son retour par les services de renseignement français⁷⁸. On a des preuves de l'intérêt des Croix de feu pour les initiatives sociales prises par les nazis, mais Abetz n'a pu faire état d'aucun soutien explicite de leur part. Une note des services de sécurité laisse à penser que Rudolph Schleier, responsable de l'Organisation du parti pour l'étranger et fondateur de l'Association franco-allemande, avait invité un membre des Croix de feu à Nuremberg, mais il semble que ce n'était qu'un subalterne⁷⁹. Tandis que les nazis tenaient les Croix de feu pour un mouvement potentiellement sympathique bon à utiliser pour influencer l'opinion publique, La Rocque ne voyait pas l'intérêt de s'identifier activement au régime nazi, bien au contraire.

Néanmoins le style des Fascistes et des nazis ne laissait pas les Croix de feu indifférents. Même René Rémond a concédé qu'il a pu y avoir influence fasciste à cet égard, encore que, réaction hautement significative de la méthode comparative affrontant des faits qui lui posent problème, il ait immédiatement rejeté à la marge les ressemblances en les décrivant comme un « badigeon romain⁸⁰ ». C'est pourtant ce même Rémond qui avait tendance à surestimer les influences étrangères, car après la guerre – expérience transnationale s'il en fut – des groupes paramilitaires et d'autodéfense de différentes nuances ont émergé simultanément dans toute l'Europe : la France a vu la création de la fascisante Section combattante de Démocratie nouvelle et les Unions civiques

visant à combattre les syndicats ouvriers. Ces dernières étaient organisées au plan international par le biais de l'Entente internationale anticommuniste, qui rallia le FN en 1934⁸¹. Structurellement, les Croix de feu sont très semblables au Faisceau de Georges Valois, qui eut son heure de gloire en 1926. C'était un mouvement organisé lui aussi autour d'un noyau d'anciens combattants, qui recourait à la rhétorique de l'« heure H » et aux mobilisations motorisées. Valois avait puisé son inspiration dans son passé de soldat et dans ce qu'il savait de l'Italie⁸². Les Croix de feu avaient opté pour une présentation de type militaire, mais pour rejeter toute accusation de fascisme leurs membres portaient un brassard et non un uniforme ; quant au salut romain, on ne le pratiquait que hors protocole⁸³. Les mobilisations motorisées des Croix de feu étaient également beaucoup moins violentes que les « expéditions punitives » des Chemises noires. Le recul, ainsi que les travaux exhaustifs de Sven Reichardt, nous ont appris que s'il faut les comparer à quelque chose, c'est peut-être à celles des SA chez les nazis, dans la mesure où elles servaient d'outils symboliques démontrant que le mouvement était prêt à passer aux actes, même si les menaces étaient rarement mises à exécution⁸⁴. Cela dit, il n'y a aucune preuve d'imitation directe.

La Rocque, c'est certain, se référait explicitement aux prises de pouvoir qui avaient eu lieu en Allemagne et en Italie, confirmant ainsi les théories de Wolfgang Schieder, pour qui le fascisme international était un modèle, un ensemble d'options si l'on préfère, indiquant comment faire main basse sur l'État⁸⁵. Si Mussolini et Hitler sont devenus des exemples à suivre, c'est parce que leurs tentatives ont été couronnées de succès. La Rocque affrontait un dilemme : occuper l'espace par des démonstrations paramilitaires tout en promettant de

détruire le communisme et de procéder à un *grand nettoyage* n'était pas le meilleur moyen de s'affranchir de la suspicion d'imiter des dictatures étrangères. De plus, le gouvernement préparait une législation qui autoriserait la mise au ban des ligues, ne laissant à La Rocque qu'une alternative : transformer les Croix de feu en parti politique ou entrer en résistance. Dans un document interne datant de la fin de 1935, il écrivait : « Mépriser le suffrage universel, s'en remettre uniquement à un coup de force romantique pour s'emparer du pouvoir, c'est là une conception qui, dans un grand pays occidental, ne résiste pas à l'examen. » Malgré la nature extrême de leurs doctrines, poursuivait-il, ni Mussolini ni Hitler n'avaient commis cette erreur ; Hitler, surtout, devait son succès aux urnes. En Allemagne, disait La Rocque, le scrutin proportionnel et les dissolutions répétées l'avaient favorisé, mais le précédent que représentait son accession au pouvoir n'en était pas moins impressionnant. En France, plaidait-il, le problème était différent :

Il est hors de doute que le mouvement des Croix de feu est d'inspiration antiparlementaire. Beaucoup de membres de l'Association éprouvent une véritable répugnance pour les élections. Ceux-là ont donné leur adhésion aux Croix de feu comme une protestation contre le système politique actuel et parce qu'ils voyaient dans le mouvement des formes et des possibilités d'action politique nouvelle⁸⁶.

Ce que préconisait La Rocque était d'apporter lors des élections qui s'annonçaient un soutien discret à des candidats d'autres partis qui lui seraient favorables. Au-delà, il ne s'enfermait dans aucune option, à une époque où de nombreux Français et agents des gouvernements allemand et italien – ces derniers avec ses encouragements – pensaient qu'il envisageait un coup d'État.

En fin de compte, La Rocque déçut ceux qui, chez lui ou à l'étranger, voulaient le voir prendre le pouvoir. Le tournant, ce fut le débat sur les ligues qui eut lieu à la Chambre des députés le matin du 6 décembre 1935 et vit socialistes et communistes surprendre tout le monde en proposant la dissolution simultanée des groupes d'apparence paramilitaire. Pris de court, le porte-parole des Croix de feu Jean Ybarnegaray exprima son accord. Le lendemain, des nationalistes rivaux accusèrent Ybarnegaray ainsi que La Rocque de trahison, et les nazis et les Fascistes firent chorus. Grimm rapporta que les Allemands avaient peut-être exagéré l'importance des ligues et de la lutte contre la démocratie, car la province restait attachée au *statu quo*. Cependant que l'opinion française était divisée sur l'éventualité d'un conflit ouvert dans la rue, Grimm pensait que La Rocque avait perdu une belle occasion : « on répète partout, disait-il, que La Rocque n'est pas un Hitler » ; il allait devoir passablement édulcorer ses belles déclarations, écornant pas mal son prestige. Dès lors que la déception était avérée, Grimm réinterpréta *a posteriori* la manifestation déjà mentionnée des Croix de feu du 14 juillet, la qualifiant de « faible »⁸⁷. En mars 1936, il annonça que le phénomène ligue, francistes et Croix de feu, avait vécu – « Personne ne les prend plus au sérieux ». Il affirmait qu'il connaissait un ancien fanatique de La Rocque qui avait fait de lui sa tête de Turc. Le bruit courait déjà que La Rocque était à la solde du gouvernement. Grimm faisait également état de rumeurs selon lesquelles il envisageait de former un parti politique de centre droit, car, pour lors, la ligue pesait encore moins lourd politiquement que les Casques d'acier⁸⁸. Le 18 juin, le nouveau gouvernement du Front populaire procédait à la dissolution des ligues et, le 24, la presse annonçait la formation du PSF. La cote du mouvement de La Rocque en

subit le contrecoup auprès des cercles où évoluaient mussoliniens et nazis, mais il n'avait pas dit son dernier mot.

PSF, Fascisme et national-socialisme

À partir de la fin de 1935, l'Italie, par à-coups, s'aligna sur l'Allemagne, jusqu'à devenir l'actionnaire minoritaire de l'Axe. Simultanément, des mouvements anciennement favorables au Fascisme un peu partout en Europe prirent la voie de l'allégeance à l'Allemagne et adoptèrent l'antisémitisme, les rexistes belges⁸⁹ et l'Union britannique des fascistes par exemple. À cet égard, la France était vraiment une exception, avec son anti-germanisme très marqué. Seuls les francistes foulèrent la voie allemande, confirmant par là qu'ils n'existaient guère dans le paysage, excepté auprès de l'aile pro-allemande de l'autonomisme alsacien et lorrain⁹⁰. Depuis l'alignement de l'Italie sur l'Allemagne, même l'approbation du Fascisme était devenue risquée. Le nouveau PSF de La Rocque resta aussi attaché à l'indépendance que l'étaient les Croix de feu. Toutefois, comme parti doté d'un programme, il était plus intéressé par les politiques spécifiques des dictatures que la formation qui l'avait précédé. Le PSF partageait avec d'autres pays européens le goût des manifestations de masse ritualisées, vues d'un bon œil en France depuis les efforts qu'avaient fournis les extrêmes des deux bords pour contenir les troubles de juin 1936⁹¹, comme l'a démontré Jessica Wardhaugh. Dans ce contexte de l'apaisement, la priorité était plus que jamais donnée à un anticommunisme dépassant les frontières.

En Italie, Suvich ayant été écarté et le ministère des Affaires étrangères « fascistisé » par Ciano, l'Axe s'en trouva cimenté⁹². La politique du nouveau ministre ne semble pas

avoir impliqué le PSF. Ce mouvement était encore de formation toute récente quand un diplomate italien déclara qu'on ne devait pas l'ignorer, même commandé comme il l'était par un chef dont la médiocrité était notoire et qui avait laissé filer trop d'occasions. Le PSF était un échec. Le diplomate ajoutait ses regrets de voir que La Rocque « a[vait] voulu suivre la vague antifasciste par une simple manie de popularité [...], par une sorte d'opposition verbale à une doctrine qui aurait dû être le mot d'ordre de son parti ». Pour conclure, il signalait la désertion de nombreux membres ayant rejoint le nouveau PPF de Doriot⁹³. Les fascistes préférèrent financer ce dernier, poussés en partie par la crainte de voir Doriot recevoir des fonds allemands. Si manifeste que fût la sympathie de ce parti pour le Fascisme, elle entraînait souvent en conflit avec son nationalisme. La défense de l'empire par Doriot eut finalement raison de la générosité de Ciano envers son parti. Cela provoqua l'ire d'Arrighi qui écrivit à Ciano : « Je suis fasciste, mais je ne suis pas italien. Je suis français avec orgueil et joie⁹⁴. »

Quant aux nazis, ils ont continué à appeler les groupes français à prendre part à la défense de la civilisation occidentale contre le communisme, car ils n'étaient toujours pas en position d'affronter le risque de la guerre⁹⁵. Leur ambassade à Paris interprétait le succès des communistes aux élections de 1936 comme une confirmation de l'ouverture que semblait promettre le traité franco-soviétique d'assistance mutuelle à une ingérence de la Russie dans la politique française. Suivant les instructions du régime, le *Frankfurter Zeitung*, dans un article peut-être écrit par Distelbarth, attribuait l'agitation des nationalistes français uniquement aux communistes et la reliait derechef à l'encerclement⁹⁶. Le régime dans ses appels à la paix ratissait large. En

septembre 1936, il missionna le ministre des Finances Hjalmar Schacht, représentant des conservateurs ralliés au nazisme, pour prendre langue avec le président du Conseil, le socialiste Léon Blum. La presse avait pour instruction de ne pas attaquer Blum, car son désir de résister au bolchevisme ne faisait aucun doute⁹⁷. Il est bien connu que Blum félicita Schacht d'avoir bien voulu parler à un Juif français ; quant aux nazis, ils étaient en effet prêts à minimiser l'antisémitisme dans leurs relations avec les groupes français. Ils misaient aussi beaucoup sur le PPF, dont certains membres fondateurs gravitaient autour d'Abetz. Grâce à Jouvenel, Grimm put s'infiltrer dans le congrès fondateur du PPF, et le rapport qu'il en fit était enthousiaste sur Doriot, cet Hitler français, et sur le parti, un national-socialisme avec accent français⁹⁸. Cependant, le lancement en mars 1937 du Front de la liberté par Doriot – une nouvelle mouture des efforts des JP pour mettre la main sur les Croix de feu – fut perçu comme une concession aux forces conservatrices⁹⁹. Sa révocation en tant que maire et sa défaite lors d'une nouvelle élection municipale déçurent les Allemands, et Goebbels fut incité à dire que la France n'avait plus aucune défense contre le communisme¹⁰⁰.

Le PSF restait la seule force d'extrême droite sérieuse : en dépit de ses lacunes, on ne pouvait faire comme s'il n'existait pas. Après les élections, l'ambassadeur Welczeck affirma que les Croix de feu avaient œuvré pour renforcer l'ordre bourgeois ainsi que le centre et la droite sans s'identifier à ces partis. Welczeck n'était pas plus tendre envers le reste de l'extrême droite : pour lui, si la gauche avait gagné les élections, c'était parce que les ligues, le 6 février 1934, n'avaient pas su pousser à fond leur avantage ni, par voie de conséquence, permettre aux communistes, épaulés par Moscou, d'amener à l'antifascisme la classe moyenne

inférieure¹⁰¹. En novembre 1936, Grimm déclara avoir entendu dans la bouche d'un informateur non identifié que la réémergence de La Rocque serait un malheur pour la France et les relations franco-allemandes. Peu de temps après, il lançait au PSF l'insulte coutumière de suppôts de l'élite sociale (des *feine Leute*, ou gens chic) alors que le PPF de Doriot était le représentant du peuple ; ce n'était pas tout : La Rocque était un autre Hugenberg et Doriot un autre Hitler¹⁰². L'ambassadeur Welczeck comparait le PSF aux Casques d'acier, un corps discipliné et violent en paroles sans pour autant constituer une menace pour l'ordre établi – étant donné que le nouvel ambassadeur était membre du parti, on peut se demander ce qu'il entendait par « ordre établi¹⁰³ ». Deux ans plus tard, quand il fut avéré que La Rocque avait reçu des fonds du gouvernement conservateur, Goebbels ne ménagea pas ses sarcasmes contre ce « révolutionnaire national » au petit pied¹⁰⁴.

Plus positivement, le populaire magazine illustré *Die Woche* présenta, dans sa section « Actualités en images » du numéro du 25 novembre 1936, une photo de La Rocque. La légende se lisait comme suit : « Le Mouvement de La Rocque aspire à un renouveau fondamental de la vie politique en France, sous la bannière réunifiée de toutes les forces nationales ». À côté de sa photo, il y en avait une autre de Franco, et la légende mentionnait la célébration par les nationalistes espagnols de la reconnaissance de leur gouvernement par l'Italie et l'Allemagne. Une troisième image représentait Schacht en train de regarder une nouvelle effigie de lui-même. À elles trois, les images suggéraient un soutien allemand aux régimes autoritaires, ainsi qu'un rappel du désir de paix de l'Allemagne, incarné par la mission de Schacht en France¹⁰⁵. Il ne fait pas de doute que le ministère de la

Propagande avait approuvé cet article. Peu de temps après, un rapport plutôt positif émanant du bureau de Berlin du Comité d'études franco-allemand (Deutsch-Französische Studienkomitee, un groupe économique engagé dans la compréhension réciproque des deux nations) et adressé au ministère des Affaires étrangères indiquait que, lors de son premier congrès national, le PSF avait promis « une déclaration de guerre sans équivoque au “système” », ajoutant que, vu le développement rapide que ce mouvement avait connu, il était hautement improbable qu'on pût l'interdire au motif qu'il était une réincarnation des Croix de feu¹⁰⁶.

L'idée que La Rocque avait trahi les sympathies fascistes de ses partisans persistait. Arthur Pfannstiel, qui en 1940 jette un regard rétrospectif sur les événements, dit du programme du parti qu'il « se dressait contre la corruption, contre le principe démocratique et la lutte des classes, et plaidait pour une nouvelle morale et pour l'égalité sociale », mais que La Rocque avait endormi le mouvement à grand renfort de rhétorique. En ce qui concerne le PSF, « une grande partie de ses adhérents, disait-il, sympathisent en cachette avec l'Italie mussolinienne et l'Allemagne nationale-socialiste. Ils se ressentent eux-mêmes comme fascistes et sont tout à fait hostiles aux Juifs et aux francs-maçons ». Ils avaient été trahis par leurs chefs, qui, selon Pfannstiel, étaient soit des Juifs, soit des francs-maçons, soit leurs affidés. La Rocque était lui-même un agent du 2^e Bureau et d'une loge maçonnique, le Grand Prieuré des Gaules, chargé de veiller à ce que ce véritable soulèvement national contre la corruption se tournât dans des directions sans danger pour la république¹⁰⁷.

Pour sa part, le PSF persistait dans le rejet des modèles étrangers, notamment allemands. Même au plus fort de la politique de l'Apaisement La Rocque s'opposait à la guerre

sans cautionner l'expansionnisme allemand comme le faisaient certains tenants de cette politique¹⁰⁷. La France, écrivait-il, n'était pas prête pour la guerre, qui entraînerait défaite et révolution. Pourtant, la position de La Rocque le conduisit dans la pratique à ne plus résister aux revendications allemandes. Présenter la France comme le porte-drapeau de la « civilisation occidentale » dans la lutte anticomuniste n'avait guère de sens depuis qu'un pacte la liait à l'URSS et que les perturbateurs de la paix européenne étaient les Allemands¹⁰⁸. Au moment de la crise de Munich, La Rocque tenta de mobiliser un anticomunisme partagé, avertissant Hitler et Mussolini que la guerre ne profiterait qu'à Moscou¹⁰⁹. Comme les Croix de feu, le PSF continuait de réfléchir aux moyens de contrer un coup d'État communiste. Un de ses dirigeants avait pour livre de chevet un rapport qui examinait la tactique italienne consistant à utiliser 20 000 Chemises noires pour « l'occupation systématique de régions menacées » et « l'écrasement » de groupes « socialo-communistes¹¹⁰ ».

En pleine montée de la ferveur anticomuniste, les efforts de l'Allemagne pour attirer des membres éminents du PSF ne furent pas totalement infructueux. En 1936, La Rocque dissuada le célèbre aviateur et membre du PSF Jean Mermoz d'accepter l'invitation de son homologue Goering au congrès de Nuremberg¹¹¹. En 1937, Paul Creyssel, député du PSF, se rendit à Nuremberg, où il partagea un hôtel avec Abetz et les journalistes de *Je suis partout*. Pour justifier l'invitation, Abetz dut triompher du point de vue du Ministère des Affaires étrangères, déniait à Creyssel toute importance. Creyssel était au contraire, protestait Abetz, presque aussi important que Ybarnegaray (dont l'étoile était censée pâlir). Creyssel aurait été le seul député pro-allemand du PSF ; il était

particulièrement intelligent et très éloquent. Abetz concluait : « Par le biais de Creysel, nous pouvons obtenir une influence sur le parti des Croix de feu, qui constitue une opposition importante à long terme¹¹². »

Abetz n'obtint jamais vraiment d'influence sur le PSF. Pourtant, ce parti, présenté comme plus républicain, manifestait un intérêt plus vif pour la politique sociale nationale-socialiste et fasciste que ne l'avaient fait les Croix de feu. Contrairement à son prédécesseur, le PSF mettait sur la table un programme détaillé auquel il travaillait. De la sorte il s'invitait à des débats déjà entamés il y avait plusieurs décennies de cela, s'impliquant ainsi dans des échanges qui traversaient les frontières nationales et politiques. Au sein de l'Organisation internationale du travail, les Fascistes italiens discutaient de problèmes sociaux avec les socialistes, et le régime nazi calquait son KdF (*Kraft durch Freude*, « la Force par la joie ») sur l'Œuvre nationale du temps libre, l'Opera Nazionale Dopolavoro mussolinien¹¹³. Le seul fait que, en 1938, Franklin D. Roosevelt ait demandé à l'ambassade américaine à Berlin de lui envoyer un rapport sur le *Deutsche Arbeitsfront* (DAF, « Front allemand du travail ») souligne toute la complexité des enchevêtrements et des échanges, trop importante pour être traitée ici.

La question du corporatisme, par exemple, donnait lieu à des débats sur le rôle de l'État, l'autonomie des syndicats et l'adhésion obligatoire ou volontaire, qui brouillaient toutes les tentatives d'envisager les idéologies comme étanches les unes aux autres dans un cadre national ou politique, ce qui n'empêchait nullement les acteurs de ces échanges d'insister sur l'inspiration nationale de leurs projets, de soutenir qu'ils tournaient le dos à l'« étatisme » des propositions rivales, et d'affirmer chacun pour son compte qu'ils avaient réconcilié

l'ordre et la liberté. Les Croix de feu et le PSF ont présenté leur « profession organisée » en opposition à l'autoritarisme étranger. Certains historiens y voient une preuve que les Croix de feu étaient plus traditionalistes que fascistes, mais en réalité, la question du contrôle de l'État doit être lue dans une perspective relationnelle. Prenons Johannes Dupraz, fonctionnaire des syndicats patronaux favorable au PSF, qui alla recueillir en Italie en 1935 des informations de première main sur le corporatisme. Ce qu'il en rapporte est parfaitement positif, mais il ne revint pas franchement renseigné sur la nature foncière du mouvement : « La polémique a fait rage sur la constitution des corporations et surtout sur leur tendance économique et sociale. [...] Tout le monde était fasciste, mais personne n'était d'accord¹¹⁴. » En pratique, il rallia le camp de la contestation du contrôle de l'État sur les corporations, donc, ironie du sort, le camp de ceux que les historiens ont souvent qualifiés de fascistes radicaux, comme le syndicaliste devenu fasciste Sergio Panunzio¹¹⁵. Pour bien montrer que les débats doivent être compris sur le plan relationnel, notons que Dupraz rapporta le témoignage d'un fasciste qui affirmait que le corporatisme italien laissait la place à l'initiative individuelle, contrairement à ce qui se passait en Allemagne¹¹⁶. Ni Dupraz ni son interlocuteur ne semblèrent conscients qu'Hitler avait également présenté le corporatisme national-socialiste comme une alternative à l'étatisme du judéo-bolchevisme et du conservatisme allemand¹¹⁷. Cela ne veut pas dire que le corporatisme était un concept vide, manipulable à volonté. La place manque pour expliquer comment, mais le point de vue de Dupraz se défend parfaitement dans un contexte où il était partie prenante au sein d'un projet qui visait à introduire un système corporatiste dans l'industrie de la soie à Lyon. Les priorités locales et les initiatives gouvernementales se combinaient généralement avec des idées qui franchissaient les

frontières, et où les mesures italiennes étaient loin d'être négligeables¹¹⁸.

Toujours à Lyon, Marcel Canat de Chizy, l'expert social du PSF, avait acquis une expérience dans des organisations catholiques sociales d'ingénieurs et servait comme cadre supérieur dans une grande entreprise de fibres artificielles. Il plaidait pour le corporatisme de la Belgique, du Portugal, de la Scandinavie et de la Suisse au détriment du corporatisme « défiguré » de l'Autriche et de l'Allemagne. Il commenta les Rencontres de Pontigny, qui avaient réuni des réformateurs français et suédois¹¹⁹. Canat s'intéressait également aux organisations nazies telles que KdF, DAF, déjà citée, et Schönheit der Arbeit (« Beauté du travail »). Il affirmait que les projets du PSF n'avaient rien de commun avec l'Arbeitsfront, mais exprimait son admiration pour son esprit social et brouillait les perspectives en associant une attaque contre le fascisme à une autre contre l'Action française. Il concluait : « Voilà pour l'actif, qui est remarquable. Et les Allemands que j'ai vus sont unanimes pour exprimer leur satisfaction du nouvel ordre des choses¹²⁰. » On peut penser qu'il n'avait demandé à aucun Juif son avis.

La profession organisée du PSF faisait partie intégrante d'un projet de restructuration sociale, que préfigurait la mise en place par le mouvement d'un vaste réseau de centres sociaux, cliniques, colonies de vacances, programmes d'éducation physique, visites aux nécessiteux et stages en entreprise. Ces différents dispositifs voulaient régénérer la nation en luttant contre les trois fléaux sociaux qu'étaient alcoolisme, syphilis et tuberculose en enseignant la discipline et en entraînant les élites sur la base du catéchisme de la « mystique croix de feu ». Comme principes guidant leur action, les militants citaient les méthodes de colonisation

civilisatrice mises en œuvre par Lyautey au Maroc ainsi que les mouvements des Settlements britanniques. Les militants sociaux s'efforçaient également d'inculquer l'esprit social censé avoir motivé les élites nationales-socialistes et communistes¹²¹.

En 1938, une étudiante membre de la section féminine du PSF de la faculté de la rue Soufflot visita un camp de travail nazi du Reichsarbeitsdienst (« Service du Travail du Reich »). Autant que nous savons, le parti n'avait pas avalisé ce déplacement, et la voyageuse était anonyme, mais son récit a été publié dans la revue du groupe. Et compte tenu de l'intérêt des filles de la rue Soufflot pour les politiques sociales fascistes et nationales-socialistes, la visite n'a pas été un lapin surgissant du chapeau du magicien. Comme on pouvait s'y attendre, la jeune visiteuse admirait le triomphe du régime sur la lutte des classes, saluait la formation d'élites et considérait que des méthodes similaires pourraient être utilisées en France. Elle tenait les projets nationaux-socialistes pour « bons en soi », mais elle faisait la part belle aux stéréotypes anti-allemands bien connus. Elle affirmait que le régime nazi dispensait des avantages matériels pour attacher au régime les foules allemandes irrationnelles ; elle attribuait le manque de liberté des femmes en Allemagne ainsi que leur incapacité à penser par elles-mêmes aux vues réactionnaires d'Hitler, pour qui les femmes sont des mères et des ménagères. Elle taxait également les nazis de paganisme et de discrimination à l'égard des femmes catholiques (mais pas à l'égard des juifs¹²²). Encore une fois, nous ne devons pas prendre ces critiques pour argent comptant. Elle présupposait la capacité prêtée aux Français de marier ordre et liberté, ce qui lui permettait de concilier l'admiration des politiques nazies avec le rejet du nazisme en tant que concept.

La deuxième raison de l'intérêt suscité par le national-socialisme et le Fascisme, colorés, répétons-le, par des apports plus vastes dépassant frontières et partis, résidait dans l'avantage que trouvait le PSF à la mobilisation des masses lors de grandes manifestations. La crise de juin 1936 incita les partis de droite comme de gauche à prendre de la distance – ce qui ne se fit pas sans nombreuses allées et venues – avec les affrontements de rue ou sur les lieux de travail au profit de manifestations de masse dirigées d'en haut, aptes à traduire le soi-disant besoin d'ordre et d'autorité que ressentait la population. En conséquence, La Rocque commença à se détacher des méthodes que Fascistes et nazis suivaient pour conquérir le pouvoir et reporta son attention sur l'utilisation qu'ils faisaient de la démonstration de masse, accessoirement à des fins de propagande électorale : les puissants rassemblements du PSF étaient bien plus que de simples badigeons à la mode romaine...

Le Front populaire n'était pas le seul à trouver fascistes les rassemblements du PSF. Les partis rivaux de l'extrême droite française étaient du même avis. Il y eut un critique nationaliste pour dénoncer l'enrégimentement de milliers de gens au service d'une « mystique », en soumission absolue à un chef. Il lançait cette mise en garde : la « fétichisation » manifeste lors de l'exhibition de gigantesques portraits de La Rocque conduirait à des excès et ferait le lit du communisme¹²³. Un autre faisait état de la « Roquolâtrie [*sic*] et de la démagogie du PSF ». Le nationaliste Philippe Henriot affirmait que les méthodes du PSF savaient toute « indépendance intellectuelle¹²⁴ ». Qu'Henriot lui-même fût favorable au Fascisme et au national-socialisme devrait une fois de plus nous rendre prudents et nous empêcher de prendre au pied de la lettre de telles accusations ! L'accusation d'entrave à la

« liberté individuelle » est une arme récurrente dans les conflits entre nationalistes.

Conclusion

Je n'ai fait qu'effleurer la question du fascisme transnational. De nombreux aspects ont à peine été abordés, parmi lesquels les systèmes intellectuels transnationaux, de la psychologie des foules au catholicisme politique et à l'idéologie de la troisième voie. Je m'en suis également tenu aux relations des Croix de feu et du PSF avec l'Italie et l'Allemagne. Certes, c'étaient les principaux contextes auxquels le mouvement s'intéressait, mais il n'était indifférent ni à la dictature de Salazar ni à la social-démocratie suédoise. En ce qui concerne mon sujet spécifique, j'espère néanmoins avoir montré qu'il mérite d'être approfondi et qu'une méthode relationnelle est plus productive que le simple débat sur le fascisme.

Les Croix de feu ressemblaient à d'autres mouvements d'extrême droite, en France et ailleurs, en ceci qu'elles suivaient un chemin de crête entre admiration pour les dictatures et peur de s'identifier à une puissance étrangère. Elles se distinguaient de groupes rivaux dans la Ligue, Christophe Poupault le remarque avec justesse, par le désir de dominer le même espace politique tout en restant plus éloignées de l'Italie ou de l'Allemagne¹²⁵. La Rocque savait que l'identification avec des ennemis du dehors était préjudiciable et n'imaginait pas un bloc latin qui ne fût pas sous l'égide de la France. Cela ne l'empêchait pas d'afficher clairement, en public comme en privé, son admiration pour le Fascisme ni de préconiser une alliance avec lui. L'idée selon laquelle La Rocque « ne chercha pas plus le contact avec les agents du gouvernement italien ou du Parti fasciste qu'eux-

mêmes ne le sollicitèrent directement » doit être pour le moins nuancée¹²⁶. Les Croix de feu étaient considérablement plus proches du Fascisme que du nazisme, ayant plus d'affinités idéologiques et diplomatiques avec le premier qu'avec le second. Elles n'avaient rien à gagner à s'associer avec le nazisme. Pourtant, le rejet par la ligue du racisme biologique que professait le nazisme était rendu confus par son point de vue sur les réfugiés fuyant Hitler. De plus, La Rocque mêlait aux attaques contre la barbarie allemande une certaine sympathie envers les revendications allemandes d'égalité dans le système international.

Aussi bien le régime italien que le régime allemand ont perçu, à tort ou à raison, que les Croix de feu voyaient d'un œil plutôt favorable leurs objectifs en matière de politique étrangère, et, comme ils croyaient en même temps que la crise historique que traversait la démocratie dans le monde porterait les Croix de feu au pouvoir, ils se sont trouvés des liens de parenté, pour ainsi dire, avec ce mouvement. Les déclarations publiques et privées de La Rocque et d'autres militants ainsi que l'activité de la ligue dans la rue encourageaient l'Italie à se rapprocher directement des Croix de feu, tandis que les nazis se contentaient de leur lancer des appels rhétoriques au nom de leur passé d'anciens combattants et de leur anticommunisme. La Rocque ne renonça finalement pas à son refus d'alliances et, comme on sait, il ne tenta jamais de s'emparer du pouvoir. Mais jusqu'à la fin de l'année 1935, il garda toujours ses options ouvertes. Sa marche arrière de décembre discrédita largement son mouvement en Italie et en Allemagne. Cependant, en tant que parti politique, le PSF s'engagea dans des débats transnationaux sur la ligne à suivre, dans lesquels l'Italie et l'Allemagne comptèrent de plus en plus. Les tentatives menées par l'Allemagne pour présenter le

communisme comme le principal ennemi de la civilisation occidentale ont pesé pour La Rocque dans la crise de Munich.

Et le fascisme, dans tout cela ? En tant que catégorie relationnelle, il a joué un rôle non négligeable dans l'histoire du mouvement, mais il convient de le définir avec précision. Dans un contexte de compétition, soit jusque dans les années 1930, les mouvements français, italiens et allemands résistèrent à l'utilisation du terme générique « fascisme », préférant distinguer entre le fascisme mussolinien et le nazisme. Les nazis ont rarement décrit un autre mouvement comme étant national-socialiste ; quant aux Italiens, ils ont plus souvent parlé de fascisme universel, mais sans y inclure, au début, le nazisme. En ce qui concerne les Croix de feu et le PSF, les nazis ont recouru, pour indiquer des affinités, à des euphémismes tels que « renouveau national à fondement communautaire » ou encore « rassemblement de toutes les forces nationales ». Ils ont rivalisé avec les Italiens dans l'élaboration d'alignements dépassant les frontières autour de l'expérience des combattants de la Grande Guerre, de l'anticommunisme et de l'autoritarisme. Les Italiens étaient plus enclins à qualifier de fasciste le mouvement des Croix de feu, mais leur point de vue évolua à mesure que changeaient les enjeux. À la fin de la décennie 1930-1940, quand l'Italie et l'Allemagne se rapprochèrent, les nazis utilisaient plus souvent le mot « fascisme » pour caractériser les programmes des partis étrangers, sans toutefois se l'appliquer directement à eux-mêmes. Dans cette guerre des étiquettes, les critères utilisés ont fait voler en éclats les limites du débat sur le fascisme. Les Croix de feu ressemblaient-ils davantage aux Arditi ou aux Stahlhelm, les Casques d'acier ? Leur programme limité était-il un signe de flou ou une propagande en acte ? Que penser de l'opinion de Gruber, pour qui

l'hostilité de La Rocque à l'égard du racisme biologique suffisait à le classer parmi les séides du libéralisme juif ? Autant de questions qui exigent pour que l'on y réponde une minutieuse contextualisation, et non la mise en œuvre de modèles abstraits.

En juin 1940, la vision nationaliste française du Nazisme changea brutalement. S'incliner devant la défaite obligeait à prendre en compte l'hégémonie nazie en Europe. Dès lors, la clique des pro-allemands à visage découvert trouvait un climat plus favorable. La Rocque, qui avait jusque-là souligné les différences entre son mouvement, le Fascisme et le nazisme, se mettait à détecter des similitudes. Il se déclarait en faveur d'une collaboration « honnête » tout en exigeant la protection des intérêts français. Et pourtant, dès 1940 les Allemands le considéraient comme « extrêmement germanophile », et en 1942 il s'engageait dans la Résistance¹²⁷. Quelques années plus tard, rien n'avait beaucoup changé, dans l'opinion publique envers l'Allemagne. Même sous l'Occupation, les mouvements qui avaient soutenu les nazis se trouvèrent marginalisés, car dès décembre 1940 l'opinion publique dans son ensemble souhaitait une victoire britannique.

Traduction de Philippe Gerval et Robert Sctrick

CHAPITRE VI

« Il est, en France, le symbole du fascisme » la politique sociale de La Rocque et des Croix de feu

CAROLINE CAMPBELL

La recherche, tous pays confondus, portant sur le mouvement Croix de feu/PSF a montré qu'il représentait l'un des plus importants et des plus puissants de l'histoire de la France. Mais, même si l'on s'accorde généralement pour dire qu'il a façonné de manière déterminante la culture politique française du XX^e siècle, les spécialistes se divisent farouchement quand il s'agit de dire comment. A-t-on affaire à un groupe fasciste, dirigé par un chef, François de La Rocque, lui-même fasciste¹ ? Ou bien La Rocque était-il républicain et son parti un mouvement de masse, mais de droite² ? Les archives comme les sources publiées montrent que de nombreux contemporains eurent maille à partir avec des forces antidémocratiques déchaînées par les Croix de feu/PSF, qui cherchaient à préserver une conception rigide de la France en tant que civilisation chrétienne et répartissaient les populations selon des critères ethno-religieux. Pour eux, les Croix de feu/PSF étaient fascistes, et La Rocque symbolisait le fascisme français. Pour comprendre pourquoi ils pensaient ainsi, nous devons d'abord examiner l'ultranationalisme des Croix de feu/PSF, puis la manière dont les dirigeants du mouvement ont

intégré la conception ethno-religieuse qu'on s'y faisait de la francité dans un programme social de grande ampleur. Ce faisant, les Croix de feu/PSF se sont insérés dans des affrontements sur le sens du catholicisme social, la place des Juifs et des sujets issus des colonies françaises, et furent partie prenante dans des heurts politiques entre la droite radicale et le Front populaire.

« Mystique française d'une France qui se survit et qui progresse » : l'ultranationalisme organique des Croix de feu/PSF

Le mouvement des Croix de feu, créé en 1927, était à l'origine une ligue d'anciens combattants, et, lorsque La Rocque en prit la tête en 1931, il était devenu pour l'opinion publique une organisation paramilitaire violemment anticommuniste et antisocialiste. À la fin de 1934, La Rocque, probablement aidé par sa plus proche conseillère, Antoinette de Préval, publia l'ouvrage le plus important sur les Croix de feu, *Service public*³. Cet ouvrage, qui couronnait ses écrits pour le journal du mouvement, servit de manifeste idéologique, dans la mesure où il déplorait diverses crises affectant la nation française et proposait des mesures pour y remédier. L'un des principaux arguments de La Rocque était que le peuple et la nation de France avaient une essence spirituelle qui contrastait avec la décadence matérialiste de l'État parlementaire. Appelant cette essence la « mystique française », le lieutenant-colonel l'expliquait ainsi, dans son style si particulier et souvent moqué :

Mystique française, d'une France qui se survit et qui progresse. Réveil de la conscience individuelle et collective du peuple par l'épanouissement libre et encouragé de ses ressorts

essentiels ; ceci dans le cadre protecteur, coordinateur et conducteur de disciplines nationales rénovées, imposées. Élimination des influences irresponsables, clandestines, égoïstes qui, sous le signe du parasitisme et de l'étatisme, corrompent l'existence publique, s'opposent au reclassement des valeurs. Adaptation des progrès sociaux et scientifiques aux données fixes dont nulle civilisation ne saurait se passer sans retour à la barbarie préhistorique : Travail, Famille, Patrie⁴.

Ce passage révèle que, comme la plupart des ultranationalistes, La Rocque pensait en termes de civilisations, les disposant hiérarchiquement sur une échelle comparant leur évolution selon leur développement supposé. Celles-ci, comme toute entité organique, sont exposées à la corruption qu'engendrent le manque de discipline ainsi que l'égoïsme, avec pour conséquence le déclin, voire la disparition pure et simple⁵.

Au début du xx^e siècle, nombreux de par le monde étaient ceux qui eurent recours à la pensée raciale pour déterminer le degré de santé d'une civilisation. En France, quand on parlait, d'un bord à l'autre de l'échiquier politique, de « race française », le contenu de l'expression variait du tout au tout. L'apport spécifique des Croix de feu/PSF à la culture politique française fut le lien qu'établissait leur idéologie entre *mystique française* et race française, d'une part, craintes d'un déclin de la civilisation d'autre part. Contestant la conception nazie de la pureté raciale, La Rocque définissait plutôt la francité de manière synthétique. Il écrivait :

La race française est une magnifique synthèse, disciplinée, cultivée, équilibrée. Elle forme un tout ; nulle recherche linguistique, nulle analyse d'hérédité ne peut prévaloir contre

ce fait. [...] La France est une nation assimilatrice plus que toute autre⁶.

Tout en affirmant d'un côté que son rejet du racisme biologique était le signe que le mouvement était ouvert, La Rocque figeait de l'autre le concept de race française, soulignant ses caractéristiques immuables, en quoi il ne faisait que mettre en pleine lumière une idéologie d'exclusion aux effets potentiellement préjudiciables⁷. Pour les partisans des Croix de feu/PSF, il ne pouvait exister qu'un seul moyen étroit pour un individu ou un groupe de démontrer sa francité : « La formation morale et la formation spirituelle sont les deux caractéristiques essentielles de notre race », écrivit La Rocque parmi les explications qu'il donnait des principes fondamentaux de la race, qui étaient métaphysiques et abstraits plutôt que fondés sur une réalité matérielle⁸. En fait, pour lui comme pour beaucoup de partisans des Croix de feu/PSF, le monde métaphysique était LA *réalité*, car il transcendait les petites préoccupations de la vie quotidienne.

Les Croix de feu/PSF étaient l'un des nombreux mouvements à faire valoir une conception non ethniciste de la nation.

En France, La Rocque a utilisé le concept de *mystique française* pour en faire un mythe mobilisateur. Mettant l'accent sur l'unité, le mythe ouvrait un monde émotionnel et spirituel attrayant pour un public que rebutait le discours insistant de la gauche sur la notion de classe et sur le monde matériel. De ce fait, les intellectuels de gauche raillaient La Rocque pour ses idées « pseudoscientifiques » sur la race⁹.

La Rocque affirmait que la France ne présentait pas ce qu'il appelait un « problème ethnique », mais un « problème d'étrangers » parce que ceux-ci apportaient trop souvent avec

eux des idées et des cultures étrangères, et refusaient l'assimilation¹⁰. Voici comment La Rocque exprimait sa xénophobie :

Paris et les grandes villes, Marseille en tête, sont saturés d'expulsés, d'interdits de séjour, de déracinés. L'excessive facilité des naturalisations sans période suffisante d'épreuve introduit dans nos rangs civiques une multitude croissante d'« indésirables¹¹ ».

Marseille était un point d'entrée majeur pour les sujets coloniaux gagnant le territoire métropolitain, tandis que Paris et d'autres grandes cités accueillait d'importantes communautés d'immigrés ainsi que de gros effectifs de main-d'œuvre étrangère. Il est vrai que la population française comptait environ 7 % de personnes (environ 3 000 000) venues de l'immigration à titre temporaire ou définitif, mais La Rocque, en les désignant tous comme des « étrangers », mettait à mal la légitimité des citoyens naturalisés et les distinctions entre immigrés et populations migrantes. Cette façon de les fourrer dans le même sac revenait à les déshumaniser.

Beaucoup à droite pensaient ainsi que les problèmes auxquels la France devait faire face étaient graves, par exemple le spectre du déclin de la civilisation et une crise de la démocratie représentative empêchant des hommes politiques incompetents de trouver les bonnes solutions. La Rocque écrivit¹² qu'il avait compris la gravité du problème de la décadence parlementaire lorsque, convoqué devant la Chambre en 1926 pour témoigner de ce qu'il avait vu lors de la guerre du Rif, il avait constaté avec effarement l'incompétence aussi chicanière que nombriliste des députés. En vieux routier de la hiérarchie et de la discipline militaires,

il avait reçu comme une offense le laisser-aller par lequel se signalait le débat démocratique.

La Rocque utilisa cette expérience devant les parlementaires comme une vignette publicitaire l'encourageant à travailler, avec ses partisans, au sauvetage de la France en s'appuyant sur le mouvement Croix de feu/PSF. Plusieurs étapes, écrivit-il, seraient nécessaires. Qualifiant le groupe d'« instrument magnifique », il décrivait la première phase comme le moment où le mouvement Croix de feu, institué « cellule mère », serait imprégné de la *mystique française*. À ce stade, le groupe, encore vulnérable, demandait à être protégé de ce que La Rocque appelait le virus des politiciens, qu'il qualifiait de « destructeur d'énergies, créateur de décomposition¹³ ». Se mettre à l'abri de pareil poison lui permettrait d'accéder à la deuxième phase de son développement, à savoir acquérir le statut de mouvement de masse. Une fois atteint l'effectif nécessaire pour se trouver à l'abri du virus politique, il pourrait alors intervenir comme sauveur de la France.

« Le social d'abord ! » : politique sociale des Croix de feu/PSF et nationalisme ethno-religieux

En 1934, la vie politique était infectée à un point tel que La Rocque s'était senti obligé d'avertir le Parlement qu'il avait « par son propre virus contaminé le public¹⁴ ». La haine de la droite radicale envers la III^e République n'avait fait que croître depuis l'Affaire Dreyfus, et même si elle connaissait une alternance de crêtes et de retombées en fonction de l'équipe qui était aux manettes, la rancœur explosa avec le scrutin de 1932 dont le résultat fut un cartel des gauches. Si l'on ajoute à cela tous les scandales qui jetèrent de l'huile sur le feu, on

obtient au bout du compte l'insurrection qui enflamma la droite radicale le 6 février 1934. Dans la nuit du 6 février, neuf groupes de droite radicale gros de dizaines de milliers de personnes et formés à des points stratégiques de la capitale marchèrent sur la Chambre des députés. De graves violences marquèrent l'affrontement avec les cordons de policiers et de gendarmes formant bloc pour protéger la Chambre. Des colonnes de Croix de feu eurent le temps de faire plusieurs percées à l'ouest du palais Bourbon avant que La Rocque pût ordonner le retrait de ses troupes¹⁵. Certains partisans des Croix de feu rejoignirent alors d'autres groupes qui tentaient de briser les défenses, dont le principal se trouvait sur le pont qui reliait la Concorde à la Chambre. Les rues de Paris se transformèrent en un champ de bataille où s'affrontaient droite radicale et services de sécurité. Ces combats de plusieurs heures se soldèrent par un bilan de 2 000 blessés et 14 morts. Le lendemain, le gouvernement tombait, fait inédit dans l'histoire de la III^e République, qui n'avait jamais vu la violence de la rue obtenir pareil résultat : la droite radicale l'avait utilisée pour destituer un gouvernement de gauche investi démocratiquement, mais qu'elle tenait pour illégitime¹⁶.

On s'inscrivit en nombre aux Croix de feu à la suite du 6-février, ce qui, s'il faut en croire La Rocque, donnait au mouvement la masse nécessaire pour éradiquer le virus politique¹⁷. Mais ce gonflement des effectifs a aussi une autre raison : la création le 19 mars, à point nommé pour profiter des effets du soulèvement du 6 février, de la Section féminine des Croix de feu.

Cette mobilisation de l'élément féminin du mouvement marqua un tournant, en ce sens qu'elle redéfinissait de fond en comble la trajectoire vers le pouvoir¹⁸. À contre-courant du

discours catholique sur la « vocation maternelle » des femmes ainsi que du puissant mouvement antiféministe militant pour la femme au foyer, La Rocque pensait que les femmes joueraient un rôle essentiel dans la vulgarisation à travers le territoire de la notion de *mystique française*¹⁹. Il estimait que les réformes de fond dépendaient de l'action sociale des femmes :

L'utilisation dans la vie sociale des vertus et des dispositions qui sont leur apanage aurait permis d'accélérer bien des progrès humains et civiques.

En dehors de l'État, malgré l'État, nos œuvres de solidarité, d'hygiène sociale ont connu de splendides initiatives : c'est aux femmes de chez nous que sont dues la plupart d'entre elles²⁰.

La Rocque, fidèle à la tradition du catholicisme social en vigueur avant 1914, qui préconisait l'action locale, estimait que la version corporatiste de la réforme sociale était préférable à la tendance plaidant pour l'intervention de l'État en ce domaine, celle qui avait triomphé dans l'entre-deux-guerres²¹. Alors que divers secteurs de la société française et la hiérarchie de l'Église s'étaient officiellement réconciliés avec la République au début des années 1930, les actions des partisans des Croix de feu/PSF montraient qu'un grand nombre d'entre eux lui restait hostile²².

Si La Rocque joua un rôle non négligeable pour la cause nationaliste en mobilisant les femmes, Antoinette de Préval ne fut pas en reste. Née en 1892 à Béziers, elle avait servi comme infirmière volontaire pendant la Grande Guerre, dont elle revint blessée et décorée de la Croix de guerre pour acte de bravoure. Elle entretenait avec l'armée des liens presque charnels : son père avait été général, et La Rocque était de sa famille. Catholique bourgeoise ultranationaliste plaçant la foi

au centre de tous ses actes, elle était convaincue depuis toujours que la France avait besoin de femmes et d'hommes intègres sacrifiant leurs besoins individuels à ceux de la nation. En outre, sa mentalité militariste l'amenait tout naturellement à partager le mépris de La Roque pour la politique parlementaire. Lors d'un congrès national Croix de feu/PSF, par exemple, on l'entendit interpeller de la sorte les délégués du mouvement :

Je vous demande d'interdire l'intrusion de la politique dans toutes les entreprises industrielles et agricoles. C'est un virus qui ronge tous les rouages vitaux du pays²³.

On voit que, pour Prével et La Roque, la politique n'était qu'un théâtre de marionnettes où la gauche tirait les ficelles, et le Parlement une arène livrée à des fantoches d'où les hommes d'action étaient exclus. Pour l'un comme pour l'autre, la politique devait être transcendée par ce qu'ils appelaient l'« action sociale », une manière de se centrer sur l'utilisation des services sociaux en vue d'infuser à la nation un sang neuf. Les Croix de feu/PSF et leur Section féminine seraient la courroie de transmission de l'action sociale pour introduire la *mystique française* dans la société.

L'inauguration de la Section féminine fut laissée à l'initiative de l'idéologie ultranationaliste du mouvement. Très médiatisée, la cérémonie, en instituant comme principaux orateurs trois chefs religieux, se fit l'écho de la définition que donnait *Service public* de la francité : un concept moral et spirituel plutôt que laïque²⁴. Le P. Dieux, oratorien, le pasteur Alfred Durrleman et le grand rabbin Jacob Kaplan parlèrent respectivement des « Femmes dans la nation », des « Femmes au foyer » et des « Femmes dans la Cité ». La cérémonie inaugurale elle-même, censée être interreligieuse, ne faisait en réalité que refléter le nationalisme ethno-religieux du

mouvement. Préval affirma bien que les trois orateurs religieux recouvraient les « familles spirituelles » françaises, encore que, significativement, chaque orateur, dans son allocution, passât sous silence les aspects spécifiques de sa religion propre. Il n'y avait rien de juif ni de protestant dans leurs interventions. Il était plutôt question pour chaque orateur de présenter la nation française comme une victime de la crise ayant un besoin criant de revivre. Le discours du pasteur fut particulièrement axé sur la régénération, le mot « résurrection » y revenant fréquemment pour plaider en faveur du poids qu'avaient en France les forces morales, religieuses et spirituelles²⁵. Le grand rabbin Kaplan, sans entrer dans les détails, se contenta d'insister sur la capacité des femmes d'éradiquer la corruption et de « chasser l'immoralité des positions dans lesquelles elle est enracinée²⁶ ». Il rappela aux femmes qu'au plan social elles jouaient un rôle essentiel pour réintroduire de la spiritualité dans l'identité nationale française, ou, textuellement, « pour redresser l'ordre spirituel qui donne à la France son brillant prestige moral à travers le monde ».

Les interventions des orateurs s'inscrivaient en fait dans la stratégie générale du mouvement, visant à galvaniser ses partisans sur des bases ethno-religieuses. Un tract largement diffusé à des fins de recrutement en 1934 demandait par exemple : « Quels hommes²⁷ ? » (sous-entendu : pour rejoindre les Croix de feu). Une fois de plus, la réponse était par essence religieuse : « Tous ceux qui ont des idées, des sentiments et une foi dans l'action et le sacrifice [similaires] : catholiques, protestants, libres penseurs, bons juifs ! » En scindant les Juifs en deux, les bons et les autres, les Croix de feu validaient la distinction entre « Français de souche » et étrangers que La Rocque avait posée dans *Service public*. Par

« bons » Juifs il entendait les assimilés, des hommes qui, tel le grand rabbin Kaplan, étaient disposés à laisser de côté les particularités de leur religion au nom d'une cause nationaliste comprise à la manière d'une religion, c'est-à-dire en termes organiques et spirituels. Kaplan lui-même s'était battu pendant la Grande Guerre, épisode historique d'une importance capitale pour les partisans du mouvement qui prétendaient mettre sur pied une deuxième *union sacrée*²⁸. Cependant, Kaplan n'était pas représentatif de la majorité des Juifs : il était hostile aux immigrants et réfugiés juifs pour leur prétendu refus d'assimilation²⁹.

C'est seulement en raison de fortes critiques émanant de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA³⁰) que Kaplan cessa finalement de soutenir le mouvement Croix de feu/PSF en 1937, l'organisation de défense des droits juive l'accusant de soutenir le fascisme français. Pour la LICA, le « fascisme » était antidémocratique et cherchait à diviser le peuple juif ; comme l'écrivit son journal, La Rocque aimait les Juifs qui le soutenaient et détestait les autres³¹.

Dans la conception Croix de feu/PSF de la francité, non seulement il n'y avait qu'une façon pour un Juif de se montrer quelqu'un de bien, mais encore on passait par profits et pertes des communautés entières. Le million de musulmans, en chiffre rond, vivant alors en France n'était pas appelé à participer aux manifestations publiques, la propagande les ignorait, et il en allait de même des centaines de milliers de Noirs issus de l'empire ainsi que du même effectif d'Asiatiques du Sud-Est. Paris était la métropole d'un grand empire colonial, mais qui l'eût cru, à s'en tenir à cette vision rigide des familles spirituelles françaises qu'incarnaient les Croix de feu³² ?

La Rocque était profondément conscient des relations unissant la France et les musulmans. Il connaissait l'arabe, et les liens qu'il avait noués avec des musulmans du Maroc, tant arabes qu'amazighs, remontaient à dix ans en arrière, période où il commandait un goum pendant la brutale colonisation de ce territoire³³. Mais cette expérience quotidienne, qui allait dans un tout autre sens, ne l'emporta pas sur une attitude ancrée dans ses gènes envers un Islam qui lui apparaissait comme étranger à la civilisation européenne chrétienne. La Rocque avait prévenu dans son livre :

Une observation même superficielle de la vie musulmane prouve que l'Islam est bel et bien réveillé, que ses vibrations se transmettent aujourd'hui presque instantanément sur des milliers et des milliers de kilomètres³⁴.

Même les symboles de l'assimilation musulmane à la francité – l'érection de la mosquée de Paris remonte à 1926 – lui faisaient voir rouge³⁵. Il raillait les Français qui se voilaient la face alors qu'entrait dans la nation un ennemi de la civilisation :

Et la mondanité, l'humanitarisme célèbrent à l'envi la mosquée de Paris, l'école de Grenade ; et, simultanément, se ridiculisent les « Nessara » [note de La Rocque : « Nazaréens. C'est ainsi que les musulmans désignent les hommes d'origine européenne »] dans ces institutions à l'abri desquelles se rencontrent les ennemis de notre civilisation³⁶.

La très large majorité des personnes venues soutenir les Croix de feu/PSF était donc constituée de catholiques conservateurs, et c'est à eux que le mouvement doit son « tournant social³⁷ », phénomène dont l'aspect le plus marquant résidait peut-être dans l'exploitation d'une politique sociale mise au service d'un nationalisme ethno-religieux. La

politique sociale fut l'œuvre de La Rocque, de Prével et d'autres dirigeants qui conçurent la Section féminine pour diffuser le nationalisme organique du mouvement au niveau local *via* des sections individuelles. De mars 1934 à juin 1936, la Section féminine créa environ 315 nouvelles implantations locales, toutes faisant appel aux services sociaux pour promouvoir l'idéologie du mouvement (96 à Paris et sa banlieue, 187 en province et 32 au Maghreb³⁸). On créait une section à partir de cinquante femmes enregistrées, encore qu'on pût compter ici ou là des sections de plusieurs centaines de membres. La croissance de la Section féminine s'accéléra après la transformation des Croix de feu en PSF. En 1939, elle était active dans plus de 90 % des départements, et les sections locales rendaient compte de leurs actions sociales dans plus de soixante journaux régionaux. À l'échelon le plus rudimentaire, les sections locales créaient un dépôt de vêtements, une salle de couture et une soupe populaire. À mesure que les sections grandissaient, leurs services gagnaient en étendue. Les sections les plus importantes développèrent des initiatives pour la jeunesse : centres sociaux, camps d'été, services d'éducation physique, par exemple, ainsi que des programmes s'attachant à envoyer des travailleurs sociaux et des infirmières chez les indigents.

La politique sociale des Croix de feu permit aux hauts dirigeants de mettre l'accent sur la relation entre régénération sociale, mobilisation de masse et unité nationale. Dans *Le Flambeau*, par exemple, La Rocque déclarait :

Les hommes et les femmes de bonne volonté dont la masse imprimera au mouvement Croix de feu sa portée définitive doivent être des personnes sociales. Sinon, ils n'ont aucune place parmi nous.

À mesure que l'on avançait dans l'année 1935, on put constater de plus en plus clairement que les programmes sociaux du mouvement étaient un instrument de bon aloi si l'on voulait se concilier de larges couches du public français. La police reconnut ce changement, mais ignora le rôle qu'y jouaient les femmes :

La Rocque s'efforce de réorienter son mouvement dans une direction plus sociale. Conformément à cet objectif, la propagande des Croix de feu a mis l'accent ces derniers mois sur la création et le maintien du travail social : dispensaires, soupes populaires, dépôts de vêtements et camps de vacances³⁹.

Les réussites de la politique sociale des Croix de feu conduisirent ses dirigeants à lancer un nouveau slogan largement diffusé dès 1936 par les médias du mouvement et ses organes de propagande : « Le social d'abord ! » La devise ne se contentait pas d'afficher la priorité que le mouvement accordait à l'action sociale, elle s'inscrivait en faux contre celle de l'Action française : « La politique d'abord ! ». Comme l'expliquait Préval en 1936 dans une réunion féminine au sommet :

Chères camarades, quand quelqu'un s'adressera à vous en disant : politique en premier, et le social seulement après, en vraies Françaises, il vous faudra répondre : le social d'abord⁴⁰ !

La différence entre les priorités stratégiques que se donnaient les Croix de feu en pleine expansion et l'Action française en déclin est révélatrice de ce qui séparait le nationalisme ethno-religieux Croix de feu/PSF du nationalisme intégral maurrassien. Alors que pour l'AF, l'« anti-France » se composait des quatre États confédérés

(protestants, juifs, francs-maçons et *métèques*), antithétiques au *pays réel*, la *mystique française* des Croix de feu/PSF, elle, se représentait protestants et Juifs « acceptables » comme faisant partie de la nation française.

Outre cette divergence idéologique, les deux mouvements se séparaient sur la façon de mener au pouvoir leurs idées. La Rocque et Prével insistaient sur le caractère de masse de leur mouvement, qui contrastait avec le caractère élitiste et intellectuel de l'AF. Dans la pratique, pareilles distinctions furent quelquefois invalidées, mais cela n'empêcha pas les deux groupes, à mesure que la décennie s'écoulait, de creuser l'écart. La Rocque finit par interdire à ses membres la double appartenance. En 1937, Maurice Pujo, l'un des dirigeants de l'Action française, publia un pamphlet où était raillé ce qu'il appelait le pseudo-intellectualisme superficiel de la *mystique française* de La Rocque⁴¹. Pourtant, ce dernier avait compris que son mouvement était le seul qui comptait. Il refusa de rejoindre le Front national en 1935 et le Front de la liberté en 1937, non qu'ils fussent trop extrémistes, mais parce que, dans sa marche vers le pouvoir, il tenait à préserver l'autonomie des Croix de feu/PSF.

Sur le terrain, les services sociaux croix de feu devinrent la principale force de pénétration du mouvement dans les quartiers qui constituaient des champs de bataille politiques entre ultranationalistes et Front populaire. Les affrontements mettaient en jeu la rhétorique persuasive plutôt que la confrontation physique. Le cas du 15^e arrondissement de Paris, ethniquement composite, illustre bien le fonctionnement de l'action sociale du mouvement au plan local. En décembre 1934, cinquante femmes de l'arrondissement souhaitèrent rallier les Croix de feu, nombre suffisant pour constituer une section. Celle-ci, au printemps de 1936, en était

déjà à créer un bureau central, une soupe populaire, un dépôt de vêtements, une salle de couture et un programme pour les jeunes⁴².

Le 15^e était densément peuplé et abritait plusieurs communautés d'immigrés dynamiques, notamment des Russes, un grand nombre d'Antillais et aussi, ce qui était d'un poids encore plus grand en l'occurrence, des travailleurs musulmans venus d'Algérie. La communauté musulmane algérienne était concentrée autour de petits hôtels appartenant à des Algériens avec des cafés attenants, qui étaient autant de centres communautaires culturels avec lesquels il fallait compter. Sachant que les Algériens se rassemblaient dans ces cafés-hôtels, des membres des Croix de feu des deux sexes intensifièrent auprès d'eux leurs efforts de recrutement. Les hommes entraient dans les cafés et dirigeaient les clients vers l'aide sociale et toute l'assistance gratuite du mouvement⁴³. Partant du principe que les Algériens étaient antisémites – postulat le plus souvent invalide –, les recruteurs Croix de feu leur disaient que la ligue était l'adversaire des Juifs et de leurs alliés marxistes. Si l'on en croit la police, les recruteurs de la ligue promettaient à ceux qui fréquentaient ces cafés que, si le mouvement était porté au pouvoir, il leur accorderait les mêmes droits de citoyenneté que ceux qu'avait octroyés le décret Crémieux aux Juifs algériens⁴⁴. Telles étaient les deux tactiques auxquelles recoururent les partisans des Croix de feu dans les cafés-hôtels sur toute l'étendue du 15^e : ils faisaient miroiter la promesse d'assistance sociale et cherchaient à susciter des sentiments antisémites au sein de la communauté algérienne afin de les attirer dans le mouvement.

Même si les Croix de feu finirent par recruter un maigre effectif de partisans auprès de cette communauté, leurs ouvertures ne furent pas trop les bienvenues auprès des

intéressés, du fait des activités de l'Étoile nord-africaine (ENA), organisation bien implantée dans l'arrondissement. Fondée en 1926 à Paris, cette association laïque militait pour l'indépendance de l'Algérie et représentait l'un des principaux groupes de défense des droits des Nord-Africains dans la capitale. Ses dirigeants s'étaient donné pour mission de mettre en garde les Algériens contre ce qu'ils appelaient la « propagande fasciste » et les « fausses promesses⁴⁵ ». La conception que l'ENA se faisait du fascisme était semblable à celle de la LICA dans la mesure où ses partisans trouvaient le fascisme antidémocratique et bon à engendrer la zizanie, au plan ethno-religieux. Alors que la LICA affirmait que le fascisme divisait les Juifs et menaçait la liberté individuelle, l'ENA insistait sur le fait que fascisme et colonialisme ne faisaient qu'un et cherchaient à diviser les musulmans. Pour cette raison, le journal de l'ENA expliquait que le groupe cherchait à promouvoir « l'union de tous les musulmans nord-africains avec nos amis français qui luttent contre le fascisme afin de résister à tous les ennemis de la liberté et de la démocratie⁴⁶ ».

« *La France de demain* » : sociopolitique des Croix de feu/PSF

En frayant les mêmes chemins que la LICA, l'ENA, l'Action française, le Front populaire et d'autres encore, les Croix de feu/PSF s'engageaient clairement dans la politique, même si ses partisans prétendaient le contraire. *Sociopolitiques*, tel est le terme qui définirait le mieux les activités du mouvement, même si nombre de militants, au premier rang desquels les femmes, affirmaient ne se consacrer à l'action sociale que dans le souci de sauver la civilisation

chrétienne de la France⁴⁷. Charles Vallin, le principal propagandiste du PSF, expliqua :

Nous ne sauverons pas la France sans les femmes, car nous ne sauverons pas la France à moins de créer d'abord un climat moral... Ce sont les femmes qui créent ce climat, en particulier dans une civilisation chrétienne comme la nôtre⁴⁸.

La Rocque se fit l'écho de cette doctrine lorsqu'il s'adressa aux militants de l'action sociale du mouvement :

Vous allez servir notre travail, notre patrie et la civilisation chrétienne, qui doit être restaurée afin que nous puissions redécouvrir son essence spirituelle⁴⁹.

Au fur et à mesure que s'élargissait la portée des services sociaux de la Section féminine, l'action sociale du mouvement gagnait en complexité et en ambition. La stratégie du Social d'abord ! incluait de la part de ses dirigeants la recherche du soutien de la hiérarchie catholique, d'interviews dans la presse catholique, des efforts pour recruter des travailleurs sociaux catholiques, ainsi qu'une organisation au plan local qui pût se coordonner avec celle des paroisses. Cette croissance remarquable de l'action sociopolitique du mouvement représenta un tournant, et ce à plusieurs égards. Tout d'abord, la tactique des Croix de feu/PSF est allée s'infléchissant au cours de la décennie 1930-1940, à mesure que sa hiérarchie favorisait l'action sociale au détriment des démonstrations paramilitaires. Deuxièmement, en parallèle avec cette modération tactique, son nationalisme ethno-religieux gagnait en visibilité. On pourrait dire que, par le biais de l'action sociale, les partisans des Croix de feu/PSF se sont mis à utiliser le mouvement comme un moyen de marcher sur les plates-bandes du catholicisme social.

Les dirigeants des Croix de feu/PSF virent que se concilier le clergé catholique constituait une belle chance de développement pour le mouvement. Et de fait, en 1935, la police put noter qu'on comptait de plus en plus de prêtres aussi bien aux réunions des Croix de feu que dans les dispensaires et les clubs de jeunes⁵⁰. Les dirigeants des Croix de feu souhaitaient par-dessus tout le soutien du cardinal Verdier, archevêque de Paris. Celui-ci, l'un des plus puissants hommes d'Église de France, avait constamment décliné les invitations réitérées du mouvement à diverses cérémonies religieuses, tout en participant à des manifestations pour des groupes officiellement reconnus tels que la Ligue féminine d'action catholique française (LFACF) et la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). La Rocque savait que le soutien du cardinal contribuerait à légitimer les Croix de feu aux yeux des fidèles catholiques. Dans la correspondance qu'ils échangèrent, La Rocque défendait le tournant social des Croix de feu comme un tournant dans l'histoire de la France, car c'était le moment où le mouvement avait formulé sa mission consistant à créer une *union sacrée* permanente. La Rocque expliqua ainsi à Verdier la mission du mouvement :

Notre objectif général est la réconciliation civique, avant de construire une grande force morale à travers le pays capable de cristalliser cette réconciliation. Nous ne saurions pas comment obtenir un tel résultat en dehors de la réforme sociale... Les Croix de feu représentent un modèle de la France de demain que nous voudrions⁵¹.

La Rocque informait le cardinal que le « modèle » de cette nouvelle France s'articulait autour de cinq types d'action sociale : services destinés aux enfants, aide à l'emploi des chômeurs, assistance médicale et sociale, services aux non-membres et cercles universitaires.

L'action sociale du mouvement Croix de feu/PSF fournissait à La Rocque un langage qui lui permettait de prétendre que le mouvement était ouvert, sinon que La Rocque se coupa lui-même sur ce sujet. Il expliqua en effet au cardinal :

S'il est un point sur lequel on observe la plus grande réserve, c'est la question religieuse, cela nous garantit que nos associations reçoivent des adhérents de toutes origines. Mais elles sont invitées avec la plus grande fermeté à établir un recensement des différentes obédiences et à entrer immédiatement en contact avec les autorités religieuses afin de contraindre les enfants à renouveler ou à maintenir leur pratique religieuse⁵².

Ainsi, les Croix de feu répertoriaient l'appartenance religieuse de la jeunesse et des adultes dans les programmes sociaux du mouvement. De plus, La Rocque informait Verdier que l'accent mis par le mouvement sur la pratique religieuse obligatoire favorisait la rechristianisation, dans la mesure où les femmes appartenant aux Croix de feu intervenaient auprès des parents non pratiquants pour conduire à la paroisse locale des enfants baptisés et ayant fait leur première communion de manière à les aider à se réengager dans la pratique religieuse⁵³. La Rocque pensait que l'action sociale des Croix de feu/PSF sauvait littéralement l'âme de ceux qui participaient à leurs programmes. Quelque pressant que pût se montrer La Rocque, Verdier n'accorda jamais aux Croix de feu/PSF le soutien public recherché par le colonel, refusant de s'associer à un mouvement considéré par beaucoup comme fasciste.

Les interviews que La Rocque accordait à la presse catholique pour expliquer la mission sociale du mouvement représentaient un élément central de la campagne des Croix de feu visant à défendre une conception chrétienne de la vie

politique. L'un des intellectuels les plus éminents attiré par les Croix de feu était l'extrémiste Jean Daujat, fondateur du Centre d'études religieuses de Paris, où il commença à enseigner en 1931. Après s'être entretenu avec La Rocque, Daujat déclara que les Croix de feu étaient un mouvement prometteur, dans la mesure où « il était conforme aux conceptions chrétiennes de la politique et où il avait pour dirigeants principaux presque uniquement des chrétiens fervents dans leur vie personnelle⁵⁴ ». De plus, La Rocque persuada Daujat que les Croix de feu étaient en première ligne en France pour défendre l'héritage chrétien en pleine crise de civilisation. Daujat déclara :

Nous avons dit que la France était l'aînée des nations chrétiennes nées après la chute de l'Empire romain emporté par les invasions et le déclin entraîné par la corruption interne⁵⁵.

Daujat affirma que la civilisation européenne était non seulement « divisée, ruinée et épuisée », mais encore menacée par le « double paganisme » d'un communisme fondé sur la notion de classe et d'un nazisme fondé sur notion de race⁵⁶. L'espoir pour l'avenir de l'Europe, proclamait-il, c'étaient les Croix de feu qui l'incarnaient. Et voici comment il l'expliquait :

La France, et la France seule, peut être la source d'un nouvel ordre fondé sur les authentiques principes humains et chrétiens sur lesquels reposent le salut, l'avenir, la renaissance de l'Europe... Cette résurrection de la France est la mission des Croix de feu/PSF⁵⁷.

Les Croix de feu recherchaient également le soutien de catholiques plus progressistes que Daujat, bien que La Rocque, en matière de nationalisme ethno-religieux, refusât

d'en rabattre. La Rocque accorda notamment un entretien à l'hebdomadaire dominicain modéré *Sept*, créé en 1934 avec pour objectif de poursuivre la tentative de Pie XI de séparer le catholicisme français de l'extrême droite. La Rocque pensait pouvoir rallier les lecteurs de ce magazine à la cause des Croix de feu. « Il est nécessaire de comprendre que la civilisation occidentale – la nôtre – est une civilisation chrétienne », avait-il énoncé au journaliste, ajoutant que tous ceux qui adhéraient aux Croix de feu/PSF, « quel que fût leur degré de croyance ou d'incroyance », approuvaient le credo du mouvement déclarant la France nation chrétienne⁵⁸. Ce n'était pas le premier entretien de ce type que publiait *Sept*, qui avait laissé la parole à de semblables champions du nationalisme ethno-religieux, mais pour le coup le journal ne put résister au conservatisme des responsables de l'Église. Lorsque *Sept* refusa de soutenir l'offensive de Franco contre les républicains espagnols, qu'il manifesta un soutien tacite aux réformes sociales du Front populaire et publia finalement une interview de Léon Blum en 1937, le Vatican réagit en interdisant la publication du journal.

Cependant que le mouvement multipliait les démarches pour capter le soutien du clergé et faire connaître ses activités par l'intermédiaire des revues catholiques, le recrutement par Prével de travailleurs sociaux de cette mouvance modifiait de fond en comble les capacités d'organisation du mouvement au niveau local. Prével cherchait à créer une armée de prestataires de services sociaux dirigée par un corps de professionnels auxquels s'adjoindraient des auxiliaires. Une telle action était le meilleur moyen de refonder la cellule de base de la société française, à savoir la famille. Elle expliqua ce plan en ces termes lors d'une grande conférence en octobre 1936 :

Rappelez-vous que les communistes veulent avoir un travailleur social dans chaque district. Mieux vaut une assistante sociale qu'une institutrice, car elle ne se contente pas de s'occuper de l'enfant, mais de la famille entière⁵⁹.

Suzanne Fouché fut l'une des premières assistantes sociales professionnelles recrutées par Préval. Elle intégra les Croix de feu à la fin de 1935 pour mettre sur pied des cours destinés aux jeunes femmes devant seconder les travailleuses sociales qualifiées. Fouché était bien connue dans les cercles catholiques à vocation sociale et, avant de soutenir les Croix de feu, elle s'était fait connaître comme quelqu'un de très engagé dans ce genre de causes, l'assistance aux handicapés notamment. Professeur d'assistance sociale à Paris, elle avait fondé la Ligue pour l'adaptation du diminué physique au travail (LADAPT) avec une autre sympathisante des Croix de feu, Simone Gouin, en 1929. La LADAPT fut l'une des premières associations de France à plaider en faveur des handicapés physiques. En sus des tâches d'enseignement et de travail social que lui avait confiées Fouché, elle composa divers ouvrages où elle explorait les différentes problématiques philosophiques de l'action sociale, dont le plus connu est *Souffrance, école de vie*, que détenaient les bibliothèques de la plupart des centres sociaux croix de feu/PSF.

Fouché a écrit dans ses mémoires qu'elle avait trouvé dans les Croix de feu un mouvement qui pouvait « rechristianiser » la France en y implantant un sens de la solidarité sociale⁶⁰. La formation d'auxiliaire sociale pour jeunes femmes telle que la dispensait Fouché était si efficace que les responsables Croix de feu lui demandèrent de donner une plus large audience à ses contenus en organisant une série de conférences publiques qui eurent lieu tant en France métropolitaine qu'en Afrique du

Nord. Fouché avait dans l'idée de se servir de ces conférences pour changer, *via* les Croix de feu, la « mentalité collective » des Français par inculcation du « sens social », comme elle disait⁶¹. Elle passa ainsi, dans les années 1935-1940, une partie non négligeable de son temps sur les routes, à organiser des conférences de « sens social » drainant souvent des foules, que venait grossir le personnel de la presse régionale du mouvement. Elle y soulignait la complexité de la conscience humaine, plus élaborée qu'on ne la présente généralement, enseignant qu'il ne fallait pas se borner aux cinq sens classiques, mais y ajouter un sixième, ce fameux sens social. Elle expliquait que les cinq sens mettaient les humains en contact avec le monde environnant, ce qui laissait l'individu muré et isolé, pris au piège de sa propre perception superficielle du monde extérieur. En contrepartie, le « sixième sens » permettait aux êtres humains de développer une compréhension du monde plus profonde ou, comme le disait Fouché, « le sentiment de notre interdépendance⁶² ». Pour Fouché, les êtres humains vivaient à cheval sur deux domaines, l'un physique ou matériel, l'autre moral ou spirituel. Afin de développer véritablement le goût des êtres humains pour le domaine du sentiment, de la spiritualité et de la moralité, Fouché faisait valoir qu'il fallait leur rappeler qu'ils possédaient de telles capacités innées. Le sens social était la clé pour organiser la société humaine non pas à partir de l'individu et de ses droits, mais des besoins du groupe, le « grand corps », dans le vocabulaire de Fouché. C'était le sens social, disait-elle, qui avait formé le « socle de la reconstruction française⁶³ ».

La conception que Fouché se faisait du sixième sens relevait du même paradigme métaphysique que la *mystique française* des Croix de feu/PSF. Toutes deux posaient au

départ une essence à la nation et au peuple français ; la collectivité France était organique, et elle était en crise à cause d'une dégénérescence morale et spirituelle. De plus, ces conférences de Fouché montrent comment l'accent mis par les Croix de feu sur le thème de la rechristianisation se révéla très fédérateur, mais elles révèlent surtout comment le mouvement cherchait avant tout à créer un nouveau modèle social conçu pour s'opposer à celui, laïc, de la III^e République.

La bataille menée pour encourager les initiatives privées à motivation religieuse marquait bien la frontière entre la droite, emmenée par les Croix de feu/PSF, et le Front populaire. À tel point que chez ce dernier on alla jusqu'à estimer que l'action sociale entreprise par La Roque et ses partisans constituait la principale menace pour l'aide sociale de l'État. Une organisation importante de la coalition du Front populaire, le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA), s'en effraya, et entreprit de dresser la liste de tout ce qu'avaient ouvert les Croix de feu/PSF comme centres médicaux, soupes populaires et dépôts de vêtements. Estimant qu'il était de son devoir de défendre l'État-Providence français naissant, le CVIA alerta le public sur le corporatisme des Croix de feu :

Voilà des gens, écrivait-il qui font tout pour refuser d'admettre que, dans leur système de gouvernement, cette charité sera amenée à venir en lieu et place de toute allocation publique⁶⁴.

Le CVIA n'imputait pas au seul corporatisme le fascisme des Croix de feu/PSF. À bien des égards, il rejoignait dans leur jugement la LICA et l'ENA : le mouvement était antidémocratique, les fascistes « se rassemblant, disait-il, autour d'une haine commune du socialisme et de la démocratie⁶⁵ ». Mais, comme Pujo, le CVIA ne s'en tenait pas

là, et allait jusqu'à clouer au pilori La Rocque et son mouvement comme une dangereuse absurdité :

Il y a 500 000 Croix de feu en France ! Le fascisme a pour lui l'argent, la presse, la complicité du pouvoir. Il menace nos libertés, notre avenir. Son triomphe plongerait notre pays dans un flot de stupidité. Il est bon de rire de cette stupidité, mais il faut aussi savoir comment éviter d'en pleurer un jour⁶⁶.

« Il est bon de rire de cette stupidité » ? La sociopolitique et l'avènement du PSF

La presse internationale n'avait pas attendu l'arrivée au pouvoir d'Hitler et de Mussolini pour les prendre pour têtes de Turc, et, tandis que les intellectuels français de droite et de gauche se moquaient des Croix de feu/PSF, la coalition de gauche de son côté ne faisait pas mystère de son inquiétude devant le danger que représentait ce mouvement. L'affrontement entre le Front populaire et les Croix de feu sur la manière de gouverner la France fut même au cœur de la campagne électorale de mai 1936. Non seulement le Front populaire avait fait campagne pour élargir les droits sociaux des travailleurs, mais il avait promis de dissoudre ce qu'il appelait les ligues fascistes. Les élections remportées, une fois au pouvoir il tint ses promesses et prononça la dissolution de toutes les ligues paramilitaires, y compris les Croix de feu. Si cette mesure mit à bas les autres ligues, les Croix de feu s'en sortirent relativement indemnes. Fidèle à la mission Social d'abord !, La Rocque rebaptisa le groupe Parti social français et reçut du ministère de l'Intérieur l'autorisation de maintenir en service la branche d'action sociale, qui put ainsi continuer à fournir ses prestations⁶⁷.

Les sections masculines du PSF se recyclèrent en vue des élections, tandis que les femmes et une minorité d'hommes impliqués dans l'action sociale multipliaient les services proposés⁶⁸. Visant à guérir des maux physiques, les dirigeantes de la Section femmes élargirent le domaine d'action de l'Association médico-sociale Jeanne d'Arc (qu'elles avaient créée au début de 1935) pour organiser de plus en plus de cliniques, des programmes d'infirmières visiteuses, des subsides aux indigents et une maison de convalescence dans la ville de Pau. Elles firent de même avec leur société de gymnastique, la Société de préparation et d'éducation sportive (qui avait également été créée en 1935). Préal était la seule femme au comité exécutif du PSF, et, bien que les nouvelles organisations issues de la Section femmes eussent des dirigeantes titulaires, elle siégeait également au conseil de direction de chacune d'elles et participait à l'élaboration de leurs programmes, au recrutement du personnel et à l'organisation des activités⁶⁹. Elle fut également la première à assumer une position de direction à l'extérieur des instances internes en dirigeant l'un des plus importants groupes affiliés au PSF, Travail et loisirs. Créée peu après la dissolution des Croix de feu, cette nouvelle association était une organisation culturelle qui proposait des activités de jeunesse et de loisirs pour les familles de la classe ouvrière, en particulier celles qui vivaient dans les zones urbaines de l'empire. Travail et loisirs a repris de nombreuses activités créées par la Section femmes, notamment des colonies de vacances, des centres sociaux et des activités de loisir⁷⁰. Si Travail et loisirs, AMSJA, SPES et Action sociale étaient nominalement indépendants, en pratique ils coordonnaient leurs activités et mutualisaient leur personnel.

L'avènement du PSF et l'évolution de la Section femmes, éclatée en cinq organisations différentes, aidèrent le mouvement non seulement à élargir son programme social en l'articulant autour du renouveau national, mais encore à mieux le faire passer auprès du grand public. De nombreux Français furent séduits par le PSF, mus par la crainte de voir les travailleurs adhérer à une vision du monde marxiste capable de les jeter dans la fournaise de la discorde sociale. La police en était bien consciente, si l'on en croit cette note :

Les œuvres philanthropiques occupent une place importante dans l'association, qui y voit un excellent moyen de conquérir le peuple et les masses laborieuses⁷¹.

Alors que les Croix de feu/PSF construisaient un formidable appareil d'action sociale, La Rocque et Prévail s'efforçaient de coordonner leurs services avec l'Action catholique. À cette fin, La Rocque établit une politique de coordination dont en avril 1937 il informa les dirigeants locaux en ces termes :

J'insiste sur le développement d'une relation avec les organisations religieuses présentes dans nos districts et dans les quartiers où œuvrent nos sections⁷².

Il réitéra ce qu'il avait expliqué au cardinal Verdier, à savoir que le mouvement cherchait à conformer ses travaux à ceux d'autres groupes s'inspirant, en matière sociale, de la même philosophie catholique intransigeante. « Nos délégués sociaux et nos présidents de section devront impérativement se rendre personnellement auprès des curés, non pour coordonner nos efforts, mais pour rester indépendants », recommanda La Rocque à ses adjoints des deux sexes, ajoutant qu'ils devaient être attentifs aux horaires de la jeunesse paroissiale, de manière à éviter tout empiètement sur les heures de

fonctionnement du PSF⁷³. Préserver ce type de communication garantirait la complémentarité du PSF et des services paroissiaux. La Rocque poursuit en annonçant que le PSF ne ferait pas la promotion de ses propres services s'ils étaient déjà offerts par une paroisse. Si une paroisse avait un groupe de scoutisme catholique dynamique, par exemple, le PSF réorienterait ses propres activités en direction des jeunes pour éviter les activités redondantes. Il écrit :

Nous ne devons détourner à notre profit aucune activité spirituelle ; dans le cas où il existe des œuvres locales qui traitent des mêmes questions que nous, pour peu qu'elles ne se ressentent nullement de l'influence du Front populaire, nous ne devons pas en être la réplique⁷⁴.

Si La Rocque conçut cette politique de coordination destinée à affaiblir le Front populaire, c'est Prével qui en organisa la mise en œuvre. La communication avec les dirigeants régionaux était essentielle à cet égard, car elle reflétait la manière dont hommes et femmes collaboraient pour organiser les services sociaux du mouvement. Particulièrement préoccupante était la relation entre le PSF, les paroisses locales et les organisations officiellement cautionnées par le Vatican. Par exemple, à l'initiative de Paris, le PSF de Lyon cherchait à développer son action sociale en mettant en œuvre les activités de Travail et loisirs. Prével annonça qu'elle se rendrait à Lyon pour y effectuer sur place avec le chef du PSF, J. Bruyas, une inspection de toutes les activités sociales. Ce dernier avertit sa visiteuse que les paroisses lyonnaises manifestaient plus d'hostilité que de soutien à l'activité du PSF⁷⁵ – aveu révélateur du fait que le PSF ne faisait qu'apporter de la division dans les politiques inspirées par le catholicisme social –, et lui demanda si pareille hostilité ne devait pas inciter le PSF à tenter de se rapprocher de la JOC (« Jeunesse

ouvrière chrétienne »). La réponse de Préval fut que les délégués du PSF devaient régulièrement visiter les paroisses, expliquer aux prêtres que tout serait fait pour accueillir à bras ouverts les enfants dans les centres sociaux du parti, que Travail et loisirs enfin n'était pas là pour rivaliser avec les services paroissiaux, mais pour compléter leur activité. Quant à la JOC, Préval suggéra qu'on lui rendît également des visites, sans aller jusqu'à établir une coopération permanente. « Nous servons l'Église, nous ne dépendons pas de ses succursales », écrivit-elle à Bruyas⁷⁶.

Dans le même esprit, Préval utilisa l'action sociale du PSF pour renforcer le nationalisme ethno-religieux du mouvement. Elle demandait par exemple régulièrement à ses assistants, y compris ceux qui n'étaient pas catholiques, d'acheter aux enfants leurs aubes de premiers communions et de les diriger vers les églises de la paroisse⁷⁷. Dans une lettre à une amie, il lui arriva de louer le travail de Mme Javal, l'une des rares femmes juives du mouvement. Cette femme siégeait aux comités de direction d'AMSJA et de Travail et loisirs, position qui faisait d'elle l'une des principales auxiliaires de Préval. L'une des tâches principales de Javal consistait à inspecter les centres sociaux du mouvement, ses camps d'été et sa maison de convalescence de Pau. En se préparant à une de ces visites, Préval éprouva le besoin de confier à son amie les origines de la personne en question, mais lui fit jurer de ne s'ouvrir à nul autre de cette information extrêmement sensible :

Madame Javal, ajoutait-elle, est une Juive qui a beaucoup fait pour notre mouvement en des heures de peur et de sacrifices inoubliables... Madame Javal a offert plusieurs aubes de première communion et une visite au [lieu de pèlerinage] catholique de Lourdes. Ce sont là des détails qui vous

montrèrent que le sectarisme n'a aucune emprise sur certaines âmes⁷⁸.

Préval continuait par un éloge de Javal pour sa participation au rituel catholique et affirmait du même coup que la volonté de Javal de se conformer à un tel rituel ne faisait que fournir la preuve des principes inclusifs du mouvement. De toute évidence, en tant que juive, Javal n'était pas libre d'allier pratique ouverte de sa religion et reconnaissance par le PSF d'un statut de cadre fiable.

Lors des conférences qu'elle donnait à travers toute la France métropolitaine et auxquelles assistaient les partisans de PSF, Préval ne manquait jamais de faire passer le message : l'action sociale du mouvement avait une influence pacificatrice sur la classe ouvrière. Une de ses anecdotes préférées était celle des trois policiers parisiens qui lui avaient dit merci pour le centre social qu'elle avait ouvert dans leur quartier, ce qui avait eu pour conséquence qu'on voyait moins de jeunes brandir des couteaux dans la rue pour un oui pour un non⁷⁹. Il y avait aussi le cas de ce jeune homme qui lui aurait dit : « Maintenant que je ne suis plus dans la rue, il est facile d'être honnête. Continuez à vous occuper de moi⁸⁰ ! » En privé, Préval disait trouver du réconfort à voir le PSF gagner du terrain parmi les communautés ouvrières. Comme elle l'écrivit vers la mi-1937 à une de ses collègues de l'action sociale :

Nous devons redoubler de prudence, de diplomatie... Ces enfants sont toujours enragés, très sauvages, mais ils sont profondément attachants et loyaux. L'influence pacificatrice de mes admirables collègues fait qu'ils ne chantent plus l'Internationale. Ces petits connaissent maintenant tous les couplets de la Marseillaise et comprennent les mots amitié et chaleur humaine ; ils ont déposé tout esprit de haine, ne

pensent plus en termes de « clan », mais font connaissance avec l'esprit de solidarité et le travail d'équipe⁸¹.

En voulant faire comprendre aux Français de la classe ouvrière qu'ils seraient accueillis à bras ouverts au sein du PSF, Préval était loin de se douter que l'effort que fournissait le mouvement pour « pacifier les sauvages » était une humiliation pour les intéressés. Cette inconséquence entraîna des contradictions insurmontables concernant la distribution de l'aide. Par exemple, le responsable de la section lyonnaise, Bruyas, posant à Préval la question de savoir si les enfants naturalisés de parents non naturalisés pourraient participer aux cours à égalité avec les Français, s'attira cette réponse : « Aidez les Français d'abord, mais je n'ai jamais refusé d'aider un enfant qui peut en avoir besoin. C'est une question de moralité, d'humanité⁸². » Cela donne une idée de la façon dont Préval, d'une main motivait une échelle de dignité parmi les personnes à aider, et de l'autre se jetait des fleurs pour l'humanité de son travail. De plus, elle refusait de considérer les enfants français de parents immigrés à égalité avec les enfants français de parents non migrants. Il est clair que tous les enfants français n'étaient pas égaux, et s'inscrivaient dans le système hiérarchique très général élaboré par le mouvement depuis le début de la décennie. Ainsi que l'écrivait Préval à un autre prestataire de services sociaux :

Aidez d'abord les familles françaises et évitez [d'aider] les « purs voyous », car, si comme dans les évangiles on peut sauver un mouton perdu sur un troupeau de cent, c'est beau et utile⁸³.

Autant la majorité des sympathisants auraient dénié toute contradiction entre leur rêve d'une France unifiée et le fait, bien réel, qu'ils appliquaient à toutes les données sociales une grille hiérarchique, autant le Front populaire, bien pénétré de

l'anti-égalitarisme du PSF, n'avait de cesse qu'il ne l'eût révélé au grand jour. Il s'inquiétait surtout de l'action sociale du PSF, car les centres sociaux de ce dernier n'étaient généralement pas situés dans des municipalités communistes ou socialistes, mais dans des bidonvilles comme ce qu'on appelait à Paris la « zone », ne bénéficiant pas d'une structure administrative proprement dite ni n'offrant d'accès aux services. Considérant les zones comme des entrées dans des secteurs contrôlés par le Front populaire, le PSF usa de subterfuges pour amener les gens à considérer ses services comme apolitiques. Un propagandiste l'a érigé en principe : « la meilleure propagande est discrète⁸⁴ ». Un président de section expliquait que l'action sociale servait « à inculquer l'esprit PSF, mais sans l'étiquette⁸⁵ ». Pour riposter à l'ouverture d'un nouveau centre social PSF à Aubervilliers, des propagandistes communistes attaquèrent la directrice du centre, Mme Déléchant, qui avait déserté le parti communiste pour rallier le PSF. « C'est elle qui est en charge de vos enfants ! » clama le PCF, ajoutant que l'objectif réel du PSF était « d'exploiter la misère ou la naïveté des gens à des fins politiques⁸⁶ ». Un autre centre social, expliqua Préval avec fierté, était situé dans ce qu'elle appelait un « secteur terrible... bouillon de culture pour l'aristocratie du travailleur révolutionnaire », ajoutant que Travail et loisirs apportait « la moralité et l'hygiène nécessaire » à tout le quartier⁸⁷. Un autre centre se trouvait dans ce que Préval appelait une zone « très hostile », et un autre encore se distinguait par des cambriolages réguliers et le vandalisme qu'il subissait⁸⁸. Dans certains cas, Préval fut contrainte de requérir les autorités locales afin de protéger les biens, les participants et le personnel⁸⁹. Cette violence politique conduisit à l'occasion à l'annulation administrative des réunions et autres événements collectifs de Travail et loisirs⁹⁰.

« Il est, en France, le symbole du fascisme »

L'invasion de la France par les Allemands en 1940, l'exode qu'elle entraîna, la chute de la III^e République enfin confirmèrent bien des partisans des Croix de feu/PSF dans leur opinion : c'était le républicanisme parlementaire laïc qui avait affaibli la nation française. À l'opposé, le nouveau dirigeant du régime de Vichy, le maréchal Pétain, incarnait les attentes du mouvement, exprimées tout au long de la décennie, et qui se portaient vers un homme de discipline, issu des rangs de l'armée, apte à sauver la patrie sur la base d'un engagement envers la hiérarchie autoritaire et le patrimoine de la France en tant que civilisation chrétienne. Le désastre et la tragédie de 1940 n'empêchèrent pas la popularité qu'avait d'emblée acquise Vichy de mener de nombreux partisans des Croix de feu/PSF à la conclusion que si la stratégie du Social d'abord ! fonctionnait bien, c'était parce que les Françaises et les Français étaient en majorité acquis aux principes de base du mouvement.

Prenant acte de la dissolution par Vichy des partis politiques, La Rocque, sans autre forme de procès, suspendit la branche politique des Croix de feu/PSF au bénéfice de l'action sociale, rebaptisant son mouvement Progrès social français (PSF). La Rocque et Préval réorganisèrent les services sociaux du PSF pour les rabattre au sein de la toute nouvelle organisation Artisans du devoir patriotique (ADP⁹¹). Convaincu que l'action sociale et la révolution nationale de Vichy étaient inextricablement liées, le comité administratif du PSF publia une éclairante déclaration :

Avant la guerre et depuis sa création, toutes les formes d'activité sociale représentaient un peu moins de 75 % des

efforts du PSF ; depuis le 2 septembre 1939 [...] l'activité sociale représente la totalité de l'activité du PSF. [...] La rénovation nationale repose exclusivement sur une activité civique et sociale généralisée inspirée des principes adoptés par le gouvernement du maréchal Pétain⁹².

Ce fut là la première des nombreuses déclarations pro-Pétain émanant de la direction du PSF, cependant que plusieurs dirigeants rejoignaient temporairement le cabinet du chef de l'État français, où La Rocque s'impliqua un temps avec le rôle de consultant⁹³.

Le nouveau gouvernement se hâta de promulguer une série de lois antisémites de la dernière rigueur, dont l'objectif était de préserver la position dominante des catholiques, tout en haut de la pyramide ethno-religieuse. Tandis qu'une poignée de catholiques se gendarmait, La Rocque adoptait une attitude qui respectait tout à fait la ligne qu'il exprimait depuis le début des années 1930. Dans le journal du mouvement, il entérina en octobre 1940 le premier *Statut des Juifs*, rejetant le racisme biologique et exprimant ses inquiétudes face à la « multitude indésirable » de réfugiés juifs⁹⁴. Il revenait à la charge sur l'excès des naturalisations octroyées, sur la nécessité d'en revoir un grand nombre, à des fins probables d'annulation. Il accueillit la promulgation l'été suivant du second Statut des juifs en affirmant qu'il y aurait lieu de priver des familles de la citoyenneté pour cause de « manque évident d'assimilation », assortissant le tout d'une note ainsi formulée : « dans la pratique, mes suggestions vont au-delà de ce à quoi ont jamais appelé les plus déterminés⁹⁵ ».

Pendant que la presse subissait la censure du gouvernement Pétain, la position du PSF était exactement celle du nationalisme xénophobe décrit par La Rocque dans *Service public*⁹⁶. Sous Vichy, elle eut un effet dévastateur. Il est bien

connu par exemple que, à partir de 1940-1941, les Juifs classés dans la catégorie des personnes nées à l'étranger furent persécutés par l'État français, *via* les textes de loi et les déportations. Parmi les Juifs de France assassinés pendant la Shoah, les deux tiers étaient considérés comme des « étrangers ».

Sous Vichy, les services sociaux du mouvement perdirent beaucoup de leur autonomie. L'ADP opérait sous la tutelle du Secours national, organisation placée sous le patronage personnel de Pétain et dont les Allemands avaient fait une filiale de la Croix-Rouge française, que contrôlait la Croix-Rouge allemande. En théorie, cette structure « mettait toute l'aide civile en France sous l'autorité allemande⁹⁷ ».

Les dirigeants du PSF estimaient que cette perte d'autonomie n'aurait qu'un temps et cherchaient à maintenir en place leur direction et leurs structures afin de prendre le pouvoir une fois la paix revenue. Edmond Barrachin alla jusqu'à se lancer dans une des déclarations les plus claires jamais faites par un haut dirigeant sur la manière dont le mouvement gouvernerait la France. En mars 1942, il informa le Département d'État américain que, dès la mort de Pétain ou à l'occasion de la première crise qui surgirait, le PSF interviendrait sans perdre de temps pour prendre le contrôle du gouvernement. Barrachin entra même dans les détails : le PSF mettrait en place une « forme de gouvernement autoritaire avec un parlement bicamériste fantoche, dont les membres seraient nommés plutôt qu'élus⁹⁸ ». Ce serait une action légitime, affirmait-il, le PSF représentant la volonté générale du peuple français.

L'optimisme de Barrachin fut toutefois tempéré par l'incapacité du gouvernement à protéger la souveraineté française. En 1943, le PSF, entre ceux qui avaient rejoint les

cabinets, ceux qui avaient pris le maquis, ceux qui étaient passés aux Alliés (dont Barrachin), avait éclaté. Un épisode dramatique fut l'arrestation et la déportation, en 1943, de cent cinquante hommes et de plusieurs femmes occupant des postes de responsabilité, parmi lesquels La Rocque en personne⁹⁹. Cette catastrophe ne mit toutefois aucun frein au développement des services sociaux d'ADP, pour la bonne raison qu'ils étaient dirigés par des femmes, êtres politiquement neutres aux yeux des autorités. Même les Alliés reconnurent l'importance de l'ADP tandis qu'ils se préparaient en vue du jour J. L'état-major général du corps expéditionnaire allié, la reconnaissant pour l'une des organisations les plus importantes de France, lui attribue « un rôle de protection sociale... avec une direction principalement féminine¹⁰⁰ ». Que de chemin parcouru depuis le corps paramilitaire qu'étaient les Croix de feu de 1927 !

Quand le Gouvernement provisoire de la République remplaça le défunt régime de Vichy, les nouvelles autorités classèrent l'ADP parmi les organisations collaborationnistes. Le Secours national lui-même fut stigmatisé pour ses accointances avec Pétain et les services d'aide nazis. Dans une tentative de sauver la réputation du Secours national, on nomma le P. Pierre Chaillet pour aider à diriger l'organisation, rebaptisée Entraide française. La figure de ce dernier, à une époque où la majorité des Français trouvait des accommodements avec le gouvernement de Vichy et fermait benoîtement les yeux sur le sort fait aux hommes, aux femmes et aux enfants juifs, sort nettement du lot¹⁰¹. L'homme était un des rares catholiques à avoir immédiatement et publiquement dénoncé le premier Statut des juifs (pendant que La Rocque, lui, écrivait publiquement son soutien à la mesure). Par la suite, il n'avait cessé de saisir les occasions de s'opposer à

l'antisémitisme de Vichy. Il fonda l'organe de résistance *Témoignage chrétien* pour attirer l'attention sur la dépravation morale de Vichy à propos du traitement infligé au peuple juif par ce régime, et s'en autorisa pour exhorter les Français à résister en apportant leur aide aux victimes¹⁰². Il créa également le groupe d'aide aux Juifs l'Amitié chrétienne et en assura une part de la gestion. Cette œuvre valut au P. Chaillet d'être élevé en 1981 par Yad Vashem au rang de Justes parmi les nations¹⁰³.

Grâce à ces hauts faits de résistance, Chaillet acquit la position de premier plan qu'il occupa dans Entraide française. Il joua même un rôle essentiel dans la décision de continuer à verser des fonds à l'ADP, dont il convoqua le plus haut responsable, en la personne de Préval, afin de mettre la question sur le tapis. Il critiqua vivement le fait que La Rocque fût encore président de son conseil d'administration et informa son interlocutrice qu'Entraide française subordonnait le versement de ses subventions à sa révocation. Ainsi qu'il l'expliqua à cette dernière, « le colonel de La Rocque représent [ait] une forme d'action politique particulièrement virulente dans le pays. En France, il [était] le symbole du fascisme¹⁰⁴. » Quand ensuite Chaillet demanda pourquoi l'ADP était si efficace sous Vichy, il obtint cette réponse : « Le fait que le travail de l'ADP ait pu s'épanouir sous ce régime prouve que celui-ci ne ressentait pas la politique du PSF comme hostile¹⁰⁵ ». Préval était mise en face d'un choix cornélien : ou renier son vieil attachement à La Rocque ou renoncer au soutien de Chaillet et à tous les avantages qui lui étaient attachés. S'évertuant à trouver un terrain d'entente, elle recourut une fois de plus à l'argument usé dont se gaussaient ses concurrents politiques, mais auquel personnellement elle adhérait de tout son être : l'ADP, n'étant impliquée que dans

l'action sociale, n'était donc pas une organisation politique et ne pouvait pas être fasciste. Chaillet, que ce raisonnement laissait plutôt sceptique, dit tout net sa façon de penser : « S'il y a quelque chose de politique, c'est bien la question sociale », s'arc-boutant sur sa position qui consistait à voir dans La Rocque le pire de la politique française et dans tout groupe se référant à lui de près ou de loin, insistait-il, « un fascisme qui ne disait pas son nom ¹⁰⁶. »

Pourquoi Chaillet (sans compter la LICA, l'ENA, le Front populaire et d'autres encore) a-t-il pensé que La Rocque et les Croix de feu/PSF étaient fascistes ? Du point de vue catholique, pour Chaillet, le nationalisme ethno-religieux de La Rocque et son influence sur la politique sociale des Croix de feu/PSF étaient essentiels. Chaillet n'était pas un homme de l'extrême gauche, et il était consterné de voir les fractures du mouvement social-catholique opérées par La Rocque. Préoccupée par les convergences qu'elle pointait entre l'Allemagne et la France, notamment le mépris que professaient les Croix de feu/PSF envers les populations qu'ils considéraient comme étrangères, la LICA obtint même du grand rabbin qu'il prît ses distances vis-à-vis d'un mouvement qu'elle qualifiait de fasciste. En ce qui concerne les sujets venus des colonies, l'ENA était peut-être le porte-parole des droits des Nord-Africains. Premier groupe anticolonialiste à réclamer que l'Algérie s'autonomisât de sa métropole, l'ENA taxa de fascisme et de colonialisme le nationalisme ethno-religieux du mouvement Croix de feu/PSF et la menace que faisait peser ce parti sur la démocratie et la liberté. Enfin, une organisation du Front populaire, le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA) étiqueta La Rocque comme fasciste et le programme social du mouvement comme principale courroie de transmission de l'ultranationalisme du

mouvement. En tant qu'un des principaux défenseurs des principes démocratiques de la république, le CVIA manifestait une profonde inquiétude à l'égard de l'action des Croix de feu/PSF. Autant il put faire des gorges chaudes de la stupidité de La Rocque avec sa *mystique française*, autant il n'a jamais trouvé le moyen, selon ses termes, d'« éviter les pleurs » en pensant aux tragiques conséquences du nationalisme organique et de la politique sociale des Croix de feu/PSF.

Traduction de Philippe Gerval et Robert Sctrick

CHAPITRE VII

PSF et fascisme colonial : défendre l'Algérie française

SAMUEL KALMAN

Dans le sillage de l'explosion de l'antisémitisme politique des années 1890 et du tout jeune mouvement littéraire *Algérianité* qui s'ensuivit, on vit s'enfler chez les colons de l'Algérie coloniale française une vague xénophobe et antisémite qui défendait ouvertement une politique autoritaire et rejetait les institutions républicaines. Des responsables comme Max Régis et des auteurs comme Louis Bertrand et Robert Randau se faisaient l'écho des désirs de la population européenne : chauds partisans de l'indépendance par rapport à la *métropole*, ils faisaient fréquemment appel à la violence dans le dessein de dominer musulmans et Juifs, fermement convaincus que les Européens d'Algérie constituaient un mélange racial sans autre exemple, et se faisant les champions d'un homme nouveau, jeune, viril et brutal à la fois, tout l'opposé du Français faible, dégénéré et efféminé¹. À l'appui de ces prétentions, les colons se tournèrent dans l'entre-deux-guerres vers une variante du fascisme spécifiquement coloniale, soucieuse de renforcer l'ordre impérial plutôt que d'imiter les mouvements métropolitains français, italien ou allemand. Au cours des années 1930, le phénomène atteignit son apogée, ayant à son actif un certain nombre de groupes,

parmi lesquels le Parti populaire français de Jacques Doriot et le Rassemblement national d'action sociale, dirigé par Gabriel Lambert. Cependant, malgré leur indiscutable popularité, les deux organisations furent, dans les faits, confinées à l'ouest, dans la région oranaise. C'est le Parti social français, le plus important parti politique de la métropole, avec son million d'adhérents et davantage, qui devint une authentique force pan-algérienne et, par le fait, le représentant le plus puissant du fascisme colonial.

Colonie à part entière et non simple protectorat, regroupant près d'un million d'habitants européens sur trois départements, envoyant ses députés à la Chambre et pourvoyeuse à part entière de l'économie métropolitaine, l'Algérie a connu à un degré exacerbé les anxiétés et la violence de toute situation coloniale. Son étendue, son poids, son importante population de colons, tout fournissait à l'extrême droite locale, qui cherchait à régler des problèmes spécifiquement coloniaux, un terreau fertile. Les tensions inhérentes à l'empire se faisaient continuellement sentir, on remaniait perpétuellement les frontières entre colon et indigène pour mieux les renforcer, cependant que, pour paraphraser Albert Memmi, le colonisateur (et la colonisatrice) affinaient leur portrait. Les colonies n'étaient pas pour autant des transpositions de la *métropole* à l'autre exotique, comme l'exprime Ann Laura Stoler :

Les cultures coloniales ne furent jamais des traductions directes de la société européenne implantée dans les colonies, mais des configurations culturelles uniques, des créations bricolées où l'habillement, la nourriture, l'habitat et jusqu'à la morale des Européens se voyaient dotés de nouvelles significations politiques dans l'ordre social particulier de la domination coloniale.

Il en allait de même pour les mouvements politiques, et la doctrine et les actions de l'extrême droite métropolitaine subissaient forcément la refonte qu'imposaient l'histoire, la société et les attentes de l'expérience coloniale en Algérie². Ainsi que le fait observer Martin Thomas :

S'inscrire en France au PSF pouvait être un geste de protestation contre le Front populaire et la réforme industrielle. En Algérie, c'était une façon d'affirmer que la population musulmane devait être maintenue à sa place³.

En Algérie aussi, on observa une certaine propension à l'autoritarisme en politique et à la répression brutale, liée à une réorganisation complète de toute la colonie (souvent en mettant en avant la « modernisation »), et qui amena pour les Algériens le changement légal de leur nom, la transformation du code juridique, la « gallicisation » de l'espace urbain et de la construction, et la soumission aux caprices des partis pris raciaux de la criminalité et des sanctions pénales, voire de la vie quotidienne en général⁴. On sentait derrière cela un choix franc et massif pour la xénophobie et l'antisémitisme, l'antiparlementarisme, le militarisme et la prévalence de l'action sur l'intelligence, ces piliers de l'extrême droite française. Le fascisme colonial a donc été un des facteurs du processus de transformation sociopolitique utilisé pour définir de manière rigide la spécificité coloniale.

En outre, deux raisons rendaient nécessaire une défense solide : la montée du nationalisme algérien pendant l'entre-deux-guerres et ce qu'on percevait comme la faiblesse des autorités métropolitaines, blâmées pour n'avoir ni la volonté ni la capacité de rétablir l'ordre colonial. Le déclin constant de la gauche algérienne depuis l'émergence du PSF en 1936 n'empêcha pas les mouvements autonomistes de gagner rapidement du terrain. Ainsi, au lendemain de la victoire

électorale du Front populaire au mois de juin, les autorités accusèrent une perte de 40 000 journées de travail du fait de grèves dans les trois départements ; une usine de produits chimiques d'Oran ne connut que deux jours de travail en tout et pour tout dans le mois de janvier 1937. Le Parti communiste algérien connut sa bérézina aux élections cantonales d'octobre 1937, qui lui retirèrent tout ascendant sur la main-d'œuvre rurale comme sur le prolétariat urbain⁵.

Pourtant, cela ne fit qu'encourager les défections des musulmans au profit des mouvements nationalistes. Le gouvernement français, en mars 1937, interdisait le populaire Étoile nord-africaine ? Qu'à cela ne tienne, son dirigeant, Messali Hadj, transformait quelques jours plus tard le mouvement en parti politique, le Parti du peuple algérien, lequel appela avec succès en novembre 1937 à une grève générale qui mit dans la rue 70 % de la casbah d'Alger derrière des slogans exigeant la suppression de l'*indigénat* et des *lois d'exception* exécrées, l'abolition du parlement économique (les *Délégations financières*) en faveur du suffrage universel, ainsi que la reconnaissance de l'arabe en tant que langue officielle et de l'islam en tant que religion d'État⁶. Ces revendications conduisirent à son arrestation et à son emprisonnement en août 1937, deux mesures qui, en même temps, furent loin d'affecter la popularité du mouvement : aux élections cantonales d'octobre 1937, près de 2 500 bulletins se portèrent sur Messali Hadj, et en 1939, l'administration eut beau employer les grands moyens, les rassemblements du PPA attiraient jusqu'à 25 000 participants. Les réprimer ne servit qu'à attiser la colère des musulmans et à rendre plus populaire le nationalisme tout en laissant les colons de plus en plus fragilisés à la veille de la Seconde Guerre mondiale⁷.

À long terme, le conflit entre les *indigènes* et les colons, les nationalistes et l'administration française ne devait se résoudre qu'à la faveur de la guerre d'indépendance algérienne de 1954-1962. À l'inverse, dans les années qui ont suivi l'*annus mirabilis* du Front populaire, le basculement musulman dans le nationalisme renforça la popularité de l'extrême droite, les colons, dans leur anxiété, continuant de se désolidariser d'une administration métropolitaine faible et apathique dont l'image se ternissait chaque jour un peu plus. Le PSF s'engouffra dans la brèche, mettant dans la corbeille le fascisme colonial comme antidote à la perte d'hégémonie et à l'activisme musulman.

I.

Le PSF était connu de tout le monde, tant en France qu'en Algérie, où l'on savait qu'il avait succédé aux Croix de feu, mouvement qui avait dominé la politique locale à Constantine. Avec son effectif d'à peu près 15 000 membres en 1936 et ses milliers de sympathisants, il était un acteur majeur de la politique algérienne. Son succès venait de ce qu'il représentait en France, dominant l'extrême droite tout au long de la décennie 1930-1940, auréolé du prestige acquis dans les émeutes du 6 février 1934 et de plus en plus présent à travers la France qui défilait, manifestait, se rassemblait, sans compter la presse, qui ne manquait pas une occasion d'en faire ses choux gras. En Algérie, l'organisation comptait les Volontaires nationaux (VN) et le Regroupement national (qui ne recrutait pas d'anciens combattants), ainsi que le service de sécurité des Dispos⁸ auquel s'ajoutaient quantité de sous-groupes s'adressant aux femmes, aux enfants, aux étudiants, avec leurs services sociaux, et même aux motocyclistes et aux pilotes de l'air⁹. Sous la présidence du colonel de La Rocque, le groupe s'était élargi des anciens combattants au grand public et avait

bâti une véritable contre-société. Par la suite, il devait s'associer à des campagnes prônant la violence contre divers « ennemis », juifs, musulmans, communistes, perçus comme autant de menaces pour *l'Algérie française*¹⁰.

L'été 1936 vit la dissolution par le gouvernement du Front populaire des ligues d'extrême droite et la riposte de La Rocque transformant les Croix de feu en PSF, parti parlementaire. Bien que celui-ci conservât bien des traits de la structure et de la direction anciennes, La Rocque tenta d'en infléchir l'esprit en déplaçant l'accent mis jusque-là sur les *anciens combattants* vers le catholicisme social, ce qui revenait à promouvoir la réconciliation nationale et le corporatisme en lieu et place de l'acérbie antiparlementarisme et de l'acharnement à se débarrasser de divers ennemis. Mais le populisme triompha de la discipline de parti et, en 1938, le PSF était gros de plus d'un million de membres, dont beaucoup affichaient un profond désaccord avec la direction parisienne. Les sections algériennes étaient de parfaits exemples de ce phénomène, elles qui, tout en adoptant la bannière PSF, rejetaient les positions de La Rocque et de ses lieutenants sur presque toutes les questions, de l'antisémitisme au traitement des *indigènes*. Des querelles similaires avaient déjà surgi chez les Croix de feu de Constantine, mais dans l'ère PSF le conflit prit de l'ampleur, et, alors que jusque-là La Rocque faisait rentrer dans le rang les sections récalcitrantes, la direction métropolitaine après 1936 choisit de faire la sourde oreille aux discordances qui s'exprimaient en Algérie, donnant la plupart du temps carte blanche aux instances locales.

Le Parti social français semblait dès l'origine promis à une croissance substantielle. Bien que la majorité de la population des colons du département de l'Ouest (Oran) eût basculé vers

le FPP de Doriot et le RNAS dirigé par le maire d'Oran Gabriel Lambert, la popularité du PSF à Alger et à Constantine resta stable, avec des réunions capables de rassembler chaque fois des milliers de personnes et des estrades fournies en notables de la politique et de l'industrie¹¹. De même, le département de Constantine a vu croître significativement le nombre de ses membres tout au long de 1936-1937, jusqu'à en compter 1 900 à Constantine même et 1 600 à Bône, et enfin les populations européennes entières de localités moins importantes dans chaque région vinrent grossir les effectifs¹².

Les adhésions firent basculer le PSF vers la classe moyenne, cependant qu'agriculteurs et colons demeuraient fidèles après la transformation en parti politique, aux côtés de nouvelles fédérations de professionnels et de fonctionnaires. La direction se révéla elle aussi remarquablement stable et très peu de personnalités croix de feu désertèrent, les plus remarquables étant le colonel Debay, le délégué algérien, et le délégué général pour l'Oranais, Jean Richard, le premier en raison d'un désaccord sur la transformation en parti politique et le second en raison de l'âge et la fatigue¹³. Roger Roumégous et Christian Sorensen prirent les rênes du groupe à Alger, cependant qu'à Oran Fernand Muzy, Marcel Sarocchi, avocat très en vue et figure de droite réputée, ainsi que le délégué financier Marcel Gatuing exerçaient une grande influence en dépit du succès de leurs rivaux au sein du PPF. Mais le territoire de la section de Constantine s'étendait si loin que son président, le colonel Gros, jouissait d'une autorité disproportionnée sur le PSF nord-africain¹⁴. Tout comme les Croix de feu, le PSF devait attirer une pléthore de politiciens et de notables locaux et régionaux : maires (y compris Albin Rozis à Alger), conseillers municipaux, conseillers régionaux, délégués financiers, colons et industriels¹⁵.

À première vue, cette stratégie supposait une visée légaliste et conservatrice destinée à effacer les propos insurrectionnels parlant de jour J et d'heure H qui avaient caractérisé les Croix de feu en leur temps. Juste avant leur transformation en parti parlementaire, Constantine leur avait donné trois députés aux élections législatives de 1936, dont le dirigeant Stanislas Devaud. Lors de l'attribution par vote des délégations financières de 1938, sept circonscriptions revinrent à des candidats PSF, dont trois à Oran, fief du PPF. Le parti continua tout au long de l'année dans la voie du succès électoral, avec deux élections partielles remportées pour le conseil général, ainsi qu'un siège de sénateur d'Alger¹⁶.

De plus, l'organisation commença à accueillir aussi des femmes. Les réunions croix de feu, sans parler de sa hiérarchie, avaient jusque-là été essentiellement une affaire d'hommes, seule une poignée de femmes, quelques dizaines au plus, faisant partie des élus. Le PSF, n'étant plus voué en priorité aux anciens combattants, et étant donné la nouvelle orientation, à savoir les urnes et plus du tout la violence de rue, ouvrit des sections féminines dans chaque département. À la mi-1938, il y en avait vingt-neuf rien qu'à Alger, dirigées par Mme Crespin et Mlle d'Arras, dont les adhérentes se mobilisaient au cours des campagnes électorales, assuraient des tâches administratives (enregistrement des membres et perception des cotisations) et participaient à des œuvres caritatives. Elles avaient en outre à assurer la gestion d'un service médico-social qui planifiait les consultations, fournissait des médicaments aux membres, assurait des centaines d'accouchements, envoyait à domicile des assistantes sociales aider les familles pauvres, gérait un fond d'aumônes aux nécessiteux. Enfin, un corps d'auxiliaires féminines algériennes du PSF organisait des ventes de charité

et des camps d'été, ceux-ci accueillant pour la seule année 1938 220 enfants¹⁷.

II.

Privilégier les élections et l'action pacifique s'accordait fort bien à ce qu'avait programmé le PSF en métropole, dans la ligne de la stratégie conservatrice et catholique du chef du parti, le colonel de La Rocque. Ayant supervisé l'évolution qui avait mené ce *mouvement d'anciens combattants* au statut de parti politique de masse comptant en 1938 plus d'un million d'adhérents, il souhaitait mettre l'accent sur le catholicisme social et le corporatisme, rejetait la xénophobie fautrice de guerre, les sentiments profascistes ou pronazis et l'anti-républicanisme déclaré dans le dessein d'adoucir l'image du PSF. Pourtant, en Algérie, aussi bien les dirigeants que la base rejetèrent fermement presque toutes les propositions émanant de la métropole. Ils ont tout simplement ignoré les demandes de Paris, préférant obéir aux diktats locaux plutôt que de se conformer aux ordres. Résultat : à partir de 1936, le parti s'engouffra dans le fascisme, dans l'antisémitisme et dans le racisme anti-musulman pour défendre ce que Panivong Norindr a appelé une société fantasmatique, à laquelle « il suffit d'exister pour restructurer de fond en comble les réalités physique et culturelle », en recourant à des valeurs fascistes pour maintenir une hégémonie politique, économique et militaire sur la colonie¹⁸. Cette construction reposait sur la notion d'*Algérie française*, un territoire dominé par les colons européens dont les pires ennemis – marxistes, Juifs, *indigènes* – ne pouvaient être qu'éliminés, au besoin par la force. Bien que cette Algérie n'existât pas (et n'eût jamais eu un commencement de réalisation), les colons désiraient qu'il en allât ainsi pour être en mesure de défendre (c'est-à-dire de créer) quelque chose y ressemblant. Le fascisme colonial – et

le PSF en particulier – devint l'instrument rêvé de cette lutte : autoritaire, xénophobe et anticomuniste, il représentait l'Église des affidés du culte de la violence/jeunesse, servi par la rhétorique de la régénération sociopolitique.

Autant les sentiments profascistes s'exprimaient peu en métropole, autant ils faisaient florès en Algérie, les orateurs du PSF louant Mussolini et Franco d'avoir débarrassé leur pays des banquiers juifs et de la corruption des gouvernants et exercé une véritable hégémonie, à la différence de l'inconsistante III^e République parlementaire. Il n'y avait presque aucun rassemblement qui n'eût à son programme le salut fasciste d'une partie de la foule, souvent à l'instigation de la section des anciens combattants dite les Volontaires nationaux. On criait tant et plus « Vive Mussolini ! », « Viva Franco¹⁹ ! ». Étant donné que les partisans du fascisme algérien comptaient une majorité de Néos espagnols, divers orateurs tentèrent de présenter La Rocque comme la version française du Caudillo espagnol, l'un et l'autre appelant à la réconciliation nationale et défendant la civilisation chrétienne, à coups de dithyrambes à l'héroïsme et au sacrifice des soldats rebelles dans la lutte contre le bolchevisme. Mais certains membres invoquaient aussi l'héritage des Croix de feu dissoutes et, lors d'un rassemblement organisé en septembre 1936, un dirigeant laissa entendre que le PSF devait mobiliser la violence franquiste, en particulier la notion d'une heure H, celle où les fidèles se lèveraient et renverseraient la République à l'imitation de leurs voisins espagnols²⁰.

La Rocque et la direction de Paris n'évitaient pas seulement la rhétorique fasciste, ils se méfiaient tout autant de l'antisémitisme, si bien qu'ils recommandaient aux sections locales de surtout éviter ces thèmes, en particulier en public. En Algérie, si certaines personnalités du parti expliquaient

patiemment aux foules la position officielle, on vit La Rocque en personne se gendарmer, lors de rassemblements en Afrique du Nord, contre les cris « À bas les Juifs ». Antoine Debay écrivait dans *La Voix indigène* en décembre 1938 que le PSF était un parti chrétien et prêchait par conséquent la tolérance religieuse et le respect des différentes confessions. Divers intervenants exprimèrent leurs préoccupations concernant le lien entre la xénophobie et le marxisme, insistant sur le fait que la haine des Juifs ne ferait que les pousser dans les bras des partis politiques de gauche. Sarocchi réprimanda sans équivoque une foule d'Oranais en avril 1938, les sommant de ne pas aider Hitler en transformant les Juifs en communistes ne demandant qu'à détruire la France et l'Algérie et en renforçant les rangs de Blum et du Front populaire²¹.

Un coup d'épée dans l'eau : le PSF d'Algérie persista dans son antisémitisme, et ses membres ripostèrent en répandant le bruit que La Rocque était entouré de Juifs, que sa femme était juive, que des fonds juifs alimentaient le parti, toutes accusations que balayèrent les instances régionales²². C'est qu'une grande majorité sur place, des cadres aussi bien que de la base, se souciait comme d'une guigne des directives du parti. Lors de la réunion de février 1937 du Comité d'Oran du PSF, une motion réclama que le parti se déclarât totalement antisémite, tandis que, à Constantine, Mme Vicrey, de l'auxiliariat local féminin, martelait dans cet esprit à son public : « À Constantine, ou bien on est français ou bien on est juif²³ ». Les militants repoussèrent les appels en faveur de la normalisation des relations avec les Juifs en criant « Blum au poteau ! », « À bas les Juifs ! » et « Les youpins au ravin ! », le bras tendu pour le salut fasciste à quasi chaque réunion dans les trois départements. Lorsque Jean Richard demanda, lors

d'une réunion oranaise, de renoncer à cette pratique, il fut reçu par un concert de « Vive Lambert ! » sur l'air des lampions²⁴.

À la suite de la victoire électorale du Front populaire, Blum devint la principale cible de la colère des colons et le PSF emboîta le pas. Aux réunions, présider la séance revenait à tirer à boulets rouges sur un dirigeant juif, à pousser les hauts cris sur chacune de ses décisions politiques ; quant aux caricaturistes du journal algérien du PSF *La Flamme*, ils représentaient avec une belle constance le président du Conseil sous les traits d'un étranger venu de l'Europe de l'Est, d'un rabbin hassidique ou d'un homosexuel. En février 1937, il apparaissait dans un dessin en rabbin ultra-orthodoxe ouvrant la porte d'une prison afin de libérer un Juif à l'inévitable gros nez, poing levé dans le salut communiste, un banquier juif atteint de surpoids et enfin un défilé de gens de gauche, barbe hirsute, trogne de voyous, où figuraient en bonne place un nègre d'Afrique, sale et primitif, et un Arabe coiffé d'un fez. Dans la même veine parut en mai 1938 un dessin ayant pour légende « *Le succès triomphal de l'emprunt* », où l'on voyait Blum dans son bureau, une étoile de David au mur, un chandelier à sept branches sur la table et, accroché, un portrait d'ancêtre d'Europe orientale muni de toute la panoplie, nez énorme, kippa et caftan. D'autres artistes le dessinaient en inverti décadent. Dans une caricature titrée « L'Homosexuel », en maillot moulant, cheveux gominés et pochette de dandy ornant sa veste, il est porté à bras-le-corps par un Maurice Thorez musclé en costume de légionnaire romain²⁵.

Les ministres et les hauts fonctionnaires aussi sous le crayon des artistes devenaient des Juifs stéréotypés « étrangers ». Un exemple : un Juif russe, nez crochu, grosses lèvres, lunettes, manteau de fourrure râpé et casquette, se tient dans un salon, cigare à la main, en compagnie de messieurs

bien mis et apostrophe le maître d'hôtel : « Je suis attendu par le président : Ephraïm Krankfünchsteinblatt. J'arrive de Czernovitch pour succéder à Stavisky et à Tannenzapt dans les bonnes grâces de la justice française... à moins qu'il n'y ait un portefeuille ministériel de disponible ». Dans un tract daté d'août 1939 distribué par le PSF à Médéa, les Juifs étaient accusés de violer les femmes chrétiennes, de meurtres et de la destruction aveugle de la culture européenne et de la race blanche. Les médecins juifs empoisonnaient leurs patients, les avocats juifs étaient des avocats marrons, à en croire l'auteur, et quand un Européen était accusé d'avoir entretenu des relations charnelles avec des Juifs, il fallait l'incarcérer, ou, en cas de récidive l'exécuter²⁶. Naturellement, les alliés de la gauche française étaient pareillement maltraités : ainsi on prit prétexte de son philosémitisme supposé pour rebaptiser *Aaron République Caïn* le journal de Michel Rouzé *Oran républicain*, tandis que des commentateurs accusaient Bernard Lecache et la Ligue internationale contre l'antisémitisme de « racisme juif »²⁷. La LICA a également été accusée d'aider la cause nationaliste algérienne. Ainsi, en avril 1937, un caricaturiste de *La Flamme* publia une vignette où l'on voyait un Juif classique, efféminé et hirsute, au nez crochu, portant des lunettes et vêtu d'un costume au luxe tapageur tendre la main à un Arabe en burnous. Sur fond de faucille et de marteau de belle taille la légende se détachait : « Tu saisis, Ahmed ? Les colons jetés à la mer, je te prête honnête intérêt [*sic*] pour exploiter leurs domaines²⁸. »

La campagne antisémite culmina par un appel au boycott des entreprises juives sur tout le territoire algérien, mot d'ordre désormais routinier chaque fois que le parti se réunissait ici ou là dans le département ; le journal de Devaud, *L'Avenir*, ainsi que *La Flamme* le reprirent, cette dernière

feuille proclamant même la mesure solution de rechange plus humaine à la violence et aux invectives du genre « à bas les Juifs » inutilement répétées à chaque réunion²⁹. Compte tenu de la nécessité de calmer les sections algériennes de plus en plus irascibles, La Rocque consentit au boycott et, en octobre 1938, au congrès fédéral du PSF, devant une foule de 4 500 personnes, il regarda sans broncher Devaud donner la bénédiction du parti à cette stratégie. Cependant sa désapprobation restait sans équivoque, et, visiblement contrarié, il éclata en vives admonestations à l'encontre de ceux qui avaient hurlé des injures antisémites lors de son allocution, traitant carrément de stupidités les cris de « à bas les Juifs ! » et demandant au public de se contenter d'ignorer les Juifs algériens en attendant de les voir se comporter autrement. Mais enfin, il soutint publiquement le boycott par un communiqué de presse du 18 décembre : aucun membre ne devait faire ses achats dans des magasins juifs, mais agressions ou insultes étaient strictement interdites³⁰.

Encore une fois pourtant, les consignes de La Rocque restèrent lettre morte, la violence devenant un élément central de la campagne du PSF algérien contre les Juifs et leurs alliés présumés de la SFIO et du PCA. Les attaques débutèrent lors de la campagne législative de 1936, programmée pour compléter la propagande électorale par des combats de rue. La violence apparut pour la première fois à Bougie, dans le département de Constantine, le 26 mai, lorsque des partisans des Croix de feu agressèrent verbalement (« sales youpins ! », « L. Blum, c'est un Juif ») des socialistes à la suite d'un entretien où s'exprimait le leader assimilationniste Ferhat Abbas. Quand le lendemain un Juif du cru attaqua, physiquement cette fois, le principal responsable, une douzaine de Volontaires nationaux le prirent en chasse et lui

firent passer un sale quart d'heure³¹. La violence gagna rapidement d'autres zones urbaines du département. Le 24 juin, à Constantine, les foules défilèrent dans le quartier juif en clamant « Blum au poteau ! » et « Les youpins au ravin ! » en toute impunité, tandis qu'à Sétif, trois jours plus tard, un rassemblement similaire dégénéra, des militants agressant des hommes, des femmes et des enfants tandis que la police chargeait les victimes. Pis encore, dans les jours qui suivirent, des agents battirent et arrêtaient des Juifs qu'on avait salués à la fasciste et qui avaient reçu des menaces. Le 29 juin, les mêmes encouragèrent activement les foules d'extrême droite qui tombaient à bras raccourcis sur des militants de gauche et des Juifs, allant jusqu'à traîner une malheureuse victime à même l'asphalte sous les coups de poing et de pied de la foule enragée. La police se contentait de vomir des « sale juif » et des « allez-y, tapez ! », et assistait placidement aux actes de vandalisme qui frappaient les magasins et les biens juifs³².

Le mois d'octobre vit le PSF, encore dans les langes, mais fort du chèque en blanc que lui signaient les forces de l'ordre et les autorités, faire un pas de plus en détournant à son profit une réunion du Front populaire dans la ville où devait parler le député communiste Vaillant-Couturier. Les militants arrêtaient les voitures, autorisant les seuls conducteurs « français » à continuer et mettant à mal celles transportant des gens de gauche ; cinq Juifs furent extirpés de leur véhicule et matraqués, des coups de feu furent tirés. Ces événements n'étaient certes pas le fruit du hasard : d'autres militants bloquaient toutes les artères du centre-ville en suivant un plan minutieux, sous l'œil bienveillant, comme d'habitude, d'un commissaire de police débonnaire et de vingt de ses agents membres du parti³³. La campagne de violence atteignit son apogée à Oran le 30 juin, lorsque des sections locales

déclenchèrent une émeute dans un café juif, tirant sur la foule. Cette tactique devint monnaie courante, au point que le président de la Ligue locale des droits de l'homme se plaignit au gouverneur général, dénonçant chez les sections de Mostaganem l'usage d'armes à feu et la collusion avec les autorités locales³⁴.

III.

Au cœur de l'argument anti-gauche du groupe se trouvaient la question des musulmans et la sinistre percée des idées du Front populaire auprès de la population non européenne. Compte tenu du déséquilibre démographique croissant entre les colons et les *indigènes*, le PSF dénonçait comme « bolcheviques » les tentatives de soutenir l'indépendance de l'Algérie. Comme le font observer Frederick Cooper et Ann Laura Stoler, la dichotomie colonisateur-colonisé, si elle n'existait pas *a priori*, n'en constituait pas moins « la tension la plus fondamentale de l'empire, à savoir que l'altérité de l'homme ou de la femme colonisés ne faisait pas plus partie de son essence qu'elle n'était donnée une fois pour toutes, mais qu'il fallait toujours la définir et la maintenir ». Faire des Algériens non européens des êtres inférieurs exigeait un effort constant de l'administration et d'une partie du personnel politique, économique et juridique local s'appuyant sur les organisations et les initiatives des colons. À cet égard, le fascisme colonial était dans la ligne du discours *algérianiste* de Randau et de Bertrand : pour eux, les colons tiraient leur supériorité du mélange des sangs, de sorte que l'hérédité les prédisposait au droit de gouverner l'Afrique du Nord, prétention que ne pouvaient leur contester ni un gouvernement métropolitain dans l'échec ni de barbares indigènes³⁵. Ainsi, malgré leurs profonds désaccords au sujet de l'antisémitisme et de la violence, tant les directions de métropole et d'Afrique

du Nord que la base appuyèrent sans réserve la pacification des Algériens.

Dans l'ère croix de feu, les militants locaux, à partir de 1935, avaient activement recruté des musulmans, notamment des anciens combattants, à grands coups d'arguments antisémites mêlés d'espèces sonnantes et trébuchantes. Le pogrom de Constantine d'août 1934, où des émeutiers musulmans avaient fait vingt-trois victimes juives et pillé des maisons et des commerces, renforça les effectifs, la presse croix de feu ayant imputé les troubles au décret Crémieux de 1870, qui naturalisait les Juifs d'Algérie, leur accordant le droit de vote et l'égalité juridique³⁶. Et de fait le mouvement remporta un succès considérable grâce au vote arabe. Lors des élections municipales de Maison-Carrée en juillet 1935, deux officiers à la retraite – Saïd Greffon et Amar Akli – s'employèrent activement à influencer les électeurs musulmans en faveur de la liste de conseillers municipaux présentée par le groupe. Au cours de la même campagne, la section Medjana-Blondel s'associa à des partisans du Dr Mohamed Bendjelloul, dirigeant de l'assimilationniste *Fédération des élus indigènes* pour réussir à élire des candidats à Bordj-Bou-Argeridj³⁷.

Mais ces démarches pour se concilier les musulmans demeurèrent anecdotiques et n'obtinrent que de maigres résultats, la population autochtone continuant de se montrer réticente vis-à-vis de l'extrême droite. Ainsi que l'écrit Mahfoud Kaddache, la vision doctrinale des Croix de feu/PSF et des mouvements de la même tendance « restait obnubilée par la politique de l'Empire français », phénomène qui n'échappait pas à l'élite des intellectuels musulmans. Par exemple, Messali Hadj, fondateur du mouvement nationaliste Étoile nord-africaine (et plus tard du Parti du peuple algérien),

multipliait les attaques incendiaires à l'égard de La Rocque et de son parti dans ses discours et ses éditoriaux, empêchant ainsi la base algérienne d'adhérer en masse³⁸. Les effectifs du mouvement restèrent insignifiants. Dans le département d'Alger, la section de Maison-Carrée signala en juin 1935 que seulement deux de ses cent trente membres étaient non européens, tous deux ex-officiers, tandis que les Croix de feu/PSF d'Affreville répertoriaient également deux musulmans sur cent dix adhérents, quatre si l'on ajoutait les deux d'Aumale³⁹. Les sections de Constantine, recrutant dans le bastion organisationnel du groupe algérien, échouèrent également, pour l'essentiel, à convaincre les non-Européens : les sections comptaient peu de membres et seuls deux Arabes étaient parvenus aux instances dirigeantes : un M. Medjamel en 1937 agissait en tant que *délégué de la propagande* à Bône, et un M. Meneroud présida la section des Volontaires nationaux de Constantine en 1934⁴⁰. Et encore, on était bien au-dessus du taux de participation dans le département d'Oran, où le sentiment anti-musulman enragé de la population européenne empêcha *de facto* tout recrutement significatif.

En tout état de cause, l'apparent soutien du parti à la cause musulmane en Algérie masquait une réalité fort différente : le PSF était un ardent défenseur de l'*Algérie française* et s'opposait de toutes ses forces à la moindre extension des droits et libertés aux musulmans locaux. La collaboration tant vantée entre *Français* et *indigène* ne pouvait être réalisée qu'à l'enseigne de la civilisation chrétienne. Ainsi, en septembre 1938, un dessin de *La Flamme* mettait en scène un membre d'une tribu arabe, un intellectuel pro-Français, un colon et le colonel de La Rocque main dans la main, le drapeau bleu blanc rouge flottant au-dessus de leurs têtes, avec à l'arrière-plan deux femmes, l'une musulmane, l'autre

européenne, tenant des enfants. Toutefois, la légende qui l'accompagnait indiquait clairement les limites de toute collaboration : Arabes et Berbères devraient partager la vision française de l'Algérie en tant que colonie, se ralliant au tricolore et acceptant leur statut socio-économique de second rang⁴¹.

Ce discours reprenait à son compte le répertoire *algérianiste* largement validé par la population des colons. Dans un article de mars 1938, Debay dénonçait l'ignorance du gouvernement français concernant les affaires de l'empire colonial, tandis que *La Flamme* dénigrait l'attribution de portefeuilles ministériels par Blum à ces personnages honnis de Maurice Viollette et d'Albert Sarraut, qui l'un et l'autre se mobilisaient pour élargir les droits et privilèges des musulmans, ce qui revenait clairement à bafouer les colons. Aux yeux de nombre de militants, proposer ce genre de projet en réponse ne faisait que souligner le fossé qui séparait les musulmans des colons, considérés comme appartenant à une race supérieure, un *creuset français* où se fondaient des peuples de la Méditerranée, à l'écart de la métropole⁴². Un médecin de campagne en consignait la remarque dans son rapport du congrès du PSF de 1937 sur la « Question indigène en Afrique du Nord », les colons se considéraient d'abord comme algériens avant d'être français. Il opposait les deux populations, européenne et arabo-berbère, laquelle « continu[ait] à végéter dans [sa] géhenne ancienne », attachée qu'elle était à l'islam dominant : des paresseux, des sauvages barbares destinés à être gouvernés par leurs supérieurs⁴³.

Cela dit, voir les Algériens comme des réprouvés était loin de faire l'unanimité chez les adhérents, qui s'attachaient plutôt à tirer la sonnette d'alarme face aux dangers du nationalisme musulman et à son farouche désir de gagner l'indépendance du

pays pour remplacer le régime français par un État islamique⁴⁴. Ces gens pointaient du doigt Messali Hadj et le PPA comme l'abomination de la désolation tout en condamnant l'administration coloniale, accusée d'ignorer la menace⁴⁵. En dépit du fait que Messali n'était pas communiste, avait rejeté le Front populaire et abandonné, écœuré, le PCF dans les années 1930, le PSF ne l'en accusait pas moins de pratiquer un terrorisme de gauche⁴⁶. Le PPA offrait aux révolutionnaires un champ de manœuvres, lui qui exigeait le droit de vote et l'égalité juridique pour les indigènes. Mis dans le même sac que Moscou, ses dirigeants furent qualifiés de traîtres, déterminés à démanteler l'Empire français et à affaiblir la puissance de la nation⁴⁷. Mais ces préoccupations reflétaient aussi une autre idée-force de la pensée algérianiste : les non-Européens étaient des djihadistes dans l'âme, des musulmans perfides cherchant à éliminer la présence des infidèles en Algérie. Écrivant dans *La Dépêche algérienne* en 1935, un colon résumait les craintes de tous les autres, en disant carrément :

Nous vivons sur un volcan, dont les arabes, le couteau entre les dents, entretiennent le feu⁴⁸.

On était pourtant encore loin du mouvement unifié et cohérent de l'après-1945, mais la simple menace de représailles autochtones organisées suffisait à créer la panique parmi la population européenne et jusqu'au sein du gouvernement colonial algérien⁴⁹. Le phénomène découlait en partie de la crise économique que subissaient pour lors les *fellahs* et la classe ouvrière autochtone urbaine. Le gouverneur général Georges Le Beau, dans son rapport de février 1938 au Haut Comité méditerranéen, notait un rebond spectaculaire des exportations par rapport aux deux années précédentes, avec à la clé une baisse du déficit commercial et une industrie

vinicole reprenant des couleurs. Certes, les excédents étaient pour l'essentiel acheminés vers la métropole, et des secteurs comme le blé restaient fragiles, mais l'effondrement de 1935 n'était plus qu'un souvenir, somme toute. Néanmoins, malgré tous les efforts déployés en faveur des indigènes, de la formation technique à l'octroi de crédits, Le Beau concédait que les exploitations non européennes connaissaient des résultats insuffisants, ce qui contraignait des dizaines de milliers des chômeurs à partir s'entasser dans les villes d'Algérie comme de la métropole⁵⁰. Les colons n'hésitaient pas à établir un lien direct entre cette crise et l'accroissement du nombre de séparatistes musulmans, ENA/PPA et les oulémas⁵¹, cependant que même des modérés comme Mohamed Bendjelloul et la Fédération des élus musulmans commençaient à défendre certains points du programme messaliste et refusaient de coopérer avec le pouvoir⁵². Il y avait pis encore : la population musulmane croissait sans relâche, au point de devenir à la fin des années 1930 une préoccupation démographique et économique, dans la mesure où la distribution par l'État de denrées alimentaires aux fellahs appauvris, dépense budgétivore, se transformait en borbier politique. En 1936, la population comptait plus de 6,2 millions d'Arabes et de Kabyles, contre seulement 946 013 citoyens européens, tandis que le taux de natalité algérien n'avait aucun mal à dépasser celui des Français⁵³.

Mais Messali Hadj et le PPA n'étaient pas les seuls : divers commentateurs du PSF blâmaient eux aussi la domination économique des colons, qui pendant l'entre-deux-guerres finirent par contrôler 2,5 millions d'hectares de terres, laissant les Arabes non éduqués et non qualifiés s'en sortir comme ils pouvaient dans les communes mixtes⁵⁴ ou les *casbahs*⁵⁵. Malgré l'essor économique remarquable des années vingt, qui

avait fait de l'Algérie le premier partenaire commercial de la métropole et un important fournisseur mondial de vin, de produits agricoles et de minéraux, les retombées de cette expansion n'affectaient guère que les entrepreneurs et les ouvriers européens. À côté des colons industrialisés possédant tracteurs, automobiles et usines, la population autochtone rurale dépendait des animaux et des charrues, et leurs frères urbains et non qualifiés souffraient souvent d'un chômage auquel les contraignait le manque de familiarité avec des outils et des machines complexes⁵⁶. Obligés de travailler comme saisonniers pour des salaires nettement inférieurs à ceux de leurs homologues européens, les Arabes et les Berbères vivaient souvent dans la plus grande pauvreté, ce qui prouvait à l'évidence leur retard, claironnaient certaines analyses... Le romancier Jules Roy le déclara sans détour :

Il semblait admis comme une loi naturelle que les Arabes étaient des serviteurs, les Français des maîtres et que tout était bien ainsi parce que les Français appartenaient à une race entreprenante, mais généreuse et que les Arabes dépendaient toujours de quelqu'un⁵⁷.

Pour comble, la récession mondiale déferla à partir de 1932 sur l'Afrique du Nord, où elle frappa de plein fouet la population autochtone, toujours la première victime en période d'incertitude économique. Dépendant de la charité pour survivre, les Arabes et les Berbères se révélèrent de plus en plus sensibles aux sirènes nationalistes⁵⁸. La presse et la sphère politique algériennes abondaient en solutions pour faire face à l'impasse indigène, et le PSF vint ajouter sa voix à ce chœur qui ne faisait qu'enfler. Dans un article de *La Flamme*, en février 1937, Jacques Labruyère protestait contre le fait que les musulmans, privés de revenu stable, vivaient dans d'insalubres gourbis. Leur exode vers les centres urbains, et le

chômage qui l'accompagnait, engendra contre la présence française en Algérie une révolte qu'il fallait imputer avant tout à la prospérité relative des colons. D'autres auteurs du mouvement allaient dans le même sens, invoquant indistinctement tour à tour les usuriers (juifs, cela va sans dire), le chômage ou la pauvreté pour expliquer la montée en puissance des agitateurs communistes et nationalistes⁵⁹. Debay exigea que les colons assurent une bonne fois des salaires stables et des conditions d'emploi convenables – qu'est-ce qui empêchait qu'ils fournissent des terres à des Arabes loyaux⁶⁰ ? Ce programme impliquait un « devoir spécial » envers les indigènes ; comment ces derniers pourraient-ils être loyaux envers la France en menant des vies de désespoir et de famine⁶¹ ?

Mais une fois encore, la défense enflammée de l'indigène en tant que composante essentielle de la *famille française* servait pour les bonnes âmes du PSF à masquer des intentions moins nobles, ô combien ! Lors de son discours devant le congrès PSF de 1938, La Rocque a expressément rejeté l'idée que les musulmans pouvaient être traités sur un pied d'égalité au sein de l'*Algérie française*. Ils méritaient peut-être un meilleur traitement, déclara-t-il, mais de là à envisager l'assimilation, un collège électoral spécifiquement musulman ou une charte des droits, l'idée frisait l'absurde⁶². Lui emboîtant le pas, Devaud ridiculisa l'idée d'une extension des droits politiques et sociaux aux musulmans. Le *sénatus-consulte* de 1865 n'avait-il pas déclaré que tout Arabe pouvait devenir citoyen français s'il renonçait au statut personnel, lequel conférait le droit d'accepter la loi coranique plutôt que le code civil ? Faisant écho à une critique européenne de la pratique islamique vieille de plusieurs siècles, il dénonça l'acceptation de la polygamie et du mariage précoce et les

restrictions islamiques sur le divorce et les mariages mixtes, incompatibles avec la civilisation française. La renonciation au statut ne changeait de toute façon pas grand-chose, dans la mesure où les colons n'accepteraient jamais de voir un Arabe devenir maire, et encore moins gouverneur de l'Algérie. Des rituels et une misogynie que les colons tenaient pour barbares eurent donc raison de toute perspective d'assimilation⁶³.

Quand le PSF cessa d'ignorer purement et simplement les revendications des autochtones en matière de droits et de citoyenneté, il se lança dans une lutte acharnée contre le projet de loi Blum-Viollette de 1936 émanant du Front populaire. Peu nombreux en effet étaient les musulmans à vouloir renoncer à la loi islamique, pierre angulaire de leur foi, pour obtenir la citoyenneté, mais cela n'empêchait pas la population non européenne de rejeter de plus en plus l'inégalité qui caractérisait la vie politique et socio-économique algérienne. Tous les colons, même s'ils n'étaient pas partout riches et puissants, bénéficiaient, sans distinction de nationalité ou d'activité, d'énormes privilèges. Occupant des logements respectables, en ville à l'écart des bas-fonds et à la campagne loin des masures, confisquant la quasi-totalité des emplois qualifiés et bien rémunérés, jouissant de droits et de libertés dont leurs voisins musulmans étaient privés, les Européens affichaient en tout lieu leur supériorité. Mais un tel tableau, où un modeste docker exerçait un pouvoir bien supérieur à celui que son homologue métropolitain pouvait même imaginer, engendrait naturellement une méfiance et une hostilité encore plus grandes parmi les communautés arabes et berbères⁶⁴.

L'introduction d'un projet de loi sur l'émancipation en 1936 constituait donc une audacieuse riposte, en raison en particulier de l'identité de son auteur, qui n'était nul autre que l'ancien gouverneur général Maurice Viollette, dit

« Viollette l'Arabe⁶⁵ ». Naturellement, les sections métropolitaine et algérienne du PSF s'y opposèrent avec virulence. La Rocque et la direction basée à Paris dénigrèrent le projet de loi, qu'ils qualifiaient de recette pour établir la domination islamique en Afrique du Nord. En mars 1938, l'organe français du groupe, *Le Petit Journal*, éreintait Blum et Viollette, champions de la haine raciale à ses yeux. Un authentique citoyen, demandait-il, pouvait-il suivre les préceptes coraniques au mépris de la législation française ? La nouvelle loi reconnaissait-elle la légalité de pratiques telles que la polygamie et le mariage avant la puberté ? Le PSF pourrait à la rigueur approuver des réformes économiques – un salaire minimum pour les travailleurs arabes, par exemple –, mais il ne ferait pas un pas de plus. Les droits légaux ne pouvaient être acquis qu'après un processus d'acculturation extrêmement lent, comme La Rocque se plaisait à le rappeler, impliquant éducation, bonne hygiène et abandon des traditions barbares⁶⁶.

Les colons du parti luttèrent bec et ongles contre le plan Blum-Viollette, et la sévérité de la critique se teintait de pure et simple xénophobie. Un contributeur anonyme de *La Flamme* recourut, dans un article de février 1938, à un sabir pour faire d'une pierre deux coups, insulter Viollette et ridiculiser les Arabes sans instruction :

L'endigèn' tous di frèr' !

L'endigèn' de mon cœur !

Li z'Arab' race sopérieur

Y li colons sploitateurs !

Tous li Franci à la mer

Y Ferhat Abbas emp'reur⁶⁷ !

Devaud tourna pareillement le projet en dérision, notamment parce que l'élite arabe n'existait pas vraiment. Comment de tels hommes pourraient-ils être qualifiés de civilisés s'ils se livraient à la polygamie et aux mariages forcés, pour ne citer que cela⁶⁸ ? D'autres notèrent que le plan Blum-Viollette ne faisait qu'accentuer les problèmes des autochtones au lieu de les résoudre, dans la mesure où le texte n'envisageait la citoyenneté que pour quelques fonctionnaires et hommes politiques éduqués et laissait de côté les masses musulmanes. Les articles de *La Flamme* condamnaient invariablement le projet de loi, au motif qu'il suscitait la colère des *fellahs* et les jetait dans les bras de Messali Hadj et du PPA ou de « fanatiques » religieux comme les oulémas⁶⁹.

Naturellement, le groupe présenta une contre-proposition, introduite par Devaud à la Chambre des députés le 11 février 1938. Le projet s'appuyait sur les recommandations d'Augustin Iba-Zizen, avoué berbère de Tizi-Ouzou, président de la commission PSF des affaires indigènes, un comité d'experts chargé par La Rocque de faire pièce à la politique coloniale du Front populaire⁷⁰. En véritable *évolué*, l'homme avait toujours été un fervent zélateur de la supériorité de la civilisation française et affirmé que le concept de nation algérienne indépendante était une fiction historique, tout en condamnant des nationalistes comme Messali Hadj, qu'il qualifiait de « mauvais bergers à la solde de l'étranger⁷¹ ». Conformément au double langage du parti, le contre-projet fut déclaré un bienfait pour la communauté arabe dans son ensemble, allant bien au-delà de ce que prévoyaient Blum et Viollette, qui ne servait que l'élite. Mais il y avait un problème : en référence au sénatus-consulte, on ne conférerait la citoyenneté qu'une fois le candidat ayant renoncé au statut personnel. Étant donné que peu d'Arabes par le passé avaient

accepté d'abandonner leur statut coranique, il était hautement improbable de voir le contre-projet PSF changer quoi que ce fût⁷². Dans un rapport de novembre 1938, Iba-Zizen tenta de rationaliser le projet tant pour les Européens que pour les Arabes, arguant que le texte coupait court aux débats stériles sur l'assimilation en insistant sur le renoncement au statut personnel. On ne pourrait véritablement enregistrer de progrès que lorsque les indigènes auraient tourné le dos au fanatisme, à la paresse et au nationalisme. Bien entendu, les Européens devaient augmenter les salaires, développer l'éducation et créer des emplois stables, voire instituer un *Crédit agricole* pour les petits exploitants. Mais si l'indigène rejetait la proposition du PSF, il ne pouvait s'attendre à rien de la part de colons en proie à une juste colère⁷³.

La rhétorique d'Iba-Zizen est parfaitement à l'unisson du discours à double entente du PSF. Ces gens prêchaient à tout-va l'évangile de l'assimilation, qui voulait qu'on pût transformer en Français les musulmans, certes en y mettant le temps, et leur annonçait que le mouvement et (par extension) la France leur ouvraient grand les bras. Mais leur vrai but demeurait l'association, concept aux termes duquel les institutions et la culture françaises seraient toujours supérieures, de sorte que la domination coloniale constituait un état immuable. À l'instar des colons, dont il défendait fermement la cause, le PSF rejetait l'idée d'une mission civilisatrice en Algérie, dans la mesure où elle impliquait une inacceptable fusion raciale comme objectif ultime de l'impérialisme, ou, à tout le moins, fournissait les outils (éducation, emploi stable avec rémunération plus élevée, droit de vote) qui aideraient les indigènes à fomenter la rébellion.

IV.

En tant que mouvement politique majeur comptant des milliers de membres, le PSF offrait à l'identité de colon un rempart voué au maintien de l'Algérie française, dont l'existence sans solution de continuité devait allumer l'étincelle des mouvements nationalistes dans les décennies à venir. Le rejet par le mouvement de toute réforme authentique en direction de la population musulmane fut à son comble le jour où le projet de loi Blum-Viollette fut désavoué à l'unanimité, renforçant une tradition ancienne, celle de la rhétorique séparatiste de Max Régis et d'Édouard Drumont qui fleurit à partir de 1898, flattant l'intransigeance du colon, et connut son couronnement lors de la guerre d'Indépendance de 1954-1962. En recommandant une dictature autoritaire pour l'Algérie, vouée à la xénophobie avérée, à la suprématie raciale des colons européens et au maintien de l'hégémonie coloniale, la plate-forme du PSF incarnait un vrai fascisme colonial en conflit avec les autorités métropolitaines, lesquelles ne voulaient ou ne pouvaient pas maintenir le *statu quo* dans l'empire colonial tout en garantissant la souveraineté des colons.

En ce sens, en adoptant le mantra de *l'Algérie française*, le PSF représenta également la conclusion logique du mouvement dit *algérianité*, pour qui les colons se révélaient supérieurs à leurs frères de métropole et mieux équipés pour faire face aux indigènes. Le gouverneur général et ses collaborateurs, ainsi que de fait la République elle-même, ne comprenaient pas plus les réalités raciales de la vie coloniale qu'ils n'eurent la volonté de se battre pour la survie de l'Algérie française. Laissons s'exprimer ici Emmanuel Sivan :

Le courant algérianiste s'opposait à l'idée d'harmonie raciale dans une Afrique du Nord destinée à subir l'influence latine...
[II] associait la conquête romaine à la pénétration française –

par l'épée et la charrue – et forgeait une mythologie du colon qui devint celle d'une nouvelle nation⁷⁴.

Représentant d'une doctrine manichéenne opposant l'« autre » barbare aux vrais Français, le PSF était parfaitement placé pour s'annexer la diabolisation des musulmans « perfides », et des députés corrompus, dans la foulée. Ni Louis Bertrand ni Robert Randau n'auraient manifesté de désaccord.

Pourtant, cette option entraînait un changement majeur par rapport à la politique métropolitaine : La Rocque et ses lieutenants s'offusquaient de l'existence de factions divergentes au sein du parti, essayant de faire taire toute opinion dissidente et refusant catégoriquement de modifier leur programme ou plan d'action pour un individu ou un groupe quels qu'ils fussent. Mais face à la possibilité de voir la population de colons algériens désertir pour aller grossir les rangs de la concurrence politique, la direction parisienne préféra tout simplement ignorer quelques flagrantes divagations allant de l'antisémitisme déclaré au sentiment anti-métropolitain, histoire d'attirer et de retenir les membres nord-africains.

Traduction de Philippe Gerval et Robert Sctrick

CHAPITRE VIII

La violence des affrontements des années 1930

CHRIS MILLINGTON

En 1985, dans un numéro spécial de *Vingtième siècle* intitulé *Les Guerres franco-françaises*, Serge Berstein se penchait sur le conflit politique qui avait agité le pays dans les années trente. Au cours de cette décennie, des ligues paramilitaires d'extrême droite s'affrontèrent à un front de gauche antifasciste dans les toutes premières étapes d'une quasi-guerre civile qui devait atteindre son acmé pendant les « années sombres » de l'Occupation. Berstein faisait valoir que les antagonismes idéologiques de l'époque, exprimés quotidiennement par des affrontements politiques tant dans la presse qu'au Parlement, ne représentaient guère plus qu'une...

... guerre civile-simulacre menée par de bruyantes minorités qui occupent le devant de la scène en hurlant des mots d'ordre belliqueux, en bombardant le pouvoir d'articles assassins¹.

Il y eut des moments où la « fragile frontière » entre paroles et violence fut franchie – lors de l'émeute du 6 février 1934, par exemple –, mais à en croire l'analyse de Berstein, de tels incidents étaient inhabituels². La violence du discours politique français était finalement cathartique, détournant la colère de la rue³. L'auteur, dans un article de 2001, alla plus loin, jusqu'à dire que la III^e République avait

réussi à repousser l'extrémisme violent aux marges de la société. Tout groupe visant à obtenir un succès politique durable admettait qu'il fallait en passer par les règles de la démocratie et le refus de la violence⁴.

L'article de Berstein s'inscrivait dans la réaction d'hostilité qu'avaient suscitée auprès du courant dominant des historiens français les travaux de Zeev Sternhell du début des années 1980. Étant donné l'importance attachée à la violence dans l'idéologie fasciste, et vu l'effondrement de la loi et de l'ordre qui a souvent précédé l'accession du fascisme au pouvoir, il n'est pas surprenant que Berstein ait cherché à minimiser la gravité de la confrontation politique physique dans les années trente⁵. Ce qui surprend davantage, c'est que les historiens se soient si peu intéressés à ce sujet depuis lors. Les épisodes sporadiques d'extrême violence ont certes fait couler beaucoup d'encre, et l'essai de Berstein sur l'émeute du 6 février 1934 – au cours de laquelle il s'en fallut de peu que les liges d'extrême droite et les anciens combattants n'envahissent le Parlement français – reste la référence en français sur le sujet⁶, même si plusieurs études partielles ont révélé d'autres aspects de la violence politique en France. L'article d'Allen Douglas sur le mouvement fasciste Le Faisceau et sa violence est inhabituel dans la littérature sur le sujet dans la mesure où il se centre essentiellement sur les agressions quotidiennes⁷. L'analyse par Kevin Passmore du versant paramilitaire des Croix de feu conclut que le niveau de violence dans la politique française était « plutôt plus élevé que ce à quoi on pourrait s'attendre dans une démocratie stable⁸ ».

Il manque toutefois une étude de la « petite violence⁹ » – les luttes au jour le jour pour la conquête d'espaces géographiques et politiques. Dans son ouvrage sur les saluts et les symboles, Philippe Burrin a pu déterminer que « la

combativité affirmée dans le rituel du poing levé fut le substitut d'un combat de rue (quasi) absent¹⁰ », se rangeant ainsi derrière la thèse de Berstein. Georges Vidal, dans son étude sur les groupes d'autodéfense communistes au cours des années trente, cite Berstein. Il y explique que les groupes politiques, tout en se livrant à des « batailles de mots » cherchaient à éviter les affrontements physiques en raison d'« une sorte de pudeur collective face à la violence politique¹¹ ». Vidal suit encore Berstein en adoptant sa conclusion selon laquelle la République avait la capacité de « digérer » les extrémistes pour atteindre à un consensus démocratique¹². L'influence de la théorie de l'*affrontement simulé* de Berstein s'étend au-delà du monde universitaire francophone. Dans son étude sur les violences coloniales d'extrême droite, Samuel Kalman a affirmé que, malgré « les graves menaces et le flot constant d'invectives lancées tant dans les discours que dans les publications de l'époque », les violences effectives en France métropolitaine étaient rares¹³. Gilles Vergnon avait donc raison d'affirmer en 2009 qu'il n'existait aucune étude de la violence politique dans la France de l'entre-deux-guerres¹⁴.

Depuis 2012, mes travaux portent sur différentes formes de la violence entre militants politiques : heurts de rue entre groupes plus ou moins nombreux ; affrontements lors de meetings ; violences policières ou perpétrées contre la police ; altercations accompagnant des grèves enfin¹⁵. Dans certaines situations, il faut bien dire que les affrontements semblaient « du chiqué ». Les activistes pouvaient se tenir nez à nez avec leurs rivaux, scandant des chants partisans et faisant des saluts politiques et autres gestes sans qu'on vît la violence se déclencher. Des gesticulations de ce genre n'étaient pas rares dans la rue lors de confrontations entre petits groupes ou à

l'occasion de manifestations plus importantes en nombre. De la même façon, dans les salles où se tenaient les réunions, des rassemblements houleux pouvaient aussi bien se dérouler sans qu'on en arrivât une seule fois aux mains.

L'analyse du discours des groupes politiques de l'époque sur la violence apporte de l'eau au moulin de Berstein. Ils renferment de si fréquents appels à éviter la violence qu'on est en droit de se demander si, à gauche comme à droite, on ne s'était pas donné le mot pour proscrire le recours à la force. La confrontation relevait, semble-t-il, pour son interprétation comme pour sa mise en œuvre, d'un système de valeurs s'enracinant dans l'idée que l'on se faisait de la façon de se conduire en homme. Les dirigeants politiques demandaient à leurs partisans de se maîtriser, de garder leur sang-froid et de ne pas se laisser emporter jusqu'au même niveau de provocation que l'ennemi, autant de traits auxquels on reconnaissait le « vrai » homme. Prendre l'initiative de la violence était rarement encouragé. Attaquer le premier, avant même d'avoir été provoqué, passait même pour un comportement « féminin », peu viril à tout le moins, dicté par l'irrationalité, l'emportement, le manque de maîtrise de soi. Cette façon de voir les choses empêchait, dans la pratique, les pugilats de proliférer. Un autre frein à la violence venait de l'importance qu'on accordait à la pure démonstration de force : aussi, « être vu » défiant l'ennemi sans basculer dans l'accrochage était jugé suffisant dans certaines circonstances.

Malgré tout, les affrontements physiques étaient fréquents. La plupart prenaient la forme de bagarres et d'escarmouches entre militants politiques, mais des affrontements plus importants pouvaient parfois en résulter. Cette violence se prétendait presque à tout coup défensive, punition virile et méritée par l'adversaire pour comportement indigne.

Cependant, les attendus de la violence défensive étaient loin d'aller de soi. L'autodéfense avait des chances de déboucher sur l'attaque préventive pour peu que l'on se sentît menacé ; une violence offensive pouvait donc bien s'abriter derrière la légitime défense. En outre, les groupes politiques de gauche et de droite se considéraient comme constamment sur la défensive, et l'on n'hésitait pas à invoquer tel ou tel précédent pour justifier la confrontation physique avec l'adversaire. Enfin, la ligne de démarcation entre violence symbolique et violence réelle était floue. L'annonce par l'ennemi qu'une réunion se tiendrait dans une zone amie suffisait à enclencher le processus « provocation-défi-violence ». Envisager de la sorte le comportement viril, la confrontation, la revanche avait cours bien au-delà des frontières des groupes politiques. Lorsque des actes de violence politique, notamment des meurtres, étaient portés devant les tribunaux, les jurys populaires avaient tendance à acquitter l'accusé s'il pouvait prouver qu'il avait agi conformément à ces principes de comportement acceptable¹⁶.

Cette culture française de la violence n'a toutefois pas sonné le glas des institutions démocratiques. Ce ne fut pas par la violence que se définit la politique du pays dans l'entre-deux-guerres, et aucune guerre civile entre Français n'éclata. Néanmoins, le fait que des groupes de gauche comme de droite fussent prêts à utiliser la violence et à justifier leur conduite selon les notions en vigueur de comportement acceptable suggère qu'il existait une sous-culture de la violence associée à la culture démocratique. Ceux qui faisaient le coup de poing dans la rue n'étaient pas tous des psychopathes et des fanatiques ; ils agissaient selon les « règles du jeu », celles-là mêmes à l'aune desquelles leurs associations interprétaient après coup leur comportement et

celui de l'opposant. Certes, les circonstances comptaient pour beaucoup à chaque fois, mais il est sûr que des groupes étaient entraînés à recourir à la violence si nécessaire ; cela faisait partie intégrante de la culture politique de la III^e République.

La première partie de la présente section examine comment la gauche antifasciste (en particulier le parti communiste) et les Croix de feu, la plus grande ligue paramilitaire d'extrême droite en France au milieu des années trente, se sont situés face à la violence. L'année 1934 marque un tournant dans le conflit politique de la décennie. L'émeute du 6 février avait éveillé à gauche la crainte d'un fascisme autochtone. Le parti communiste et le parti socialiste, oubliant leurs différends des années vingt, nouèrent une alliance antifasciste. Leur stratégie d'« autodéfense de masse » contre le fascisme visait à impliquer la classe ouvrière dans une réponse apparemment non violente aux ligues, avec les Croix de feu pour bête noire commune. Ce mouvement, simple association d'anciens combattants à l'origine (1928), s'était transformé en ligue paramilitaire sous la direction du colonel François de La Rocque. Celui-ci s'attribua le mérite d'avoir fait tomber le gouvernement en février 1934, et ses lauriers, que ne justifiait guère le peu de mérite qui en revenait à sa ligue, assurèrent à son mouvement une croissance exponentielle. Célèbres pour leurs rassemblements de masse et leurs réunions en territoire politique hostile, les Croix de feu, tout comme leurs adversaires, rejetaient publiquement le recours à la violence, ce qui n'empêcha pas de fréquents affrontements avec communistes et socialistes. La confrontation connut son apogée à l'automne 1935 au cours d'une série d'incidents que relayèrent abondamment les médias. La violence culmina à Limoges en novembre 1935 quand, lors d'une réunion des Croix de feu, des coups de feu furent tirés sur des contre-

manifestants de gauche. La deuxième partie de la présente section se penche sur les circonstances qui ont entouré l'événement.

Attitudes envers la violence

Après 1934, la gauche antifasciste développa une politique d'« autodéfense de masse » visant à se défendre de la menace que représentaient pour elle les ligues. Politiquement, c'était là un choix, surtout pour le parti communiste, en rupture totale avec la stratégie adoptée dans la décennie précédente. En 1926, le parti communiste avait conçu une réponse paramilitaire à la « première vague » du fascisme français (le parti socialiste n'avait pas suivi). En mai de la même année, l'association du parti regroupant des vétérans de la guerre, l'Association républicaine des anciens combattants, fondait les GDA (Groupes de défense antifascistes), inspirés du Roter Frontkämpferbund allemand et destinés à assurer la sécurité lors des réunions et manifestations communistes, ainsi qu'à en imposer aux « fascistes » dans la rue. À cette fin, ils étaient armés de matraques, de fouets et de cannes¹⁷. À la séance inaugurale du groupe à Paris, le 29 mai 1926, cent hommes en uniforme prêtèrent le serment suivant :

Nous combattons jusqu'au dernier homme notre ennemi, le fascisme. Nous mourrons ou nous vaincrons ensemble¹⁸.

L'incursion communiste dans l'action paramilitaire fit long feu, un certain nombre de membres regrettant le tour que prenaient les choses, et la répression policière ayant sur les dernières années de la décennie décimé les groupes¹⁹.

Moscou, en réorientant sa stratégie anticapitaliste, mit un terme aux tentatives d'établir une « garde rouge » en France²⁰. En juillet 1929, l'Internationale communiste en effet décréta

que l'expérience paramilitaire n'avait pas permis d'engager les masses dans la lutte contre le capitalisme et le fascisme. Moscou proposait pour lors une politique en faveur de l'action de masse, qui prit en France la forme de grandes manifestations de rue, dont l'objectif avéré était de susciter la répression des autorités de l'État, avec l'idée qu'user de violence face à la police montrerait au grand jour la brutalité et l'hypocrisie de l'État bourgeois et radicaliserait davantage le prolétariat. Le Parti communiste français chercha donc à organiser des déploiements de force dans les rues de France tout en se livrant à des actions sanglantes contre les forces de l'ordre²¹. Cette stratégie dicta l'action du parti pendant tout ce qui prit le nom de « Troisième Période », entre 1928 et 1934.

Le parti communiste dut donc attendre 1934 pour renouer avec l'action de masse comme instrument de lutte contre les ligues. On ne reviendrait pas à la ligne paramilitaire des années vingt, l'échec des milices allemandes et autrichiennes, incapables de juguler la montée du fascisme, s'étant révélé instructif. La nouvelle politique du parti, « l'autodéfense de masse contre le fascisme » n'inscrivait pas la violence dans ses objectifs. Comme l'expliquait *L'Humanité*, attendu que la défense physique des travailleurs et des membres du parti demeurait une priorité, « l'essentiel dans la lutte contre le fascisme n'[était] pas et ne [pouvait] pas être, dans le moment [qu'on vivait], une lutte physique²² ». Le parti socialiste, après avoir flirté pendant une brève période avec le style paramilitaire sous la forme des escadrons « Toujours prêt pour servir » de Marceau Pivert, défilant armés et en uniforme, emboîta toutefois rapidement et sans réserve le pas aux communistes dans leur stratégie d'autodéfense de masse²³.

L'aspect central de l'autodéfense de masse était la contre-manifestation antifasciste. Les contre-manifestations étaient

généralement organisées à la suite de l'annonce d'une réunion de la ligue, en particulier lorsque ces réunions avaient lieu dans des zones marquées à gauche. Les comités antifascistes locaux et quelquefois même le conseil municipal imprimaient des affiches et des tracts invitant les travailleurs de la localité et des environs, dans un large rayon au besoin, à se réunir en masse le jour dit²⁴. Un contre-meeting était généralement organisé avant le départ en procession des participants pour le lieu de réunion de leur adversaire. Le but de la manifestation n'était pas d'agresser physiquement l'ennemi. On affirmait au contraire que la seule taille des cortèges suffirait à intimider les ligues²⁵. Le dirigeant communiste Marcel Cachin tranquillisait ainsi ses camarades :

Les fascistes reculeront une fois de plus lorsqu'ils seront assurés que le bloc contre eux sera plus compact, plus massif et plus uni que jamais²⁶.

Les trois qualités viriles : discipline, détermination, sang-froid concouraient à définir l'action de masse²⁷. Bref, la stratégie prévoyait donc des contre-manifestations non violentes comme solution à la menace du fascisme.

C'est sur des théories similaires de la confrontation que le colonel de La Roque s'était déterminé face à la violence. Il est vrai que La Rocque avait sous la main un contingent de troupes de choc, les « disponibles », qu'on abrégait en Dispos, où voisinaient anciens combattants et têtes brûlées. Chaque section de la ligue avait un groupe de Dispos qui lui était attaché, et Paris en comptait, dès le début de 1936, un contingent de 12 000 hommes. Pourtant, La Rocque, officiellement, ne voyait en eux qu'une force défensive destinée à protéger les réunions et les marches des Croix de feu. D'ailleurs le colonel le faisait bien savoir, il rejetait la violence offensive, « signe, pour lui, d'un désordre intellectuel

et social » ; ce n'étaient pas de « courageuses personnes » qui s'y livraient²⁸. Dans un entretien publié par le journal d'extrême droite *Gringoire* après les violences entre Croix de feu et antifascistes à Villepinte en octobre 1935, La Rocque assura aux lecteurs que sa ligue ne se départirait jamais de son sang-froid face aux provocations continues de la gauche²⁹.

Comme leurs adversaires antifascistes, les Croix de feu cherchèrent à vaincre la gauche en mettant les masses dans la rue pour s'y livrer à des démonstrations de force non violentes. La Rocque se référait volontiers à la maxime de son mentor le maréchal Hubert Lyautey, qui préconisait d'afficher un puissant potentiel afin d'éviter le recours à la violence³⁰. Les mobilisations motorisées des Croix de feu entraient dans cette stratégie d'intimidation. Organisé en secret et impliquant des milliers de véhicules à moteur, le transport massif de membres vers un endroit qu'on ne dévoilait qu'à la dernière minute était destiné à surprendre l'adversaire et à impressionner les sympathisants³¹. En recommandant de telles démonstrations de force, La Rocque déclara à ses présidents de section que les observateurs verraient dans les Croix de feu la « volonté de réussir³² ».

Les refus opposés à la violence antifasciste tant par la gauche que par le colonel de La Rocque étaient ambigus. L'« autodéfense de masse » n'était pas conçue comme un simple moyen d'intimidation : on affirmait que la « puissance disciplinée » des manifestations antifascistes « écraserait » le fascisme³³. Avant d'entamer leur marche, les manifestants pouvaient se munir de toutes sortes de projectiles improvisés, pierres, caillasses, tessons de bouteilles... Pendant la confrontation, tout ce qui se présentait pouvait être utilisé comme une arme, des pavés et des poteaux métalliques au mobilier urbain³⁴. La base n'était pas nécessairement au

diapason de la stratégie de la direction. En juin 1934, le camarade Campanelli, communiste de la fédération du Sud-Est, était d'avis qu'« il ne fallait pas se contenter de suivre de loin les adversaires politiques, en chantant *L'Internationale* ou en criant : “Soviets partout !”, mais se battre, même avec la police, qui protège les fascistes ». La police de son côté rappela que « Campanelli estim[ait] qu'à chaque réunion de groupes nationaux il fallait une bataille de rue³⁵ ». Les mêmes poings qu'on brandissait pour le salut rouge ne demandaient pas mieux que de servir contre l'ennemi fasciste³⁶.

La position de La Rocque concernant la violence n'était pas moins équivoque. En 1934, le colonel écrivait dans son ouvrage *Service public* :

Bannir la violence, ce n'est pas la même chose que la craindre. S'opposer à son utilisation ne signifie pas exclure la possibilité de l'utiliser³⁷.

L'organe de la ligue, *Le Flambeau*, était fier de relater des affrontements physiques avec des opposants³⁸. Dans un entretien avec la presse, La Rocque expliqua que le recours à la violence dépendait en grande partie de l'ennemi : « Vous me demandez s'il y aura recours à la violence. Je n'en sais rien : ceci ne dépend pas de nous, mais, de ceux qui prêchent la violence et de ceux qui, responsables de la conduite des affaires, pratiquent la veulerie. » Il promettait que la violence resterait une option : « Lorsque l'existence de notre pays est en jeu, nous n'avons pas peur des agressions violentes : notre organisation et notre ardeur ne manqueraient pas de les réduire à néant³⁹. » Une partie des adhérents se montrait fort préoccupée de voir le colonel apparemment répugner à engager le combat avec l'ennemi. En octobre 1935, la police signala que certains partisans n'avaient pas accueilli sans surprise l'annonce faite il y avait peu par La Rocque, selon

laquelle les Croix de feu n'étaient pas un « groupe d'attaque », mais plutôt une formation défensive. Les membres eux-mêmes doutaient de la sincérité de leur chef dans cette déclaration et certains continuaient de s'armer pour parer à toute éventualité⁴⁰.

Les attitudes face à la violence de la gauche antifasciste et des Croix de feu étaient en accord avec des principes plus fondamentaux comme « bonne conduite ». Brandir la menace d'une violence offensive pour la commettre ensuite était considéré comme indigne d'un homme. Promettre des violences défensives et passer aux actes était en revanche un comportement rationnel. Ces « règles » étaient valables à quelque camp politique qu'on appartînt. En faire bon marché entraînait automatiquement un rappel à l'ordre, et les groupes allaient alors puiser dans le vocabulaire du châtiment corporel pour qualifier leurs actions. C'est ainsi qu'une « correction » ou une « punition » pouvait être « nécessaire », « bien méritée » ou « juste⁴¹ ». De tels codes étaient efficaces non seulement pour maîtriser la force tout en l'autorisant, mais encore pour structurer le comportement attendu des militants et de leurs ennemis.

La fusillade de Limoges

La confrontation de Limoges, en novembre 1935, fut la dernière d'une série d'échanges violents entre ligueurs et antifascistes qui se déroula sur l'année et dont la presse se fit abondamment l'écho. En janvier, des membres des Jeunesses patriotes tiraient sur une foule de manifestants de gauche à Chartres⁴². En février, Marcel Langlois, homme de main d'Action française, décédait des suites d'une échauffourée avec des communistes⁴³ ; en juin, un homme était tué dans une bagarre avec un militant des Croix de feu aux abords de

l'endroit où se tenait une réunion politique⁴⁴. Dans les mois d'automne précédant les violences de Limoges, les Croix de feu avaient subi plusieurs attaques de leurs ennemis de gauche. Dans la nuit du 21 septembre, un convoi de Croix de feu tomba près de Mondeville dans une embuscade tendue par de jeunes militants antifascistes qui le bombardèrent de pierres et de pavés. Soixante voitures subirent des dégâts et onze de leurs occupants furent atteints de blessures légères⁴⁵. Le 6 octobre, une réunion publique des Croix de feu à Villepinte provoqua des violences entre des militants locaux de la gauche et la police. Des coups de feu furent tirés et l'on dut faire appel à la police mobile antiémeutes pour rétablir l'ordre⁴⁶. Deux jours plus tard, des contre-manifestants tirèrent sur des membres des Croix de feu à la sortie d'un concert à Brunoy⁴⁷. Le 12 octobre, une réunion des Croix de feu qui se tenait à Bourg-en-Bresse (Ain) fut le théâtre de violences entre membres de la ligue et contre-manifestants de gauche, ce qui valut au commissaire de police un coup de pied dans l'abdomen et des coups de poing dans les yeux⁴⁸.

La violence résultait souvent de luttes de territoire. Les antifascistes voyaient un défi dans la tenue systématique par les Croix de feu de réunions dans des zones où la gauche était majoritaire. On peut raisonnablement penser que La Rocque cherchait à provoquer la violence de la gauche pour faire d'une pierre deux coups : il présentait ses ennemis sous les traits de voyous sans foi ni loi, et, simultanément, ses troupes comme un corps d'élite capable de faire mordre la poussière à la gauche. Mais les ligues se représentaient tous les territoires sous les espèces de l'égalité nationale, notion qui leur donnait le droit de se rencontrer où bon leur semblait. Conformément à la stratégie d'autodéfense de masse, ce n'était pas la police qui devait infliger la riposte aux provocations des Croix de feu,

mais les masses laborieuses : une réunion du mouvement, le 14 mars 1935, à Guebwiller (Haut-Rhin) a pu ainsi entendre la contre-manifestation de gauche entonner au nez et à la barbe de la police le chant « Nous sommes les maîtres ici, laissez faire les ouvriers ». Le maire communiste de la localité, M. Bréchet, fut blessé lors d'une charge de la police, en réponse à l'ordre lancé par son adjoint aux manifestants de faire pleuvoir des projectiles sur les agents⁴⁹. À l'annonce d'une réunion des Croix de feu à Villepinte devant se tenir dans le courant du mois d'octobre 1935, le conseil municipal, de gauche, édita une affiche proclamant sa condamnation des « agressions à répétition, des actes de violence et du sabotage auxquels recouraient les ligues factieuses contre les municipalités et les organisations de la classe ouvrière ». Le texte, un appel au rassemblement des citoyens sur la place de la ville et à la défense de leurs libertés républicaines contre les Croix de feu, mentionnait l'incurie des pouvoirs publics face à la menace fasciste et portait en guise de signature : « La Municipalité ouvrière⁵⁰ ».

Les antifascistes considéraient Limoges comme un territoire appartenant à la classe ouvrière. Les racines de cette conception de la propriété étaient historiques. Le congrès fondateur de la Confédération générale du travail s'était tenu dans cette ville en septembre 1895. En 1905, des grévistes, au cours d'un conflit industriel dur, y avaient érigé des barricades – symbole de la plus haute importance pour la gauche. Mais à Limoges s'attachait également, pour la classer à gauche, une référence contemporaine : en juin 1929, des manifestants communistes avaient, devant la prison locale, bruyamment manifesté leur mécontentement à la suite d'un arrêt rendu par la cour d'assises. Le parti communiste – qui, en 1929 et stratégiquement, tenait la police pour ennemie de classe –

avait fait grand fond sur la violence des émeutiers, et mis les héroïques travailleurs de Limoges au même rang que ceux de Berlin qui en 1929 s'étaient battus lors du Premier-Mai avec la police⁵¹. Une circulaire adressée aux militants saluait l'utilisation d'armes par les Limougeauds contre des agents de l'État et recommandait aux futurs manifestants de suivre leur exemple⁵². La ville tirait donc son prestige de son histoire, qui l'inscrivait dans la lutte de la classe ouvrière en France, et de sa place dans l'affrontement, lui aussi historique, opposant le prolétariat aux forces répressives de l'État.

Tout au long de l'année 1935, la fréquence des heurts entre gauche et ligues incita le gouvernement à prendre des dispositions. Le président du Conseil Pierre Laval promulgua deux décrets, l'un du 23, l'autre du 30 octobre 1935, renforçant les mesures de maintien de l'ordre. Celles-ci visaient tout particulièrement la manifestation. On y stipulait l'obligation pour qui en organiserait de soumettre aux autorités locales au moins trois jours ouvrables à l'avance une déclaration préalable, sous peine d'une lourde amende et d'une peine de prison. Officiellement, les textes, chose inédite en droit français, accordaient aux citoyens la liberté de défilé dans la rue. Cela dit, ils habilitaient les maires à interdire les manifestations qu'ils considéraient comme une menace pour l'ordre public. De plus, le ministre de l'Intérieur, Joseph Paganon, adressa une circulaire aux préfets qui étendait la notion de manifestation aux réunions politiques. La nouveauté était que, avant tout rassemblement public, la déclaration préalable devait faire l'objet d'une autorisation. C'était le préfet du département concerné qui conservait le pouvoir de casser toutes les décisions, ce qui dépouillait les municipalités de leur prérogative d'arbitrage en matière de maintien de l'ordre⁵³.

Le 15 novembre 1935, Pierre Le Tanneur, président des Croix de feu de la Haute-Vienne, se conformant aux exigences de la nouvelle législation, informa le préfet, Pierre Ancel, que la ligue tiendrait une réunion à Limoges le lendemain. Le lieu choisi était l'école d'équitation, place Beaupeyrat. L'école en question se composait d'un corps de bâtiment ayant, attenant, un grand terrain d'entraînement bordé de haies vives. Pour pénétrer sur le terrain il fallait franchir un portail ménagé dans une des clôtures. Le procureur général de Limoges devait par la suite identifier ce passage comme l'unique faille d'une enceinte au reste adéquate⁵⁴.

Un bel effectif de policiers fut déployé pour empêcher tout contact entre les ligueurs et les contre-manifestants. Outre un cordon de quatre-vingts agents devant le portail se trouvaient derrière le manège trente officiers antiémeutes de la Garde mobile, un peloton de trente gardes à cheval et un autre de trente gendarmes. Les Croix de feu avaient également mis sur pied leur propre défense. Les ligueurs avaient reçu l'ordre d'apporter des cannes, initiative que la police devait par la suite critiquer, car elle avait créé « un état d'esprit déplorable » avant la réunion⁵⁵. En plus des cannes, on avait requis des dispos d'avoir sur eux des lampes de poche, instruction où la presse de gauche allait lire après coup, en langage codé, l'ordre de venir armés. Avait-elle raison ? On ne put jamais rien prouver. Ce qu'il y a de sûr, c'est que, selon les rapports de police, certaines des matraques récupérées sur les lieux ressemblaient à des torches de poche⁵⁶.

Par manière de riposte au meeting des Croix de feu, le sénateur-maire socialiste de Limoges, Léon Betoulle, et le député socialiste de la Haute-Vienne, Sabinus Valière, convoquèrent une réunion antifasciste à l'hôtel de ville. Elle tombait en même temps que celle des Croix de feu, de sorte

que Betoulle et Valière espéraient que cela empêcherait la formation d'une contre-manifestation spontanée – et non autorisée. Cependant, comme le nota la police, les deux hommes eurent beau s'évertuer à calmer le public, la foule était très agitée. Un cortège improvisé se forma pour marcher vers la place Beaupeyrat. Le sénateur-maire et le député défilaient au premier rang, se tenant solidement par le bras, de façon à retenir autant que possible la poussée des marcheurs. À 22 heures, la police estimait à 2 000 le nombre de manifestants devant le manège. Les fortes pluies qui s'abattirent une heure plus tard réduisirent l'effectif à 300 à peu près⁵⁷.

En voyant la contre-manifestation prendre de l'ampleur aux portes du manège, les Croix de feu cédèrent à la panique. La police évacua la majorité de l'assistance dans une rue adjacente, mais un certain nombre de dispos refusèrent de dégager les lieux. Les ligueurs terrifiés – « qui voyaient des ennemis partout » –, se croyant sans défense contre la foule massée au-dehors, appelèrent à l'aide la police, la préfecture et même la caserne du régiment de dragons de la garnison⁵⁸. Ajoutant foi, à tort, à la rumeur selon laquelle les contre-manifestants étaient entrés de force dans le manège, un certain Le Tanneur décida que c'était à lui et ses hommes qu'il revenait de prendre en main leur propre défense⁵⁹. La police déclara par la suite que les ligues avaient fait preuve d'une certaine morgue en refusant l'ordre d'évacuation au risque de subir des préjudices⁶⁰. Le procureur établit sur la base de cette décision la « totale culpabilité » des Croix de feu par rapport aux violences ultérieures⁶¹.

L'école d'équitation n'était pas sans protection. Un cordon de quatre-vingts gendarmes sur plusieurs rangs, à raison d'une quinzaine chacun, se tenait prêt devant l'entrée donnant sur le

manège. Toutefois, ces hommes n'étaient pas formés au contrôle de foules importantes. Ils ne firent pas grand-chose pour empêcher le contact entre les antifascistes et leurs ennemis de la ligue : chaque camp faisait pleuvoir sur l'autre des projectiles et les combattants trouaient la clôture pour s'infliger des coups⁶².

Vers 23 h 15, il se produisit deux incidents. D'abord, en finissant par positionner les gardes mobiles en arrière des gendarmes, le préfet brisa la ligne policière. Le second, qui eut lieu en même temps, fut une poussée de la foule qui se solda par la percée d'environ vingt-cinq personnes entre les rangs des forces de l'ordre, et ce mouvement les mena, passé le portail, en plein manège⁶³. La police referma la porte derrière les envahisseurs, les piégeant dans le périmètre de la réunion. C'est alors que les militants croix de feu qui avaient en charge la défense du bâtiment se déployèrent en demi-cercle et les prirent pour cible⁶⁴. La police intervint immédiatement pour nettoyer la place et sécuriser l'assistance. Le bilan de l'échauffourée se monta à six blessés du côté des forces de l'ordre ; neuf militants des ligues furent blessés par balle, par des coups de couteau, de matraque ou de rasoir ; côté manifestants, il y eut six blessés, dont Julien Geneste, qui reçut une balle dans le dos⁶⁵.

L'enquête de la police établit que les militants de la ligue des Croix de feu présents sur le manège avaient ouvert le feu sur la foule des manifestants. Il fut avéré que certains hommes de la ligue souffraient de blessures par balle, mais ils les devaient à des tireurs de leur propre camp, l'obscurité qui régnait alors ne permettant que difficilement d'y voir plus loin qu'un mètre⁶⁶. La manifestation de gauche avait à coup sûr contrevenu aux décrets d'octobre. Toutefois, la police, tenant compte de son caractère spontané, conclut à l'impossibilité de

toute déclaration préalable ; en tout état de cause, il n'existait aucune preuve d'« intention criminelle⁶⁷ ». D'autre part, il faisait nuit noire, et dans ces conditions, il était impossible d'identifier les tireurs. Au bout du compte, l'affaire fut classée sans suite⁶⁸.

La presse fit ses choux gras des violences de Limoges, qui reçurent, aussi bien de la gauche que de la droite, des interprétations conformes aux schémas établis. Pour *L'Humanité*, les Croix de feu n'avaient fait que reproduire la violence des mouvements d'Hitler et de Mussolini. La ligue était arrivée à Limoges armée et préparée à agresser les prolétaires locaux : « Les Croix de feu voulaient leur journée ». La brutalité mettait au jour, s'il était besoin d'une preuve supplémentaire, le fascisme de La Rocque⁶⁹. La Rocque pour sa part campait sur ses positions : ses ligueurs avaient agi en légitime défense face à une provocation de gauche. Si cette provocation se poursuivait, assura le colonel, [son] souci de ne rien laisser à l'imprévu dans des cas aussi graves [le] contraindrait à organiser cette légitime défense⁷⁰.

Gringoire, quant à lui, approuva les actions des militants des ligues. Selon cette feuille, la violence se justifiait lorsqu'elle était perpétrée en état de légitime défense. Le Tanneur y était félicité pour sa fermeté à l'égard des antifascistes, alors qu'on déplorait la réticence qu'avait précédemment montrée La Rocque à affronter la gauche de plein fouet :

Refuser quand on est attaqué, expliquait le journal, de recourir à la violence, c'est perdre la bataille avant de l'avoir livrée⁷¹.

Les heurts de Limoges découlaient d'une multitude de facteurs : les connotations du lieu même, dans l'histoire comme dans l'actualité plus récente ; la notion de territoire, à

laquelle gauche et droite appliquaient des contenus diamétralement opposés ; les attentes quant au comportement de l'ennemi et la réponse à y faire ; le contexte général de tension exacerbée ; les erreurs commises en matière de maintien de l'ordre ; et même les conditions atmosphériques. Pas plus les décrets-lois d'octobre 1935 que les tentatives des dirigeants locaux de gauche n'étaient en mesure d'empêcher une procession partant de l'hôtel de ville pour se rendre à l'école d'équitation de se former spontanément. De même, peut-être que certains membres des Croix de feu, au mépris des ordres du chef, étaient venus armés, mais on ne les déploya qu'en dernier recours, alors que la panique avait atteint son comble. En fin de compte, discours ou pas, exhortations des groupes politiques ou pas, la violence pouvait très vite devenir incontrôlable.

Conclusion

Au lendemain des échauffourées, Eugène Frot, ex-ministre de l'Intérieur, fit un lien entre la violence verbale omniprésente dans la presse et les événements de Limoges :

Ce n'est pas en vain qu'on excite journallement les hommes en les conviant à l'action violente et, partant, à la haine. [...] Il n'y a qu'un pas vite franchi par les passions surchauffées par les harangues publiques. Ainsi pêle-mêle les corps blessés des Croix de feu, des antifascistes et des gardes mobiles se sont écrasés sur les pavés limousins ⁷².

On ne peut nier que dans certaines situations les affrontements entre militants aient été du « chiqué », se limitant en somme à des démonstrations symboliques sans recours à la violence. Il se peut qu'il y ait eu, chez les ligueurs comme chez les antifascistes, des individus pour trouver la catharsis dans les véhémentes diatribes dont ils abreuvaient

leurs adversaires. Néanmoins les événements de Limoges démontrent que la violence n'avait jamais de cause unique. Le contexte pouvait faire tout basculer. L'enquête de police conclut qu'il fallait en définitive imputer la confrontation sanglante à des erreurs de maintien de l'ordre. Si des agents antiémeutes avaient pris en charge la défense du centre, les incidents auraient pu être évités, qui sait. Ce qu'il y avait de sûr, c'était qu'une organisation policière déficiente avait favorisé le contact entre ennemis politiques prêts à en découdre au premier déclic, d'où les jets de pierres, les coups, l'usage des armes blanches et des balles.

Les partis, les ligues appliquèrent à l'événement les canons d'interprétation en vigueur dans la culture politique de la France d'alors. Pour les antifascistes, tenir une réunion politique était en soi agresser la population de Limoges : on ne pouvait s'abstenir de relever le défi, la provocation exigeait une réponse. Les blessures infligées aux manifestants ce soir-là signaient le « fascisme » croix de feu, en même temps qu'elles validaient la stratégie antifasciste de la gauche. De son côté, la droite vouait à l'illégalité la contre-manifestation de Limoges. Elle approuvait les dispos d'avoir ouvert le feu sur une foule communiste indisciplinée, en punition nécessaire d'un comportement offensif. Significativement, chaque camp légitimait son comportement, réglé par les mêmes valeurs pour les deux : dans certaines circonstances, la fin justifiait les moyens.

Traduction de Philippe Gerval et Robert Scrick

CHAPITRE IX

Réponse à Michel Winock

ZEEV STERNHELL

Sans grande surprise, *Fascisme français ?* se termine par une note de Michel Winock, « À propos d'une attaque de Zeev Sternhell ». De quelle attaque s'agit-il ? S'il n'était question ici que de la petite histoire, je n'aurais pas pris la peine d'y répondre, mais le cas Winock nous apprend beaucoup de choses sur une époque, un milieu et ses mœurs.

Qu'il me soit permis ici de rappeler rapidement les faits. En janvier 1983, Michel Winock, mon éditeur aux éditions du Seuil, publie mon livre *Ni Droite ni Gauche : l'idéologie fasciste en France* qui fait suite à *La Droite révolutionnaire : les origines françaises du fascisme 1885-1914*, paru par ses soins chez le même éditeur en 1978. Les titres et les sous-titres de ces deux ouvrages furent arrêtés, comme c'est d'habitude le cas, d'un commun accord entre l'auteur et l'éditeur. On remarque tout de suite le sous-titre de *La Droite révolutionnaire* : nul ne pouvait se tromper sur le sens de mon travail, mon éditeur moins que personne. Ajoutons encore que c'est Winock qui m'avait amené au Seuil tout de suite après la lecture de ma thèse de doctorat, devenue en 1972, chez Armand Colin, dans la collection des Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, mon premier livre, *Maurice Barrès et le nationalisme français*¹. Dans ce livre j'avais mis

le doigt sur la place et la fonction du nationalisme de la terre et des morts dans la France du tournant du XX^e siècle. Après *Barrès* est venu mon second livre publié par Winock en 1978, *La Droite révolutionnaire : les origines françaises du fascisme*. Pendant les dix années qui ont séparé la publication de *Barrès* de *Ni Droite ni Gauche* ma collaboration intellectuelle avec mon éditeur n'a fait que s'intensifier. À la publication de *Ni Droite ni gauche*, Winock s'employa sans relâche à assurer son succès : tout le monde comprenait que pour obtenir un entretien avec Emmanuel Todd qui commence à la première page du *Monde* il fallait que le directeur de la collection au Seuil sache attirer l'attention de la rédaction du quotidien sur l'importance de l'ouvrage qu'il publiait.

Soudain, sans crier gare, quelques semaines plus tard, le ton change et mon éditeur, qui enseigne aussi à Sciences Po, où après la mort de Jean Touchard règne René Rémond, lance une attaque globale contre son propre auteur, phénomène sans précédent dans l'édition française.

Mais pour bien appréhender la profondeur de ce revirement, il faut revenir quelques années en arrière. Après la lecture du manuscrit de *La Droite révolutionnaire*, Winock m'écrit le 18 août 1977 : « Tu as fait là une étude magistrale, vivante et passionnante. C'est toute la préhistoire du fascisme que tu as écrit là. Oui, en vérité, un très beau, un très bon livre. » À la fin de cette lettre, il ajoute une note manuscrite : « Serais-tu d'accord, au cas où il faudrait un sous-titre, de prendre : *les origines françaises du fascisme* ? » C'est donc Winock qui choisit le sous-titre, car il voulait, comme tout éditeur l'aurait fait, mettre en valeur la thèse fondamentale de mon travail. Il me reproche même de ne pas faire assez saillir le sens de mes recherches, regrettant une certaine tiédeur : « Sur le fond, ta conclusion m'a paru un peu trop détachée,

insuffisamment nerveuse... J'aime bien ton impartialité, mais il me semble qu'en fin de livre, sur un tel sujet, on peut être plus musclé. »

Moins de quatre ans plus tard, dans une lettre dactylographiée du 12 janvier 1981, Winock m'annonce la réimpression prochaine de *La Droite révolutionnaire*, et ajoute un PS de sa main : « Ce n'est pas fini ! Je viens de lire le dernier livre de BH Lévy, *L'Idéologie française*. Toi et moi sommes mis à contribution. De bons sentiments – mais hélas un confusionnisme lyrique qui risque de discréditer *la thèse centrale du livre avec laquelle je sympathise*. » (C'est moi qui souligne). Voilà où en est le Winock du début des années 1980, quand il se prépare à publier *Ni Droite ni gauche*.

En conséquence, quand nous signons en mai 1981 le contrat pour le livre suivant, le titre envisagé est *Le Fascisme au miroir français*. Mon éditeur savait exactement ce que je faisais, il savait qu'après la première étape du fascisme français viendrait la suite à laquelle serait consacré ce nouveau volume. D'autant plus, je le lui rappelle dans une lettre du 11 décembre 2013, en réponse à ses plaintes auprès de Gallimard lors de la publication de la plus récente édition de *Ni Droite ni gauche*, qu'« au départ j'envisageais de faire un seul livre, mais la richesse du matériel, la nécessité de replacer la poussée de cette nouvelle droite dans le contexte social et culturel du tournant du siècle, de faire une analyse de ses composantes idéologiques et de sa base sociologique m'obligèrent à m'arrêter à 14-18. Tu as accepté sans problème de couper le projet initial en deux. »

Finalement, l'ouvrage paraît sous le titre actuel, *Ni Droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*. Ici encore le sous-titre est le fruit d'une décision commune à l'auteur et à l'éditeur. Le fascisme étant pour mon éditeur une réalité qui

avait des origines françaises, je ne peux qu'acquiescer au débat éventuel lorsque par un courrier du 5 avril 1983, trois mois après la parution du livre, il m'informe : « Comme je te l'ai juste annoncé, je voudrais – changeant de casquette – discuter ton dernier livre. Lorsque je t'ai fait part, en tant qu'éditeur, des objections que j'avais à formuler, *celles-ci portaient presque toutes sur des détails* » (je souligne). Des détails, dit mon éditeur, rien que des détails et pour une fois c'est vrai, pas un mot sur l'armature conceptuelle de l'ouvrage ou sur l'ensemble de la démonstration, pas une ombre d'objection sur le fond. Comment ose-t-il prétendre aujourd'hui m'avoir averti de son désaccord fondamental avec moi dès le moment où il commença à préparer mon manuscrit ? Dans cette lettre amicale et chaleureuse, aujourd'hui occultée par son auteur, ce dernier m'annonce vouloir « mettre en cause la pure histoire des idées », ce qui me paraissait tout à fait intéressant. Et il poursuit :

J'espère, mon cher Zeev, que tu comprends bien dans quel esprit je veux écrire ce papier (pour *Le Débat*, quelques milliers de lecteurs) : avec la plus grande loyauté et en poursuivant un « débat » que tu as toi-même engagé. Il va sans dire que je ne prétends pas avoir le dernier mot, et que tu pourras, à ton tour, réfuter mes arguments. Ton livre marche bien. Tu sais qu'on en a fait une réimpression. La presse a été copieuse et, dans l'ensemble, flatteuse. C'est pourquoi, mon rôle d'éditeur achevé, je m'autorise à reprendre la discussion avec toi. N'en sois pas affecté : j'ai voulu expliciter un désaccord intellectuel ; le débat reste ouvert ; notre amitié, j'en formule le vœu de tout cœur, ne doit pas en souffrir. [...]

C'est à ce message d'amitié que je réponds par ma lettre du 15 avril, qu'il cite maintenant comme preuve de sa bonne foi et que l'on trouve dans *Fascisme français ?* à la page 234 :

prétendre aujourd'hui qu'« un contrat moral (et même écrit) établissait la règle de nos relations² » et que par conséquent je lui aurais donné d'avance mon accord pour lancer une attaque globale contre la thèse que je défendais est tout simplement inacceptable. De toute façon, quand ma lettre du 15 avril a dû lui parvenir dix jours plus tard, il avait déjà fait son article qui allait être publié en mai, et dont il m'avait parlé dans son courrier du 5 avril.

On comprendra ma stupéfaction de découvrir alors son « Fascisme à la française ou fascisme introuvable ? », (*Le Débat*, n° 23, mai 1983), dont il m'envoie un tiré à part en espérant « [mon] indulgence ». Cet article, je l'ai ressenti comme une trahison : non seulement il cédaux pressions des anciens d'*Esprit* et de tout son milieu d'où étaient issues aussi les Éditions du Seuil, mais prenait une décision stratégique pour son avenir : il décidait de ménager à tout prix l'institution où il commençait à faire carrière, Sciences Po de René Rémond. Ce qui m'était le plus difficile était le fait que ce retournement brutal, que rien ne permettait de prévoir, arrivait sur fond des rapports de confiance et d'amitié qui s'étaient noués au fil des ans non seulement entre un auteur et un éditeur, mais entre deux chercheurs travaillant sur des sujets très proches et partageant les mêmes idées. Notre correspondance en atteste clairement : s'il n'existe aucune trace d'un différend le plus léger, c'est parce qu'il n'y a jamais eu de différend. Imagine-t-on que je serais resté un jour de plus au Seuil si à un moment quelconque, mon éditeur m'avait signifié son désaccord avec mes thèses ? Se cacher aujourd'hui derrière un supposé « contrat moral et même écrit » (ma lettre du 15 avril 83) ne me paraît pas digne.

Pendant toutes ces années, le comportement de Winock ne lui a pas fait que des admirateurs à Paris et il le savait.

Cependant, c'est à la parution en mai 2014 de mes entretiens avec Nicolas Weill, *Histoire et Lumières, changer le monde par la raison*, où je fais une sorte de bilan d'un demi-siècle de travail, et avec la publication fin 2012 chez Gallimard en Folio-Histoire de la 4^e édition de *Ni Droite ni gauche* – une nouvelle réimpression paraît en juillet 2015 – Winock s'est senti blessé dans son honneur personnel. Si chez Jeanneney c'est plutôt l'honneur national qui était en cause, chez Winock tout se ramène à son rôle d'éditeur en 1983 de *Ni Droite ni gauche*. « L'insinuation d'après laquelle je n'aurais pas été loyal envers l'auteur que j'étais est une atteinte à mon honneur, que le mot paraisse ou non désuet. En préparant le manuscrit de *Ni Droite ni gauche*, j'ai averti immédiatement Sternhell de mon désaccord avec ses thèses. Il pouvait porter son manuscrit chez un autre éditeur ; il ne l'a pas voulu. Moi non plus³. »

Je suis désolé de devoir l'écrire, mais ce texte constitue une perversion des faits. Jamais, à aucun moment avant la publication de son article sur « Le fascisme introuvable » dans *Le Débat* du mois de mai 1983, Winock n'avait fait état d'un quelconque désaccord avec mes thèses. Il n'existe aucune trace d'une telle démarche de sa part. Or à cette époque on écrivait encore des lettres et Winock aimait écrire, quand il n'écrivait pas à la main, une secrétaire tapait sa correspondance, dont restait une copie, aujourd'hui déposée aux archives de la maison. Si un tel document avait existé, Winock l'aurait brandi depuis longtemps. Par ailleurs, j'ai fouillé les archives du Seuil déposées à l'IMEC, à l'Abbaye d'Ardenne, près de Caen, et n'y ai trouvé aucune trace de contact entre lui et moi pour la période qui va de la remise du manuscrit en été 1982 au printemps de 1983. Les seules lettres qui existent sont celles qui se trouvent dans mes archives

personnelles et que je cite maintenant. Je lui ai remis mon manuscrit en été 1982, tout de suite après la première guerre du Liban, quand, démobilisé, j'ai pu reprendre mes activités normales et suis venu à Paris pour le colloque Aron-Furet sur l'Allemagne nazie et les juifs. Nous ne nous sommes revus qu'en début d'automne, probablement en septembre : entre-temps aucune correspondance n'a été échangée entre nous. Imagine-t-on qu'un retournement comparable pourrait n'avoir laissé aucune empreinte, et Winock aurait-il investi tant d'efforts pour assurer une sortie aussi impressionnante que celle de *Ni Droite* en janvier 1983 ?

À la rentrée, Winock me parla de deux sujets : il pensait qu'il y avait trop de citations dans les deux chapitres sur Henri de Man, ce en quoi il avait raison et ensuite il me demanda, comme une sorte de faveur personnelle, pour arrondir quelques angles sur Mounier, d'ajouter des éléments sur son côté Front populaire et anti-Munich. Cela aussi était une bonne suggestion et j'en ai tenu compte volontiers : il n'y avait là rien qui ait pu changer quoi que ce soit dans ma démonstration.

Ma lettre du 15 avril, écrite plusieurs mois après la lecture par Winock de mon manuscrit pour lequel il n'avait eu que des éloges, et trois mois après la publication du livre, ne prouve rien d'autre que la confiance que j'avais en lui. Les échos des pressions qu'exerçaient les gens de la revue *Esprit*, qui occupaient rue Jacob le même bâtiment que les Éditions du Seuil, étaient bien parvenus jusqu'à Jérusalem. Je savais que Winock avait vécu au sein de la communauté d'Esprit à Châtenay-Malabry et son livre sur la revue *Esprit* s'en ressentait. L'auteur l'avoue de sa propre plume dans sa lettre du 5 avril 83 : « En plus, sache que je n'ai plus aucun lien avec *Esprit*, sauf des souvenirs – ce qui est une grande différence

avec ma situation de 1974, date à laquelle j'ai rédigé mon bouquin. » Voilà qui est clair : c'est bien ce qui explique que l'on ne trouve dans son livre ni les textes de Mounier cités dans *Ni Droite ni gauche*, ni aucune référence à Raymond de Becker, le personnaliste belge très proche de Mounier dont les sympathies pro-hitlériennes s'affirmaient et avec qui le fondateur d'*Esprit* travaillait à Bruxelles. Becker prendra la direction du *Soir* quand le quotidien piraté par les Allemands deviendra un journal au service de la collaboration. Otto Abetz le fameux agent nazi, au service de qui entrent Becker à Bruxelles et beaucoup plus tôt Jouvenel à Paris, lui aussi est absent, tout comme les contacts amicaux de Mounier avec la Hitlerjugend, et on pourrait multiplier à volonté les exemples de l'attrait qu'exerçaient les fascistes italiens et les jeunes nazis sur le fondateur d'*Esprit*, ainsi que les échantillons de la cécité de Winock. C'est ainsi qu'en juillet 1936 Mounier va à « une rencontre internationale de jeunesse » en Belgique, au village côtier du Zoute, dont le compte rendu ne laisse guère de doute : entre la jeunesse nationale – socialiste et les jeunes personnalistes la discussion était possible et le débat avait un sens. Le lecteur retrouvera tout ce matériel et encore bien d'autres éléments typiques au ch. VIII de la dernière édition Gallimard de *Ni Droite ni Gauche*. Je dirai encore que si j'ai insisté sur le cas Mounier ce n'était pas pour dévaluer le travail de Winock, mais pour mettre en évidence l'épaisseur de la pénétration fascisante dans les milieux vichyssois qui passent finalement dans la Résistance et deviennent des héros de la IV^e République.

Au cours des années qui suivirent, j'ai bien compris que Winock se trouvait confronté à un choix difficile : afficher le courage de ses idées ou plier tout de suite et passer de l'autre côté de la rue. Le prix du courage pouvait à cette époque être

pour lui exorbitant, je l'avais bien saisi et ne l'ai jamais mentionné, un peu par commisération, un peu par dédain, jusqu'à la publication en 2000, chez Fayard, de la nouvelle édition des trois volumes, *Barrès, La Droite révolutionnaire et Ni Droite, ni gauche* sous le titre général « La France entre nationalisme et fascisme ». Mais c'est la quatrième édition de *Ni Droite* en 2012 et surtout la publication deux ans plus tard d'*Histoire et Lumières* qui devait le heurter profondément : Winock s'est finalement posé en victime. Dans sa note il se plaint de la réponse que lui fit faire la directrice des Sciences humaines chez Albin Michel et l'éditrice d'*Histoire et Lumières*, par l'avocat de la maison, où elle lui disait qu'il manifestait « une susceptibilité particulièrement déplacée ». Voyant qu'on l'éconduisait poliment en lui rappelant les règles élémentaires aussi bien de la liberté d'expression que de la recherche historique, Winock a ameuté un petit groupe d'amis pour produire ce recueil *Fascisme français ?*, bâclé en trois mois de l'été 2014, pour arriver à temps à la rencontre de Blois du mois d'octobre.

Notes

Introduction

1. Jean LAPLANCHE et Jean-Bertrand PONTALIS, *Vocabulaire de la psychanalyse*, Paris, PUF, 2005 [1967].

2. Sur le rôle des amnisties d'après-guerre, voir Sophie WAHNICH (dir), *Une histoire politique de l'amnistie*, PUF, 2016. La première amnistie est incluse dans une loi d'amnistie plus large signée par Vincent Auriol en août 1947 où quelques articles concernant les collaborateurs condamnés pour avoir écrit ou distribué des documents « contraires aux intérêts du peuple français » mais sans manquer à « leur devoir d'attachement à la France » (*sic*). En janvier 1951 est votée une amnistie concernant uniquement les faits de collaboration ayant entraîné une peine de prison inférieure à quinze ans. Elle est complétée par une loi d'août 1953 qui a pour but, en particulier de rendre de nouveau éligibles pour toutes les élections, les personnes déchues de ce droit par l'ordonnance du 21 avril 1944 (*ordonnance relative à l'organisation des pouvoirs publics après la Libération*). Les hommes politiques ayant donné leur soutien à Vichy peuvent retrouver leur place, au moins au niveau local. Cette mesure permet en outre de légaliser des élections dont les vainqueurs n'auraient même pas dû se présenter compte tenu de l'ordonnance du 21 avril 1944. Après 1953, moins de cent personnes restent emprisonnées pour faits de collaboration.

3. Nicole LORAUX, « Éloge de l'anachronisme en histoire », dans *Espace-Temps*, 87-88, 2005.

4. Dernier message du Maréchal Pétain, 11 août 1944. Dans le même message Pétain, dans une vaine tentative pour sauver quelque chose, appelle « ceux qui m'ont obéi, ont bien servi la France » à s'unir « autour du chef le plus capable de les unir ». C'est ce que va tenter La Rocque qui trouvera porte close. La thèse du bouclier sera au centre du travail de Robert ARON, *Histoire de Vichy – 1940-1944*, éd. Fayard, coll. « Les grandes études contemporaines », Paris, 1954. C'est cette thèse qui est à la base du plaidoyer d'Éric Zemmour en défense de Pétain, *Destin Français*, Paris, Albin Michel, 2018.

5. Gérard NOIRIEL, *Les origines républicaines de Vichy*, Paris, Hachette, 1999.

6. Voir le compte-rendu de Stanley Hoffmann du livre *Le Gouvernement de Vichy. Institutions et politiques* [Rapports et extraits des débats du colloque qui s'est tenu à la Fondation nationale des sciences politiques les 6 et 7 mars 1970], A. Colin, 1972 dans la *Revue française de science politique* (23-3, 1973, p. 626-630), et dans lequel il souligne les « lacunes » de ce colloque. « Il n'y a presque rien sur le personnel politique et la politique économique, sur la législation répressive, les lois d'exception, Riom, l'enseignement, la milice et la police, la propagande et la censure. [...] C'est ce qu'on pourrait appeler le Vichy propre. »

7. Robert PAXTON, *La France de Vichy*, Le Seuil, 1973.

8. Marc-Olivier BARUCH, *Servir l'État français, L'administration en France de 1940 à 1944*, Fayard, 1997.

9. Jean LAPLANCHE et Jean-Bertrand PONTALIS, *op. cit.*, p. 117.

10. Voir à ce propos la contribution dans le présent ouvrage de Laurent Kestel.

11. Serge BERSTEIN, « La France des années 30 allergique au fascisme. À propos du livre de Zeev Sternhell », *Vingtième siècle*, n° 2, avril 1984, ainsi que « L'affrontement simulé des années 1930 », *Vingtième siècle*, n° 5, janvier-mars 1985. Sur l'historique de l'élaboration de la thèse immunitaire, de sa formulation initiale à partir du livre de René RÉMOND, *La Droite en France de 1815 à nos jours*, Aubier, 1954, et son développement, voir Michel DOBRY, « La thèse immunitaire face au fascisme. Pour une critique de la logique classificatoire » dans *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Albin Michel, 2003.

12. Ainsi ce commentaire de Serge Berstein retraçant la vie de Zeev Sternhell, enfant juif pendant la guerre, rescapé des ghettos de Pologne, soulignant que « les souffrances subies, les risques encourus, les tragédies personnelles et collectives qu'il a traversés [...] permettent aussi de comprendre que l'universitaire ne puisse considérer les travaux qu'il entreprend pour étudier le fascisme comme une simple recherche scientifique qu'il pourrait aborder avec sérénité et détachement ». Le tout laissant entendre qu'il est trop personnellement impliqué dans son combat contre le fascisme pour ne pas élaborer un propos « tout armé de son cerveau ». Voir Serge BERSTEIN, « Une bien étrange approche de l'histoire », dans *Fascisme français, la controverse*, sous la direction de Serge BERSTEIN et Michel WINOCK, introduction de Jean-Noël Jeanneney, CNRS éditions, 2014. Dans son introduction Jean-Noël Jeanneney fait part de sa « réaction apitoyée » envers le « vaillant paladin » qu'est Zeev Sternhell...

13. Voir en ce sens l'étonnante contribution de Jean-Paul Thomas, tout armé du souhait de faire sentir le mépris que peut avoir « un professeur honoraire de chaire supérieure » vis-à-vis de mauvais khâgneux, dans « Croix de feu et PSF : les variations de Zeev Sternhell », dans *Fascisme français, la controverse*, CNRS éditions, 2014.

14. Robert SOUCY, *French fascism, The first wave, 1924-1933*, New Haven et Londres, Yale UP, 1986 et *French fascism. The second wave. 1933-1939*, Yale University Press, 1997, trad. fr. *Fascismes français ? 1933-1939*, Autrement, 2004 ; William D. IRVING, « Fascism and the strange case of the Croix de feu », *Journal of Modern history*, 63, juin 1991 ; Samuel KALMAN, *The extreme right in interwar France. The Faisceau and the Croix de feu*, Aldershot, Ashgate, 2008 ; Samuel GOODFELLOW, *Between the Swastika and the cross of Lorraine, Fascism in interwar Alsace*, Delkalb, North Illinois University Press, 1999 ; Brian JENKINS, *Nationalism in France. Class and nation since 1789*, London, New York, Routledge, 1990 ; Brian JENKINS & Chris MILLINGTON, *France and Fascism : February 1934 and the Dynamics of Political Crisis*, Routledge, Abingdon, 2015 ; Caroline CAMPBELL, *Political Belief in France, 1927-1945 :*

Gender, Empire, and Fascism in the Croix de Feu and Parti Social Français, LSU Press, 2015.

15. ALAIN, *Journal inédit, 1937-1950*, édition établie et présentée par Emmanuel Blondel, Les Équateurs, 2018.

16. Laurent JOLY, *Dénoncer les juifs sous l'Occupation*, CNRS Édition, 2017. Voir aussi Pascal Ory, *Les Collaborateurs*, Seuil, Points-histoire, 1980, Annexe IV (La presse parisienne, quelques chiffres), p. 283 et 284.

17. Bénédicte VERGEZ-CHAIGNON, Lucien REBATET, *Le dossier Rebatet*, Robert Laffont, 2015.

18. Laurent JOLY, *L'État contre les juifs, Vichy, les nazis et la persécution des juifs*, Grasset, 2018.

19. Serge Berstein utilisant pour tenter de décrédibiliser ces « quelques politologues disciples de Pierre Bourdieu » les termes de « stalinien zélé », auteur de « pamphlet ». Voir Serge BERSTEIN, « Pour en finir avec un dialogue de sourds. À propos du fascisme français », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2007/3, p. 243-246.

20. *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, sous la direction de Michel DOBRY, Albin Michel, 2003. Ont contribué à cet ouvrage collectif, outre Michel Dobry, Annie Collovald, Bruno Goyet, Brian Jenkins, Didier Leschi, Robert O. Paxton, Violaine Roussel, Gisèle Sapiro et Zeev Sternhell.

21. Les partisans de l'immunité arguent que cette formule mise en avant par les Croix de Feu à partir de 1933 était présente dans la constitution de 1848. C'est aller un peu vite en besogne. Le paragraphe IV du préambule de la Constitution de 1848 débute par la devise : « IV. – (La France) a pour principe la Liberté, l'Égalité et la Fraternité. Elle a pour base la Famille, le Travail, la Propriété, l'Ordre public. ». Elle se trouvait surtout en germe dans le slogan « Patrie, famille, travail » lancé en 1902 par le syndicaliste Paul Lanoir au sein de la fédération nationale des jaunes de France. Voir Zeev STERNHELL, *la droite révolutionnaire*, *op. cit.*

22. Et d'abord la biographie de Jacques NOBÉCOURT, *Le Colonel de La Rocque, 1885-1946, ou les pièges du nationalisme chrétien*, Fayard, 1996 ;

23. Didier LESCHI, « L'étrange cas La Rocque », dans Michel DOBRY, *op. cit.* p. 155-194.

24. LA ROCQUE, « Pourquoi je suis républicain », Le Seuil, 2014, voir l'introduction de Serge BERSTEIN, p. 12.

25. *Ibid.*, p 18.

26. Marc BLOCH, « Pourquoi je suis républicain », dans *L'étrange défaite*, Folio, Gallimard, 1990, p. 215.

27. Il faut quand même avoir une conception du métier d'historien un peu particulière et se situer dans une telle impasse méthodologique pour cautionner un tel parallèle.

28. Mis en minorité par les « durs » de la rédaction, il démissionne du journal, remplacé par Pierre-Antoine Cousteau à la rédaction en chef.

29. Voir Laurent KESTEL, *La conversion politique, Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Raisons d'agir, 2012. Encore que, on ne peut oublier que Mussolini remis en selle en septembre 1943 par les armées allemandes tente une République de Salò et transforme le Parti national fasciste en Parti fasciste républicain.

30. Marcel Déat va jusqu'à faire un « parallèle entre Hitler et Robespierre, à un rapprochement inattendu entre la phase jacobine de la Révolution française et le national-socialisme », car « le jacobinisme de type robespierriste n'était pas seulement autoritaire, il était mystique et totalitaire » fin 1943. Marcel DÉAT, *Mémoires politiques*, Paris, Denoël, 990 pages, 1989, p. 784 et 785.

31. *Le Petit Journal*, 16 décembre 1942, « Orientations françaises ». Dans *Le Petit Journal* du 21-22 décembre, La Rocque revient sur l'exemple du Portugal.

32. Serge BERSTEIN et Jean-Paul THOMAS, (sous la direction), *Le PSF, Un parti de masse à droite*, CNRS édition, 2016.

33. *Op. cit.*, p. 8. On verra sur le problème de la violence et des affrontements la contribution de Chris Millington. Et sur les différents effets de politisation par l'affrontement et des drames, Gilles VERGNON, *Un enfant est lynché, l'affaire Gignoux*, 1937, PUF, 2018.

34. Lt Colonel DE LA ROCQUE, *Service public*, Édition Bernard Grasset, 1934, p. 91. Le livre de La Rocque écrit après le 6 février 1934 est édité en Allemagne en 1936 : La Rocque, François de Staatsdienst am Volk (service public)/mit einer Einführung von Walter Gruber. [Übersetzung aus dem Französischen von W. Stellbogen]

35. Revendication qui n'a rien de « féministe », et Caroline Campbell dans le présent ouvrage rappelle le sens de l'investissement politique des femmes nationalistes. Faut-il ajouter que Xavier Vallat, encore Croix de Feu, au moment où il traite Léon Blum de « talmudiste subtil » à la chambre des députés le 6 juin 1936, est le quatrième orateur inscrit de la séance et le premier à saluer par politesse « Mesdames et Messieurs » les membres du Gouvernement, soulignant ainsi la goujaterie de ses collègues qui l'ont précédé. Il commence ainsi son propos : « Je n'aurai pas beaucoup de félicitations à adresser à M. Léon Blum, je tiens à le féliciter (d'avoir fait entrer les femmes) dans le Gouvernement parce que j'y vois la promesse formelle que le Gouvernement obtiendra du Sénat le vote de la loi donnant aux femmes l'éligibilité et l'électorat » ; *Annales de la Chambre des députés*, séances du 6 juin 1936, p. 1326. Le programme du PSF, s'il se prononce pour le vote des femmes donne une place particulière à l'épouse « La place de la femme mariée et, à plus forte raison, de la mère de famille, est au foyer », un « retour des femmes au foyer » que doit permettre le versement d'un sursalaire, PSF, *Une mystique, un programme*, SEDA, p. 33.

36. Jean-Paul THOMAS, « Le PSF dans l'éventail des droites françaises, continuité ou mutation ? », dans Serge BERSTEIN et Jean-Paul THOMAS, *Le PSF, un parti de masse à droite*, CNRS édition, p. 80.

37. On fait référence ici en particulier aux travaux de Wendy BROWN, notamment *Démocratie et identité face au néolibéralisme*, Paris, Nathan Rulens, 2018, ou au récent livre de Ugo PALHETA, *La possibilité du fascisme*, La Découverte, 2018.

38. Marc BLOCH, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, 7e éd. Armand Colin, 1974, p. 44-50.

Apologie, refoulement et banalisation

1. Voir pour de plus amples informations sur ces questions Zeev STERNHELL, Mario SZNAJDER et Maia ASHÉRI, *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Gallimard, folio-histoire, 1994 (1^{re} éd. Fayard, 1989).

2. Voir ce qu'en pense Robert Tombs, professeur à Cambridge, dans son compte rendu de la nouvelle édition de mes trois premiers livres, publiés sous le titre général *La France entre nationalisme et fascisme*, Paris, Fayard, 2000 ; « Was fascism fleeting ? », *Times Literary Supplement*, 14 septembre 2001.

3. Friedrich MEINECKE, *The German Catastrophe, Reflections and Recollections*, trad. Sidney B. Fay, Boston, Beacon Press, 1967, p. 15. Cet ouvrage n'a jamais été traduit en français. Voir la version originale : *Die Deutsche Katastrophe : Betrachtungen und Erinnerungen*, Wiesbaden, Brockhaus, 1946.

4. *Ibid.*, p. 60-61.

5. *Ibid.*, p. 95-96 (italiques dans le texte).

6. E. NOLTE, « Un passé qui ne veut pas passer. Conférence qui, une fois écrite, ne put pas être prononcée », dans *Devant l'Histoire : les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des juifs par le régime nazi*, Paris, Les Éditions du Cerf, 1988, p. 15. Voir aussi son article « La réalité à l'envers », p. 188-189.

7. *Ibid.*

8. *Ibid.*, p. 31.

9. Saul FRIEDLÄNDER, *L'Allemagne nazie et les Juifs*, vol. 1, *les années de persécution 1933-1939*, vol 2, *les années d'extermination, 1939-1945*, Paris Le Seuil, 1997 et 2008. Voir également ses *Réflexions sur le nazisme : entretiens avec Stéphane Bou*, Paris, Le Seuil, 2016. Sur le côté carrément abject de la pensée de Nolte, sur l'utilisation qu'il fait de la littérature néo-nazie comme source historique, voir également le beau livre autobiographique de FRIEDLÄNDER, *Où mène le souvenir : Ma vie*, Paris, Le Seuil 2016, p. 264 et suivantes.

10. Z. STERNHELL, « Fascist Ideology » dans W. LAQUEUR (dir.), *Fascism. A Reader's Guide : Analyses, Interpretations, Bibliography*, Berkeley, University of California Press, 1976, p. 315-376. Le livre a souvent été réédité.

11. Emmanuel FAYE, *Arendt et Heidegger : extermination nazie et destruction de la pensée*, Paris, Albin Michel, 2016. Sur Heidegger, on consultera

l'excellent ouvrage de Nicolas Weill, *Heidegger et les « Cahiers noirs » : mystique du ressentiment*, Paris, CNRS Éditions, 2018.

12. D. J. GOLDHAGEN, *Les bourreaux volontaires de Hitler : les Allemands ordinaires et l'holocauste* (traduit de l'américain par Pierre Marti), Paris, Seuil, 1997.

13. Voir à ce sujet mes *Anti-Lumières : une tradition du XVIII^e siècle à la guerre froide*, Paris, Gallimard (folio-histoire), 2010, ainsi que l'essai introductif publié en tête de la nouvelle édition de mon *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Paris, Fayard, 2000, et poche Pluriel, 2016.

14. B. CROCE, *Scritti e Discorsi politici (1943-1967)*, Bari, Laterza, 1969, vol 1, p. 7-16 ; vol 2, p. 46-50 et p. 361-363.

15. Voir mes *Anti-Lumières*, *op. cit.*

16. B. CROCE, *Pagine sulla guerra*, 2^e éd., Bari, Laterza, 1928, p. 105-107 ; *Materialismo storico ed economia marxistica*, préf. de 1912, Bari, Laterza, 1968, p. XIV. (Existe en français.)

17. *Ibid.*, p. 109.

18. Cité par C. ANTONI, *L'Historisme*, traduit par A. Dufour, Genève, Droz, 1963, p. 118.

19. B. CROCE, *Pagine sulla guerra*, *op. cit.*, p. 66. Voir aussi P. G. ZUNINO, « La faiblesse de la tradition démocratique en Europe : le cas de l'Italie 1920-1940 », dans Zeev STERNHELL (dir), *L'Éternel Retour, contre la démocratie, l'idéologie de la décadence*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques, 1994, p. 239. Ce texte est une citation provenant du *Mercur de France* de septembre 1915. Croce apprécie tellement ces formules qu'il les reproduit sans rien y toucher, en pleine période de la « fascisation » de l'État italien, en 1928, dans *Pagine sulla Guerra*.

20. D. GASMAN, *Haeckel's Monism and the Birth of Fascist Ideology*, New York, Peter Lang, 1998, p. 48.

21. Voir Zeev STERNHELL, *Les Anti-Lumières*, *op. cit.*

22. Je traite certaines des questions abordées dans ces pages dans deux contributions récentes à des volumes collectifs : « La grande pitié de “la thèse immunitaire” » in Brigitte GAÏTI et Johanna SIMÉANT-GERMANOS (sous la direction), *La Consistance des crises : Autour de Michel Dobry*, Presses universitaires de Rennes, 2018, et « De l'Affaire Dreyfus à Vichy : quelques réflexions sur le XX^e siècle français », in *Cahiers Octave Mirbeau*, rédacteur en chef Pierre Michel, n° 25, 2018.

23. Voir Zeev STERNHELL, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Paris, Fayard-Pluriel, 2016 (1^{re} éd. Armand Colin, 1972) et *La Droite révolutionnaire : les origines françaises du fascisme*, Paris, Gallimard (folio-histoire), 1997 (1^{re} éd. Le Seuil, 1978).

24. *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, Lausanne, sociétés typographiques, 1781, vol 44, p. 221, article « Nation ».

25. Charles DE GAULLE, *Mémoires de Guerre : l'Appel 1940-1942*, Paris, Plon, 1954, p. 71.
26. Cité dans Zeev STERNHELL, « De l'Affaire Dreyfus à Vichy : quelques réflexions sur le XX^e siècle français », *Cahiers Octave Mirbeau*, *op. cit.* Je remercie Pierre Michel, directeur des *Cahiers*, pour m'avoir mis sur la piste de quelques-uns des plus beaux textes de Mirbeau.
27. En sous-titre *Observations sur la vie politique des Français de 1918 à 1938*, Éditions de l'arbre, 1941 ; Yves R. SIMON, *The Road to Vichy, 1918-1938*, trad. James A. Corbett et George J. McMorrow, New York, Sheed & Ward, 1942.
28. SIMON, *La Grande Crise*, *op. cit.*, p. 50.
29. Sur Blanchot on consultera deux brillants articles de Michel Surya et François Brémonty dans un numéro spécial de la revue *Lignes* (mars 2014) consacré à l'écrivain. Cette livraison exemplaire se penche sur la démarche de cette génération dans les années 1980, et constitue une lecture fascinante pour quiconque veut comprendre aussi bien les années trente que l'après-guerre. De son côté, Richard Wolin met le doigt sur l'argument collaborationniste classique invoqué par Blanchot dans une lettre à Jeffrey Mehlman en 1982 qui avait exposé le caractère plus que problématique de ses articles de *Combat* : il serait allé à Vichy pour mieux combattre le régime de l'intérieur. Voir Richard WOLIN, *The Seduction of Unreason : The Intellectual Romance with Fascism from Nietzsche to Postmodernism*, Princeton, Princeton University Press, 2004, p. 207. De Mehlman, on consultera *Legacies of Antisemitism in France*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1983.
30. SIMON, *La Grande Crise*, *op. cit.*, p. 131-132. Voir également Yves SIMON, *The Ethiopian Campaign and French Political Thought*, éd. par Anthony O. Simon, Notre Dame, University of Notre-Dame Press, 2009.
31. *Ibid.*, p. 130, 157, 171, 175, 196 ; *A General Theory of Authority*, Notre Dame, Notre Dame University Press ; *Philosophy of Democratic Government*, Notre Dame, Notre Dame University Press.
32. Pierre CHAUNU, préface, dans Victor NGUYEN, *Aux Origines de l'Action Française : Intelligence et politique à l'aube du XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1991, p. 8 et 21.
33. *Fascisme français ?*, p. 137. Voir aussi la contribution de Didier Leschi à ce volume : cette « perle » que Leschi mentionne m'avait échappé à la première lecture.
34. Voir Zeev STERNHELL, *Ni Droite, ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Paris, Gallimard, 4^e éd. augmentée, 2015, p. 31-60.
35. Zeev STERNHELL, « Anthropologie et politique : les avatars du darwinisme social au tournant du siècle », Colloque de l'École des Hautes Études en sciences sociales, *L'Allemagne nazie et le génocide juif*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1985, p. 53-75.

36. Sur André Siegfried, on consultera l'excellent travail de Pierre BIRNBAUM, *Histoire des haines nationalistes*, Paris, Seuil, 1993, chapitre « La France aux Français ».
37. Ph. BURRIN, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Paris, Seuil, 1995, p. 313.
38. Voir Z. STERNHELL, *Les Anti-Lumières*, *op. cit.*, p. 225-226.
39. A. SIEGFRIED, *L'Âme des peuples*, Paris, Hachette, 1950, p. 5.
40. A. SIEGFRIED, *Vue Générale de la Méditerranée*, Paris Gallimard, 1943, p. 14.
41. *Ibid.*, p. 14.
42. *Ibid.*, p. 69-72.
43. A. SIEGFRIED, *L'Âme des peuples*, *op. cit.*, p. 201.
44. *Ibid.*, p. 207.
45. *Ibid.*, p. 118.
46. *Ibid.*, p. 119.
47. Cité dans P. BIRNBAUM, « *La France aux Français* », *op. cit.*, p. 154.
48. A. SIEGFRIED, *L'Âme des peuples*, *op. cit.*, p. 119.
49. *Ibid.*, p. 120.
50. A. SIEGFRIED, *America Comes of Age. A French Analysis*, New York, Harcourt, Brace and Co., 1927, p. 25-27.
51. J'ai traité de l'antisémitisme de Barrès dans *Maurice Barrès et le nationalisme français*, *op. cit.*
52. Cité dans P. BIRNBAUM, « *La France aux Français* », *op. cit.* p. 149-150. Pierre Birnbaum a excellemment campé son portrait intellectuel, sans toutefois appeler un chat un chat et sans en tirer toutes les conséquences, surtout pour tout ce qui est de la postérité de Siegfried.
53. C'est Pierre Birnbaum qui a dépouillé les Archives André Siegfried déposées à la Fondation Nationale des Sciences politiques.
54. J.-F. SIRINELLI (dir.), « Introduction générale », dans *Histoire des droites en France*, Vol I, *Politique*, Paris, Gallimard, 1992, p. xxiii.
55. P. BIRNBAUM, « Sur un lapsus présidentiel », *Le Monde*, 21 octobre 1994.
56. R. RÉMOND, *La Droite en France de la première Restauration à la Ve République* (seconde édition), Paris, Aubier 1963, p. 17 (italiques dans le texte).
57. R. RÉMOND, *La Droite en France*, *op. cit.*, p. 22.
58. *Ibid.*, p. 224.
59. R. RÉMOND, « Y a-t-il un fascisme français », *Terre humaine*, 2e année, n° 19-20, juillet-août 1952, p. 45. Dans cet article, Rémond pose les principes d'explication qui seront développés dans *La Droite en France*. Sur la critique

de la thèse de René Rémond et de ses disciples, on consultera dans l'ordre de parution ma *Droite révolutionnaire* (1978), Michel DOBRY, « La thèse immunitaire face aux fascismes », dans *Le Mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris Albin Michel, 2003, p. 37 et Marc ANGENOT, sur « L'Immunité de la France envers le fascisme : un demi-siècle de polémiques historiennes », *Discours social*, vol XXXI, 2009.

60. Maurice AGULHON, *La Quinzaine littéraire*, n° 280, 1^{er} juin 1978 ; *Annales*, (35-36), 1980, p. 1037-1039.

61. Voir la réponse que leur donne Rémond dans *Les Droites en France*, dans l'édition de 1982, p. 38.

62. *Ni Droite, ni gauche* figure sur la liste dressée par *Le Monde* des quarante livres les plus importants publiés en France dans les années 1980. Voir « Quarante livres pour une décennie », *Le Monde*, 24 mars 1990.

63. Fondation nationale des Sciences politiques, *Le Gouvernement de Vichy 1940-1942, institutions et politiques*, introduction et conclusion de René Rémond, Paris, Armand Colin, 1972.

64. *Ibid.*, p. 7-8.

65. *Ibid.*, conclusion, p. 301.

66. *Ibid.*, p. 8

67. Ernest RENAN, *La Réforme intellectuelle et morale*, in *Œuvres complètes*, Calmann-Lévy, 1929, p. 133.

68. Zeev STERNHELL, *Les Anti-Lumières*, *op. cit.*, p. 470.

69. R. RÉMOND, *La Droite en France*, *op. cit.*, p. 394.

70. R. ARON, *Fragments d'une vie*, Paris, Plon, 1981. Le chapitre V, p. 93-120, est consacré à *L'Ordre Nouveau*.

71. *L'Ordre nouveau*, n° 5, novembre 1933, p. 8-16.

72. *Ibid*, p. 31. Les capitales sont dans le texte.

73. A. FABRE LUCE, *Journal de la France*, *op. cit.*, t. 2, p. 157-162.

74. Antoine DELESTRE, *Uriage, une communauté et une école dans la tourmente 1940-1945*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1989, p. 200-201.

75. G. GADOFFRE (dir.), *Vers le style du XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1945. Je dois à Jean-Jacques Marie, directeur des *Cahiers du mouvement ouvrier*, d'avoir retrouvé la piste de ce texte passionnant. L'existence de ce texte est brièvement mentionnée par John Hellman dans *The Knights-Monks of Vichy France*, Uriage 1940-1945, McGill-Queens University Press, 1993, p. 206.

76. On pourra lire des extraits de ce texte en annexe de ma contribution à l'ouvrage dirigé par Michel DOBRY, *Le Mythe de l'allergie française au fascisme*, *op. cit.*, « Le fascisme, ce mal du siècle... », p. 361-406.

77. G. GADOFFRE (dir.), *Vers le style du XX^e siècle*, *op. cit.*, p. 61.

78. Chapeau de la notice « Bertrand de Jouvenel, 1903-1987 », *Commentaire*, n° 28, été 1987, p. 366.
79. Jean-Claude CASANOVA, Introduction à « Correspondance entre Raymond Aron et Alfred Fabre-Luce (1935-1981) », *Commentaire*, n° 127, Automne 2009, p. 594-595.
80. R. ARON, *Mémoires*, Paris, Julliard, 1983, p. 205. Il n'est pas sans intérêt de constater qu'Aron s'est aussi employé à dédouaner Carl Schmitt en prétendant que le juriste n'avait jamais été membre du parti nazi, ce qui était tout simplement faux. L'auteur de *Romantisme politique* avait adhéré au parti nazi le 1^{er} mai 1933 et prit la carte de membre numéro 2-098-860 : voir Zeev STERNHELL, « Entre le tragique et l'imposture. Raymond Aron, Carl Schmitt et Alfred Fabre-Luce », *Les Temps Modernes*, n° 667, janvier-mars 2012, p. 87-89. Comment Aron se permettait-il de faire comme si le comportement abject et les textes les plus ignobles du penseur allemand n'avaient jamais existé est une question que l'on ne peut pas discuter ici.
81. R. ARON, *L'Homme contre les tyrans*, Paris, Gallimard, 1946, 6^e éd., p. 131-169. Pour imposer le terme, Aron emploie page 131, à deux reprises, le mot *collaborateur* entre guillemets ; par la suite, *collaborateur* et *collaboration* viennent sans guillemets.
82. *Ibid.*, p. 159.
83. Alfred FABRE-LUCE, *Anthologie de la Nouvelle Europe*, Paris, Plon, 1942, p. I. Voir Zeev STERNHELL, « Entre le tragique et l'imposture. Raymond Aron, Carl Schmitt et Alfred Fabre-Luce », *Les Temps modernes*, janvier-mars 2012, p. 80-119.
84. Alfred FABRE-LUCE, *Journal de la France*, 2, août 1940-avril 1942, p. 241.
85. *Ibid.*, p. 175-176.
86. *Ibid.*, p. 178.
87. *Ibid.*
88. *Ibid.*, p. XXXII.
89. *Ibid.*, p. XV-XVI.
90. *Ibid.*, p. 347.
91. *Ibid.*, p. 244.
92. *Ibid.*, p. 226-227.
93. *Ibid.*, p. 242-243.
94. Sur Jouvenel, voir mon *Ni Droite ni gauche*, éd. Gallimard 2012, p. 722 et suiv. ; l'Annexe, intitulée « la machine à inventer le passé : le procès Jouvenel », p. 819 et suiv. ; ainsi que l'excellent ouvrage de Laurent KESTEL, *La Conversion politique : Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Raisons d'agir, 212.
95. B. de JOUVENEL, *Un voyageur dans le siècle*, *op. cit.*, p. 263.

96. JOUVENEL, « Avec les Rebelles espagnols », *La Revue de Paris*, 15 août 1936, p. 864-865. C'est Laurent Kestel qui a attiré mon attention sur l'existence de cet article.
97. *Ibid.*, p. 861.
98. *Ibid.*, p. 864.
99. *Ibid.*, p. 865.
100. JOUVENEL, « Franco prépare une nouvelle Espagne », *Vu*, n° 451, 4 novembre 1936, p. 1312-1314 (italiques dans le texte). Voir également « Le tragique destin de la capitale espagnole. 5 batailles pour Madrid », *Vu*, n° 454, 25 novembre 1936.
101. JOUVENEL, « En revenant de Teruel », *L'Émancipation nationale*, 7 janvier 1938, p. 8.
102. Voir Claude LÉVY, *Les Nouveaux Temps et l'idéologie de la collaboration*, préface de Jacques Godechot, Paris, Presses de la FNSP/Armand Colin, 1974, p. 89 (*Nouveaux Temps* de 23 janvier 1941). Voir *Le Fait*, 25 janvier, 1^{er} et 15 février 1941.
103. Voir son compte rendu d'*Après la défaite* dans *Cité nouvelle, Revue catholique d'étude et d'action*, 10-25 août 1941, p. 315-317.
104. *Après de la défaite, op. cit.*, p. 41.
105. *Ibid.*, p. 40.
106. *Ibid.*, p. 45.
107. *Ibid.*, p. 30.
108. *Ibid.*, p. 112, 165, 216.
109. *Ibid.*, p. 216.
110. G. LOISEAUX, *La Littérature de la défaite et de la collaboration, op. cit.*, p. 95-97 (nouvelle édition Fayard, 1995, p. 110-112). Comme l'a montré Gérard Loiseaux, les traductions de domaine français étaient autorisées par les auteurs et saluées par la presse allemande « dans un mouvement d'accompagnement unanime » (p. 97).
111. O. DARD, *Bertrand de Jouvenel, op. cit.*, p. 168-169.
112. Dossier Abetz/00814-5, Berlin Document Center.
113. Interview de *Paris-Midi* du 28 février 1936. Après celui accordé à Jouvenel, Hitler accordera d'autres entretiens à Abel Bonnard, Fernand de Brinon et Alphonse de Châteaubriant, tous chauds partisans de l'entente avec l'Allemagne hitlérienne, et futurs collaborateurs.
114. *Ibid.*
115. *Ibid.*
116. *Ibid.*, p. 251.
117. *Ibid.*, p. 256.

118. *Ibid.*, p. 250.

119. *Ibid.*

120. Pierre LABORIE, *Le chagrin et le venin : Occupation, Résistance, Idées reçues*, Paris, Gallimard, folio-histoire, 2014 (1^{ère} éd. Bayard, 2011), p. 10, 15, 41 ainsi que l'ensemble des pages 17-45 où la même idée revient en d'innombrables formulations.

121. Henry ROUSSO, *Face au passé. Essais sur la mémoire contemporaine*, Paris, Belin, 2016, p. 150 et suivantes.

122. LABORIE, *Le chagrin et le venin, op. cit.*, p. 63-111, 133-137.

123. *Ibid.*, p. 25, 60, 77, 85-86.

124. *Ibid.*, p. 165

125. *Ibid.*, p. 143.

126. *Ibid.*, p. 169 et 173. Pages 352-353, l'auteur rapporte des chiffres allant jusqu'à cinq cent mille.

127. *Ibid.*, p. 178.

128. Francine de MARTINOIR, *La Littérature occupée : les années de guerre 1939-1945*, Paris, Hatier, 1995, p. 144.

129. Jean-Paul SARTRE, *Situations III*, Paris, Gallimard, 6^e éd., 1949, p. 12 et p. 34.

130. *Ibid.*, p. 35.

131. *Ibid.*, p. 145.

132. *Fascisme Français ? La Controverse*, dir. Serge BERSTEIN et Michel WINOCK, Introd. Jean-Noël Jeanneney, Paris, CNRS Éditions, 2014. Voir JEANNENEY, Introduction, p. 15. C'est le même Jeanneney qui en sa qualité de membre du Haut comité des Commémorations nationales avait contribué à inscrire Maurras au programme 2018 des célébrations nationales et défendu la distinction entre « commémoration » et « célébration » : on commémore Maurras, mais on ne le célèbre pas. Voir sa tribune du *Monde* du 18 janvier 2018, cosignée avec Pascal Ory. Un collectif d'historiens, universitaires, militant et scénariste répond dans *Libération* du 1^{er} février en appelant cette distinction un « insupportable sophisme ». Dans le contexte de la commémoration de Maurras et de Chardonne il s'agit en réalité d'un hommage, d'autant plus que dans la notice biographique que l'on doit à Olivier Dard, biographe de Maurras et de Jouvenel, l'antisémitisme a été simplement « oublié » : voir la chronique de Christian Delporte, « Maurras : "l'oubli" de l'historien Olivier Dard », site « Arrêt sur images », 2 février 2018. C'est la ministre de la Culture Française Nyssen qui finira par rayer le nom de l'un des plus vicieux des antisémites français du livre des commémorations 2018.

133. *Fascisme français ?*, *op. cit.*, p. 12.

134. *Ibid.* Chez le trio allergiste la volonté de trop prouver tourne souvent en absurdité pure et simple. C'est ainsi que Berstein se distingue par un contresens peu ordinaire : il me reproche de « ne pas tenir compte des faits » ou de parler

de « l'idolâtrie de faits » (p. 24-25). Il conclut à un prétendu refus de ma part de tenir compte des événements. Comment peut-on faire de l'histoire, demande doctement le professeur Berstein sans tenir compte des faits ? Il déduit cette démarche qu'il m'attribue d'un beau texte de Nietzsche, critique de Hegel, auquel je me réfère dans *Histoire et Lumières* et auquel il n'a rien compris :

« Hegel... a implanté dans les générations pétries du levain de sa doctrine cette admiration pour la "puissance de l'histoire" qui, pratiquement, se transforme, à tout instant, en une admiration pure et simple du succès et qui conduit à l'idolâtrie des faits. Pour cette culture idolâtre, on a fait entrer dans les mœurs cette expression très mythologique et de plus très allemande : "tenir compte des faits". Or, celui qui a appris à courber l'échine et à incliner la tête devant la "puissance de l'histoire", celui-là aura un geste approbateur et mécanique, un geste à la chinoise, devant toute espèce de puissance, que ce soit un gouvernement, ou l'opinion publique, ou encore le plus grand nombre » (« De l'Utilité et de l'inconvénient de l'histoire pour la vie », in *Œuvres*, éd. Jean Lacoste et Jacques Le Rider, Paris, Laffont (coll. Bouquins), 1993, p. 264.)

Tout lecteur normalement cultivé comprend immédiatement que Nietzsche attaque ce qu'il considère être le fameux conformisme de Hegel, ou sa servilité envers l'État prussien de son temps. Dans le texte que je viens de citer, il se rangeait du côté de tous ceux qui au temps de Hegel déjà voyaient dans l'idée fameuse selon laquelle « le réel (wirklich) est le rationnel » une façon de dire que ce qui existait – l'État prussien – était rationnel. Les critiques de Hegel voyaient dans cette idée une justification de l'ordre existant de son temps, et Nietzsche y voit l'apologie de tout ordre existant. C'est contre ce conformisme – « courber l'échine » devant les puissants de l'heure, quels qu'ils soient – que se dresse l'auteur de *Par-delà bien et mal* : par quelle aberration de l'esprit peut-on en tirer la conclusion que le refus d'accepter la légitimité de ce qui était simplement parce que telle était la réalité, revenait de la part de quiconque comme moi, qui trouve excellente la démarche critique de Nietzsche, à un refus de tenir compte des faits et des événements ? Combien de couches d'ignorance faut-il accumuler pour produire un tel sottisier ? Cette question se pose aussi en ce qui concerne la revue *L'Histoire* (octobre 2014) où l'on imprime un compte rendu qui reprend les mêmes bêtises sans un soupçon de sens critique.

135. DE GAULLE, *Mémoires de guerre : l'Appel 1940-1942*, Paris, Plon/Livre de poche, 1954, p. 94 et p. 104.

136. P. LABORIE, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990, p. 330.

137. *Ibid.*, p. 332.

138. *Ibid.*, p. 331.

139. A. GRYNBERG, *Les camps de la haine : les Internés juifs des camps français 1939-1944*, Paris, La Découverte, 1999, p. 164-171.

140. C. SINGER, *Vichy, l'Université et les Juifs. Les silences et la mémoire*, Paris, les Belles Lettres/coll. Pluriel, 1992, 173-177.

141. *Ibid.*, p. 177.

142. R. BADINTER, *Un antisémitisme ordinaire. Vichy et les avocats juifs (1940-1944)*, Paris, Fayard, 1997, p. 15.
143. Ph. BURRIN, *La France à l'heure allemande*, *op. cit.*, p. 312.
144. *Ibid.*, p. 313.
145. Marc-Olivier BARUCH, *Servir l'État français. L'Administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997, p. 577-578.
146. G. FESSARD, *Au temps du Prince esclave. Écrits clandestins, 1940-1945*. Présentation et notes de Jacques Prévotat, Limoges, Critérim, 1989.
147. J. PRÉVOTAT, « Quatre jésuites devant le totalitarisme nazi », dans P. BOLLE et J. GODEL (dir.), *Spiritualité, théologie et Résistance. Yves de Montcheuil, théologien au maquis du Vercors*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1987, p. 98-123.
148. G. MATAGRIN, « Allocution d'ouverture », *Ibid.*, p. 5.
149. A. FLEURY, « La Croix devant la marée brune », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 9, janvier-mars 1986, p. 53-56.
150. P. BURRIN, *La France à l'heure allemande*, *op. cit.*, p. 250.
151. Telle est aussi l'opinion de P. NOVICK, *L'épuration française 1944-1949*, Paris, Balland, 1985, p. 231.
152. Jacques LE GOFF, « L'appétit de l'histoire », dans *Essais d'ego-histoire*, réunis et présentés par Pierre Nora, Paris, Gallimard, 1987, p. 204-205.
153. J. GUÉHENNO, *Journal des années noires (1949-1944)*, Paris, Gallimard, 1947, p. 8.
154. SARTRE, *Situations III*, *op. cit.*, p. 24.
155. *Ibid.*, p. 30.
156. Le 12 avril, Domenach produit dans l'ordre qui suit, la liste de personnes qui ont donné leur « approbation explicite » au document non daté mentionné plus haut : Stanley Hoffmann, Jean-Pierre Azéma, Pierre Vidal-Naquet, Roger Errera, Paul Flamand, Alex Derczanski.
157. *Ni Droite, ni gauche*, Gallimard, 2012, p. 653-656. Au chapitre VIII de cette nouvelle édition, sur la tentation fasciste, le lecteur trouvera tous les éléments nécessaires pour se faire une opinion.
158. *Ibid.*, p. 772-777.
159. Danièle LOCHAK, « Écrire, se taire... Réflexions sur la doctrine antisémite de Vichy », cité dans FAYE, *Arendt et Heidegger*, *op. cit.*, p. 497.
160. *Revue de droit public et de la science politique*, t. 57, 1940-1941.
161. *Ibid.*, p. 317.
162. *Ibid.*, p. 359.
163. M. DUVERGER, « La perversion du droit », dans *Religion, société et politique, Mélanges en l'honneur de Jacques Ellul*, Paris, Presses universitaires

de France, 1983, p. 711.

164. Je reprends ici le titre d'un article du *Monde*, écrit à la suite des révélations sur le passé vichyssois de François Mitterrand : « Ce passé qui refuse de passer », *Le Monde*, 21 septembre 1994 et la réponse de René RÉMOND, « La complexité de Vichy », *Le Monde*, 5 Octobre 1994.

Fascisme : de la révolte culturelle à la politique des masses

1. Max WEBER, *Essais sur la théorie de la science* (Paris, Plon, 1965), rééd. Presses Pocket, Paris, 1992, p. 173. Ce recueil comprend les quatre principaux essais épistémologiques de Weber.

2. Raymond ARON, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967, p. 519-520.

3. C'est le reproche qu'adresse au fascisme Robert Paxton pour conclure que ce n'est pas un « isme » comme les autres : R. O. PAXTON, *Le fascisme en action* (trad. de l'anglais), Paris, Seuil, 2004.

4. Voir Z. STERNHELL, M. SZNAJDER et M. ASHÉRI, *Naissance de l'Idéologie fasciste*, Gallimard (coll. Folio-histoire), 1994, p. 131-133.

5. Sur l'importance primordiale de la pensée de Vico ainsi que sur le culte de Vico que prêche Croce, voir Zeev STERNHELL, *Les Anti-Lumières, une tradition du XVIII^e siècle à la guerre froide* (éd. revue et augmentée), Paris, Gallimard (coll. Folio-histoire), 2010.

6. G. SOREL, « Les polémiques pour l'interprétation du marxisme : Bernstein et Kautsky », cité dans *Naissance de l'Idéologie fasciste, op. cit.*, p. 85 et 463-464.

7. Cité dans *Naissance de l'idéologie fasciste, op. cit.*, p. 25-26.

8. Je ne reviendrai pas dans ce contexte sur le rôle, la fonction et la méthode de l'histoire des idées dont je parle ailleurs, notamment dans l'Introduction à mes *Anti-Lumières*. Ma méthodologie de l'histoire des idées, est la méthode classique, je ne participe ni au tournant linguistique ni à la démarche postmoderniste, mon analyse des rapports entre idées et idéologies et les réalités historiques a été discutée par moi-même comme par des collègues, auteurs d'articles souvent critiques à certains aspects de mon travail. Voir notamment Enzo TRAVERSO, « Lumières et anti-Lumières. Sur l'histoire des idées de Zeev Sternhell », *Revue internationale des Livres et des Idées*, n° 9, 2013 ; Francesco GERMINARIO, « Fascisme et idéologie fasciste. Problèmes historiographiques et méthodologiques dans le modèle de Zeev Sternhell », *Revue Française de l'Histoire des idées politiques*, vol 1, n° 1, 1995, p. 37-79.

9. *Fascisme Français ?*, p. 167-167. On remarquera les guillemets sur « fascisme » dans le contexte non italien.

10. Enzo TRAVERSO, « Interpréter le fascisme : À propos de George L. Mosse, Zeev Sternhell et Emilio Gentile », *La Revue Internationale des Livres et des*

Idées, n° 3, janvier-février 2008, p. 2 (traduit de l'anglais, texte original dans la revue *Constellations*, vol 15, n° 3, 2008).

11. Le trio de la rue Saint-Guillaume ignore non seulement *Les racines intellectuelles du Troisième Reich*, mais aussi les textes du colloque organisé en 1982 par Raymond Aron, François Furet et l'École des Hautes études en sciences sociales, cité plus haut, chapitre I. L'analyse du nazisme que l'on y trouve est restée pour lui une science fermée. Voir notamment Shulamit VOLKOV, « Le texte et la parole : de l'antisémitisme d'avant 1914 à l'antisémitisme nazi », p. 76-96.

12. Stefan BREUER, *Anatomie der Konservativen Revolution*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1995. Trad. française : *Anatomie de la Révolution conservatrice*, Paris, éd. de la Maison des sciences de l'homme, 1996.

13. Zeev STERNHELL, « *How to Think about Fascism and its Ideology* », *Constellations*, Volume 15, n° 3, September 2008, Pages 280-290 ; « *Reflections on the Fate of Ideas in the 20th Century* », *Journal of Political Ideologies*, 5, n° 2, 2000, p. 139-162, qui viennent s'ajouter à *Naissance de l'idéologie fasciste*. Dans ce contexte, voir aussi l'article de Salvatore GARAU, « *If Liberalism Steps into the fascist synthesis : the diverging views of Zeev Sternhell and Ishay Landa on the origins of fascist ideology* », *Journal of Political Ideologies*, vol 19, 1, 2104.

14. Cité dans Saul FREIDLÄNDER, « De l'antisémitisme à l'extermination : Esquisse historiographique et essai d'interprétation », dans *L'Allemagne nazie et le génocide juif*, *op. cit.*, p. 14.

15. Sur ces questions, on consultera le chapitre v, « Le Carrefour mussolinien » dans *Naissance de l'idéologie fasciste*, *op. cit.*, p. 349 et suivantes.

16. Roger Griffin a repris ce thème dans *Modernism and Fascism : The sense of beginning under Mussolini and Hitler*, Basingstoke, Palgrave Mc Millan, 2007, p. 206.

17. Voir *Naissance de l'idéologie fasciste*, *op. cit.*, chapitre IV et v.

18. Cité dans Z. STERNHELL, *Ni Droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Paris, Gallimard, 4^e éd. augmentée, 2012, p. 176.

19. Voir *Naissance de l'idéologie fasciste*, *op. cit.*, chapitre v.

20. Tout spécialiste du fascisme sait cela depuis fort longtemps : voir par exemple S. G. PAYNE, *A History of Fascism 1914-1945*, *op. cit.*, p. 112-117, et A. LYTTTELTON, *The Seizure of Power*, *op. cit.*, p. 297. Si l'on est obligé de le répéter ici, c'est pour les besoins des co-auteurs de *Fascisme français ?* parmi lesquels, à l'exception de Gentile, ne figure pas un seul spécialiste du fascisme, d'une quelconque renommée.

21. Henri DE MAN, *L'Idée socialiste, suivi du « Plan du travail »*, Paris, Grasset, 1835, p. 287-288.

22. DE MAN, *Au-delà du Marxisme*, Paris, Seuil, 1974, p. 329. L'édition allemande originale, *Zur Psychologie des Sozialismus*, date de 1927. Une

dizaine de traductions suivirent la traduction anglaise de 1928.

23. Je renvoie ici à mes travaux cités plus haut, notes 11 et 13.

24. Jean-Pierre AZÉMA, « Vichy, un régime fasciste ? », dans *Fascisme français ?*, *op. cit.*, p. 224.

25. Michel WINOCK, « Retour sur les Croix de feu », *Vingtième Siècle*, p. 21.

26. J.-P. AZÉMA, *loc. cit.*, p. 223.

27. *Ibid.*

28. Voir Federico FINCHELSTEIN, *Transatlantic Fascism : Ideology, Violence, and the Sacred in Argentina and Italy, 1919-1945*, Durham, Duke University Press, 2010.

29. Voir Z. STERNHELL, Préface, *Ni Droite ni Gauche*, éd. Gallimard, 2012, p. 85-86.

30. *Naissance de l'idéologie fasciste*, nouvelle éd. Gallimard, Folio Histoire, 1994, p. 64.

31. Chris MILLINGTON, « Political Violence in interwar France », *History Compass*, vol 10, n° 3, 2012.

32. Chris MILLINGTON, « L'Union nationale des combattants 1933-1939 : séduite par le fascisme ? », Communication présentée au Colloque de la Sorbonne.

33. Didier LESCHI, « L'étrange cas La Rocque » dans Michel DOBRY (dir.), *Le Mythe de l'allergie française au fascisme*, p. 162 et suiv.

34. José Antonio PRIMO DE RIVERA, *Selected Writings*, édition et introduction par Hugh Thomas, Londres, Jonathan Cape, 1972.

35. Tony JUDT (avec Timothy SNYDER), *Thinking the Twentieth Century*, New York, the Penguin Press, 2012, p. 64-65. La comparaison avec le Parti de Mosley est particulièrement intéressante, car il s'agit d'un mouvement opérant en régime démocratique : voir la bibliographie de Philip REES, *Fascism in Britain*, Sussex, the Harvester Press, 1979 ; Robert BENEWICK, *The Fascist Movement in Britain*, Londres, The Penguin Press, 1971 ; Robert SKIDELSKY, *Oswald Mosley*, London, McMillan, 1975.

36. FINCHELSTEIN, *Transatlantic Fascism*, p. 42 et suiv. Le second chapitre est intitulé *The Argentine Road to fascism : State, Culture, Politics, and Dictatorship*.

Au-delà des étiquettes : une analyse comparée du PSF et du PPF

1. René RÉMOND, *Les Droites en France*, Paris, Aubier, 1982 [1954] ; voir Jacques NOBÉCOURT, *Le colonel de La Rocque, 1885-1946, ou les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1996 ; Albert KÉCHICHIAN, *Les Croix de feu à l'âge des fascismes. Travail, Famille, Patrie*, Paris, Champ Vallon, 2006.

2. Serge BERSTEIN, Michel WINOCK (dir), *Fascisme Français ? La controverse*, Paris, CNRS Éditions, 2014 ; Serge BERSTEIN et Jean-Paul THOMAS (dir.), *Le PSF. Un parti de masse à droite*, Paris, CNRS Éditions, 2016.
3. Serge BERSTEIN et Jean-Paul THOMAS (dir.), *op. cit.*, p. 79.
4. Jean-Paul THOMAS, « Le PSF, élément majeur d'une refonte du système de contrôle politique des droites à la fin des années trente ? », in Gilles MORRIN, Gilles RICHARD (dir.), *Les deux France du Front populaire*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 136.
5. Pierre MILZA, *Fascisme français, Passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987, p. 159-178 ; Jean-Paul BRUNET, « Un fascisme français : le Parti populaire français de Doriot (1936-1939) », *Revue française de science politique*, 33 (2), 04/1983, p. 255-280 ; id., *Doriot. Du communisme au fascisme*, Paris, Balland, 1986 ; Philippe BURRIN, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery*, Paris, Seuil, 2003 [1986].
6. Cité in Howard S. BECKER, « La prise en compte des cas inhabituels dans l'analyse sociologique : les conseils de Hughes », *Sociétés contemporaines*, 27, 1999, p. 32.
7. Voir notamment Christophe CHARLE, *La crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne, 1900-1940. Essai d'histoire sociale comparée*, Paris, Seuil, 2001, p. 358-414 ; Michel DOBRY, « Février 1934 et la découverte de l'allergie de la Société française à la "Révolution fasciste" », *Revue française de sociologie*, XXX, 1989, p. 511-533 ; Kevin PASSMORE, « The French Third Republic : Stalemate Society or Cradle of Fascism ? », *French History*, 7 (4), 1993, p. 93-123 ; Gérard NOIRIEL, *Les origines républicaines de Vichy*, Paris, Hachette Littératures, 1999 ; id. *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Fayard, 2007.
8. Olivier DARD, *Le Rendez-vous manqué des relèves des années trente*, Paris, PUF, 2002 ; Philippe MACHEFER, *Ligues et fascismes en France, 1919-1939*, Paris, PUF, 1974 ; Zeev STERNHELL, *Ni droite, ni gauche, Ni droite, ni gauche*, Paris, Gallimard, 4^e édition, 2012 ; Robert PAXTON, *Le Temps des Chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural (1929-1939)*, trad. fr., Paris, Seuil, 1996 ; Antoine PROST, *Les anciens combattants et la société française*, 3 vol, Paris, Presses de la FNSP, 1977.
9. Ingo KOLBOOM, *La revanche des patrons. Le patronat face au Front populaire*, Paris, Flammarion, 1986 ; Richard VINEN, *The Politics of French Business, 1936-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
10. François de LA ROCQUE, *Service public*, Paris, Grasset, 1934, p. 91. La citation suivante est tirée de la p. 177.
11. Didier LESCHI, « Les Croix de feu... », *art. cit.* p. 42.
12. Jean-Paul THOMAS, « le PPF dans l'éventail des droites françaises : continuité ou mutation ? », in Serge BERSTEIN, Jean-Paul THOMAS (dir), *Le PSF. Un parti de masse à droite, op. cit.*, p. 63.

13. Philippe BURRIN, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery*, Paris, Seuil, 1998 [1986], p. 210.
14. Voir en ce sens la préface de Zeev STERNHELL, *Ni droite, ni gauche, op. cit.*, p. 128.
15. François de LA ROCQUE, *Service public*, Paris, Grasset, 1934, livre où il expose sa vision du monde. Les éléments qui suivent font référence aux pages 142-144.
16. Jacques NOBÉCOURT, *Le colonel de La Rocque, op. cit.*, p. 355 ; Albert KÉCHICHIAN, *Les Croix de feu à l'âge des fascismes, op. cit.*, p. 275.
17. Je renvoie ici à mon livre *La conversion politique. Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Raisons d'Agir, 2012, p. 47-78.
18. Jean-Paul BRUNET, « Un fascisme français : le PPF de Doriot (1936-1939) », *Revue française de science politique*, 2 (33), 04/1983, p. 255-280 ; du même auteur, *Doriot. Du communisme au fascisme*, Paris, Balland, 1986.
19. William D. IRVINE, « Fascism in France and the Strange Case of the Croix de feu », *art. cit.*, p. 290.
20. Paul JANKOWSKI, *Communism and Collaboration : Simon Sabiani and Politics in Marseille, 1919-1944*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1989.
21. Voir notamment Henry MALHERBE, *La Rocque, un chef, des actes, des idées*, suivi de documents sur les *Doctrines de la rénovation nationale*, Paris, Plon, 1935 ; Jacques de LACRETELLE, *Qui est La Rocque ?*, Paris, Flammarion, 1936 ; François VEUILLOT, *La Rocque et son parti comme je les ai vus*, Paris, Plon, 1938.
22. Pierre DRIEU LA ROCHELLE, *Avec Doriot*, Paris, Gallimard/NRF, 1937, p. 23.
23. Émile MASSON, *PPF, règlement d'organisation, d'administration et de comptabilité*, Paris, 1938, p. 101.
24. Jean-Paul BRUNET, *Doriot, op. cit.*, p. 240-241.
25. Jacques NOBÉCOURT, *Le colonel de La Rocque, op. cit.*, p. 626.
26. *Ibid.*, p. 637.
27. François de LA ROCQUE, *Service public, op. cit.*, p. 37.
28. Discours de Doriot à la salle de l'Alhambra, Versailles, 15/03/1937.
29. Robert LOUSTAU, *Notre doctrine devant le problème social*, Paris, s.d. [1936] ; *Un ordre social Français*, rapport au 2e Congrès du PPF, Paris, s.e., 1938.
30. Charles VALLIN, « Le Parti social français », *Sciences politiques*, 3, 08/1937, p. 216 et 215.
31. Michel WINOCK, « Retour sur le fascisme français. La Rocque et les Croix de feu », *art. cit.*, p. 21.

32. *L'Émancipation nationale*, numéro spécial, 14/11/1936.
33. « Le PSF et la question juive », *Bulletin d'information*, 18, 09/02/1937, cité par Samuel KALMAN, « Parasites from all Civilizations : The Croix de feu/Parti Social Français Confronts French Jewry, 1931-1939 », *Historical Reflections*, 06/2008, p. 46-65.
34. *La conversion politique*, *op. cit.*, p. 178-190.
35. Richard MILLMAN, « Les Croix de feu et l'antisémitisme », *Vingtième siècle*, 38, 1993, p. 53 et suiv. ; Samuel GOODFELLOW, *Between the Swastika and the Cross of Lorraine. Fascisms in Interwar Alsace*, Dekalb, Northern Illinois University Press, 1999, p. 145-149. L'article de Jean-Paul THOMAS et d'Emmanuel DEBONO, « Le PSF et la question de l'antisémitisme », in Serge BERSTEIN, Jean-Paul THOMAS (dir.), *Le PSF...*, *op. cit.*, p. 219-238 argue du fait qu'il y eut pire antisémite que La Rocque. Ce qui n'est même pas faux.
36. Sean KENNEDY, *Reconciling France against Democracy. The Croix de Feu and the Parti Social Français, 1927-1945*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2007, p. 180.
37. Sean KENNEDY, « Accompanying the Marshal : La Rocque and the Progrès Social Français under Vichy », *French History* 15 (2), 06/2001, p. 201.
38. Jacques NOBÉCOURT, *op. cit.*, p. 807-808.
39. Michel WINOCK, « Retour sur le fascisme... », *art. cit.*, p. 16.
40. Victor BARTHÉLEMY, *Du communisme au fascisme. L'histoire d'un engagement politique*, Paris, Albin Michel, 1976, p. 103 ; Jacques NOBÉCOURT, *op. cit.*, 521-522.
41. Jacques NOBÉCOURT, *op. cit.*, p. 643 et suiv.
42. Antoine PROST, « L'éclatement du Front populaire. Analyse factorielle des scrutins de la Chambre des députés de juin 1936 à juin 1939 », in René RÉMOND, Janine BOURDIN (dir.), *Édouard Daladier, chef de gouvernement, avril 1938-septembre 1939*, Paris, Presses de la FNSP, 1977, p. 25-45.
43. Jean-Noël JEANNENEY, *François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir, 1914-1940*, Paris, Seuil, 1976, p. 564.
44. Archives de la Préfecture de Police de Paris (APP), B/a 1945, 8310-2, rapport du 08/01/1937.
45. APP B/a 1945, 8310-1, rapports du 07/07/1936 et du 08/09/1936 ; APP, B/a 1945, 8310-2, rapport du 28/05/1937.
46. Alessandra GIGLIOLI, « La question des subventions de l'Italie fasciste au Parti populaire français de Jacques Doriot d'après les archives du ministère des Affaires étrangères italien (1936-1939) », *Revue d'histoire diplomatique*, 112 (2), 1998, p. 145-171.
47. Voir le rapport daté du 10/05/1937, APP, B/a 1945, 8310-2, faisant état de la cession des parts détenues par Kerillis à Doriot.

48. Cité Ralph SCHOR, « Le Parti populaire Français dans les Alpes-Maritimes, 1936-1939 », *Cahiers de la Méditerranée*, 33/34, 12/1986-06/1987, p. 105.
49. Centre des Archives d'Outre-Mer (CAOM), Alg/Oran, 83-84, rapport du 08/03/1937.
50. CAOM, Alg/gga, 3 cab 95, rapport du 10/08/1936 ; CAOM, Alg/gga, 3 cab 100, rapport du 08/12/1936.
51. Denis LACORNE, *Les notables rouges*, Paris, Presses de la FNSP, 1977, p. 37 et suiv.
52. Défense des libertés de réunion, de pensée, du travail, du commerce et de la presse ; défense des institutions républicaines ; interdiction de critiques mutuelles entre partis adhérents au Front de la liberté ; maintien du programme de chaque parti. Dieter WOLF, *Doriot. Du communisme à la collaboration*, trad. fr., Paris, Fayard, 1969 [1967], p. 256.
53. APP, B/a 2002, rapports du 23 et du 27/04/1937.
54. Voir notamment « La protestation de l'Alliance démocratique », *La Liberté*, 01/06/1937.
55. Sur les tests de position, voir Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit.*, p. 144.
56. *Le Jour*, 26/04/37, d'où sont extraites les citations suivantes.
57. Sean KENNEDY, *Reconciling France against Democracy...*, *op. cit.*, p. 131.
58. APP, B/a 2002, notamment le rapport du 25/05/1937. Les éléments qui suivent proviennent des rapports du 15/06/1937 et du 02/06/1937.
59. *L'Action française*, 24/05/1937.
60. *Le Parti social français et le Front de la liberté*, s.l., 1937, p. 27.
61. Sean KENNEDY, « Accompanying the Marshall... », *art. cit.*, p. 203 (y compris pour la citation précédente).
62. Jacques NOBÉCOURT, *op. cit.*, p. 656-658.
63. Kevin PASSMORE, « Class, Gender and populism : the Parti populaire français in Lyon, 1936-1940 », in Nicholas ATKIN, Franck TALLET, (dir.), *The Right in France, 1789-1997*, London, I. B. Tauris & Co Ltd, 1998, p. 208.
64. Gérard NOIRIEL, *Les origines...*, *op. cit.* p. 22.
65. « L'histoire du monde est le tribunal du monde ». Voir Carlo GINZBURG, *Le juge et l'historien. Considérations en marge du procès Sofri*, trad. fr., Paris, Verdier histoire, 1991, p. 18 et suiv.
66. Marc BLOCH, *Apologie pour l'histoire ou le métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1993 [1949].
67. *Les Inrocks*, 06/10/2014 (je souligne).
68. Gustave HERVÉ, *C'est Pétain qu'il nous faut !*, Paris, Éditions La Victoire, 1936.

La Rocque dans le champ politique du fascisme et de l'antisémitisme

1. Serge BERSTEIN, Michel Winock, *Fascisme français ? La controverse*, CNRS édition, p. 137.
2. Victor SERGE, *S'il est minuit dans le siècle*, Grasset, 1939, rééd. Le Livre de Poche, 1976.
3. Avant que La Rocque ne soit appelé à la direction du mouvement en 1932, la volonté de réunir dans un mouvement « non seulement les légionnaires décorés au péril (de leur vie) mais aussi les médaillés militaires et les titulaires vraiment décorés dans des actions périlleuses » les Croix de Feu, est le fruit de la rencontre entre le militaire-journaliste Maurice Hanot, dit d'Hartoy, et le parfumeur milliardaire, François Coty, propriétaire d'un groupe de presse et bailleur de fonds jusqu'à sa mort en juillet 1934 de ligues diverses dont l'Action française et les Faisceaux de Georges Valois.
4. L'affaire Stavisky est une crise politico-financière survenue en janvier 1934 qui suscitée de violentes réactions antiparlementaires.
5. La ROCQUE, « Commentaire » *Le Flambeau*, 1er mars 1934.
6. « 6 février », *Le Flambeau*, 1er février 1936.
7. Vainqueur d'élections législatives partielles, le général Boulanger se refusa à marcher sur l'Élysée comme l'appelait à le faire une partie de ses partisans dans l'attente d'élections générales. La République le mit entre-temps hors la loi. En fuite, il se suicidera.
8. Sur le 6 février et le fait que le refus de tenter une prise du pouvoir par La Rocque n'est pas la preuve d'une nature démocratique des Croix de Feu, voir Michel DOBRY, « Février 1934 et la découverte de l'"allergie" de la société française au fascisme » *Revue française de sociologie*, vol XXX, n° 3-4, juillet-décembre 1989.
9. Voir Jean-Pierre MAXENCE, *Histoire de 10 ans, chronique des années 30*, Gallimard 1939, réédition Le Rocher, 2005. Jean-Pierre Maxence, pseudonyme de Pierre Godmé était un intellectuel et journaliste d'extrême-droite.
10. Pierre MILZA, *Les Fascismes*, Paris, Gallimard, Folio, p. 342.
11. Jacques NOBÉCOURT, *Le colonel de La Rocque, op. cit.* p. 337.
12. Dominique CARDON et Jean-Philippe HEURTIN, « Tenir les rangs, les services d'encadrement des manifestations ouvrières (1909-1936), dans *La Manifestation*, Pierre FAVRE (dir), Paris, FNNSP, 1990, p. 136. Les auteurs soulignent la difficulté qu'il y a à manifester pour les organisations ouvrières, en comparaison avec les nationalistes.
13. Pierre NAVILLE, « Le 8 juillet les travailleurs n'ont pu empêcher la concentration fasciste », dans *L'ENTRE-DEUX-GUERRES, LA LUTTE DES CLASSES EN FRANCE, 1926-1939*, édition de 1975. Pierre Naville reprend aussi à cette occasion les analyses de Trotsky qui voit dans les Croix de Feu « des bandes

armées du capital financier ». Voir Léon TROTSKY, *Le mouvement communiste en France*, « La France à un tournant », Édition de Minuit, 1977, pp 557-558.

14. Maurice PUJO, *Le problème de l'union*, Librairie d'Action française, 1937. p. 46 sq.

15. *Ibid.*, p. 16. L'essai de Pujon a une vision à la fois juste et dépitée sur la manière dont La Rocque a accéléré son emprise : « ce caractère militaire est certainement ce qui a le plus contribué au succès de l'organisation et ce qui l'a fait le mieux prendre au sérieux » ; et avec le PSF « se prêtant inconsciemment, je crois, au jeu de nos pires ennemis (La Rocque) a simplement tout disposé pour la guerre civile », *ibid.*, p 28 sq. Pujon ira jusqu'à accuser La Rocque d'avoir été par ses démonstrations de force le principal responsable de la constitution du Front populaire.

16. *Vu*, numéro spécial, 8 février, « Pas d'anarchie ! » ; Bertrand DE JOUVENEL, « Pourquoi meurent-ils ? », Appel aux jeunes et article sur les Croix de Feu.

17. *La lutte des jeunes*, fondée par Bertrand de Jouvenel, parut de février à juillet 1934.

18. Voir Laurent KESTEL, *La conversion politique, Doriot et la question du fascisme français*, Raison d'agir, 2012.

19. Archive Pozzo di Borgo, transcription faite par Jacques Nobécourt, datée du 13 février 1934, p. 2.

20. Robert BRASILLACH, *Notre Avant-guerre*, Plon, 1941, p. 40.

21. Charles VALLIN, « Servir », *Le petit journal*, 22 juin 1939

22. Jacques DORIOT, *Refaire la France*, Grasset, 1938, p. 107.

23. Laura LEE DOWNS, « Nous planterons les trois couleurs », *Action sociale féminine et recomposition des politiques de la droite française : Le mouvement Croix de Feu et le parti social français, 1934-1947*, RHMC, Belin, 2011/3-n° 58-3, p. 131.

24. Albert KÉCHICHIAN, *Les Croix de feu à l'âge des fascismes, Travail, Famille, Patrie*, Champs Vallon, 2006, p. 265.

25. *La Profession organisée*, 1^{er} décembre 1938. Les syndicats professionnels français feront élire 5 000 délégués d'entreprise en 1938 soit 41 % du total derrière la CGT, 51 % et revendiqueront un million d'adhérents en 1939.

26. *Le Petit Journal*, 29 novembre 1938.

27. *Le Flambeau*, 3 mai 1936.

28. PSF, Brochure, *Travail, Paix et Liberté*, 1939.

29. Philippe BURRIN, *La dérive fasciste : Déat, Doriot, Bergery, 1933-1945*, p. 404.

30. « Élections municipales », *Le Flambeau*, 13 avril 1935, p. 4.

31. La ROCQUE, « Élections », *Le Flambeau*, 21 décembre 1935.

32. Georges Scapini, député de Paris de 1928 à 1940, grand invalide de guerre, aveugle, sera un des fondateurs du Comité France Allemagne qu'il présidera de 1936 à 1940. Il votera les pleins pouvoirs à Pétain.
33. Affiche « La politique des partis perd la France », *Le Flambeau*, avril 1933.
34. Document de travail de la direction Croix de feu, AN, 451 AP 91, document 162.
35. AD Paris, 212/69/1, article 155.
36. AD Paris, 212/69/1, article 152, « Point de vue personnel sur la position du parti à ce jour », par Edmond BARRACHIN, s.d. (septembre ou octobre 1936).
37. « Pourquoi La Rocque n'est pas candidat ? », PSF, *Bulletin d'information*, n° 16, 26 janvier 1937.
38. DRIEU LA ROCHELLE, *Socialisme fasciste*, 1934 ; réédition Ars Magna, 2016.
39. DRIEU LA ROCHELLE, « Pour sauver la peau des Français », *Le Flambeau*, 27 juin 1936. Ce texte ne figure dans aucune compilation des écrits de Drieu La Rochelle.
40. LA ROCQUE, « 6 février », *Le Flambeau*, 7 février 1935.
41. Avec 152 de ses camarades, dont certains comme Noël Ottavi, succombèrent aux rigueurs des internements.
42. Charles Vallin décidera de rejoindre de Gaulle au début de 1942 et sera amené à Londres en juillet 1942. La Rocque le considérera dès lors comme un déserteur indiquant à ses cadres, « quoiqu'il arrive, je ne connais plus Vallin ». Ils n'auront plus de contact y compris à la Libération. Sur la rupture La Rocque/Vallin, voir le long développement de Jacques NOBÉCOURT, *op. cit.*, p. 824 et suivantes.
43. En ce sens, le réseau Klan mis en place à partir de juin 1942 et présenté comme la preuve de sa résistance ne sera jamais plus, à travers la transmission de renseignements aux Anglo-saxons et non à la résistance française, que la volonté de maintenir un contact avec des potentiels vainqueurs de la guerre tout en refusant la France libre. Ce réseau ne sera pas homologué comme résistant à la Libération.
44. C'est la formule qu'utilise La Rocque à propos des mesures antisémites en 1941 ; LA ROCQUE, « Discipline d'action », édition du *Petit Journal*, p. 110.
45. Voir à ce sujet Simon EPSTEIN, *Un paradoxe français, Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, Albin Michel, 2008.
46. La Rocque, *France d'aujourd'hui, France de demain, réflexions à l'usage de mes collaborateurs Croix de Feu*, 1^{er} janvier 1943. Il s'agit d'un document, non public, adressé aux cadres du mouvement Croix de feu. Chaque exemplaire de ce bulletin a été numéroté manuellement afin de bien souligner son caractère confidentiel. À chaque responsable a été affecté un numéro. Sur la couverture est ajoutée une « Note importante » accompagnée de la mention « Ce Bulletin a été imprimé au lieu d'être tiré à la ronéo en raison du grand nombre de dirigeants personnellement destinataires [...] ». Mais ce recours à l'imprimerie

ne doit en aucun cas amener à considérer ledit Bulletin comme un document public, à publier, à reproduire ou à mettre en vente. Il devra rester strictement entre les mains du destinataire. » Document peu connu, nous possédons l'original portant le « n° 287 ». Il nous a été fourni par Jacques Nobécourt qui avait été très troublé par la lecture de ce dernier programme à la fin de la rédaction de sa biographie de La Rocque. Il est à l'origine du sous-titre de sa biographie « les pièges du nationalisme chrétien » que contestera René Rémond et d'une inflexion de la fin de ce travail que l'on peut mesurer dans le chapitre justement intitulé « le dernier programme », *op. cit.* p. 861.

« Discipline d'action », *op. cit.* p. 156.

47. « Discipline d'action », édition du *Petit journal*, 1941.

48. Georges BERNANOS, *Nous autres français*, Gallimard, 1939.

49. Jacques NOBÉCOURT, *op. cit.* p. 808.

50. C'est ce qu'affirme Serge Berstein par exemple ; LA ROCQUE, *Pourquoi je suis républicain*, introduction de Serge Berstein, Seuil, 2014, p 18.

51. *Le Petit Journal*, 29 juillet 1940. « Épouillons-nous. »

52. Zeev STERNHELL, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, rééd. Complexe, 1985.

53. LA ROCQUE, *La question juive*, *Petit Journal*, 5 octobre 1940.

54. LA ROCQUE, *Le Flambeau*, octobre 1933.

55. LA ROCQUE, *Le Flambeau*, mars 1935.

56. LA ROCQUE « Avertissement », *Le Flambeau*, 7 avril 1938.

57. M. BUCARD, « La question juive », *Le Franciste*, 110 et 111, 7 et 14 juin 1936.

58. Ariel DAHAN, *Les Français israélites et l'accession au pouvoir de Léon Blum, à travers L'Univers Israélite*, *Archives juives*, 2004/1 vol 37, p. 97 à 110.

59. Jean YBARNÉGARAY, Conférence à Limoges, 3 avril 1938, copie manuscrite sous forme de carnet, archive Gilles de La Rocque. Chef du groupe parlementaire et vice-président du Parti Social français, il deviendra en 1940 secrétaire d'État de la famille de la jeunesse et de la santé dans le gouvernement du Maréchal Pétain.

60. Archives nationales de l'Outre-Mer, 212/69-1, article 152, scellé 1610, 21.7.1936.

61. Jean Boissonnat indique ainsi : « Mon père, par ailleurs, n'était pas antisémite, mais partageait le sentiment du petit peuple parisien qui riait des défauts présumés des israélites, nombreux dans notre quartier [...] le sentiment d'identité nationale, implicitement chrétienne, faisait que les israélites étaient des voisins avec lesquels on s'entendait bien mais dont on se moquait volontiers, en leur appliquant les schémas de pensée classiques – l'âpreté au gain par exemple ». Jean BOISSONNAT, « Mon père était Croix de feu », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2006/2 (n° 90), p. 29-31.

62. C'est ce qu'il affirme dans son testament, voir *Pourquoi je suis républicain*, *op. cit.*

63. « Ce sont les "Israélites" apeurés et bien connus de M. de La Rocque qui, à la synagogue de la Victoire, ont célébré "un service à la mémoire des morts de la guerre", à la demande et en présence des Croix de Feu. Ainsi espèrent-ils ne pas être confondus avec les "Juifs qui se ruent". Cela m'explique pourquoi j'ai toujours été froissé, non lorsqu'on m'a traité de Juif mais lorsqu'on m'a qualifié "d'Israélite". » André WUMSER, cité par *L'Univers israélite*, 26 juin 1936. Du fait des incidents qui les accompagnent, les autorités consistoriales mettront un terme à ces cérémonies en 1936.

64. LA ROCQUE, « La question juive », Éditorial, *Le Petit Journal*, 5 octobre 1940.

65. Article 3 de la loi du 3 octobre 1940 « portant statut des juifs » :

L'accès et l'exercice de toutes les fonctions publiques autres que celles énumérées à l'article 2 ne sont ouverts aux Juifs que s'ils peuvent exciper de l'une des conditions suivantes :

a – : Être titulaire de la carte de combattant 1914-1918 ou avoir été cité au cours de la campagne 1914-1918 ;

b – : Avoir été cité à l'ordre du jour au cours de la campagne 1939-1940 ;

c – : Être décoré de la Légion d'honneur à titre militaire ou de la Médaille militaire.

66. LA ROCQUE, « Discipline d'action », Édition du *Petit Journal*, 1941, p. 156.

67. *Ibid.*, p. 98.

68. On est un peu surpris par le dédouanement opéré par Michel Winock. La Rocque se serait accommodé « en apparence de l'antisémitisme du nouveau régime. Il se distingue cependant des antisémites et néo-antisémites qui peuplent les rues de Vichy ou se livrent à une surenchère dans la presse parisienne. Il détourne ses flèches en direction de la franc-maçonnerie [...] du moins n'emploie-t-il pas le terme de "judéo-maçonnerie" usité chez les antisémites. » Michel WINOCK, « Retour sur le fascisme français. La Rocque et les Croix de feu », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2006/2 (n° 90), p. 3-27.

69. Charles MAURRAS, *La France seule, chronique des jours d'épreuve*, Lyon, Lardanchet, 1941, p. 210.

70. *Discipline d'action*, *op. cit.* p. 98.

71. *France d'aujourd'hui, France de demain*, *op. cit.*, p. 10

72. *Testament*, *op. cit.* C'est en particulier Laval qui est ainsi visé, comme il le sera par tous ceux qui le trouvent trop lié au passé parlementaire pour conduire à bien la Révolution nationale.

73. « Discipline d'action », *op. cit.*, p. 91

74. Pascal ORY, *Les collaborateurs*, Points, Seuil, p. 83.

75. *Discipline d'action*, « Faire des exemples », *op. cit.*, p. 102.

76. Voir à cet égard la brochure « Acquitté en cour de justice », *Le petit journal*, 10 juillet 1948, p. 58.
77. Michaël LENOIRE, « Henry Coston et Jacques Ploncard d'Assac », dans Pierre-André TAGUIEFF (éd.) *L'antisémitisme de plume 1940-1944. Études et documents*, Paris, Berg international, 1999.
78. CÉLINE, *L'école des cadavres*, Denoël, 1938, p. 189.
79. Jacques NOBÉCOURT, *op. cit.*, p. 810.
80. *Discipline d'action*, *op. cit.*, p. 12.
81. LA ROCQUE, *France d'aujourd'hui, France de demain*, 1^{er} janvier 1943. Les citations qui suivent sont issues du même texte.
82. Emmanuel DEBONO et Jean-Paul THOMAS, « Le PSF et la question de l'antisémitisme », dans Serge BERSTEIN et Jean-Paul THOMAS, *Le PSF un parti de masse à droite*, CNRS éditions, 2016, p. 219.
83. Philippe MÂCHEFER, « Sur quelques aspects de l'activité du colonel de La Rocque et du progrès social français pendant la Seconde Guerre mondiale », *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 58, avril 1965.
84. Laurent Joly, spécialiste de l'antisémitisme, va bien à l'encontre de la thèse centrale de l'école de Serge Berstein, tout en se laissant convaincre que l'antisémitisme de La Rocque est « rare », et se limite à un « antijudaïsme culturel », voir « Fascisme et antisémitisme dans la France des années 1930 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-septembre 2015, p. 115-135.
85. *Le Petit Journal*, 16 décembre 1942, « Orientations françaises ». Dans *Le Petit journal* du 21-22 décembre 1942, La Rocque revient sur l'exemple du Portugal.
86. La position de La Rocque sur ce qu'aurait pu être cette entente est même moins prudente que celle d'Alfred Fabre-Luce, sentant la défaite allemande venir et qui regrette que l'Allemagne n'ait pas « compris qu'elle n'avait pas les moyens d'une victoire totale ! Si seulement elle avait su réarmer une France décidée à défendre son empire, l'Allemagne engagée à l'est assurait ses arrières [...] si nous étions sincèrement décidés à collaborer, nous pouvions redevenir avant la fin des hostilités une grande puissance militaire. » Alfred *Fabre-Luce*, *Le Journal de la France 1939-1944*, Fayard, 1969, p. 515.
87. *Discipline d'action*, p. 156.
88. *France d'aujourd'hui, France de demain*, *op. cit.*, p. 2.
89. Voir à ce propos, la démonstration d'Albert KÉCHICHIAN, *Les croix de feu à l'âge des fascismes*, *op. cit.*, p. 235 et suivantes. Il est notable que les travaux d'Albert Kéchichian, pourtant enseignant à science-po mais qui s'est écarté de la « ligne », semblent devenus inconnus aux auteurs de *Fascisme français*.
90. Comme une grande partie des nationalistes La Rocque est favorable au vote des femmes en plus de la prime donnée au chef de famille. Xavier Vallat, le 6 juin 1936, avant de qualifier Blum de talmudiste subtil, fut le premier orateur du débat à la Chambre à faire précéder son intervention de « Mesdames,

Messieurs » soulignant ainsi la présence de femmes au Gouvernement « je n'aurai pas beaucoup de félicitations à adresser à M. Léon Blum, je tiens à le féliciter (d'avoir fait rentrer des femmes) dans le Gouvernement, parce que j'y vois la promesse formelle que le Gouvernement obtiendra rapidement du Sénat le vote de la loi donnant aux femmes l'éligibilité et l'électorat ». *Annales de la Chambre des députés*, séances du 6 juin 1936, p. 1326.

91. Jacques Nobécourt fait sur ce point une démonstration très précise qui se conclut par « si Laval avait tout su des activités de renseignement des dirigeants du PSF, il est clair que rien n'en avait filtré jusqu'à la police allemande. Une Gestapo bien informée en aurait usé autrement avec La Rocque sans se borner à un interrogatoire "civilisé", suspendu après quelques séances ». *op. cit.*, p. 880

92. C'était la conclusion de Jacques Nobécourt, contestée dès la sortie de son travail par René Rémond, dans le compte rendu qu'il fait de sa biographie : « le colonel de La Rocque récusait le racisme et l'antisémitisme comme étrangers à la tradition française et se référait à la civilisation chrétienne. Cela suffit-il pour décrire sa pensée comme un nationalisme chrétien ? », René RÉMOND, « Le rêve du colonel de La Rocque », *La Croix*, 10 novembre 1996.

93. Colonel de LA ROCQUE, *Pourquoi je suis républicain*, introduction de Serge Berstein, Seuil, 2014, p 18.

94. Marc BLOCH, « Pourquoi je suis républicain », dans *L'étrange défaite*, Folio, Gallimard, 1990, p. 215.

95. Serge BERSTEIN et Jean-Paul THOMAS (dir), *Le PSF, un parti de masse à droite*, préface de Jean-Noël Jeanneney, CNRS éditions, 2016. La gêne est exprimée très clairement par Gilles Richard, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Rennes 2, amené à conclure ainsi l'ouvrage : « Nous regrettons qu'aucun des auteurs, historiens et politistes formant le premier "camp" (celui du fascisme français) [...] n'ait été invité à participer au colloque dont ce livre est issu ». (*op. cit.*, p. 332)

96. Appliqué au présent, alors même que le discours est autrement plus modéré que celui de La Rocque, appliqué au présent, il est clair qu'aux yeux de ces historiens, l'éventuelle victoire du FN et de Marine Le Pen n'aurait pas d'impact sur le caractère de notre République.

97. Il est frappant que cette tentative de réhabilitation est mimétique de celles menées en faveur d'Alfred Fabre-Luce ou Bertrand de Jouvenel, avec le même type d'argumentaire voulant, en particulier, minorer ou passer en « pertes et profits » l'antisémitisme ou l'empathie pour l'Allemagne nazie. Voir à ce propos les développements et pièces du procès Jouvenel présentés par Zeev Sternhell dans *Ni droite, ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, Gallimard, quatrième édition augmentée, Paris, 2012, chapitre IX « Entre l'oubli et l'imposture » et « La machine à inventer le passé : Le procès Jouvenel ».

Les croix de feu/parti social français : une perspective transnationale

1. J'exprime ma reconnaissance à Christian Goeschel et à Sean Kennedy pour leurs remarques.
2. J'adopte la convention consistant à écrire *fascisme* avec une minuscule pour désigner cette idéologie en général, et à réserver la majuscule quand je me réfère à la mouvance spécifiquement italienne. J'emploie l'expression un peu passe-partout « extrême droite » pour parler de mon objet d'étude, car il est admis que le mot recouvre une foule de réalités et qu'il ne s'ensuit pas automatiquement qu'il donne lieu à des débats sémantiques sans fin.
3. Jacques NOBÉCOURT, *Le Colonel de La Rocque (1885-1946) ou les Pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1997, p. 318.
4. Méthodologiquement, j'ai une dette considérable envers Michel DOBRY, « Février 1934 et la découverte de l'allergie française à la révolution fasciste » *Revue française de sociologie* n° 30 (1989), p. 511-533 ; voir aussi Kevin PASSMORE, « L'historiographie du "fascisme" en France », *French Historical Studies* n° 37 (2014), p. 469-499.
5. M. DOBRY, « Février 1934 » ; –, « La thèse immunitaire face aux fascismes », dans M. DOBRY, dir., *Le Mythe de l'allergie française du fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 17-67.
6. Arnd BAUERKÄMPER, « Transnational Fascism : Cross-Border Relations between Regimes and Movements in Europe, 1922-1939 », *East Central Europe* n° 37 (2010), p. 214-246 ; Kiran Klaus PATEL, « In search of a transnational historicization : National Socialism and its place in history », dans Konrad Hugo JARAUSCH et Thomas, dir., *Conflicted Memories : Europeanizing Contemporary Histories*, New York and Oxford, Berghahn 2007, p. 96-116 ; Christian GOESCHEL, « *Italia docet* ? The Relationship between Italian Fascism and Nazism Revisited », *European History Quarterly* n° 42 (juillet 2012), p. 480-492.
7. Dietrich ORLOW, *The Lure of Fascism in Western Europe : German Nazis, Dutch and French Fascists, 1933-1939*, New York, 2009.
8. Serge BERSTEIN, « La France des années trente allergique au fascisme », *Vingtième Siècle*, 2 (1984), p. 83-94 ; –, « Nature et fonction des cultures politiques », dans Serge BERSTEIN, dir., *Les Cultures politiques en France*, Paris, 1999, p. 7-31 ; Arnd BAUERKÄMPER, « Transnational Fascism », p. 234.
9. Georges NOBLEMAIRE, *Carnet de route au pays des parlementaires* (Paris, Hachette, 1923), p. 9-11.
10. Kevin PASSMORE, « Collective psychology, anti-southern prejudice and constitutional reform in interwar France : The Stavisky scandal and the riots of 6 February 1934 », dans Samuel KALMAN et Sean KENNEDY, dir., *The French Right Between the Wars : Political and Intellectual Movements from Conservatism to Fascism*, New York and Oxford, Berghahn, 2014, p. 59-86.
11. Pierre MILZA, dir., *Le Fascisme italien et la presse française : 1920-1940* (Bruxelles, Complexe, 1987), p. 46.

12. Christophe POUPAULT, *À l'ombre des faisceaux. Les voyages français dans l'Italie des chemises noires (1922-1943)* (École française de Rome, 2014), p. 87-88.
13. Paul HAURY, *Revue de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population*, janvier 1934.
14. Wolfgang GEIGER, *L'Image de la France dans l'Allemagne nazie : 1933-1945*, Presses universitaires de Rennes, 1999, p. 125-126.
15. –, p. 14, 17-18.
16. Wolfgang SCHIEDER, « Faschismus in politischen Transfer », dans Sven REICHARDT et Armin NOLZEN, dir., *Faschismus in Italien und Deutschland : Studien zu Transfer und Vergleich* (Göttingen, 2005), p. 28-58.
17. Peter FRITZSCHE, *Germans into Nazis* (Cambridge, Mass., 1998), p. 139-43.
18. Michael A. LEDEEN, *Universal Fascism. the Theory and Practice of the Fascist International, 1928-1936* (New York, Fertig, 1972), p. 100-101.
19. Jean PHILIPPET, « Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes » (IEP, Paris, 2000), p. 2157-2158.
20. Entretien avec Mussolini, 26 septembre 1933, cité dans Paul MAZGAJ, *Imagining Fascism : Cultural Politics and the French Young Right 1930-1935* (Newark, University of Delaware Press, 2007), p. 107.
21. M. A. LEDEEN, *Universal Fascism*, p. 120-121.
22. Ch. POUPAULT, *À l'ombre des faisceaux*, p. 212-213.
23. J. PHILIPPET, « Le temps des ligues », p. 2049 ; p. 2071.
24. –, p. 2050.
25. Le mot a signifié, dès 1919, les « braves », les « vaillants », en parlant des combattants de la Première Guerre mondiale. À l'époque du fascisme italien, ce mouvement de gauche est la grande occasion manquée de faire échec à Mussolini. (*NdT*).
26. Ministère de la Culture populaire, Chemise 9, fasc 99, « Mouvements fascistes étrangers ».
27. J. NOBÉCOURT, *Le Colonel de La Rocque*, p. 318 et p. 1201, n. 34 réunissent de semblables citations en grand nombre.
28. –, p. 1021, n. 38.
29. Ch. POUPAULT, *À l'ombre des faisceaux*, p. 220.
30. Philippe SECONDY, *La Persistance du midi blanc. L'Hérault (1789-1962)* (Presses universitaires de Perpignan, 2006), p. 237-238.
31. J. NOBÉCOURT, *Le Colonel de La Rocque*, p. 424.
32. *Le Petit Journal*, 25 septembre 1935.
33. Paul CHOPINE, *Six ans chez les Croix de feu* (Paris, 1935).

34. François VEUILLOT, *La Rocque et son parti comme je les ai vus* (Paris, 1938), p. 12, 36-7.
35. *Le Flambeau*, 5 octobre 1935.
36. *La Petite Gironde*, 27 octobre 1935 ; *Le Journal*, 28 novembre 1935 ; F. de LA ROCQUE, *Service public*, p. 256-257.
37. Alessandra GIGLIOLI, *Italia e Francia 1936-1939 : Irredentismo e ultranazionalismo nella politica estera di Mussolini* (Roma, 2001), p. 112.
38. Archivio MAE, Affari Politici 1931-45, Chemise 19, Fasc. 1, Attaché militaire au ministère de la Guerre, 15 April 1935 ; Ch. POUPAULT, *À l'ombre des faisceaux*, p. 219.
39. J. NOBÉCOURT, *Le Colonel de La Rocque*, p. 321-322. Voyez Ministère de la Culture populaire, Chemise 19, fasc. 15, Italo Sullioti, 28 Mai 1936 [Notez que Nobécourt devait avoir une mauvaise date, dans la mesure où le rapport mentionne le PSF, ce qui constitue un anachronisme]. Cité dans J. NOBÉCOURT, *Le Colonel de La Rocque*, p. 1021-1022, n. 41
40. Archives du ministère des Affaires étrangères, MAE, Documents du cabinet, GAB (innetto) 335, de Cerruti à Suvich, 19 novembre 1935.
41. A. GIGLIOLI, *Italia e Francia 1936-1939*, p. 112-113.
42. J. NOBÉCOURT, *Le Colonel de La Rocque*, p. 318-319.
43. Le texte dit, en italien : « *unicamente per ragioni derivanti indirizzato politico interno, e delle 'attività svolta attualmente in Francia* ». (NdT.)
44. Ch. POUPAULT, *À l'ombre des faisceaux*, p. 219 ; J. NOBÉCOURT, *Le Colonel de La Rocque*, p. 318-319.
45. Archives du ministère des Affaires étrangères, MAE, Affaires politiques 1931-1945, Chemise 20, Fasc. 3, Cerruti à MAE, 20 Mars 1936.
46. Klaus-Jürgen MÜLLER, « Die deutsche öffentliche Meinung und Frankreich 1933-1939 », *Beihefte der Francia* n° 10 (1981), p. 17-46, spéc. 22-23.
47. —, p. 28.
48. Alfred ROSENBERG, *Journal : 1934-1944* (Flammarion, 2015), 22 mai 1934.
49. A. BAUERKÄMPER, « Transnational Fascism » ; Christian GOESCHEL, *Mussolini and Hitler : The Forging of the Fascist Alliance* (New Haven, 2018).
50. Chr. GOESCHEL, « The cultivation of Mussolini's image in Weimar and Nazi Germany », dans Jan RÜGER et Nikolaus WACHSMANN, dir., *Rewriting German History* (Basingstoke, mars 2016), p. 247-266.
51. A. ROSENBERG, « The Folkish idea of the state (1924) », dans Barbara Miller LANE and Leila J. RUPP, dir., *Nazi Ideology before 1933 : A Documentation* (Manchester University Press, 1978), spéc. p. 64-65.
52. W. GEIGER, *L'Image de la France dans l'Allemagne nazie : 1933-1945*, p. 82.

53. *Internationale Stimmen der Nationalisten* (Zurich, 1934) ; –, *20 nationen in Berlin* (Zurich, IaDN, 1935) ; M. A. Ledeen, *Universal Fascism*, p. 112-113.
54. Voyez par exemple AN 20030515/1, « Les activités du Dr Robert Ernst » et BB¹⁸ 6100 sur la *Jungmannschaft* ; Donald M. MCKALE, *The Swastika Outside Germany* (Kent, Ohio, 1977), p. 80, p. 156-157 ; Samuel Huston GOODFELLOW, *Between the Swastika and the Cross of Lorraine : Fascisms in Interwar Alsace* (DeKalb, Ill., 1999), p. 142 ; Daniel LEACH, « “A sense of Nordism” : the impact of Germanic assistance upon the militant interwar Breton nationalist movement », *European Review of History/Revue européenne d’histoire* n° 17 (août 2010), p. 629-646.
55. Hans BOHRMANN, *NS-Presseanweisungen der Vorkriegszeit*, t. III : 1935 (Munich, 1987), p. 284 ; Archives fédérales, ZSg (« recueil chronologique ») n° 101, 13 mai 1935, et *Hamburger Nachrichten*, *id.*
56. Paris/Affaires étrangères, Köster au ministère, 9 juillet 1934 ; concernant Köster, voyez A. ROSENBERG, *Journal*, 22 mai 1934.
57. Voir Archives fédérales, Heinrich XXXIII Reuss, « Aufzeichnungen », Notizen für Verbindungstab (« Notes », notices devant servir à la table des rapports), Berlin, 22 novembre 1933.
58. Paris/Affaires étrangères, message de Köster à Aff. étr., Par. 550a, Vol. 25, 19 mars 1934.
59. Affaires étrangères/Paris, I Fr. vol 22, Messages all^{ds} Paris à Aff. étr., 16 juillet 1935.
60. Jeu de mots en cascade, évidemment impossible à traduire. Il part d’une approximation sur le patronyme Taubert lu Tauberg (« mont de la rosée », si l’on veut), toponyme auquel on ajoute un détail significatif pour le rendre « mont des Rats » (Rattenberg ; il existe un village de Bavière de ce nom), le film de propagande antisémite *Der ewige Jude (Le Juif éternel)* auquel il est fait allusion dans le texte dépeignant avec la plus grande violence les Juifs sous les espèces les plus viles (*NdT*).
61. AN 451 AP, Henry Muller à Carvallo, 5 juillet 1935 ; lettre des éditions Nibelungen du 26 juillet 1935 ; Klaus KÖRNER, « Eberhard Taubert und der Nibelungen Verlag », *Berlinische Monatsschrift* (1997), p. 44-52..
62. *Le Document*, numéro spécial, juin 1935, « Que peuvent les Croix de Feu ? », p. 13-14 ; Walter GRUBER, « Was haben wir von der Bewegung “Feuerkreuz” in Frankreich zu halten ? » (« Que garder des Croix de feu en France ? »), *NS-Monatshefte* (N°6, 1935), p. i739 ; –, Introduction à « Casimir » de La Rocque, *Staatsdienst am Volk* (Berlin, 1936), p. 24-25.
63. Cité dans J. NOBÉCOURT, *Le Colonel de La Rocque*, p. 1021.
64. Einführung, *Staatsdienst am Volk*, p. 18-20.
65. W. GRUBER, « Was haben wir... ».
66. –, p. 65 ; F. de LA ROCQUE, *Service public*, p. 153-162.

67. Le texte dit, en allemand : « *wie stark die Ideenwelt der Revolution von 1789 heute noch in den Köpfen der französischen Intellektuellen (von rechts und links) verwurzelt ist* » (NdT.)
68. Id. : « *wie stark die Schlagwörter eines verjudeten Liberalismus weiterhin die Geister verwirren* » (NdT.)
69. –, p. 737, 739 ; Colonel de LA ROCQUE, *Staatsdienst am Volk*, p. 183. Le chapitre « Das Völkische Problem » (« Le problème ethnique ») comportait une note de W. Gruber signalant que la philosophie du colonel de La Rocque était élaborée en opposition à celle de l'Allemagne qui reconnaissait pour de bon le danger que représentait le judaïsme. Il n'y avait pas de mention explicite des Juifs dans la préface de Gruber.
70. Colonel de LA ROCQUE, *Staatsdienst am Volk* (Notre traduction ; le texte allemand dit : *La Rocque bekannte sich in erster Linie zu jener Latinität, die alles Germanische barbarisch betrachtet.* NdT).
71. Barbara LAMBAUER, *Otto Abetz et les Français, ou l'Envers de la Collaboration* (Paris, Fayard, 2001), p. 83-85 ; D. ORLOW, *The Lure of Fascism*, p. 46-60 ; K.-J. MÜLLER, « Die deutsche öffentliche Meinung », p. 41-42.
72. Karl EPTING, *Frankreich im Widerspruch* (Hamburg, 1943), p. 28-30.
73. W. GEIGER, *L'Image de la France dans l'Allemagne nazie*, p. 65, 70 ; Zeev STERNHELL, *Ni droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, (Paris, Gallimard, 2012), p. 83-92.
74. *Le Flambeau*, janvier 1930.
75. –, 1^{er} avril 1932.
76. –, 1^{er} février, 1^{er} avril 1933.
77. F. de LA ROCQUE, *Service public*, p. 256.
78. B. LAMBAUER, *Otto Abetz et les Français*, p. 85-87.
79. AN F⁷ 13 434, Note du 12 septembre 1935.
80. René RÉMOND, *Les Droites en France* (Paris, 1982), p. 206.
81. Franck TISON, « L'Entente internationale anticommuniste et la France », *Cahiers d'histoire sociale* n° 16 (janvier 2000), p. 75-92, spéc¹ p. 77-78 ; Kevin PASSMORE, *The Right in France from the Third Republic to Vichy* (Oxford University Press, 2013), p. 209.
82. Kevin PASSMORE, « Boy-scouting for grown-ups ? Paramilitarism in the Croix de Feu and PSF », *French Historical Studies* n° 19 (1995), p. 527-557.
83. Doriot aurait dit à Victor Barthélemy : « Les communistes le traitent de fasciste parce que dans ses rassemblements ses partisans saluent le bras levé », Victor BARTHÉLEMY, *Du communisme au fascisme* (Paris, Albin Michel, 1978), p. 103.
84. Sven REICHARDT, *Faschistische Kampfbinde : Gewalt und Gemeinschaft im italienischen Squadristum und in der deutschen SA* (Köln, Böhlau, 2002),

p. 113 ; Benjamin ZIEMANN, « Germany after the First World War – a violent society ? Results and implications of recent research on Weimar Germany », *Journal of Modern European History*, n° 1 (2003), p. 80-95.

85. Wolfgang SCHIEDER, *Faschistische Diktaturen : Studien zu Italien und Deutschland* (Göttingen, Wallstein, 2008).

86. AN, Fonds La Rocque, 371 81, 2 janvier 1936.

87. Friedrich GRIMM, *Frankreich-Berichte, 1934 bis 1944* (Bodman, 1972), p. 33-36, 1^{er} décembre 1935.

88. –, p. 46, 7 mars 1936.

89. Le rexisme est un mouvement fascisant fondé en Belgique francophone dans les années 1930 et qui connut un succès électoral fugace en 1936. (Ndt.)

90. S. H. GOODFELLOW, *Between the Swastika and the Cross of Lorraine*, p. 126-128.

91. Jessica WARDHAUGH, *In Pursuit of the People : Political Culture in France, 1934-39* (Basingstoke, 2009).

92. A. BAUERKÄMPER, « Transnational Fascism », p. 234.

93. J. NOBÉCOURT, *Le Colonel de La Rocque*, p. 1021-1022, n. 41, date ce rapport du 28 mai 1936, une erreur à l'évidence, le PSF n'ayant pas encore été fondé à cette date.

94. Jean-Paul BRUNET, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme* (Paris, 1986), p. 239-240, 246-247, 295-296 ; Alessandra GIGLIOLI, « La question des subventions de l'Italie fasciste au Parti populaire français de Jacques Doriot », *Revue d'histoire diplomatique* n° 112 (1998), p. 161-164 ; Laurent KESTEL, *La Conversion politique. Doriot, le PPF, et la question du fascisme français* (Paris, Raison d'agir, 2012), p. 214-216.

95. K.-J. MÜLLER, « Die deutsche öffentliche Meinung », p. 23-24.

96. Affaires étrangères/Paris, Welczek, 5 mai 1936 ; *NS-Presseanweisungen der Vorkriegszeit* (Munich, 1987), t. IV, 1936, p. 468, *Frankfurter Zeitung*, 5 mai 1936.

97. –, p. 1012, Archives fédérales, ZSg (« recueil chronologique »), n° 101, 7 septembre 1936.

98. F. GRIMM, *Frankreich-Berichte, 1934 bis 1944*, p. 75-76, 4-11 novembre 1936.

99. Paris/Affaires étrangères, Welczek à Office des Affaires étrangères, 26 juin 1937.

100. Joseph GOEBBELS, *Journaux*, t. I, vol IV, 3 août 1937.

101. Paris/Affaires étrangères, Welczek à Office des Affaires étrangères, 5 mai 1936.

102. F. GRIMM, *Frankreich-Berichte, 1934 bis 1944*, p. 75-76, 4-11 novembre 1936.

103. Rapport Welczeck du 8 juin 1937, cité dans D. Orlow, *The Lure of Fascism in Western Europe*, p. 100, 192 n. 56.
104. J. GOEBBELS, *Journaux*, t. I, vol IV, 28 octobre et 17 novembre 1937.
105. *Die Woche*, 25 : 38, 25 novembre 1936 ; JO, 23 mars 1937.
106. Affaires étrangères R102855, Deutsch-Französisches Studienkommittee, « Information » du 23 décembre 1936. Arthur PFANNSTIEL, *Das verratene Frankreich* (Berlin, 1940), p. 70-71.
107. *Le Petit Journal*, 29 septembre 1938.
108. *Le Flambeau*, 22 août 1936.
109. Sean KENNEDY, *Reconciling France against Democracy : The Croix De Feu and the Parti Social Français, 1927-1945*, p. 184.
110. Archives de la Seine, Pérotin/212/69/1 Article 155, Extraits d'une étude de la technique de l'insurrection.
111. J. NOBÉCOURT, *Le Colonel de La Rocque*, p. 316.
112. Paris/Affaires étrangères, Abetz, Note destinée au camarade de parti Kramarz, Intérieur I-Parti, R 99143-10, 20 juillet 1937.
113. Daniela LIEBSCHER, « Faschismus als Modell : die faschistische Opera Nazionale Dopolavoro und die NS-Gemeinschaft "Kraft durch Freude" in der Zwischenkriegszeit », dans Sven REICHARDT et Armin NOLZEN, dir., *Faschismus in Italien und Deutschland : Studien zu Transfer und Vergleich* (Göttingen, Wallstein Verlag, 2005), p. 94-118.
114. Joannès DUPRAZ, *Regards sur le fascisme. Corporatisme d'aujourd'hui* (Paris, NRF, 1935), p. 55-61.
115. Sur cette controverse, voir David D. ROBERTS, *The Syndicalist Tradition and Italian Fascism*, p. 294-295.
116. Il s'agissait de Tullio Cianetti, secrétaire de la Confédération des travailleurs de l'industrie, J. DUPRAZ, *Regards sur le fascisme*, p. 63.
117. Adolf HITLER, *Mein Kampf* (Munich, 1926), p. 593-602.
118. Kevin PASSMORE, « Business, corporatism and the crisis of the French Third Republic : the example of the silk industry in Lyon », *Historical Journal* n° 38 (1995), p. 959-987.
119. *Le Volontaire* 36, 11 mars 1937.
120. —, 15 août 1937.
121. Laura Lee DOWNS, « "Nous plantions les trois couleurs" : Action sociale féminine et recomposition des politiques de la droite française. Le cas du mouvement Croix de feu et du Parti social français, 1934-1960 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* n° 58 (2011), p. 118-163, ici p. 120 ; Jean-Paul THOMAS, « Le Parti social français (PSF), obstacle à la radicalisation des droites », dans Philippe VERVAECKE, dir., *À droite de la droite Droites radicales en France et en Grande-Bretagne au XX^e siècle* (Lille, 2012), p. 243-273, ici p. 250.

122. Caroline CAMPBELL, *Fascism and the Extreme Right in Greater France : Gender, Empire, and the Feminization of the Croix de Feu/Parti Social Français, 1927-1947* (Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2014) ; AN 451AP 114, Madeleine, « Jeunesse de Notre Temps : Camps de Travail », *Pourquoi s'en faire ?*, août-septembre 1938.

123. *L'Union républicaine* [Rhône], 13 mars 1938.

124. David BENSOUSSAN, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale. Les droites bretonnes dans l'entre-deux-guerres* (Paris, Fayard, 2006), p. 250 ; *La Province*, 17 juillet 1937 ; *La Nation*, 8 mai 1937 (et 15 août 1936).

125. C. POUPAULT, *À l'ombre des faisceaux*, p. 219.

126. J. NOBÉCOURT, *Le Colonel de La Rocque*, p. 180.

127. B. LAMBAUER, *Otto Abetz et les Français*, p. 282-283 ; S. KENNEDY, *Reconciling France against Democracy*, p. 233-250.

« Il est, en France, le symbole du fascisme » la politique sociale de François de La Rocque et des croix de feu/parti social français

1. Tandis que certains chercheurs français affirment que Zeev Sternhell et d'autres historiens anglo-saxons étiquettent le mouvement comme fasciste, à l'inverse de ce qui a cours en France, les réalités du débat historiographique sont infiniment plus complexes (Kevin PASSMORE, « L'historiographie du "fascisme" en France », *French Historical Studies* vol 37, n° 3, p. 469-499.

2. Serge BERSTEIN et Jean-Paul THOMAS, dir., *Le PSF : un parti de masse à droite* (Paris, CNRS, 2016) ; Hugues de La Rocque et Serge Berstein, éd., François de LA ROCQUE, *Pourquoi je suis républicain ; carnet de captivité* (Paris : Seuil, 2014) ; Jean-Paul THOMAS, « Les effectifs du parti social français », *Vingtième siècle* n° 62 (avril-juin 1999), p. 61-83.

3. Paul CHOPINE, *Six ans chez les Croix de feu* (Paris : Gallimard, 1935), p. 146.

4. François de LA ROCQUE, *Service public* (Paris, Grasset, 1934) p. 19.

5. Ainsi que l'a montré Zeev Sternhell, les individus, groupes et mouvements fascistes partagent une conception organique de la nation qui réduit les droits de l'individu et sapent les fondements de la démocratie libérale (*Ni droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Paris, Gallimard, coll. « Folio. Histoire » n° 203, 2013, © 1983, Éditions du Seuil, p. 25-27) ; voir aussi « Morphology of Fascism in France », dans Brian JENKINS, dir., *France in the Era of Fascism : Essays on the French Authoritarian Right* (New York, Berghahn, 2005), p. 41, 43. Les arguments de Sternhell, avançant notamment que la France a été le berceau du fascisme et que les Croix de feu/PSF ainsi que le régime de Vichy sont fascistes, ont été critiqués dans le détail par Serge BERSTEIN et Michel WINOCK, *Fascisme français ? La controverse* (Paris, Éditions du CNRS, 2014).

6. F. de LA ROCQUE, *Service public*, p. 157.
7. Dans la monographie au plus haut point convaincante et à l'érudition minutieuse qu'il consacre aux Croix de feu/PSF, Sean Kennedy, tout en se montrant particulièrement critique sur le rôle du mouvement dans la droitisation de la culture politique française, admet que *Service Public* plaidait pour une solidarité nationale inclusive (*Reconciling France Against Democracy : The Croix de feu and Parti Social Français, 1927-1945* [Montréal, Presses universitaires de McGill-Queen's University, 2007] p. 58-59). Une grande part de l'analyse que fait Kennedy de l'autoritarisme du mouvement fragilise l'étude, détaillée mais hagiographique, que Jacques Nobécourt consacre à la vie de La Rocque (*Le Colonel de La Rocque, 1885-194 ou les pièges du nationalisme chrétien* [Paris : Fayard, 1996]).
8. F. de LA ROCQUE, *Service public*, p. 155.
9. Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, « Les Croix de feu, leur chef, leur programme » (1935) n° 24.
10. F. de LA ROCQUE, *Service public*, p. 158.
11. —, p. 159.
12. —, p. 71.
13. —, p. 19-20.
14. —, p. 73-74.
15. Brian JENKINS et Chris MILLINGTON, *France and Fascism : February 1934 and the Dynamics of Political Crisis* (London/New York, Routledge, 2015) p. 78-82, 91. Les auteurs sont totalement partie prenante dans le dialogue avec l'historiographie du 6-février, notamment avec les travaux de Serge Berstein.
16. Michel DOBRY, « Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société à la "Révolution fasciste" », *Revue française de sociologie* (1989), p. 511-533.
17. F. de LA ROCQUE, *Service public*, p. 21.
18. Caroline CAMPBELL, *Political Belief in France : Gender, Empire, and Fascism in the Croix de Feu and Parti Social Français* (Baton Rouge : Louisiana State University Press, 2015).
19. Pour aller plus loin sur le mouvement des « femmes au foyer », on se reportera surtout à Anne COVA, « Au service de l'Église, de la patrie et de la famille » : *Femmes catholiques et maternité sous la III^e République* (Paris, 2000), p. 115, 149-181 ; voir aussi Christine BARD, *Les filles de Marianne : Histoire des féminismes 1914-1940* (Paris, 1995) p. 313-319.
20. F. de LA ROCQUE, *Service public*, p. 76.
21. Stanley PAYNE, *A History of Fascism, 1924-1945* (Madison : University of Madison Press, 1995) p. 38-39.
22. Susan PEDERSEN, *Family, Dependence, and the Origins of the Welfare State : Britain and France, 1914-1945* (Cambridge, UK, Cambridge University Press, 1993) ; Timothy B. SMITH, *Creating the Welfare State in France, 1880-*

1940 (Montréal/Londres : McGill-Queen's University Press, 2003) ; Paul DUTTON, *Origins of the French Welfare State : The Struggle for Social Reform in France, 1914-1947* (Cambridge, UK, Cambridge University Press, 2002) ; Laura Levine FRADER, *Breadwinners and Citizens : Gender in the Making of the French Social Model* (Durham, N. C, Duke University Press, 2008).

23. Centre d'histoire de Sciences Po, Paris (désormais CHSP), Fonds La Rocque (désormais LR) 29 : discours d'Antoinette de Préval au congrès national Croix de feu/PSF, 1938.

24. Florence ROCHEFORT, dir, *Le Pouvoir du genre : Laïcités et religions, 1905-2005* (Presses Universitaires du Mirail, 2007).

25. Pasteur DURLEMAN, « La femme au foyer », *Le Flambeau*, avril 1934.

26. Grand rabbin Jacob KAPLAN, « La femme dans la cité », *ibid.*

27. Le Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales, Paris (ci-dessous CARAN), Fonds La Rocque (ci-dessous 451AP) carton 81, tract, « Buts généraux des CF ».

28. Richard MILLMAN, « Les Croix de feu et l'antisémitisme », *Vingtième Siècle* n° 38 (1993) p. 56.

29. Samuel KALMAN, *The Extreme Right in Interwar France : The Faisceau and the Croix de Feu* (Aldershot, UK, et Burlington [Vt], Ashgate, 2008) p. 202.

30. Cet organisme prendra plus tard le nom de LICR ajoutant le terme de *racisme* à son intitulé (NdT.)

31. Ch.-Aug. BONTEMPS, « Les Croix de feu antisémites : La Rocque s'empêtre dans son imposture », *Le Droit de vivre*, 4 avril 1936.

32. Jennifer Anne BOITTIN, *Colonial Metropolis : The Urban Grounds of Anti-Imperialism and Feminism in Interwar Paris* (Lincoln : University of Nebraska Press, 2010).

33. Driss MAGHRAOUI, « From “Tribal Anarchy” to “Military Order” : the Moroccan Troops in the Context of Colonial Morocco », *Oriente Moderno*, Nuova serie, n° 84 (1923), p. 227-246.

34. F. de LA ROCQUE, *Service public*, p. 44-45.

35. Naomi DAVIDSON, *Only Muslim : Embodying Islam in Twentieth-Century France* (Ithaca [N. Y], Cornell University Press, 2012).

36. F. de LA ROCQUE, *Service public*, p. 46.

37. La participation musulmane aux Croix de feu/PSF a connu son plus haut niveau à un endroit où les musulmans étaient, démographiquement parlant, largement majoritaires : Constantine, en Algérie ; ce taux atteignit 4 % pendant une courte période (1936-1937), pour retomber à quasiment 0 en 1939. La participation des musulmans au mouvement était négligeable, et seule une poignée d'Arabes, de Berbères, de Noirs et de populations d'Asie du Sud-Est le ralliait (voir C. Campbell, *Political Belief in France*, p. 122). L'expression « virage social » vient d'Albert Kéchichian, qui a montré que les Croix de feu

mettaient les programmes sociaux au centre de leurs efforts politiques. En retraçant ce changement, KÉCHICHIAN, *Les Croix de feu à l'âge des fascismes*, p. 38-41, 105, 333-339, se concentre sur les actions des supporters masculins, et affirme que le tournant social était enraciné dans les efforts de La Rocque pour réaliser la réconciliation nationale en mettant en valeur les liens sociaux qui unissaient une société. Selon Laura Lee Downs, La Rocque a été l'élan qui a mis en branle le tournant social (voir « Each and every one of you must become a chef : Toward a Social Politics of Working-Class Childhood on the Extreme Right in 1930s France », *Journal of Modern History* 81, n° 1 (mars 2009), p. 6-7, 17, 19, 20, 21 et 23. Kevin Passmore a lui aussi souligné le rôle de La Rocque, mais il met en lumière aussi celui des femmes (« “Planting the Tricolor in the Citadels of Communism” : Women's Social Action in the Croix de feu and Parti social français », *Journal of Modern History* 71, n° 4 [décembre 1999], p. 819, 824-826, 847).

38. C. CAMPBELL, *Political Belief in France*, p. 58-62.

39. Archives de la Préfecture de police de Paris (désormais APP) B/a 1973, rapport de police synthétisant les principales activités des Croix de feu, octobre 1935, p. 21.

40. CARAN 451AP 87, Discours d'A. de Préval au congrès des Déléguées centrales meeting et des Secrétaires générales du 26-28 octobre 1936.

41. Maurice PUJO, *Comment La Rocque a trahi* (Paris : Fernand Sorlot, 1937).

42. *Le Flambeau*, « Section Féminine », décembre 1934, janvier 1935, avril 1935.

43. APP B/a 1902, rapport de police sur l'activité des Croix de feu, 28 février 1936.

44. APP B/a 1902, rapport de police sur l'activité des Croix de feu, 30 mars 1936.

45. –.

46. EL-DJAZIRI (« l'Algérois »), « Le gouvernement et sa Politique », *El-Oumma*, décembre 1934.

47. Sur la tradition des catholiques conservateurs utilisant l'action sociale pour s'engager dans la politique, voir Sylvie FAYET-SCRIBE, *Associations féminines et catholicisme : De la charité à l'action sociale, XIX^e-XX^e siècles* (Paris, 1990) ; Évelyne DIEBOLT, *Les Femmes dans l'action sanitaire, sociale et culturelle, 1901-2001 : Les associations face aux institutions* (Paris, 2001) ; Bruno DUMONS, *Les Dames de la Ligue des femmes françaises, 1901-1914* (Paris, 2006), p. 27 ; Odile SARTI, *La Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) : une réponse féminine à la laïcisation de la société française* (Hamden, 1992) ; A. COVA, *Femmes catholiques et maternité sous la III^e République*, 2000 ; Magali DELLA SUDDA, « Socio-histoire des formes de politisation des femmes conservatrices avant le droit de suffrage en France et en Italie. La Ligue patriotique des Français (1902-1933) et l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919) » (Thèse de doctorat, École des Hautes Études en sciences sociales [Paris], 2007).

48. CARAN 451AP 102, Charles VALLIN, brochure *Aux femmes du PSF*, 1937.
49. CARAN 451AP 133, F. de La Rocque, bulletin mensuel *Service social*, 1^{er} février 1938.
50. APP B/a 1902, rapport émanant de la Préfecture de police, 27 décembre 1935.
51. CHSP LR 56, lettre de F. de La Roque au cardinal Verdier, Paris, 7 mars 1936.
52. –.
53. –.
54. CHSP LR 52, Jean DAUJAT, *Orientations*, « Chronique : les Catholiques et la politique », 3^e année, n° 5-6, mars-avril 1936, p. 6.
55. CHSP LR 31, J. DAUJAT, « Service de presse régionale du PSF : quelques principes, civilisation chrétienne et mission de la France », 1^{er} août 1939.
56. –.
57. –.
58. CARAN 451AP 121, Michel-P. HAMELET, « Les catholiques dans la cité : Le colonel de La Rocque nous dit », *Sept*, 26 février 1937.
59. CARAN 451AP 87, allocution d'A. de Préval à la conférence des premiers délégués prêt des secrétaires généraux, 26 et 28 octobre 1936. Également cité dans L. L. Downs, « L'Action sociale féminine vue de droite », p. 120-21.
60. CHSP LR 31, Suzanne FOUCHÉ, *J'espérais d'un grand espoir* (Éditions du Cerf, 1981), p. 141-142.
61. CARAN 451AP 133, « Résumé de la réunion de travail du bureau d'études sociales », 23 avril 1937 ; CARAN 451AP 87, circulaire, S. FOUCHÉ, « Cours élémentaires de formation sociale », 1^{er} septembre 1936.
62. S. Fouché, citée par Mme S. D'ARRAS, « Le sens social : La première conférence de Mlle Fouché », *La Flamme*, 29 janvier 1938.
63. CARAN 451AP 134, allocution de S. Fouché au Premier congrès social du PSF : « Le rôle de l'auxiliaire sociale », mai 1939.
64. CVIA, « Les Croix de Feu, leur chef, leur programme », p. 8.
65. –, p. 4.
66. –, p. 43.
67. Centre des archives contemporaines, Fontainebleau (désormais CAC), 19 940 500 art. 207 dossier 3458, Circulaire aux préfets de départements et au Préfet de police au sujet du rapport de l'arrêté relatif à la dissolution de l'organisation fasciste « Croix de Feu », 22 juillet 1936.
68. Sur les associations Croix de feu/PSF qui fournissaient des services sociaux, voir C. Campbell, *Political Belief in France*, chap. 2-5.
69. CARAN 451AP 171, « Conseil d'Administration », 1936 ; CARAN 451AP 163, List du Personnel, s. d. (probablement 1937-1938) ; CARAN 451AP 163,

rapport « Réunion constitutive de l'association – statuts initiaux », 23 décembre 1936 ; CARAN 451AP 153, anon. « Qu'est-ce que SPES ? », s. d. ; CARAN 451AP 187, rapport de M. Danner à M. Le Tanneur, « Compte rendu de notre entretien avec le Bureau d'études sociales, SPES, et l'Office du tourisme », 14 octobre 1937.

70. CARAN 451AP 171, série de rapports de Travail et loisirs s. d. ; CARAN 451AP 189, Rapport de Travail et loisirs : « Nos centres sociaux sont en constant progrès – inscriptions, accroissement des présences », juin 1939.

71. APP B/a 1901, rapport de police, « Section féminine du Mouvement social français des Croix de feu », 2 juin 1936.

72. Reproduction de la circulaire de La Rocque du 24 avril 1937 dans la rubrique « Aux présidents de section, *Le Flambeau de Franche-Comté et du Territoire de Belfort*, 15 juin 1938.

73. –.

74. –.

75. CARAN 451AP 172, lettre et questionnaire adressés par J. Bruyas à A. de Préval, 4 février 1939.

76. –.

77. CARAN 451AP 184, lettre d'A. de Préval à Mme Roland-Gosselin, 8 février 1939.

78. CARAN 451AP 162, lettre d'A. de Préval à Mme, 8 février 1939.

79. « Une conférence de Mlle de Préval sur l'Action sociale du PSF », *Le Flambeau de Flandre, Artois, Picardie*, 15 mai 1938.

80. –.

81. CARAN 451AP 174, lettre d'A. de Préval à Mme Hirsch, 6 juillet 1937.

82. CARAN 451AP 172, lettre et questionnaire adressés par J. Bruyas à A. de Préval, 4 février 1939 ; également citée dans L. L. DOWNS, « “Each and every one of you must become a *chef*” », p. 29.

83. CARAN 451AP 172, lettre d'A. de Préval à Mlle Frandaz, 19 octobre 1937 ; également citée dans L. L. DOWNS, « “Each and every” », p. 23.

84. CHSP LR 59, Carnet de timbre, « Timbre de la Victoire », affranchissant une circulaire de Verdier, 25 mai 1937.

85. CARAN 451AP 187, lettre du président de la section de Saint-Ouen Henry Goubier à Paul Iltis, président du comité local de Saint-Denis, 27 octobre 1937 ; également citée dans K. PASSMORE, « “Planting the Tricolor” », p. 848.

86. CARAN 451AP 184, *L'Écho du Monfort : Bulletin mensuel des communistes du quartier*, s. d. ; également citée dans L. L. DOWNS, « “Each and every one of you must become a *chef*” », p. 28.

87. CARAN 451AP 188, allocution de Préval à l'Assemblée générale de 1938 de Travail et loisirs.

88. CARAN 451AP 182, le procureur de la République, Paris, 18 janvier 1938, et lettre de M. Metman à M. le commissaire de police, Saint-Ouen, 19 janvier 1938.
89. CARAN 451AP 188, allocution de Préval à l'Assemblée générale de 1938 de Travail et loisirs.
90. CAC, 19 940 496 Art. 12 Dossier 310, Rapport de police, 1937.
91. Sur l'ADP, se reporter à C. CAMPBELL, *Political Belief in France*, chap. VII.
92. CHSP LR 33, circulaire : « Résolution prise par la Commission administrative permanente du PSF », 8 août 1940.
93. S. KENNEDY, *Reconciling France*, p. 234-236, 248.
94. —, p. 238-239.
95. —, p. 241 (les italiques sont dans l'original).
96. Emmanuel Debono et Jean-Paul Thomas soutiennent que la censure obligeait La Rocque à adopter une position nuancée et qu'au fond il était hostile au Statut des juifs (« Le PSF et la question de l'antisémitisme », dans BERSTEIN et THOMAS, *Le PSF : un parti de masse à droite*, p. 233-234).
97. Julia TORRIE, *For Their Own Good : Civilian Evacuations in Germany and France, 1939-1944* (New York, Berghahn, 2010), p. 46-47.
98. CHSP, LR 35, rapport confidentiel de J. Rives Childs, chargé d'affaires intérimaire, au Secrétaire d'État américain, 18 mars 1942.
99. S. Kennedy montre que les actions des Allemands contre le PSF se produisirent en même temps que celles qui visaient les groupes qui manifestaient des divergences politiques avec l'occupant tout en soutenant le régime de Vichy (S. Kennedy, *Reconciling France*, p. 248). Jacques Nobécourt, d'autre part, fait l'hypothèse que c'est la milice qui dénonça le PSF (J. Nobécourt, *Le Colonel de La Rocque*, p. 881-884). Compte tenu du caractère hagiographique de la mise en scène de son héros par Nobécourt et du fait qu'il tourne le dos à l'importance de l'action sociale féminine, la plus grande solidité des preuves qu'avance Kennedy pour établir sa chronologie laisse peu de place au doute.
100. CHSP, LR 35, État-major général des forces expéditionnaires alliées, glossaire du contre-espionnage, avril 1944.
101. Susan ZUCCOTTI, *The Holocaust, the French, and the Jews* (New York, Basic Books, 1993).
102. Renée BÉDARIDA, Pierre Chaillet : témoin de la résistance spirituelle (Paris : Fayard, 1988).
103. Wilfred D. HALLS, *Politics, Society, and Christianity in Vichy France* (Oxford, Berg, 1995).
104. CHSP LR 34, rapport de Simone Marochetti : « Entrevue de Mlle de Préval avec le P. Chaillet », 27 juin 1945. Dans le chapitre qu'il consacre à l'ADP, Éric Alary (« La poursuite de l'action sociale : les ADP », dans BERSTEIN et J. P. THOMAS, dir., *Le PSF : un parti de masse à droite*,

p. 305-306) ne fait aucune allusion à ce moment de la conversation où Chaillet mentionne La Rocque, et, prenant argent comptant la distinction de Prével entre action sociale et action politique, fait grief au nouveau gouvernement de politiser les services d'aide sociale.

105. –.

106. –.

PSF et fascisme colonial défendre *l'Algérie française*

1. Sur Max Régis, Édouard Drumont et la vague antisémite des années 1890, je renvoie à différents travaux, tels que : Lizabeth ZACK, « French and Algerian Identity Formation in 1890s Algiers », *French Colonial History* n° 2 (2002) ; Patricia LORCIN, *Imperial Identities : Stereotyping, Prejudice, and Race in Colonial Algeria* (Londres, I.B. Tauris, 1995) ; Geneviève DERMENJIAN, *La Crise anti-juive oranaise (1895-1905) : l'antisémitisme dans l'Algérie coloniale* (Paris : L'Harmattan, 1986) ; Emmanuel SIVAN, « Stéréotypes antijuifs dans la mentalité pied-noir », dans *Les Relations entre Juifs et musulmans en Afrique du nord, XIX^e-XX^e siècle, actes du Colloque international de l'Institut d'histoire des pays d'outre-mer* (Paris, Centre national de la recherche scientifique, 1980). Sur le mouvement littéraire *algérieniste*, voyez Seth GRAEBNER, *History's Place : Nostalgia and the City in French Algerian Literature* (Lanham, Lexington Books, 2007) ; Jonathan K. GOSNELL, *The Politics of Frenchness in Colonial Algeria* (Rochester : University of Rochester Press, 2002).

2. Frederick COOPER et Ann Laura STOLER, *Tensions of Empire : Colonial Cultures in a Bourgeois World* (Berkeley [Calif.], University of California Press, 1997), p. 6-7 ; –, « Mechanisms of Oppression : Interview with Albert Memmi », dans Maxim SILVERMAN, dir., *Race, Discourse, and Power in France*. (Aldershot [G. B.], Gower Publishing, 1991), p. 30 ; Ann Laura STOLER, « Rethinking Colonial Categories : European Communities and the Boundaries of Rule », *Comparative Studies in Society and History* n° 31 (1989), p. 136-137.

3. Martin THOMAS, *French Empire between the Wars, 1940-45* (Manchester, 2005), p. 303.

4. Sur ce processus, voyez James MCDUGALL, *A History of Algeria* (Cambridge, 2017), chap. III : Didier GUIGNARD, *L'Abus de pouvoir dans l'Algérie coloniale* (Paris, Presses Universitaires de Paris Ouest, 2010) ; Olivier LE COUR GRANDMAISON, « Violences symboliques et discriminations raciales dans l'empire français », *Historical Reflections/Réflexions historiques* n° 36 (2010), p. 24-38 ; Pierre NORA, *Les Français d'Algérie* (Paris, Julliard, 1961), p. 98.

5. Gouvernement général de l'Algérie (désormais GGA) 3CAB/95, « Le Maintien de l'ordre public en Algérie », s.d. (1937) ; GGA 3CAB/55, « Rapport de M. le Gouverneur général de l'Algérie au Haut Comité méditerranéen »,

février 1938 ; Allison DREW, *We are no Longer in France : Communists in Colonial Algeria* (Manchester, 2014), chap. IV.

6. Jacques BOUVERESSE, *Un parlement colonial ? Les Délégations financières algériennes, 1898-1945* (Mont-Saint-Aignan, Publications des universités de Rouen et du Havre, 2008), p. 905-906 ; Benjamin STORA, *Messali Hadj, pionnier du nationalisme algérien*, Paris, Hachette, 2004 [© 1982 Le Sycomore]), p. 149, 157-166 ; Mahfoud KADDACHE, *Histoire du nationalisme algérien, 1919-1951* (Paris Alger, Paris-Méditerranée EDIF 2003), p. 495.

7. B. STORA, *Messali Hadj*, p. 173-184 ; Rabah AISSAOUI, *Immigration and National Identity : North African Political Movements in Colonial and Postcolonial France* (Londres, Tauris Academic Studies, 2009), p. 30 ; Jacques SIMON, *Le PPA, le Parti du peuple algérien : 1937-1947* (Paris, L'Harmattan, coll. « CREAC-histoire », 2005), chap. III.

8. Abréviation de « Disponibles », nom du service d'ordre des Croix de feu (*NdT*).

9. GGA 3CAB/47, Alger/11 juillet 1935, Préfet à GGA.

10. Sur les Croix de feu d'Algérie, voyez Samuel KALMAN, *French Colonial Fascism : The Extreme Right in Algeria, 1919-1939* (New York, Palgrave Macmillan, 2013).

11. Voyez, par exemple, Alger F/405, Blida/29 novembre 1936, Commissaire central à M. le préfet ; Alger 1K/75, Alger/1 février 1937, Sûreté départementale d'Alger, « Rapport » et Alger/2 juillet 1937, Sûreté départementale d'Alger, « Rapport ».

12. GGA 3CAB/95, Constantine/juillet 1936, Sûreté départementale de Constantine, « Rapport » ; Constantine B/3/567, Batna/19 octobre 1936, Sous-préfecture de Batna, « Rapport mensuel sur l'état d'esprit des populations européennes et indigènes » ; Constantine B/3/635, El-Arouch/s.d. (avril 1937), Administrateur adjoint à M. le sous-préfet ; Constantine B/3/670, Constantine/13 mai 1937, Préfet au général commandant la division ; GGA 3CAB/93, Cabinet du gouverneur général, « Situation politique européenne de l'Algérie en 1938 » ; Archives privées La Rocque/451/121, annuaires des adhérents de Hussein-Dey et Fort-de-l'Eau, 1938. Rien que pour Bône, la municipalité signala que le PSF local recrutait trente nouveaux membres par jour.

13. Alger 1K/75, « Fédération du Parti social français pour le département d'Alger : Règlement intérieur » et Alger/23 novembre 1938, liste complète des sections PSF ; Jacques CANTIER, *L'Algérie sous le régime de Vichy* (Paris, Odile Jacob, 2002), p. 226. Le groupe établit des sections dans chaque commune du département de Constantine, et en comptait quarante et une à Alger. Elles étaient bien moins nombreuses dans le département d'Oran, cependant – vingt et une, contre trente-neuf pour le PPF de Doriot. Voyez Francis KOERNER, « L'Extrême droite en Oranie (1936-1940) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 20 (1973).

14. « À tous les camarades du département d'Alger », *La Flamme*, 15 décembre 1936 ; Oran/466, Oran/19 juin 1936, Le chef de la Sûreté départementale à M. le préfet ; Constantine B/3/635, « Liste nominative des principaux dirigeants des différentes sections du Parti social français dans le département de Constantine », février 1937 ; Oran/70, Oran/10 mai 1938, Le commissaire divisionnaire à M. le préfet ; Alger 1K/38, Alger/11 juin 1938, Police spéciale départementale.
15. AP/451/127, Alger, secrétaire général du PSF au secrétaire de La Rocque, Édouard Carvallo, s. d. (juillet 1936) ; Alger 1K/75, Arba/1^{er} juin 1937, Commissaire de police à M. le préfet ; Alger F/405, Alger/16 juin 1937, Sûreté départementale d'Alger, « Réunion du Parti social français », Oran/70, Oran/8 décembre 1938, Commissaire divisionnaire à M. le préfet.
16. J. CANTIER, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, p. 29 ; Oran/70, Tiaret/26 octobre 1937, Commissaire de police à M. le préfet ; GGA 3CAB/93, Cabinet du gouverneur général, « Situation politique européenne de l'Algérie en 1938 » ; « Les Élections aux Délégations financières », *La Flamme*, 12 février 1938.
17. *La Flamme*, 22 janvier et 5 février 1938 ; « Les Sections féminines au travail », *La Flamme*, 22 juillet 1938.
18. Panivong NORINDR, *Phantasmatic Indochina : French Colonial Ideology in Architecture, Film, and Literature* (Durham [C] Duke Univ. Press, 1996), p. 5, 14-16.
19. Constantine B/3/567, Constantine/16 juillet 1936, Sûreté départementale de Constantine, « Rapport » ; *La Flamme*, 10 octobre 1936 (photo de foules faisant le salut fasciste au rassemblement PSF) ; Constantine B/3/327, Bougie/15 décembre 1936, Commissaire de police à M. le préfet ; Oran/70, Oran/5 janvier 1937, Chef de la Sûreté départementale à M. le préfet.
20. Constantine B/3/327, Constantine/27 septembre 1936, Sûreté départementale de Constantine, « Parti social français » ; Oran/70, Oran/24 janvier 1939, Commissaire divisionnaire à M. le préfet ; Oran/23 février 1939, Affiche « Arriba España ! » ; Oran/7 mars 1939, Commissaire divisionnaire à M. le préfet ; Oran/21 mars 1939, Commissaire divisionnaire à M. le préfet.
21. Oran/70, Oran/1^{er} juillet 1937, Chef de la Sûreté départementale à M. le préfet ; Oran/22 avril 1938, Commissaire divisionnaire à M. le préfet ; Mostaganem/12 mai 1938, Commissaire central à M. le préfet ; Antoine Debay, « Causons », *La Voix indigène*, 1^{er} décembre 1938.
22. Oran/70, Tract : « La Rocque sous l'emprise juive », s. d ; Oran/27 avril 1938, Commissaire central à M. le préfet, et Oran/8 juin 1938, 17 décembre 1938, 7 février 1939 et 10 mai 1939, Commissaire divisionnaire à M. le préfet.
23. Constantine B/3/327, Constantine/8 novembre 1936, Sûreté départementale de Constantine, « Parti social français » ; Oran/70, Oran/23 février 1937, Chef de la Sûreté départementale.

24. IHS/Dumas I, LICA, « Premiers éléments d'enquête de la section constantinoise sur les grands incidents des 24-27-28-29-30 juin et 1^{er} juillet 1936 » ; Oran/70, Oran/20 février 1937, Chef de la Sûreté départementale à M. le préfet et Oran/6 mars 1938, Commissaire central à M. le préfet ; Constantine B/3/635, Batna/27 avril Commissaire de police à M. le sous-préfet.
25. « *Vers une demo-crassie nouvelle* », *La Flamme*, 15 février 1937 ; Constantine B/3/635, Batna/6 mai 1937, Commissaire de police à M. le sous-préfet ; Oran/70, Nemours/14 March 1938, Commissaire de police à M. le préfet ; « *Le succès triomphal de l'emprunt* », *La Flamme*, 25 mai 1938 ; « *L'Homosexuel* », *La Flamme*, 14 octobre 1938.
26. Pierre-Louis GANNE, « Tous contre le rapprochement franco-hitlérien », *La Flamme*, 23 décembre 1938 ; « Le futur tabou », *La Flamme*, 13 janvier 1939 ; Alger 1K/38, Médéa/2 août 1939, Le chef de la brigade mobile au Gv^t g^{al} de l'Algérie.
27. Constantine B/3/635, Sûreté départementale, « Rapport » ; « Aaron République Caïn », *La Flamme*, 27 mai 1938 ; P. L. GANNE, « Sommes-nous encore en démocratie ? », *La Flamme*, 3 juin 1938 ; –, « Non, La France ne versera pas son sang pour la revanche de la juiverie internationale », *La Flamme*, 18 novembre 1938.
28. « À la LICA », *La Flamme*, 16 avril 1937.
29. Oran/70, Oran/6 mars 1937, Le chef de la Sûreté départementale à M. le préfet ; Constantine B/3/635, Constantine/8 avril 1938, Sûreté départementale de Constantine, « Parti social français » ; « La voix du pape », *L'Avenir*, 14 novembre 1938 ; Albert RÉDARÉS, « Sur un thème reconnu », *La Flamme*, 10 février 1939.
30. Constantine B/3/635, Constantine/24 octobre 1938, Préfet au Gv^t g^{al} de l'Algérie ; Bône/10 décembre 1938, Commissaire central au Gv^t g^{al} de l'Algérie, Constantine/15 janvier 1939, Police spéciale, « Parti social français » ; « Aux adhérents PSF », *Dépêche de Constantine*, 14 janvier 1939.
31. Constantine B/3/567, Bougie/26 May 1936, Commissaire de police à M. le préfet et Bougie/29 mai 1936, Commissaire de police à M. le sous-préfet ; Constantine B/3/522, Bougie/21 juin 1936, Commissaire de police à M. le préfet.
32. IHS/Dumas I, LICA, « Premiers éléments d'enquête de la section constantinoise sur les graves incidents des 24, 27, 28, 29, 30 juin et 1^{er} juillet 1936 ».
33. IHS/Dumas I, Rassemblement populaire de Constantine, « Rapport sur les incidents de vendredi 9 octobre 1936 à Constantine » et LICA/Constantine, « Le guet-apens fasciste du 9 octobre 1936 ».
34. GGA 3CAB/95, Oran/30 June 1936, Chef de la Sûreté départementale à M. le préfet, et Mostaganem/2 juillet 1936, L. Raibaldi à Le Beau.
35. J. K. GOSNELL, *The Politics of Frenchness*, p. 186-190 ; F. COOPER et A. L. STOLER, *Tensions of Empire*, p. 4-7.

36. J. MCDUGALL, *A History of Algeria*, p. 115-117 ; GGA 3CAB/47, « Notes sur le mouvement croix de feu parmi les indigènes », 1935.
37. Alger 1K/26, Préfet d'Alger à M. le Gouverneur général de l'Algérie, juillet 1935 ; Constantine B/3/323, Administrateur de la commune mixte de Biban à M. le sous-préfet, « Activités des Croix de Feu », 4 juillet 1935.
38. M. KADDACHE, *Histoire du nationalisme algérien*, p. 380-384, p. 512.
39. Alger 1K/26, Commissaire de police de Maison-Carrée, « Rapport de quinzaine », 29 juin 1935 ; Commissaire de police d'Affreville à M. le préfet, 29 juin 1935 ; Alger 1K/75, Alger, 5 février 1937, Gv^t g^{al} de l'Algérie au préfet.
40. Constantine B/3/635, « Liste nominative des principaux dirigeants des différentes sections de Parti social français dans le département de Constantine » ; Constantine B/3/522, Sûreté départementale de Constantine, 11 juin 1934.
41. « La France », *La Flamme*, 30 septembre 1938.
42. « Défi à l'Algérie française », *La Flamme*, 19 mars 1938 ; A. DEBAY, « Appel au "sens de l'empire" », *La Flamme*, 26 mars 1938 ; Constantine B/3/635, Constantine/28 mai 1938, Police spéciale, « Rapport » ; Alger 1K/75, Blida/1^{er} juin 1938, Commissaire central à M. le préfet.
43. ADC/LR 19 II, Congrès de la question indigène nord-africaine, s. d (1937).
44. Jacques DUPOUX et Jacques ALLAIN, « Le PSF et l'idée impériale », *La Flamme*, 7 avril 1939 ; Constantine B/3/635, Commissariat spécial de Bône, « Parti social français : préparation de la campagne électorale », 2 octobre 1937.
45. —, et Commissaire de police de Bougie à M. le préfet, 6 novembre 1937.
46. Sur Hadj et l'Étoile nord-africaine, voyez M. THOMAS, *The French Empire between the Wars*, p. 259-265, M. KADDACHE, *Histoire du nationalisme algérien*, 301-302, 330-331, 438-453, et Jacques SIMON, *L'Étoile nord-africaine (1929-1937)*, (Paris, L'Harmattan, 2003), p. 131-141.
47. « Le noyautage des organisations musulmanes », *La Flamme*, 1^{er} février 1938 ; « Socialistes et communistes sont les promoteurs de l'agitation antifranaise en Afrique du Nord », *La Flamme*, 3 octobre 1937 ; Testis, « Moscou contre Chekib Arslan », *La Flamme*, 22 janvier 1938.
48. Cité dans M. KADDACHE, *Histoire du nationalisme algérien*, p. 348.
49. M. THOMAS, *The French Empire between the Wars*, p. 251-252, 260-268 ; Daniel LEFEUVRE, *Chère Algérie : La France et sa colonie, 1930-1962* (Paris, Flammarion, 2005), p. 71 ; Kamel KATEB, *Européens, indigènes et Juifs en Algérie (1830-1962)* (Paris, Éd. de l'Institut national d'études démographique, 2001), p. 14.
50. GGA 3CAB/55, « Rapport de M. le Gouverneur général de l'Algérie au Haut Comité méditerranéen », février 1938.
51. Savant, selon l'étymologie (ar. « *alim*, pluriel "*ulamâ*"), ce mot désigne un théologien (dans le sunnisme). (NdT.)

52. GGA 3CAB/89, Fédération des élus musulmans du département de Constantine, « Lettre de démission », s.d. (janvier 1937) ; Charles PATOZ, « Le Malaise nord-africain », *Le Petit Bleu*, 30 janvier 1937.
53. D. LEFEUVRE, *Chère Algérie*, p. 272 ; K. KATEB, *Européens, indigènes, et Juifs*, p. 272.
54. La commune mixte est une division administrative et territoriale ancienne visant à administrer *via* un fonctionnaire aux pouvoirs étendus d'immenses territoires essentiellement peuplés d'autochtones. Les casbahs (ar. « citadelle ») constituent le centre-ville de grandes métropoles, peuplé de familles entassées dans un habitat très dense.
55. D. LEFEUVRE, *Chère Algérie*, p. 62, p. 71 ; M. THOMAS, *The French Empire between the Wars*, p. 68, p. 253.
56. D. LEFEUVRE, *Chère Algérie*, p. 22, p. 55, p. 181-182 ; Jacques MARSEILLE, *Empire colonial et capitalisme français : Histoire d'un divorce* (Paris : Seuil, 1989, coll. « Points Histoire » n° 126), p. 59-60, p. 75-77.
57. Jules Roy cité dans Jacques CANTIER, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, p. 17.
58. D. LEFEUVRE, *Chère Algérie*, p. 43-53 ; M. KADDACHE, *Histoire du nationalisme algérien*, p. 256-259 ; Pierre MANNONI, *Les Français d'Algérie : Vie, mœurs, mentalité. De la conquête des Territoires du Sud à l'indépendance* (Paris, L'Harmattan, 2000, © 1993), p. 131-140.
59. Jacques LABRUYÈRE, « Des maisons pour les indigènes », « Le problème indigène », *La Flamme*, 1^{er} février 1937 ; Alger F/405, Commissaire de police d'Affreville à M. le préfet, 20 octobre 1936.
60. Alfred DEBAY, « De la terre et du travail pour nos populations indigènes », *La Flamme*, 5 mars 1938.
61. Constantine B/3/327, Rapport de la Sûreté départementale de Constantine, 6 juillet 1936 ; « Le PSF et les problèmes algériens », *La Flamme*, 15 janvier 1937. Le rapport de groupe au congrès national de 1938 reprenait les mêmes thèmes et les mêmes solutions. Voir Constantine B/3/635, Rapport de la police spéciale de Constantine, 23 octobre 1938.
62. —.
63. « Le PSF et les problèmes algériens », *La Flamme*, 15 janvier 1937. Sur le *sénatus-consulte*, on se reportera à J. MCDUGALL, *A History of Algeria*, p. 122-123. Pour une discussion des positions européennes envers les pratiques religieuses des musulmans et leur façon de traiter les femmes, voir Julia CLANCY-SMITH, « Islam, Gender, and Identities in the Making of French Algeria, 1830-1962 », dans Julia CLANCY-SMITH et Frances GOUDA, dir., *Domesticating the Empire : Race, Gender, and Family Life in French and Dutch Colonialism* (Charlottesville [Va.], University Press of Virginia 1998), p. 163-173, et Jeanne BOWLAN, « Polygamists Need Not Apply : Becoming a French Citizen in Colonial Algeria, 1918-1938 » (Ann Arbor, MI, Michigan

Publishing, University of Michigan Library n° 24, 1996), *Actes du colloque du Western Society for French History*, p. 111-113.

64. Sur la ségrégation à la fois raciale et socio-économique, on se reportera à David Prochaska, *Making Algeria French : Colonialism in Bône, 1870-1920* (Cambridge, Cambridge University Press, 1990), 153-179.

65. M. THOMAS, *The French Empire between the Wars*, p. 297-302.

66. Pierre APESTUGUY, « La présence de M. Viollette dans le gouvernement menace directement l'Algérie », *Petit Journal*, 15 mars 1938.

67. « Sidi Viollette », *La Flamme*, 18 février 1938.

68. Stanislas DEVAUD, « Frères indigènes d'Algérie », *Dépêche de Constantine*, 31 janvier 1937.

69. « Monsieur Sarraut, nous vous prenons au mot », *La Flamme*, 5 février 1938 ; Jacques DUPOUX et Jacques ALLAIN, « Le PSF et l'idée impériale », *La Flamme*, 7 avril 1939.

70. La Rocque rendit publique la nouvelle de cette commission en juin 1937. On se reportera à ADC/LR 19 II, « Le PSF devant les problèmes algériens », s.d. (1937) ; Alger 1 K/75, Rapport de la Sûreté départementale d'Alger, 2 juillet 1937 ; « Les affaires indigènes d'Algérie au PSF », *Le Journal*, 5 juin 1937.

71. Constantine B/3/635, Commissaire de police de Sétif à M. le sous-préfet, 2 novembre 1936 ; Alger 1K/75, Commissaire central de police de Blida à M. le préfet, 1^{er} juin 1938 et Ténès, 9 janvier 1939, Commissaire de police à M. le préfet.

72. GGA 3CAB/89, Le contre-projet PSF, 11 février 1938 ; Augustin IBAZIZEN, « La citoyenneté intégrale doit être conférée d'office à certaines catégories d'indigènes », *La Flamme*, 12 février 1938 ; « Le contre-projet présenté par le groupe parlementaire PSF », *La Flamme*, 18 février 1938.

73. *La Flamme* du 11 novembre 1938 a fait paraître l'intégralité du rapport de la commission.

74. J. K. GOSNELL, *The Politics of Frenchness*, p. 186-190 ; Azzedine HADDOUR, *Colonial Myths : History and Narrative* (New York ; Manchester : Manchester University Press, 2000), p. 83 ; Emmanuel SIVAN, « Colonialism and Popular Culture in Algeria », *Journal of Contemporary History* n° 14 (1979), p. 32. Pour un exemple d'*algerianité* face aux Arabes nord-africains, je renvoie à Louis BERTRAND, *Le Sang des races* (Paris, Crès, 1921 revue par l'auteur ; 1^{re} éd. P. Ollendorff, 1899), p. 238.

Les affrontements violents des années 1930

1. Serge BERSTEIN, « L'affrontement simulé des années 1930 », *Vingtième siècle* n° 5 (1985), p. 48.

2. —, p. 48.

3. —, p. 52.

4. –, « Consensus politique et violences civiles dans la France du 20^e siècle », *Vingtième siècle*, n° 69 (2001), p. 51-60.
5. Voyez par exemple Adrian LYTTELTON, « Fascism and violence in post-war Italy : Political strategy and social conflict », dans Wolfgang J. MOMMSEN et Gerhard HIRSCHFELD, dir., *Social Protest, Violence and Terror in Nineteenth- and Twentieth-century Europe* (London/Birmingham, The Macmillan Press, 1982), p. 257-275 ; Jens PETERSEN, « Violence in Italian Fascism, 1919-25 », *ibid.*, p. 275-290.
6. Serge BERSTEIN, *Le 6 février 1934* (Paris, Gallimard, Julliard, coll. « Archives » n° 59, 1975).
7. Allen DOUGLAS, « Violence and fascism : The case of the Faisceau », *Journal of Contemporary History*, n° 19 (1984), p. 689-712.
8. Martin CONWAY et Robert GERWARTH, « Revolution and Counter-Revolution », dans Donald BLOXHAM et Robert GERWARTH, dir., *Political Violence in Twentieth-Century Europe*, p. 154-155 ; A. Douglas, « Violence and Fascism » ; Kevin PASSMORE, « Boy Scouting for Grown-Ups ? Paramilitarism in the Croix de Feu and the Parti Social Français », *French Historical Studies* n° 19 (1995), p. 529.
9. On doit le terme à Dirk Schumann. Voyez Dirk SCHUMANN, *Political Violence in the Weimar Republic, 1918-1933 : Fight for the Streets and Fear of Civil War* (New York/Oxford, Berghahn Books, 2012), p. XIX.
10. Philippe BURRIN, « Poings levés et bras tendus. La contagion des symboles au temps du Front populaire », *Vingtième siècle*, n° 11 (1986), p. 20 (la citation est en français dans le texte).
11. Georges VIDAL, « Violence et politique dans la France des années 1930 : Le cas de l'autodéfense communiste », *Revue historique* n° 38 (2006), p. 920.
12. –, p. 919.
13. Samuel KALMAN, « *Le combat par tous les moyens** : Colonial violence and the extreme right in 1930s Oran », *French Historical Studies* n° 34 (2011), p. 126-127.
14. Gilles VERGNON, *L'Antifascisme en France de Mussolini à Le Pen* (Presses universitaires de Rennes, 2009), p. 95-96.
15. Chris MILLINGTON, *Fighting for France : Violence in Interwar French Politics* (Oxford, Oxford University Press, 2018).
16. Voyez Ch. MILLINGTON, « Getting away with murder : Political violence on trial in interwar France », *European History Quarterly* n° 48, 2 (2018), p. 256-282.
17. Chris MILLINGTON, « Communist veterans in 1920s France : The Association républicaine des anciens combattants », *Journal of War and Culture Studies*, n° 8/4 (2016), p. 300-315 ; G. Vidal, « Violence et politique », p. 906 ; AN F⁷ 13179, « Le Commissaire central à M. le Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, Bordeaux », 8 nov. 1926 ; AN F⁷ 13 179, « Meeting

organisé par les sections de Vincennes et de Saint-Mandé de l'Association républicaine des Anciens Combattants », 8 Mai 1926.

18. AN F⁷ 13179, « Meeting antifasciste organisé par l'Association républicaine des Anciens Combattants au gymnase Huyghens », 30 Mai 1926.

19. Ch. MILLINGTON, « Communist veterans in 1920s France ».

20. G. VIDAL, « Violence et politique », p. 911.

21. Je renvoie, pour la rhétorique de militants communistes à AN F⁷ 13 296, « Au sujet des événements communistes du 1^{er} août 1929 », 12 août 1929.

22. « L'autodéfense de masse contre le fascisme », *L'Humanité*, 24 octobre 1934, p. 4.

23. Éric NADAUD, « Le renouvellement des pratiques militantes de la S.F.I.O. au début du Front populaire (1934-1936) », *Le Mouvement social* n° 153 (1990), p. 22-25 ; Jacques KERGOAT, *Marceau Pivert : socialiste de gauche* (Paris : Éditions de l'Atelier, 1994), p. 79-81.

24. Voir par exemple AN BB¹⁸ 2918, « M. Jean Breistroff, avocat-avoué près le tribunal de première instance de Thionville (Moselle) y demeurant 15, rue de Mersch à M. le Garde des Sceaux, ministre de la Justice », 24 juin 1936 ; AN BB¹⁸ 2918, « Résolution. Les Antifascistes de Basse-Yutz doivent être acquittés ».

25. Voyez par exemple Paul VAILLANT-COUTURIER, « Dimanche, les camelots du roi ont commis au Pecq une agression à main armée », *L'Humanité*, 5 février 1935, p. 1 ; « À Sartrouville des fascistes de la Solidarité française jouent du revolver et sont chassés par la foule », *L'Humanité*, 25 février 1935, p. 1 ; « À Issy, la foule ouvrière désarme et chasse les camelots du roi », *L'Humanité*, 17 juin 1935, p. 1 ; Paul VAILLANT-COUTURIER, « Plus de 200 000 au Mur », *L'Humanité*, 20 mai 1935, p. 1 ; Fernand FONTENAY, « Le congrès du parti socialiste discute de l'unité d'action et de la lutte contre le fascisme », *L'Humanité*, 10 juin 1935, p. 2 ; Paul VAILLANT-COUTURIER, « Les ligues mentent, s'entraînent et s'arment contre le peuple », *L'Humanité*, 7 juillet 1935, p. 1.

26. Marcel CACHIN, « Les hitlériens français saccagent la Maison du peuple d'Argenteuil et la Maison des syndicats de Levallois », *L'Humanité*, 6 septembre 1935, p. 1.

27. « La grandiose démonstration antifasciste de la place de la République », *L'Humanité*, 11 février 1935, p. 1 ; André GUÉRIN, « Nous faisons le serment de rester unis... », *L'Humanité*, 15 juillet 1935, p. 1 ; Paul VAILLANT-COUTURIER, « Les ligues mentent, s'entraînent et s'arment contre le peuple », *L'Humanité*, 7 juillet 1935, p. 1.

28. Édith et Gilles de LA ROCQUE, *La Rocque tel qu'il était* (Paris, Fayard, 1962), p. 95.

29. Sur cet incident, voyez Danielle TARTAKOWSKY, « Les Croix de feu à Villepinte, octobre 1935 », dans Annie FOURCAUT, *Banlieue rouge, 1920-1960*.

Années Thorez, années Gabin : archétype du populaire, banc d'essai des modernités (Paris, Autrement, 1992), p. 68-80

30. F. de LA ROCQUE, « Méthodes d'action », *Le Flambeau*, 1^{er} novembre 1933, p. 1.

31. « Six mille “Croix de feu” ont manifesté à Amiens », *L'Œuvre*, 7 janvier 1935, p. 1-2 ; voir aussi APP BA 1901, « Le directeur des Renseignements généraux et des jeux à M. le préfet de police », 26 janvier 1935 ; APP BA 1902, rapport sans titre, 23 septembre 1935 ; APP BA 1952, Rapport, Paris, 28 février 1937. Voir aussi Sean KENNEDY, *Reconciling France against Democracy : The Croix de Feu and the Parti Social Français, 1927-1945* (Montréal/Ithaca, McGill Queen's University Press, 2007), p. 31 ; Robert SOUCY, *French Fascism : The Second Wave* (New Haven (Conn.)/Londres : Yale University Press, 1997), p. 107 ; Albert KÉCHICHIAN, *Les Croix de feu à l'âge des fascismes : Travail famille patrie* (Paris, Champ-Vallon, 2006), p. 165.

32. AN 451 AP 81, « Note aux présidents », 13 novembre 1933.

33. « Le gouvernement tolérera-t-il le 19 mai un défilé militaire des formations fascistes ? », *L'Humanité*, 15 mai 1935, p. 1-2.

34. AN BB¹⁸ 2958, « Le procureur général près la Cour d'appel de Douai à M. le Garde des Sceaux, ministre de la Justice à Paris », 28 juin 1935 ; APP BA 1942, « Au cours d'une réunion organisée à Lille contre l'hitlérisme, socialistes et communistes provoquent de sanglants incidents », *L'Ami du Peuple*, 3 mai 1933 ; APP BA 1853, « Rapport sur les circonstances de la mort de Vuillemin », avril 1934 ; AN BB¹⁸ 3020, « Le Procureur général près la Cour d'appel de Riom à M. le Garde des Sceaux », 17 décembre 1936.

35. AN F7 13 132, « Le directeur de la Police d'État à M. le directeur de la Sûreté générale », 8 juin 1934.

36. « Les ouvriers luttent dans la rue ! », *L'Humanité*, 13 juin 1934, p. 1.

37. Cité dans William D. IRVINE, « Fascism in France and the strange case of the Croix de Feu », *Journal of Modern History* n° 63 (1991), p. 276.

38. « Contre les objecteurs de conscience », *Le Flambeau*, 1^{er} décembre 1933, p. 2, 5.

39. AN 451 AP 121, interview pour la *Gazette de Lausanne*, s.d.

40. Roger AUSTIN, « The conservative right and the far right in France : The search for power, 1934-1944 », in Martin BLINKHORN, dir., *Fascists and Conservatives : The Radical Right and the Establishment in Twentieth-Century Europe* (Londres, Routledge, 2003), p. 181.

41. Voir par exemple AN F⁷ 13 200, G. GAUDY, « La “bataille” du Blanc », *L'Action française*, 2 septembre 1926 ; AN F⁷ 13 232, « Une réunion ? NON, un guet-apens ! », *L'Humanité*, 11 janvier 1929 ; « Après le guet-apens communiste de Basse-Yutz : Riposte franciste à Knutange », *Le Franciste*, 29 juillet 1934 ; APP BA 1863, *Le Populaire*, « Les Croix de feu ont tenté hier un véritable exercice de guerre civile », 5 octobre 1936 ; APP BA 1863, « Les

communistes se sont réunis sous la protection de 20 000 agents et gardes mobiles », *L'Action française*, 5 octobre 1936.

42. Voir AN BB18 2960.

43. Voir AN F7 14795 and AN BB18 2960.

44. Voir AN BB18 2961.

45. Voir AN BB18 2959.

46. Voir AN BB18 2960.

47. See AN BB18 2960.

48. Voir AN BB18 2959.

49. –, « Le Procureur général près la Cour d'appel de Colmar à M. le Garde des sceaux, ministre de la Justice à Paris », 30 mars 1935.

50. F7 14795, Le commissaire de police mobile Yvonnet à M. le commissaire divisionnaire, chef de la 1^{re} brigade régionale à Paris, Paris, le 9 octobre 1935.

51. AN F7 13 296, « Carnet du militant n° 3 », *Préparons le travail pour le 1^{er} août*, juillet 1929, Bulletin intérieur au parti.

52. –, « Transmission », 19 juillet 1929.

53. Christian GUIRAUD, *La Police et l'ordre public ; thèse pour le doctorat présentée et soutenue le mardi 13 décembre 1938* (Bordeaux : Imprimeries Delmas, 1938), p. 105 ; Sophie GROSBON, « Le régime juridique des manifestations », dans Danièle TARTAKOWSKY, dir., *Paris Manif* : *Les manifestations de rue à Paris de 1880 à nos jours* (Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2011), p. 236-238 ; Paula COSSART, *Le Meeting politique : De la délibération à la manifestation* (Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2010), p. 289-296.

54. AN BB 18 2959, « Le procureur de la République de Limoges à M. le procureur général », 22 mars 1936.

55. –, 22 novembre 1935.

56. –, 22 mars 1936.

57. –, « Le procureur général près la Cour d'appel de Limoges à M. le Garde des sceaux, Chambéry », 24 février 1936 ; « Audition du témoin Gebhard Louis, commissaire central à Limoges », 18 novembre 1935 ; « Audition du témoin Le Tanneur Pierre, 42 ans, industriel, demeurant à Limoges », 17 novembre 1935.

58. –, « Le procureur de la République de Limoges à M. le procureur général près la Cour d'appel de Limoges », 26 novembre 1935.

59. –, « Le procureur de la République de Limoges à M. le procureur général », 22 mars 1936 ; « Audition du témoin Le Tanneur Pierre, 42 ans, industriel, demeurant à Limoges », 17 novembre 1935.

60. –, « Le procureur de la République de Limoges à M. le procureur général », 22 mars 1936.

61. –.
62. – ; « Procès-verbal de police de Faure, 3^e arrondissement de Limoges », 18 novembre 1935.
63. –, 22 mars 1936 ; –, « Le procureur de la République de Limoges à M. le procureur général près la Cour d’appel, Limoges », 26 novembre 1935.
64. –, « Le procureur de la République de Limoges à M. le procureur général », 22 mars 1936.
65. –, « Le procureur général près la Cour d’appel de Limoges à M. le Garde des sceaux, ministre de la Justice », 18 novembre 1935.
66. –, 18 décembre 1935 ; « Le procureur de la République de Limoges à M. le procureur général » 22 mars 1936.
67. « Le procureur général près la Cour d’appel de Limoges à M. le Garde des sceaux », Chambéry, le 24 février 1934.
68. –. 24 février 1936.
69. Lucien SAMPAIX, « Notre enquête sur le crime fasciste de Limoges », *L’Humanité*, 18 novembre 1935, p. 3.
70. « L’agression de Limoges », *Le Flambeau*, 23 novembre 1935, p. 2 ; « Une lettre du colonel de La Rocque au président du Conseil », *L’Ami du peuple*, p. 1-2.
71. « Entre eux et nous c’est une question de force », *Gringoire*, p. 1-2.
72. Eugène FROT, « Assez de violence ! De l’ordre pour tous ! », *La République*, 22 novembre 1935, p. 1.

Réponse à Michel Winock

1. Republié en 2016 avec un avant-propos de la nouvelle édition chez Fayard-Pluriel.
2. *Fascisme français ?*, p. 234.
3. *Fascisme français ?*, p. 233.

Index

- Abbas, Ferhat : 1, 2
- Abetz, Otto : 1, 2, 3, 4-5, 6-7, 8, 9, 10, 11, 12, 13-14
- Abraham : 1
- Agulhon, Maurice : 1-2, 3, 4
- Akli, Amar : 1
- Alain 1-2, 3
- Alexandre : 1
- Alibert, Raphaël : 1
- Allain, Jacques : 1, 2
- Ancel, Pierre : 1
- Andreu, Pierre : 1, 2
- Antliff, Mark : 1
- Antoni, Carlo : 1
- Apestuguy, Pierre : 1
- Arendt, Hannah : 1, 2, 3
- Aron, Raymond : 1-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9-10, 11-12
- Aron, Robert : 1, 2-3
- Arslan, Chekib : 1
- Ashéri, Maia : 1, 2
- Atkin, Nicholas : 1
- Austin, Roger : 1

Azéma, Jean-Pierre : 1, 2, 3, 4

Bac, Ferdinand : 1

Badinter, Robert : 1, 2

Balbo, Italo : 1

Barbé, Henri : 1, 2

Barberousse, Frédéric : 1

Bard, Christine : 1

Barrachin, Edmond : 1, 2, 3, 4-5, 6

Barrès, Maurice : 1, 2-3, 4-5, 6, 7, 8, 9, 10, 11-12, 13, 14-15, 16, 17-18, 19, 20

Barthélemy, Victor : 1, 2-3

Baruch, Marc-Olivier : 1, 2, 3

Bauerkämper, Arnd : 1, 2, 3

Becker, Howard : 1

Becker, Raymond de : 1

Bédarida, Renée : 1

Belin, René, 1, 2, 3

Bendjelloul, Mohamed : 1, 2

Benewick, Robert : 1

Benjamin, Walter : 1, 2, 3, 4

Bentham, Jeremy : 1,

Bensoussan, David : 1

Bergery, Gaston : 1, 2, 3-4, 5

Bergès, Michel : 1

Bergson, Henri : 1, 2, 3

Berl, Emmanuel : 1, 2

Bernanos, Georges : 1, 2

Bernstein, Eduard : 1

Berstein, Serge : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10-11,
12-13, 14, 15-16, 17, 18, 19-20, 21, 22, 23, 24

Bertrand, Louis : 1, 2, 3, 4, 5

Bétouille, Léon : 1

Betz, Maurice : 1

Beuve-Méry, Hubert : 1, 2, 3-4

Bianchi, Michele : 1, 2

Bidault, Georges : 1

Birnbaum, Pierre : 1, 2-3

Blanc, Louis : 1

Blanchot, Maurice : 1

Bloch, Marc : 1-2, 3, 4, 5-6, 7, 8

Blum, Léon : 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8-9, 10, 11-12,
13, 14, 15, 16

Blumel, André, 1

Bohrmann, Hans : 1

Boissel, Jean : 1

Boittin, Jennifer Anne : 1

Bonnard, Abel : 1

Bontemps, Charles-Auguste : 1

Boroira, Jean : 1

Borzeix, Jean-Marie : 1

Boulangier, général : 1, 2

Boulenger, Jacques : 1

Bourdin, Janine : 1

Bourget, Paul : 1

Bousquet, René, 1, 2

Bouveresse, Jacques : 1

Bracher, Karl Dietrich : 1

Brasillach, Robert : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Bréchet, Louis : 1

Breuer, Stefan : 1, 2

Brinon, Fernand de : 1

Broszat, Martin : 1

Brown, Wendy : 1

Brunet, Jean-Paul : 1, 2-3, 4

Brunetière, Ferdinand : 1

Bruyas, Jean : 1, 2, 3

Bucard, Marcel : 1, 2-3, 4

Burrin, Philippe : 1, 2, 3, 4, 5, 6-7, 8-9, 10, 11

Cachin, Marcel : 1, 2

Campbell, Caroline : 1, 2-3, 4, 5-6, 7-8, 9

Canat de Chizy, Marcel : 1

Cantier, Jacques : 1-2, 3

Cardon, Dominique : 1

Carlyle, Thomas : 1, 2

Carvallo, Édouard : 1, 2

Casanova, Jean-Claude : 1-2, 3

Cassin, René, 1

Caton : 1

Céline, Louis-Ferdinand : 1, 2, 3

Cerruti, Victorio : 1, 2, 3

César : 1

Chaillet, Pierre : 1-2, 3

Chamberlain, Houston Stewart : 1

Champetier de Ribes, Auguste : 1

Chardonne, Jacques : 1, 2

Charle, Christophe : 1

Charles X, 1

Chateaubriant, Alphonse de : 1

Châteaubriand, François-René de : 1

Chaunu, Pierre : 1-2, 3, 4

Chautemps, Camille : 1

Chiappe, Jean : 1-2

Chopine, Paul : 1, 2, 3

Cianetti, Tullio : 1

Ciano, Galeazzo : 1, 2, 3

Clancy-Smith, Julia : 1

Collovald, Annie : 1
Constant, Benjamin : 1-2
Conway, Martin : 1
Cooper, Frederick : 1, 2, 3
Coston, Henry : 1, 2, 3
Coty, François : 1
Couve de Murville, Maurice : 1-2
Cova, Anne : 1, 2
Creysel, Paul : 1
Crispi, Francesco : 1
Croce, Benedetto : 1-2, 3, 4, 5-6, 7, 8-9, 10

D'Alembert : 1
D'Annunzio, Gabriele : 1
Dac, Pierre : 1
Dahan, Ariel : 1
Daladier, Édouard : 1
Dandieu, Arnaud : 1
Danner : 1
Dard, Olivier : 1, 2-3, 4
Darquier de Pellepoix, Louis : 1
Daujat, Jean : 1-2, 3
Davidson, Naomi : 1
De Gaulle, général Charles : 1-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9-10, 11, 12, 13, 14, 15

Déat, Marcel : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7-8, 9, 10, 11, 12-13, 14

Debay, Antoine : 1, 2, 3, 4, 5, 6-7

Debono, Emmanuel : 1, 2, 3

Della Sudda Magali : 1

Delporte, Christian : 1

Derczanski, Jean-Pierre : 1

Dermendjian, Geneviève : 1

Déroulède, Paul : 1

Devaud, Stanislas : 1, 2, 3, 4, 5

Diderot : 1

Diebolt, Évelyne : 1

Dilthey, Wilhelm : 1

Distelbarth, Paul : 1, 2, 3, 4

Dobry, Michel : 1, 2, 3, 4-5, 6, 7-8, 9-10, 11-12, 13, 14

Domenach, Jean-Marie : 1-2, 3

Dorgères, Henri-Auguste : 1

Doriot, Jacques : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29

Dormoy, Max : 1

Douglas, Allen : 1, 2

Doumergue, Paul : 1

Drew, Allison : 1

Dreyfus, Alfred : 1-2, 3, 4, 5, 6

Drieu La Rochelle, Pierre : 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14

Drumont, Édouard : 1, 2, 3, 4, 5

Duby, Georges : 1

Dumons, Bruno : 1

Dunoyer de Segonzac, André, 1

Dupoux, Jacques : 1, 2

Dupraz, Johannes : 1, 2

Durkheim, Émile : 1

Durrleman, Alfred : 1, 2

Dutton, Paul : 1

Duverger, Maurice (pseud. Orgène Philippe), 1-2, 3

Ellul, Jacques : 1

Epstein, Simon : 1

Epting, Karl : 1, 2, 3, 4-5, 6

Errera, Roger : 1

Fabre-Luce, Alfred : 1, 2-3, 4, 5, 6-7, 8-9, 10

Faral, Robert : 1, 2

Farinnacci, Roberto : 1

Faye, Emmanuel : 1, 2, 3

Fayet-Scribe, Sylvie : 1

Felice, Renzo de : 1, 2

Fessard, Gaston : 1, 2, 3

Finchelstein, Federico : 1

Flamand, Paul : 1-2, 3

Flandin, Pierre-Etienne : 1

Fleury, Alain : 1

Fontenay, Fernand : 1

Fossati, Jean : 1

Fouché, Suzanne : 1-2, 3

Fourcaut, Annie : 1

Frader, Laura : 1

Franco, général Francisco : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8,
9

Frédéric-Dupont, Édouard : 1

Freud, Sigmund : 1, 2, 3, 4

Freyer, Hans : 1

Friedländer, Saül : 1, 2, 3

Fritzsche, Peter : 1

Frot, Eugène : 1, 2

Furet, François : 1, 2, 3

Gabin, Jean : 1

Gadamer, Hans-Georg : 1

Gadoffre, Gilbert : 1, 2

Gaïti, Brigitte : 1

Gambetta, Léon : 1

Ganne, Pierre-Louis : 1
Garau, Salvatore : 1
Gasman, Daniel : 1
Gatuing, Marcel : 1
Gaudy, Georges : 1
Gay, Francisque : 1
Geiger, Wolfgang : 1-2, 3
Gentile, Emilio : 1-2, 3-4
Gentile, Giovanni : 1, 2
Germani, Gino : 1
Germinario, Francesco : 1
Giglioli, Alexandra : 1, 2, 3, 4, 5
Ginzburg, Carlo : 1
Giolitti, Alexandra : 1
Girardet, Raoul : 1-2
Giroud, Françoise : 1
Gobineau, Joseph Arthur de : 1, 2
Godechot, Jacques : 1
Goebbels, Joseph : 1, 2-3, 4-5, 6
Goeschel, Christian : 1-2, 3
Goguel, François : 1, 2
Goldhagen, Daniel Jonah : 1, 2
Goodfellow, Samuel : 1, 2, 3, 4, 5
Gosnell, Jonathan : 1, 2, 3

Gouda, Frances : 1

Goy, Jean : 1, 2

Goyet, Bruno : 1

Graebner, Seth : 1

Gramsci, Antonio : 1

Grandi, Dino : 1

Greffon, Saïd : 1

Gregor, James A., 1

Griffin, Roger : 1

Grimm, Friedrich : 1, 2-3, 4, 5-6

Grisoni, André, 1-2

Gruber, Walter : 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8, 9

Grynberg, Anne : 1, 2

Guehenno, Jean : 1

Guérin, André, 1

Guignard, Didier : 1

Guiraud, Christian : 1

Habermas, Jürgen : 1

Haddour, Azzédine : 1

Hadj, Messali : 1, 2, 3-4, 5-6, 7-8, 9

Halbwachs, Maurice : 1

Halls, Wilfried : 1

Hamelet, Michel : 1

Hartoy, Maurice Hanot d', 1

Haury, Paul : 1

Hegel : 1-2

Heidegger : 1, 2, 3

Henriot, Philippe : 1-2, 3

Herder, Johann Gottfried von : 1, 2, 3, 4

Héroid-Paquis, Jean : 1

Herriot, Édouard : 1

Hervé, Gustave : 1

Heurtin, Jean-Philippe : 1

Hirschfeld, Gerhard : 1

Hitler : 1, 2, 3-4, 5, 6-7, 8-9, 10-11, 12-13, 14, 15, 16-17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27-28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41

Hobbes : 1

Hoffmann, Stanley : 1, 2, 3

Hugenberg, Alfred : 1

Hugo : 1, 2

Inards, Charles des : 1

Irvine, William : 1, 2, 3

Jankowski, Paul : 1

Jaraus, Konrad : 1

Jeanneney, Jean-Noël : 1, 2-3, 4, 5-6, 7, 8, 9, 10, 11

Jeantet, Claude : 1

Jenkins, Brian : 1, 2, 3

Joly, Laurent : 1, 2

Jouvenel, Bertrand de : 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13-14, 15, 16, 17

Judt, Tony : 1

Julliard, Jacques : 1, 2, 3, 4

Jung : 1

Jünger, Ernst : 1, 2

Kaddache, Mahfoud : 1, 2, 3-4

Kalman, Samuel : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Kaplan, Jacob : 1-2, 3

Kateb, Kamel : 1

Kautsky, Karl : 1

Kéchichian, Albert : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Kellner, Arturo : 1

Kennedy, Sean : 1, 2-3, 4, 5, 6, 7, 8

Kergoat, Jacques : 1

Kerillis, Henri de : 1, 2, 3

Kestel, Laurent : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Koerner, Francis : 1

Kolboom, Ingo : 1

Körner, Klaus : 1

Köster, Roland : 1, 2

La Rocque, colonel François de : 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8, 9-10, 11, 12, 13-14, 15-16, 17, 18, 19-20, 21-22, 23, 24-25, 26-27, 28-29, 30-31, 32-33, 34-35, 36, 37, 38-39, 40, 41, 42, 43-44, 45, 46, 47-48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55-56, 57-58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65

La Rocque, Gilles : 1, 2

Laborie, Pierre : 1-2, 3-4, 5, 6

Labriola, Arturo : 1

Labruyère, Jacques : 1, 2

Lacombe, Lucien : 1

Lacorne, Denis : 1

Lacretelle, Jacques de : 1

Lagarde, Paul de : 1

Lagardelle, Hubert : 1

Lamartine : 1

Lambauer, Barbara : 1, 2

Lambert, Gabriel : 1, 2, 3

Landa, Ishay : 1

Lane, Barbara : 1

Langbehn, Julius : 1

Lanzillo, Agostino : 1

Laplanche, Jean : 1-2

Laval, Pierre : 1-2, 3, 4, 5, 6, 7-8

Lazareff, Pierre : 1

Le Beau, Georges : 1, 2

Le Bon, Gustave : 1, 2

Le Cour Grandmaison, Olivier : 1

Le Goff, Jacques : 1, 2

Le Tanneur 1-2, 3, 4, 5

Lebreton père : 1

Ledeen, Michael : 1-2

Lee Downs, Laura : 1, 2, 3

Lefevre, Daniel : 1-2

Lénine : 1, 2

Lenoire, Michaël : 1

Leroy-Ladurie, Jacques : 1

Leschi, Didier : 1, 2, 3, 4, 5, 6-7, 8, 9-10, 11

Lévy, Claude : 1

Ley, Robert : 1

Liebscher, Daniela : 1

Lochak, Daniel : 1, 2

Loiseaux, Gérard : 1, 2

Loroux, Nicole : 1, 2

Lorcin, Patricia : 1

Luchaire, Jean : 1

Luxembourg, Rosa : 1

Lyautey, maréchal Hubert : 1, 2, 3

Lyttelton, Adrian : 1, 2

Machefer, Philippe : 1, 2

Maghraoui, Driss : 1

Malherbe, Henry : 1

Man, Henri de : 1, 2, 3, 4, 5

Manacorda, Guido : 1

Marie, Jean-Jacques : 1, 2

Marin, Louis : 1, 2

Marinetti, Filippo Tomaso : 1

Marion, Paul : 1

Maritain, Jacques : 1, 2

Marochetti, Simone : 1

Marrus, Michael Robert : 1

Martinoir, Francine de : 1, 2

Marx, Karl : 1, 2

Maspéro, Henri : 1

Massis, Henri : 1, 2, 3

Matagrín, Gabriel : 1

Mathé, Pierre : 1, 2

Matteotti, Giacomo : 1

Maud'Huy, Bertrand : 1, 2-3, 4

Maulnier, Thierry : 1, 2, 3, 4, 5

Maurras, Charles : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17

Maxence, Jean-Pierre : 1

Mazgaj, Paul : 1

McDougall, James : 1, 2-3

McKale, Donald : 1

Mehlman, Jeffrey : 1-2

Meinecke, Friedrich : 1-2, 3, 4-5, 6, 7

Memmi, Albert : 1, 2

Mermoz, Jean : 1, 2, 3

Michelet : 1

Michels, Roberto : 1, 2

Mill, John Stuart : 1, 2

Millington, Chris : 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8, 9

Millman, Richard : 1, 2

Milza, Pierre : 1, 2, 3, 4

Mirbeau, Octave : 1, 2

Mitterrand, François : 1, 2, 3, 4, 5

Moeller van der Bruck, Arthur : 1, 2

Mola, général Emilio : 1

Mommsen, Wolfgang : 1

Monsacré, Hélène : 1

Montcheuil, Yves de : 1, 2

Montherlant, Henri de : 1

Morand, Paul : 1

Morrin, Gilles : 1

Morris, Robert : 1

Mosca, Gaetano : 1, 2, 3

Mosley, Oswald : 1, 2

Mosse, George L., 1-2, 3

Moulin, Jean : 1, 2, 3

Mounier, Emmanuel : 1, 2, 3-4, 5-6

Muller, Henri : 1

Müller, Klaus-Jürgen : 1, 2-3

Mussolini 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8, 9, 10-11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18-19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31

Muzy, Fernand : 1

Nadaud, Éric : 1

Napoléon : 1, 2, 3

Naville, Pierre : 1

Nguyen, Victor : 1

Niekisch, Ernst : 1

Nietzsche 1, 2, 3, 4, 5-6

Nobécourt, Jacques : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11-12, 13-14, 15-16, 17-18, 19

Noblemaire, Georges : 1

Noiriel, Gérard : 1, 2, 3, 4, 5

Nolte, Ernst : 1-2, 3, 4, 5-6

Nolzen, Armin : 1, 2

Nora, Pierre : 1, 2, 3

Norindr, Panivong : 1, 2

Novick, Peter : 1

Nyssen, Françoise : 1

Ophuls, Marcel : 1-2

Orlow, Dietrich : 1, 2, 3, 4

Ory, Pascal : 1, 2, 3

Ottavi, Noël : 1, 2

Paillole, Paul : 1

Palheta, Ugo : 1

Panunzio, Sergio : 1-2

Paul-Boncour, Joseph : 1

Passmore, Kevin : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9, 10

Pareto, Vilfredo : 1, 2

Parvus (pseud. d'Alexandra Israël Helphand), 1

Patel, Kiran Klaus : 1

Paxton, Robert O., 1, 2, 3, 4, 5, 6-7, 8

Payne, Stanley : 1, 2

Pedersen, Susan : 1

Péguy, Charles : 1

Perrot, Michelle : 1

Pétain 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17-18, 19, 20, 21-22, 23, 24, 25, 26

Pfannstiel, Arthur : 1, 2-3, 4

Philippet, Jean : 1

Pie XI, 1, 2, 3

Platon : 1

Pontalis, Jean-Bertrand : 1-2

Popelin, Claude : 1-2, 3

Poupault, Christophe : 1, 2-3, 4

Pozzo di Borgo, Louis : 1, 2, 3-4, 5

Préval, Antoinette de : 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8-9, 10, 11, 12, 13-14

Prévotat, Jacques : 1

Primo de Rivera, José Antonio : 1, 2

Prochaska, David : 1

Prost, Antoine : 1, 2, 3, 4

Pucheu, Pierre : 1, 2, 3

Pujo, Maurice : 1, 2, 3, 4, 5, 6

Randau, Robert : 1, 2, 3

Ranke, Leopold von : 1

Rathenau, Walter : 1

Rebatet, Lucien : 1, 2, 3

Rees, Philippe : 1

Régis, Max : 1, 2, 3

Reichardt, Sven : 1, 2, 3-4

Rémond, René, 1-2, 3, 4, 5-6, 7-8, 9, 10-11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20-21, 22, 23, 24, 25, 26, 27

Renan, Ernest : 1, 2, 3, 4, 5

Renault, Louis : 1

Renoir, Jean : 1

Renouvin, Pierre : 1

Renzetti, Guiseppe : 1

Ribbentrop, Joachim von : 1, 2, 3

Ricardo, David : 1

Richard, Jean : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Ritter, Gerhard : 1

Robespierre : 1

Roberts, David : 1

Rochefort, Laurence : 1

Roosevelt, Franklin D., 1

Rosenberg, Alfred : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9

Roumégous, Roger : 1

Rousseau, Jean-Jacques : 1, 2, 3, 4

Roussel, Violaine : 1

Rouso, Henry : 1

Roy, Jules : 1, 2

Rozis, Albin : 1

Rüger, Jan : 1

Sabiani, Simon : 1, 2

Salandra, Antonio : 1

Salazar, Antonio de Oliveira : 1, 2, 3, 4

Saliège, Mgr Jules-Géraud : 1, 2

Salomon, Ernst von : 1

Sampaix, René, 1

Sangnier, Marc : 1

Sapiro, Gisèle : 1

Sarocchi, Marcel : 1, 2

Sarraut, Albert : 1, 2

Sarti, Odile : 1

Sartre : 1, 2, 3, 4

Scapini, Georges : 1

Schieder, Wolfgang : 1, 2, 3

Schiller, Friedrich von : 1

Schirach, Baldur von : 1

Schleier, Rudolph : 1

Schmitt, Carl : 1-2, 3, 4, 5-6

Schor, Ralph : 1

Schumann, Dirk : 1, 2

Secondy, Philippe : 1

Serge, Victor : 1, 2

Seydoux, Roger : 1, 2

Sibert, Alfred : 1

Sieburg, Friedrich : 1, 2

Siegfried, André, 1, 2-3, 4, 5-6, 7

Siméant-Germanos, Johanna : 1

Simon, Yves René, 1-2, 3, 4-5, 6, 7

Simon, Jacques : 1, 2

Singer, Claude : 1, 2

Sirinelli, Jean-François : 1, 2

Sivan, Emmanuel : 1, 2, 3

Skidelsky, Robert : 1

Smithn Timothy : 1

Snyder, Timothy : 1

Sorel, Georges : 1, 2, 3-4, 5

Sorensen, Christian : 1

Soucy, Robert : 1, 2, 3

Spengler, Oswald : 1

Staline : 1, 2, 3

Stavisky, Alexandre : 1, 2, 3

Stern, Fritz : 1-2, 3

Sternhell, Zeev : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10,
11, 12, 13, 14-15, 16, 17, 18-19, 20, 21, 22, 23,
24, 25, 26

Stoler, Ann Laura : 1, 2, 3, 4

Stora, Benjamin : 1-2

Suhard, Mgr Emmanuel : 1

Sulliotti, Italo : 1

Surya, Michel : 1

Sznajder, Mario : 1, 2

Tacite : 1, 2

Taguieff, Pierre-André, 1

Taine : 1, 2, 3, 4, 5

Taittinger, Pierre : 1, 2-3, 4, 5, 6-7, 8

Tallet, Franck : 1

Tartakowsky, Danielle : 1, 2

Taubert, Eberhard : 1, 2

Thomas, Martin : 1, 2, 3-4

Thomas, Jean-Paul : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9, 10, 11, 12, 13

Thorez, Maurice : 1, 2, 3, 4

Tison, Franck : 1

Tixier-Vignancour Jean-Louis : 1

Tocqueville, Charles Alexis Clérel de : 1, 2, 3

Tombs, Robert : 1

Torrie, Julia : 1

Touchard, Jean : 1, 2, 3

Traverso, Enzo : 1

Trochu, Charles : 1, 2

Trotsky, Léon : 1, 2

Vacher de Lapouge, Georges : 1
Vaillant-Couturier, Paul : 1
Valière, Sabinus : 1
Vallat, Xavier : 1, 2, 3, 4, 5
Vallin, Charles 1-2, 3, 4, 5, 6, 7-8, 9
Valois, Georges : 1, 2
Vergez-Chaignon Bénédicte : 1
Vergnon, Gilles : 1, 2, 3
Vervaecke, Philippe : 1
Veillot, François : 1, 2, 3
Vico, Giambattista : 1, 2, 3, 4
Vidal, Georges : 1-2, 3-4
Vidal-Naquet, Pierre : 1, 2, 3
Vinen, Richard : 1
Viollette, Maurice 1, 2, 3-4, 5
Volkov, Shulamit : 1
Voltaire : 1, 2

Wachsmann, Nikolaus : 1
Wahnich, Sophie : 1
Wardhaugh , Jessica : 1
Weber, Eugen : 1
Weber, Max : 1, 2
Weill, Nicolas : 1, 2

Weizmann, Chaïm : 1

Welkzeck : 1

Wendel, François de : 1, 2

Weygand, général Maxime : 1

Winock, Michel : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10,
11-12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22

Wolf, Didier : 1

Wolin, Richard : 1

Wumser, André, 1

Ybarnégaray : 1, 2, 3, 4, 5, 6

Zemmour, Éric : 1

Ziemann, Benjamin : 1

Zuccotti, Susan : 1

Zunino, Pier Giorgio : 1